

Plusieurs rabbins sont soupçonnés d'avoir cautionné l'assassinat d'Itzhak Rabin

L'ENQUÊTE sur l'assassinat, le 4 novembre, du premier ministre israélien Itzhak Rabin a permis de découvrir que la police et les services de sécurité générale, le Shin Beth, disposaient depuis plusieurs mois d'indications précises sur le meurtrier et ses projets. Le Shin Beth a reconnu avoir reçu ces informations. Un septième suspect a été arrêté pendant le week-end, et plusieurs rabbins extrémistes sont accusés d'avoir accordé leur caution à la conspiration.

Conformément au calendrier prévu par les accords dits de Taba, signés le 28 septembre par Yasser Arafat et Itzhak Rabin, l'armée israélienne s'est retirée, lundi 13 novembre, après vingt-huit ans d'occupation, de la ville de Djénine, première étape de l'extension de l'autonomie palestinienne en Cisjordanie.

Après un dernier hommage rendu, dimanche dans la soirée, à Tel Aviv, par deux cent mille jeunes à Itzhak Rabin, sur le lieu de son assassinat, le bureau politique du Parti travailliste a désigné Shimon Pérès comme successeur du premier ministre assassiné.

Lire page 2

Accord sur la Slavonie orientale

Serbes et Croates ont signé, le 12 novembre à Dayton (Etats-Unis), un accord sur la Slavonie orientale, dernière région de l'ex-Yougoslavie sous contrôle des séparatistes serbes. Le territoire sera administré par l'ONU. p. 3

Attentat anti-américain à Ryad

Un bâtiment utilisé par l'armée américaine a été en partie détruit lundi matin par une explosion à Ryad, en Arabie saoudite. L'attentat a fait plusieurs victimes. p. 34

Professeurs experts

Dans les universités et les grandes écoles, les professeurs spécialistes ont succédé aux intellectuels gourous, charismatiques et doctrinaires. p. 15

La détermination du XV de France

Le XV de France a arraché une troisième victoire consécutive aux All Blacks néo-zélandais. p. 24

Les éditoriaux du « Monde »

Mouvements américains ; Démocratie sans frontières. p. 18

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Suisse, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Espagne, 200 Ptas ; France, 1 F ; Grèce, 200 Dr ; Italie, 1.000 L ; Japon, 1.000 Y ; Pays-Bas, 100 G ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Espagne, 100 Ptas ; Suisse, 200 F ; Tunisie, 1 Din ; USA, 1 \$; USA (terrestre), 250 S.

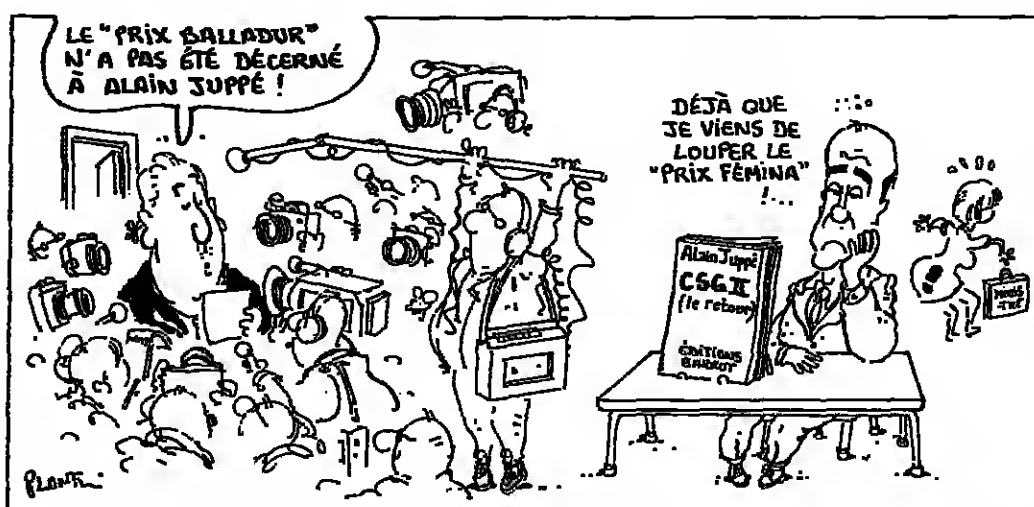


M. Balladur s'oppose à M. Juppé sur son projet de financer la Sécurité sociale par l'impôt

Dans « Le Monde », l'ancien premier ministre rassemble les critiques d'une partie de la majorité

LE PREMIER MINISTRE devait ouvrir, lundi 13 novembre, à l'Assemblée nationale, le débat sur la réforme de la Sécurité sociale. Alain Juppé dévoilera, mercredi 15 novembre, son plan de redressement des comptes sociaux, sur lequel il engagera la responsabilité du gouvernement.

L'opposition, l'UDF et les balladuriers ont annoncé qu'ils se montreront très vigilants sur l'équilibre global entre les recettes nouvelles et les mesures d'économies. Dans un point de vue publié par Le Monde, Edouard Balladur met en garde le gouvernement contre une augmentation excessive des prélèvements, qui ferait courir un risque à la croissance économique. L'ancien premier ministre estime que le redressement des comptes doit passer par la maîtrise des dépenses et le refus de toute nouvelle prestation non financée. Il met ainsi en cause l'allocation d'autonomie, qui fait partie des engagements pris par Jacques Chirac.



Cette prise de position a été appuyée par Nicolas Sarkozy, tandis qu'Alain Madelin continue à plaider pour une décentralisation de l'assurance-maladie.

Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, devait

rencontrer M. Juppé lundi matin pour arrêter les dernières mesures du plan qui comportera, selon Maignon, des dispositions d'urgence et des réformes structurelles. Il est acquis que sera créée, pour financer le passif, une « CSG bis », dont

le taux devrait être de 0,5 % à 0,7 % et qui sera étendue à certains revenus jusqu'à présent exonérés de la CSG.

Lire nos informations pages 8 et 9 et les points de vue pages 16 et 17

Les Russes rétrécissent les astronautes américains

POUR ENTRER au royaume des cieux, il convient d'être taillé aux normes russes. Certains astronautes américains ont ainsi été interdits de séjour dans la station Mir parce qu'ils étaient trop grands, voire, exceptionnellement, trop petits.

Scott Parazynski, 1,88 m, est prématurément retourné aux Etats-Unis à la mi-octobre, après quatre mois d'entraînement à la Cité des étoiles de Moscou. L'astronaute américain dépassait de 5 centimètres la taille limite retenue par les concepteurs russes de Soyouz, la capsule de transport - mais aussi de secours - qui dessert Mir et participera, à partir de 1997, à la construction de la station spatiale internationale Alpha. En cas d'urgence, il risquait de ne pouvoir prendre place à bord de ce « radeau de sauvetage ». Sa collègue Wendy Lawrence a subi le même sort. Son cas est rare : il lui manquait 4 centimètres. Les canons anthropométriques russes exigent du cosmonaute idéal une taille comprise entre 1,64 m et 1,83 m et un tour de poitrine de 96,5 à 112 cm, afin de remplir correctement la combinaison spatiale. Rien n'est

dit du tour de taille, si ce n'est que l'aiguille de la balance ne peut dépasser 85 kilogrammes.

La Nasa, qui n'a pris connaissance de ces « exigences techniques » que très récemment, en raison, avoue-t-elle, d'une « mauvaise communication », a fait ses comptes. Sur un contingent de 88 astronautes, rapporte l'Agence Associated Press, à peine la moitié pourraient se glisser dans Soyouz. « Quand vous éliminez ceux qui, de plus, ne parlent pas le russe, la liste est vraiment réduite », se lamentait David Leestma, directeur des vols habités de la Nasa. L'affaire est d'autant plus délicate que les Américains et les Russes multiplient les vols en commun et réalisent de spectaculaires rendez-vous, comme celui qui va réunir pendant trois jours, à partir du 15 novembre, la navette Atlantis et la station Mir.

L'agence américaine n'aurait pas dû être prise de court. Elle avait elle-même édicté de sévères critères de sélection lors des débuts de la conquête spatiale. Mais il y a eu beau temps que les navettes spacieuses ont rem-

placé les capsules étriquées, si bien que les candidats américains à l'espace peuvent désormais mesurer entre 1,486 m et 1,88 m.

Quant aux spatonautes sélectionnés par l'Agence européenne pour participer aux programmes russes et américains, ils doivent se situer entre 1,53 m et 1,90 m, indique Franco Rossitto, directeur du Centre des astronautes européens à Cologne. « La taille n'est pas le seul critère, précise-t-il. Une longueur de cuisse réduite, par exemple, peut sauver un candidat trop grand. La sélection met en jeu quarante mesures anthropométriques. » Il convient également d'anticiper sur l'effet des séjours spatiaux de longue durée, au cours desquels, placé en apesanteur, le corps humain peut s'allonger de plusieurs centimètres.

La Nasa fait son possible pour convaincre les Russes d'agrandir un peu l'habitacle de Soyouz d'ici à 1998. En cas de refus, il faudra bien que la nouvelle collection d'astronautes américains se plie à la mode russe : « Small is beautiful ! »

Hervé Morin

Lire page 4 et notre éditorial page 18

L'ambition d'un beur idole du rap



K-MEL

VOICI la première idole beur de la jeunesse française : K-Mel, vingt ans à peine, chanteur d'Alliance Ethnik, groupe multiracial de rap dont les chansons célèbrent les plaisirs de la danse et de la fête, les valeurs d'une communauté, en gommant les aspects les plus sombres de la vie en banlieue. Alliance Ethnik a vendu plus de 150 000 exemplaires de son premier album, Simple et funky, devenant ainsi un exemple de réussite et faisant de son chanteur et leader d'origine algérienne, K-Mel, le modèle d'une culture née dans les quartiers difficiles, mais cherchant à fédérer un public autour d'une manière joyeuse de faire de la musique, loin des tendances du rap dur et d'une subversion plus radicale. Le succès n'a pas conduit K-Mel à quitter son quartier, réputé l'un des plus durs de Creil (Oise), la cité du Plateau.

« La galère nous a appris à ne pas attendre d'aide, à ne pas être assistés », dit K-Mel. Après le rock, le reggae ou le funk, souvent mêlés aux musiques du bled, le rap s'est imposé comme la forme la plus en phase avec la vie des banlieues, la plus adaptée à la prise de parole des enfants d'immigrés. Décomplexés par le succès de Khaled, qui prouve le succès possible d'un des leurs dans les hit-parades français, les musiciens beurs ont armé leur rage d'une véritable ambition.

Erik Izraelewicz

Lire la suite page 18

Lire page 28

La France face à ses choix de solidarité

S'IL EST ENCORE, parmi d'autres, un objet de confrontation politique dans nos sociétés industrielles avancées, c'est bien celui de la protection sociale. Le « grand débat » organisé par le gouvernement autour de la Sécurité sociale n'a pas permis, pour l'instant, de faire ressortir tous les enjeux du dossier. Limité à la perspective,

classique, d'une augmentation des prélèvements, il mériterait mieux. Comment les Français envisagent-ils l'organisation, entre eux, des solidarités nécessaires face aux aléas de la vie, et cela dans des conditions économiques et sociales radicalement différentes de celles qui prévalaient lors de la création de la « Sécu », il y a cin-

quante ans ? Si la question, essentielle, est simple, la réponse l'est beaucoup moins. La gravité de la crise financière a conduit à une focalisation autour des mesures d'urgence (la création d'une « CSG-bis », la hausse de certaines cotisations, la réalisation d'économies ponctuelles...). Les corporatismes multiples qui interviennent dans

cette affaire ont par ailleurs tenté, avec un relatif succès, d'écarter les aspects les plus conflictuels. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, a pourtant promis - et confirmé dimanche 12 novembre - « une remise en ordre durable » du système, avec pour objectif la recherche d'une organisation « plus juste et plus efficace ». Jusque-là, l'unanimité reste possible : une telle approche peut en effet réunir sans aucune difficulté le syndicaliste conservateur Marc Blondel et le « patron des patrons » Jean Gandois, le libéral Alain Madelin et la socialiste Martine Aubry, la droite et la gauche. Derrière ces orientations générales, il y a pourtant des choix qui ne peuvent qu'opposer ces différentes sensibilités.

Si la mondialisation des économies a considérablement réduit les marges de manœuvre des nations en matière économique et monétaire, elle laisse néanmoins, pour l'instant encore, un important espace de liberté dans le domaine social. L'organisation de la protection sociale continue, et continuera pour longtemps encore, à relever, pour l'essentiel, de la nation. Le constat vaut au niveau mondial comme au niveau européen.

EDOUARD BALLADUR

DEUX ANS À MATIGNON

ENTRE MITTERRAND ET CHIRAC

PLON

276 P 125 F

Le regard porté sur les événements par d'autres à son importance et sa valeur : le mien aussi. Chacun en jugera. Je voulais apporter mon témoignage.

EDOUARD BALLADUR

PLON

ISRAËL Une semaine après le meurtre d'Yitzhak Rabin, à l'endroit même où il a été assassiné à Tel Aviv, 200 000 jeunes se sont rassemblés, dimanche 12 novembre,

pour un dernier hommage à l'ancien premier ministre devenu leur idole. ● L'ENQUÊTE sur le meurtre a apporté de nouvelles révélations, selon lesquelles la police et le Shin

Beth disposaient, depuis des mois, de renseignements sur le meurtrier et son projet. Un rabbin, Yoël Bin-Nun, a par ailleurs fourni, dimanche, au grand rabbinat les

noms de ses homologues qui ont préparé le meurtre par des décrets vengeurs. ● LES PALESTINIENS font confiance à M. Pères pour maintenir le cap. Les partisans de M. Arafat

sont aussi encouragés par l'évolution des islamistes du Hamas, qui, selon eux, sont désormais disposés à participer aux élections prévues le 20 janvier 1996.

Les services de sécurité étaient avertis du projet du meurtre d'Yitzhak Rabin

Tandis que, dimanche, à Tel Aviv, une semaine après l'assassinat de l'ancien premier ministre, 200 000 personnes lui ont rendu hommage, l'enquête fait apparaître la réalité d'une conspiration cautionnée par des rabbins extrémistes

JÉRUSALEM
de notre correspondant
Chaque jour qui passe depuis l'assassinat d'Yitzhak Rabin, le 4 novembre, apporte désormais son lot de révélations. La police et les services de sécurité généraux, depuis plusieurs mois, d'une série de renseignements sur Yigal Amir, l'assassin d'Yitzhak Rabin, ainsi que certains détails sur son funeste projet.

Un étudiant religieux, Shlomo Halevy, de l'université Bar Ilan de Tel Aviv, que fréquentait aussi Yigal Amir, ainsi que la plupart des suspects aujourd'hui détenu, avait averti en juin, tout d'abord un officier de renseignement de l'armée, ensuite la police de Jérusalem, puis le Shin Beth.

« Il avait décrit avec précision l'aspect physique du meurtrier en puissance, ont révélé, dimanche 12 novembre, les quotidiens israéliens. Il avait donné son âge, des détails sur son teint, son origine yéménite, sa petite taille, son lieu d'études et son appartenance probable à un groupe extrémiste. Il ne manquait que son nom et son adresse », que le jeune homme avait prétendu ne pas connaître.

Craignant à la fois de passer pour un mouchard et d'impliquer quelqu'un à tort, Shlomo Halevy, qui avait été renseigné par sa

fiancée, elle-même proche des milieux d'extrême droite, avait affirmé à la police avoir appris l'existence du projet au hasard d'une conversation, entendue dans les toilettes de l'arrêt d'autobus central à Tel Aviv.

L'officier de police qui avait enregistré la dénonciation, avait indiqué, dans son rapport, que les informations fournies paraissaient « sérieuses et concrètes », et que l'informateur semblait « avoir la tête sur les épaules ». Le Shin Beth, qui a discrètement interpellé le jeune homme au lendemain de l'assassinat, avant de le libérer, a reconnu, dimanche, avoir reçu ce rapport, mais, selon un communiqué officiel, « les informations transmises se sont révélées insuffisantes pour conduire à Yigal Amir ».

BLACK-OUT
Après ces révélations, qui ont poussé la police à décréter, dimanche, un black-out sur l'enquête, plusieurs ministres, au cours du comité gouvernemental sur la sécurité nationale réuni à Jérusalem, ont fait part de leur colère et redemandé au premier ministre la tête du directeur du Shin Beth.

Shimon Pères, qui a promis, dimanche, à son parti de « mettre plus l'accent sur la sécurité du pays » dans ses nouvelles fonc-



tions, aurait tapé du poing sur la table et invité ses ministres à se calmer, ainsi qu'à cesser de critiquer le Shin Beth dans la presse. Il a indiqué qu'il avait déjà refusé la démission offerte par M. « R », le patron des services, dont il est interdit de publier l'identité.

« Le gouvernement », a précisé le

successeur d'Yitzhak Rabin, n'a pas à se transformer en commission d'enquête. Qu'on laisse celle qui a été mise en place faire son travail. » Pour sa part, le chef du gouvernement intermédiaire n'a eu qu'à « se louer des agents du Shin Beth » qui le protègent « depuis si longtemps ». Ils sont, a-t-il

conclu, « les meilleurs des meilleurs ».

Dimanche, sur le nouveau square Yitzhak-Rabin, à Tel Aviv, Leah Rabin a joint sa voix à cette défense en règle d'un service créé avec l'Etat, en 1948. « Les agents chargés de la protection pleurent, a-t-elle dit en s'adressant à son époux assassiné, et moi je les console. Je leur dis que jamais, jamais, jamais, nous n'aurons aucune rançon à leur égard, jamais l'idée ne nous traversera l'esprit qu'ils ont failli à leur devoir. Je sais Yitzhak, que c'est ce que tu leur aurais dit toi-même. »

GILET PARE-BALLES

Pendant le week-end, un septième suspect, Arik Swartz, âgé de vingt et un ans, sergent dans l'unité d'élite où servait Yigal Amir – les fameux Golanis – a été arrêté. Fils d'une famille prospère de juifs ultra-orthodoxes domiciliés à Baer Brak, cité entièrement réservée aux « hommes en noir » dans les faubourgs de Tel Aviv, le jeune homme, chez qui des armes et des explosifs ont été saisis, est soupçonné d'avoir fourni à l'assassin des silencieux, des munitions et des explosifs volés dans sa caserne.

Outre le meurtre du premier ministre, les jeunes extrémistes avaient en projet, selon le ministre de la police, de placer une

voiture piégée dans une ville arabe de Cisjordanie occupée pour tuer le maximum de Palestiniens.

Conformément à sa promesse, le rabbin Yoël Bin-Nun, qui va désormais engoncée dans un gilet pare-balles, a fourni, dimanche, au grand rabbinat d'Israël, les noms de ceux qui, parmi ses homologues, ont donné l'absolution préalable au meurtre, voire l'ont préparé par des décrets religieux vengeurs.

Trois noms sont déjà cités. Il s'agit de Dov Lion, de Kiryat Arba, bastion des colons extrémistes près de Hébron, de Nahum Rabinovitch, de Maale Adoumim, colonie proche de Jérusalem, et de Eliahou Zini, un rabbin de Haïfa. Le grand rabbinat d'Israël examine l'éventualité de sanctions à leur encontre.

Patrice Claude

■ Shimon Pères, premier ministre par intérim, a été désigné, dimanche 12 novembre, chef du Parti travailliste par le bureau politique de cette formation, qui a aussi recommandé qu'il soit chargé de constituer le prochain gouvernement. Il doit être reçu, en début de semaine, par le chef de l'Etat, Ezer Weizman, pour en être officiellement chargé. (AFP, Reuters.)

« Ton sang coule dans nos veines... »

TEL AVIV
de notre correspondant
La mort tragique d'Yitzhak Rabin a désormais un sens, le sens de l'histoire. « Yitzhak, ton sang coule dans nos veines. Yitzhak, nous continuerons la vie, nous continuerons la paix. » Les mots sur les banderoles, le silence et le recueillement dans la foule. Foule énorme, 200 000 personnes serrées les unes contre les autres, 200 000 jeunes communiant dans le souvenir d'un homme et d'une idée simple : la paix.

C'était, dimanche 12 novembre, dans la soirée, à Tel Aviv, une semaine après qu'au même endroit un premier ministre qui se sentait seul fut venu recevoir les acclamations de 100 000 fidèles. Et tomber sous les balles d'un assassin. Aujourd'hui, sur la grande scène dressée au pied de l'hôtel de ville, se tient une femme de fer, une petite veuve vêtue de bleu, à la fois triste, si digne et si visiblement heureuse de constater que son époux n'est pas mort pour rien, là, juste au pied du podium.

« Vous avez été trop silencieux, lance-t-elle car elle aime que les choses soient dites, vous l'avez laissé seul face aux cris de la

haine. » Dans le ciel bourdonnent les hélicoptères de surveillance. Autour de l'ancienne place des Rois d'Israël, rebaptisée square Yitzhak-Rabin, des véhicules militaires, de police, de gardes-frontières patrouillent.

« UN AMOUR INCROYABLE »
Leah Rabin, belle et frêle sous ses soixante-huit ans, parle. Elle ne s'adresse pas vraiment à la foule. Depuis une semaine, elle ne parle qu'à Yitzhak.

« Si tu voyais tous ces gens, si je pouvais te raconter tout ce qui se passe dans le pays depuis une semaine, tu ne le croirais pas, Yitzhak. (...) Je te parlerais de ces centaines de milliers d'Israéliens qui ont suivi ton cercueil, de tous ces hommes d'Etat qui sont venus à tes funérailles. (...) Un Etat tout entier a cessé de respirer quand tu es mort. Nous, ta famille, sommes l'objet d'une immense étreinte, d'un amour incroyable qui ne s'arrête plus. On te caresse de fleurs, on allume des bougies à ta mémoire, les jeunes réinventent des lettres qu'ils déposent sur ta tombe. Des milliers de gens viennent nous voir des quatre coins du pays : des juifs, des musulmans, des Druzes, des chré-

tiens, des Circassiens. Me croiras-tu, Yitzhak ? On n'a jamais rien vu de pareil. »

Dans la foule, des hommes es-sulent une larme, des femmes pleurent. Tel Aviv l'insouciant, la jouteuse, Tel Aviv l'incroyante, l'impie, s'est trouvée une idole. Le portrait du disparu, qui domine la scène, est le plus grand jamais vu en Israël.

UN MESSAGE EN HÉBREU

A gauche, en lettres de lumière, un message en hébreu. « En souvenir d'Yitzhak Rabin ». Officiellement, le rassemblement est apolitique, tout le monde est bienvenu. Il y a pas mal de keffiyehs arabes mais peu, très peu, de kippas

juives à l'horizon. Les « observants » viennent rarement à Tel Aviv.

Leah Rabin, née à Koenigsberg, à l'époque allemande – aujourd'hui, la ville est russe – « montée » en Palestine en 1933, quelques jours après l'arrivée au pouvoir de Hitler, Leah Rabin, qui a fait toutes les guerres d'Israël aux côtés de son glorieux époux, veut la paix. « A Shimon Pères, qui est seul maintenant sur la voie que nous l'aidions et qu'il fallait qu'il conduise ce peuple vers la paix. » La majorité silencieuse, en Israël, a repris la parole.

P. C.

L'armée israélienne a évacué la ville de Djénine

Retrait de Djénine



RETRAIT DES TROUPES ISRAËLIENNES
● Retrait des troupes
● Retrait partiel (à voir)
● Retrait total dans les six mois

L'Autorité palestinienne a pris le contrôle, lundi 13 novembre, de Djénine, première ville de Cisjordanie, à laquelle s'étend l'autonomie. Treize véhicules qui transportaient les derniers soldats israéliens, ont abandonné, sous les applaudissements de centaines d'habitants, le quartier général de l'administration militaire aux mains de la police palestinienne. Le redéploiement par étapes de l'armée israélienne en Cisjordanie précède les élections palestiniennes, prévues en principe pour le 20 janvier 1996. Réuni au Caire sous la présidence de Yasser Arafat, le Comité exécutif de l'OLP a commencé, dimanche, à débattre de ce scrutin. (AFP)

Les Palestiniens de Gaza n'envisagent pas de « retour en arrière »

GAZA

de notre envoyé spécial
L'inquiétude qui s'était exprimée à Gaza, après l'assassinat d'Yitzhak Rabin, semble s'être oetement estompée. Dans les milieux proches de l'Autorité palestinienne et de son président, Yasser Arafat, on estime aujourd'hui que le gouvernement israélien conduit par Shimon Pères pourra maintenir le cap : en clair, que le processus de paix ne saurait être gravement remis en question, du côté israélien. Même les représentants du mouvement de la résistance islamique, le Hamas, farouchement opposé à ce processus, confient qu'ils n'envisagent pas un « retour en arrière » et confirment qu'ils sont sur le point de changer radicalement d'attitude.

« L'ensemble de la région a perdu un chef historique en la personne de Rabin », a déclaré le porte-parole du Fatah, la principale composante de l'OLP, en ajoutant qu'il n'est « pas prêt d'oublier » le vibrant plaidoyer pour la paix prononcé par Yitzhak Rabin, le 4 novembre, juste avant de mourir. Hommage d'autant plus méritoire que Diab Nemer Allouh doit au gouvernement d'Yitzhak Rabin d'avoir passé huit ans dans les geôles israéliennes. Gaza a compris que l'opposition de droite en Israël, accusée d'avoir créé un climat propice au geste du meurtrier, sera incapable, dans un proche avenir, de faire obstacle à l'extension de l'autonomie palesti-

nienne. « Tout le problème est de savoir si le gouvernement Pères sera assez fort pour s'imposer et faire face aux faucons israéliens », se demande le docteur Ahmed Yazidji, ancien délégué à la Conférence de Madrid en 1991, et actuel vice-président de la jeunesse et des sports au sein de l'Autorité autonome. « Pères est souvent mal considéré parce qu'il n'est pas un militaire », note ce psychiatre, avant d'affirmer avec un sourire : « Les Arabes et les Israéliens ont un trait commun : ils ont beaucoup de respect pour les généraux, cette mentalité doit changer maintenant que nous entrans dans une ère de paix... »

L'ÉVOLUTION DU HAMAS

« Rabin avait un atout que Pères ne peut avoir : le poids et l'autorité d'un militaire, mais Israël ne va pas revenir en arrière. Pères va continuer sur la lancée, car on ne peut ignorer qu'il a été le véritable artisan du processus. Et il a autour de lui des gens pour compenser la disparition de Rabin. » Ce jugement est rendu par l'un des hommes réputés « ennemis de la paix », qui porte la barbe des islamistes. Imad Falouji est directeur d'El Watan, l'organe du Hamas. Son analyse ne surprend guère M. Allouh. « Il est très difficile, dit-il, de détruire ce qui a déjà été construit entre nous et les Israéliens. Personnellement, je n'ai pas de doute : Pères pourra opérer les accords conclus et en préparer d'autres. »

Les partisans de M. Arafat se sentent manifestement encouragés par l'évolution du Hamas, dont certains dirigeants sont de plus en plus disposés à entrer dans le jeu d'un processus que leur mouvement a combattu par tous les moyens, notamment par la violence, et qu'ils refusent encore officiellement. M. Falouji précise que le Hamas possède toujours une « branche militaire », responsable d'une série d'attentats-suicides meurtriers contre les Israéliens. Mais il rappelle que le Hamas s'apprête à fonder un « parti politique », et qu'il appartiendra aux instances de celui-ci de décider s'il participera aux élections pour former le Conseil de l'autonomie – le « Parlement » palestinien –, prévues le 20 janvier 1996, dans le cadre des derniers accords israélo-palestiniens. M. Falouji et ses amis ne veulent pas présager du choix du Hamas, qui suscite encore de fortes réserves, mais laissent entendre qu'ils ont, eux, déjà opté pour la participation.

L'assassinat à Malte, le 26 octobre, de Fathi Chakaki, dirigeant du Djihad islamique, proche du Hamas, n'a pas empêché les représentants de ce mouvement de participer, le 8 novembre, à Gaza, à une réunion préparatoire au scrutin. D'autre part, l'Autorité palestinienne a fait savoir qu'un « dialogue officiel » aura bientôt lieu avec le Hamas, vraisemblablement au Caire. Hammad Ghazi, rédacteur en chef d'El Watan et porte-

parole du Hamas, souligne que des militants de ce mouvement ont encore été arrêtés récemment par la police palestinienne, mais il ajoute : « Nous ne pouvons arrêter la discussion avec Arafat et l'Autorité, car nous sommes condamnés à vivre ensemble. »

M. Yazidji précise que, depuis des semaines, l'Autorité est fréquemment « en contact » tant avec le Hamas qu'avec le Djihad, pour conforter la position des « modérés » dans ces deux organisations. Dans les prochains jours, une réunion au sommet doit avoir lieu au Caire entre le Hamas et l'Autorité.

M. Yazidji se déclare convaincu que le Hamas va suspendre ses activités « militaires » contre Israël, s'engager dans la compétition électorale et « jouer son rôle dans la vie politique ». A chaque attentat, selon lui, le bouclage des territoires palestiniens par les Israéliens « ajoute aux souffrances de la population et aggrave la crise économique », de sorte que le Hamas perd davantage de sympathisants, comme le confirment de récents sondages. Et M. Yazidji de conclure : « Il n'y a pas d'alternative, les chefs du Hamas doivent choisir la voie politique, sinon leur mouvement disparaîtra ; nous [à l'OLP] avons connu ce risque voici quelques années, et c'est pourquoi nous avons choisi la paix. »

Francis Cornu

Lisbonne - Porto - Faro

à partir de

1390

+ 2 jours de location de voiture groupe A gratuits

Pour complément d'informations, contactez
TAP Air Portugal: PARIS 44 86 89 89 ou
NICE 93 21 34 35, ou votre agence de voyages

AVIS

TAP AIR PORTUGAL

*Sauf période du 20 au 31 Décembre 1995

Chaque jour davantage

صلى الله عليه وسلم

Serbes et Croates signent un accord restituant la Slavonie orientale à Zagreb

Le territoire sera provisoirement mis sous tutelle de l'ONU

L'accord sur la Slavonie orientale, signé dimanche 12 novembre par la Croatie et les Serbes séparatistes, désamorce un différend vieux de

quatre ans et ouvre la voie à la normalisation des relations entre la Serbie et la Croatie. Le dernier territoire croate encore sous contrôle des

sécessionnistes serbes, dans l'est du pays, sera mis sous administration de l'ONU pendant une période transitoire d'au moins un an.

SERBES ET CROATES ont finalement signé, dimanche 12 novembre, un accord sur le statut de la Slavonie orientale, dernière région de Croatie tenue par les séparatistes serbes. Après quatre ans de conflit, les Serbes, qui contrôlaient cette région adossée à la frontière de la Serbie, et les autorités de Zagreb se sont engagés sur la voie de la paix en s'entendant sur le retour à terme de ce territoire sous l'autorité croate. « Pour la première fois dans ce conflit, un problème est réglé pacifiquement par une signature », s'est félicité l'ambassadeur américain en Croatie et architecte du compromis, Peter Galbraith.

Cette signature, qualifiée par M. Galbraith d'« historique », est arrivée à point nommé. Dès l'ouverture des pourparlers de paix sur l'ex-Yougoslavie, début novembre à Dayton aux Etats-Unis, les présidents croate, Franjo Tudjman, et serbe, Slobodan Milosevic, s'étaient engagés à régler de façon négociée le sort de cette province de l'est de la Croatie. Mais, depuis, la négociation menée sur le terrain par les médiateurs de l'ONU, Thorvald Stoltenberg et Peter Galbraith, plétinait. Ce qui inquiétait vivement les Etats-Unis : la zone, à la frontière serbo-croate, restait un baril de poudre susceptible de réduire à néant le processus de pacification en cours en Bosnie et de relancer le conflit entre les deux « puissances » régionales, la Serbie et la Croatie.

La région avait connu un regain de tension ces derniers jours, dû à la concentration de troupes croates le long de la ligne de cessez-le-feu, et aux déclarations de Zagreb se disant prêt à récupérer ce territoire par la force si aucun accord n'était

atteint avant le 30 novembre, date de l'expiration du mandat des forces de l'ONU déployées dans la région depuis le printemps 1992. Vendredi dernier, les Etats-Unis avaient mis en garde la Croatie en l'enjoignant d'utiliser les « canaux diplomatiques » pour régler le litige. Au cours des derniers jours, de nouvelles pressions internationales avaient aussi été exercées sur la partie serbe.

Dimanche, les négociations, maintes fois annulées par le rejet serbe des projets des médiateurs internationaux, finissaient par aboutir. Poursuivant leur navette entre Zagreb et Erdut, fief des autorités sécessionnistes serbes, les médiateurs onusiens et américains ont obtenu la signature d'un accord. Le document en quatorze points, qui désamorce un différend vieux de quatre ans, était signé par le chef de la délégation serbe, Milan Milanovic, dimanche après-midi à Erdut, puis, quelques heures plus tard à Zagreb, par Hrvoje Sarnic, secrétaire de la présidence croate.

ELECTIONS LIBRES

Cet « accord de base » sur l'avenir de la Slavonie orientale prévoit sa mise sous tutelle de l'ONU jusqu'à l'organisation d'élections libres. La Slavonie orientale restera sous administration de l'ONU pendant douze mois, période qui pourra être reconduite au maximum pour une année « à la demande de l'une des parties ». Le Conseil de sécurité de l'ONU qui créera cette « administration transitoire » devra également « décider de l'envoi de forces internationales qui pendant la période transitoire maintiendront la paix et la sécurité sur le territoire ».



La région réintégré à la Croatie

De cette décision dépendra la date de l'entrée en vigueur de l'accord. La région sera délimitée dans les trente jours qui suivront le déploiement des forces internationales. Cette délimitation concernera « toutes les forces militaires, l'armement et la police ». Trente jours avant l'expiration de la période de tutelle onusienne, « l'administration transitoire organisera des élections pour tous les organes locaux du pouvoir ».

L'administration de l'ONU, affirme le texte, permettra non seulement à tous les réfugiés de retourner dans leur foyer mais également aux personnes qui vivaient auparavant en Croatie et qui se sont installées en Slavonie orientale d'y rester. Les Serbes sécessionnistes avaient insisté sur ce point afin de permettre aux Serbes expulsés de Slavonie occidentale et de Krajina après les offensives croates des

mois de mai et d'août, de rester sur place. Parallèlement, les quelque cent mille Croates chassés de la région au début du conflit, en 1991, pourront rentrer chez eux.

« C'est un accord fondé sur le respect des droits de l'homme qui permettra à cette région de préserver à l'avenir son caractère multi-ethnique », a estimé Peter Galbraith. Avant le conflit, la Slavonie orientale était peuplée d'un tiers de Croates, d'un tiers de Serbes et d'une dizaine de minorités ethniques, dont des Hongrois, des Slovaques et des Ruthènes. « Nous ne croyons pas que l'Etat croate veuille et soit capable de défendre les droits des Serbes. Pour éviter une guerre, nous avons fait confiance aux organisations internationales », a déclaré le chef de la délégation serbe, Milan Milanovic. La partie serbe a fait dimanche une importante concession en renonçant à sa revendication d'un référendum sur l'autodétermination à l'issue de la période transitoire. Si l'accord ne préjuge pas de l'avenir politique de la région à l'issue de la période de transition, Hrvoje Sarnic a toutefois estimé qu'il « démontre que la Slavonie orientale fait bien partie des frontières internationales de la Croatie ».

Le président américain, Bill Clinton, et son secrétaire d'Etat, Warren Christopher, ont exprimé, dimanche soir, leur vive satisfaction après l'annonce de l'accord. A Belgrade, la presse officielle et le Parti socialiste de Slobodan Milosevic, ont également salué cet accord qu'ils ont qualifié de « une paix définitive dans l'ex-Yougoslavie ».

Florence Hartmann

Grands patrons américains et européens veulent lever les obstacles aux échanges

Séville accueillait le « dialogue transatlantique »

MADRID

La bonne centaine de chefs d'entreprise américains et européens réunis, vendredi 10 et samedi 11 novembre, à Séville, pour amorcer le « dialogue transatlantique » sont parvenus à la conclusion qu'il fallait éliminer « le plus rapidement possible » les obstacles à la libéralisation du commerce entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Cette rencontre sans précédent, organisée notamment par le secrétaire américain au commerce, Ronald Brown, a rassemblé une brochette des plus importants patrons (Ford, Siemens, Pechiney, Xerox, Philips, Alcatel-Alsthom, BP, etc.) autour de Leon Brittan, vice-président de la Commission de Bruxelles, et de Martin Bangemann, commissaire à l'Industrie. Il s'agissait d'examiner comment renforcer les liens commerciaux et, selon le souhait avoué des Américains, aboutir à une zone de libre-échange. Un objectif rejeté par les Quinze et notamment par l'Espagne et les autres pays méditerranéens qui le trouvent « prématuré ».

« La coopération est essentielle pour la réussite du marché global et une juste concurrence », a souligné Ronald Brown, pour qui il s'agit « d'un ciment durable pour la paix mondiale, la sécurité et le bien-être économique ». Le secrétaire au commerce a estimé que les échanges atlantiques restaient supérieurs de 50 % (1,7 milliard de dollars) au commerce transpacifique en dépit du renforcement de ce dernier.

Les conclusions de cette rencontre se résument à un message à l'intention des dirigeants politiques afin de « supprimer les réglementations excessives et différentes », et d'unifier

les normes douanières, d'harmonisation, d'investissement et de contrôles techniques. Les quatre groupes de travail constitués sont également convenus que les mesures de protection de l'environnement ne devaient pas être utilisées pour un protectionnisme déguisé et que la libéralisation ne devait pas porter atteinte à la propriété intellectuelle.

Reste à savoir comment lever ces obstacles sans instaurer une discrimination envers les pays tiers, selon les vœux de Peter Sutherland, ancien directeur général du GATT et président de Goldman Sachs. Il faudrait d'abord que les Européens présentent un front uni face aux Américains. Les chefs d'entreprise ont décidé de se retrouver au début de l'an prochain.

En attendant, le « Transatlantic business dialogue » avait également pour but de jeter les bases des discussions qui auront lieu le 3 décembre, à Madrid, lors du sommet euro-américain qui réunira le président Bill Clinton, le président de la Commission européenne, Jacques Santer, et Felipe Gonzalez, président en exercice de l'UE. Ce sommet devrait servir à établir les contours d'un espace économique transatlantique sous la forme d'une déclaration d'intention. Le 2 juin, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, avait, à Madrid, tracé les grandes lignes du « nouveau dialogue transatlantique pour le XXI^e siècle » en proposant, pour le long terme, « l'intégration des économies nord-américaine et européenne ».

Michel Bole-Richard

Lire notre éditorial page 18

Irlande du Nord : Dublin presse Londres d'ouvrir les négociations

LE PREMIER MINISTRE irlandais John Bruton a exhorté, samedi 11 novembre, son homologue britannique John Major à franchir les « obstacles mineurs au regard de l'histoire » pour entamer le dialogue multipartite visant à ramener la paix en Irlande du Nord. Londres refuse toujours d'entamer des négociations tant que les groupes paramilitaires, et notamment l'IRA (Armée républicaine irlandaise), ne font pas un geste en direction du désarmement.

« J'ai eu cours des derniers jours avancé des propositions spécifiques auprès de M. Major, destinées à déboucher la situation en progressant vers des négociations multipartites. Je crois que ces propositions méritent une approche constructive », a déclaré M. Bruton, appelant John Major à y répondre de façon « décisive, courageuse et généreuse ».

Samedi soir, des sources gouvernementales britanniques ont fait connaître leur « déception et leur étonnement » après ces déclarations « extraordinaires », perçues quelque peu comme une provocation surtout parce qu'elles avaient été faites à Londres. M. Major a affirmé qu'il partageait avec M. Bruton la « frustration » de ne pas pouvoir entamer des négociations politiques multilatérales, la faute en revenant exclusivement au Sinn Féin et à l'IRA. « Je sais que le gouvernement irlandais est saisi de pressions domestiques considérables en raison de l'absence de progrès sur ces discussions », a-t-il ajouté.

Les déclarations inhabituellement polémiques de M. Bruton interviennent au lendemain de la découverte en Irlande d'une camionnette bourrée d'explosifs qui était destinée, selon la police, à un attentat dans la province par un groupuscule de républicains extrémistes. Cette découverte aurait accru les inquiétudes du premier ministre irlandais sur les risques d'un échec du processus de paix. (AFR)

L'opposition roumaine affaiblie par la mort de M. Coposu

PLUSIEURS milliers de Roumains ont défilé, dimanche 12 novembre, à Bucarest, devant le cercueil de Corneliu Coposu, le président du Parti national paysan chrétien-démocrate, décédé à la veille à soixante-dix-neuf ans. Les marques de sympathie exprimées unanimement, aussi bien par ses partisans que par le pouvoir en place, ne font toutefois que mieux ressortir le vide créé par la mort de ce « combattant », comme l'a qualifié le président Ion Iliescu. La disparition du chef de la principale formation d'opposition risque de mettre celle-ci dans une situation délicate à moins d'un an des élections législatives et présidentielle.

Martyr du communisme, M. Coposu apparaissait, depuis la chute du régime précédent, comme le seul homme politique roumain capable de maintenir l'ordre dans l'opposition. Ses dix-sept années passées dans les geôles communistes, son combat mené depuis 1989 pour démocratiser la société roumaine lui avaient octroyé une autorité morale sur toute l'opposition, même si ses convictions n'étaient pas partagées par toutes les formations qui la composent. L'un des principaux clivages portait sur son soutien à la monarchie et au retour de l'ex-roi Michel I^{er}. Mais surtout, Corneliu Coposu avait toujours refusé la constitution d'un gouvernement d'union nationale aux côtés du Parti de la démocratie sociale de Roumanie (PDSR), la formation de Ion Iliescu, minoritaire au Parlement mais qui dirige le pays depuis 1992 grâce au soutien des partis nationalistes et ex-communistes.

La disparition de M. Coposu risque donc de briser des tabous. Toutefois, cette nouvelle donne n'arrive pas au meilleur moment : l'année prochaine s'annonce chargée en rendez-vous électoraux avec trois scrutins prévus : municipales, législatives et présidentielle. Or l'opposition ne se présente pas dans les meilleures dispositions face au parti au pouvoir. La Convention démocratique de Roumanie (CDR) - la principale coalition de l'opposition, créée à

l'initiative de M. Coposu en 1990 - aura du mal à se trouver un nouveau dirigeant charismatique. Le président de la CDR, Emil Constantinescu, candidat déclaré pour la prochaine élection présidentielle, n'a jamais réussi à faire l'unanimité au sein de son propre camp. Désormais, il ne pourra plus compter sur le soutien de M. Coposu, son mentor, comme ce fut le cas lors du précédent scrutin en 1992.

La Convention démocratique, régulièrement sujette à des convulsions qui ont entraîné le départ du parti des Hongrois de Roumanie et des libéraux du Parti de l'Alliance civique, entre donc dans une nouvelle période de turbulences. Et cette situation pourrait faire le jeu du président Ion Iliescu, favori des sondages, qui a toujours su exploiter avec habileté les divisions de ses adversaires.

Christophe Chatelat

Lire également page 14

Mauvais débat de Lech Walesa à la télévision polonaise

VARSOVIE

Un Lech Walesa des très mauvais jours face à un Alexandre Kwasniewski ondoyant mais parfaitement à l'aise : le débat télévisé qui a opposé, dimanche 12 novembre, les deux candidats qualifiés pour le second tour de l'élection présidentielle risque de coûter cher à l'ancien chef de Solidarité au moment du vote, dimanche prochain.

M. Kwasniewski a été égal à lui-même. S'exprimant avec une grande facilité - voix affable et langage pailcé -, il s'est prononcé avec conviction et compétence en faveur de tout ce à quoi il s'opposait lorsque les communistes étaient au pouvoir et lui-même dans leur camp : l'adhésion à l'OTAN, la « fermeté et la patience » à l'égard de la Russie et, bien entendu, la démocratie et l'économie libre. Courtois devant les caméras, il s'était cependant arrangé pour arriver dans le studio après le président en exercice, passant devant lui sans même le saluer.

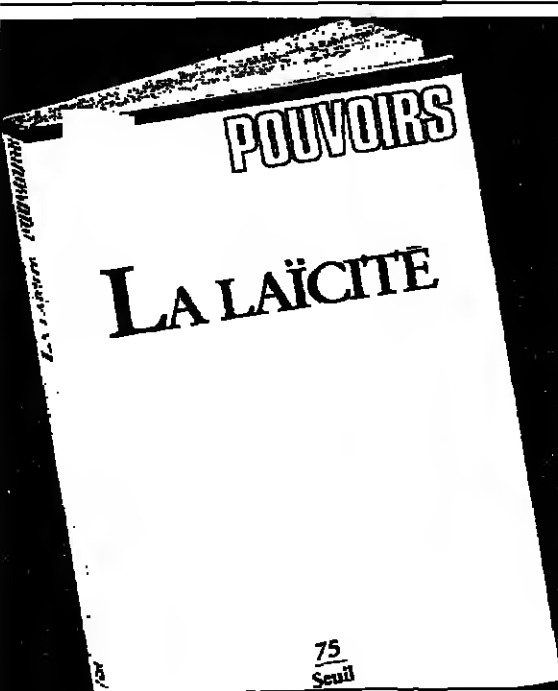
Ce procédé a-t-il contribué à susciter la colère et l'agressivité que l'ancien ouvrier électricien a, pour sa part, manifestées tout au long du débat ? Lech Walesa a attaqué son adversaire à grands coups de serpe, mais en tapant un peu au hasard et parfois à côté, sur le thème du retour des communistes, de leurs menaces et de leurs crimes. Traité de « caméléon » qui « joue les intellectuels mais n'a même pas de diplôme », le candidat post-communiste a laissé passer l'orage d'un air discrètement méprisant, avant de répondre que la Pologne avait besoin de « pragmatisme » et non de « déclarations incompréhensibles », et que son ad-

versaire était décidément « un homme du passé ». Mais M. Walesa a surtout fait mauvaise impression lorsqu'il avait à répondre sur sa propre politique : avec ses réponses simplistes ou hors sujet, l'ancien meneur de grèves s'est comporté en caricature de lui-même, sans manifester pour autant les talents de répartie et le sens de la formule que lui inspire la présence d'un public. « Je ne suis pas content, cette formule de débat ne me convient pas », a-t-il déclaré à l'issue de son duel, de toute évidence conscient d'avoir réalisé une très mauvaise prestation.

Il lui reste, en principe, la possibilité de se « rattraper » au cours d'un second débat prévu mercredi, mais il lui sera difficile d'effacer la mauvaise impression donnée, tout particulièrement aux jeunes électeurs : pour un téléspectateur peu au fait de l'histoire des cinquante dernières années et du passé des deux candidats en présence, le choix s'imposerait sans doute de lui-même.

D'autant que M. Kwasniewski, mis sérieusement en difficulté par les révélations d'un quotidien à propos des investissements de sa femme dans une société d'assurances qui utilise des fonds publics au profit d'acteurs privés appartenant à l'ancienne nomenklatura, a entrepris de contre-attaquer. Par l'intermédiaire du ministre (ex-communiste) de la Justice, il laisse entendre que l'actuel président n'a « peut-être » pas payé d'impôts sur une somme d'un million de dollars versée en 1989 par la Warner Bros Corporation pour les droits de tournage d'un film sur sa vie.

Jan Krauze



Le foulard islamique en France, le crucifix ou la prière dans les écoles en Allemagne ou aux Etats-Unis, l'intégrisme à travers le monde musulman de l'Algérie à l'Iran, la laïcité et ses contraires se retrouvent, de façon souvent passionnelle, au cœur de l'actualité.

Editions du Seuil

صبرنا من الاله

150

LE MONDE / MARDI 14 NOVEMBRE 1995 / 5



Quelle est donc cette politique qui met les gens dehors?

La passion pour réguler la vie des gens jusque dans ses moindres détails peut amener à des atteintes à la liberté individuelle. Avec courtoisie et respect, fumeurs et non-fumeurs peuvent trouver un terrain d'entente par eux-mêmes.

Philip Morris Europe S.A.

17.000 employés en Europe au service des 97 millions de fumeurs d'Europe.

Pour plus d'informations sur la façon dont les fumeurs et les non-fumeurs peuvent s'entendre, merci d'écrire à
Philip Morris Corporate Affairs Europe, Rue Joseph II 166-1040 Bruxelles, Belgique.

1501

LE MONDE / MARDI 14 NOVEMBRE 1995 / 7

la Métamorphose



SUIVEZ L'ETOILE QUI MONTE: LA RUHR.

Au bord de la Ruhr, toute une région s'est métamorphosée de manière fascinante: le plus grand parc d'Europe voit le jour pour l'exposition internationale «IBA Emscher Park»; la monostructure

fondée sur le charbon et l'acier laisse la place à une nouvelle base très prometteuse, alliant économie et recherche, culture et éducation. Quand changerez-vous l'image que vous avez de la Ruhr?



Pour de plus amples informations, contactez:
KVR - La Ruhr, D-45032 Essen

FAX +49-201-2069-555

LE MONDE INTERNATIONAL EUROPE

PROTECTION SOCIALE
L'Assemblée nationale devait entamer, lundi 13 novembre, dans l'après-midi, un débat de deux jours sur l'avenir de la Sécurité sociale. Mer-

credi après-midi, le premier ministre, Alain Juppé, présentera aux députés le plan de réforme sur lequel il engagera la responsabilité de son gouvernement. ● LES DIRIGEANTS syndi-

caux et patronaux ont été reçus par Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, avant une séance d'arbitrage à l'hôtel Matignon lundi matin. Le gouvernement

prévoyait d'instituer un prélèvement sur l'ensemble des revenus pour financer la dette du régime général. ● L'UN DES ENJEUX principaux du débat réside dans le partage entre

ressources nouvelles et mesures d'économie, ces dernières étant réclamées avec insistance par une partie de la majorité (lire page 17 le point de vue d'Edouard Balladur).

Les exigences de la majorité pèsent sur la réforme de la Sécurité sociale

Malgré les critiques de balladuriens et les interrogations de l'UDF, le premier ministre, Alain Juppé, compte sur l'engagement de la responsabilité de son gouvernement, mercredi 15 novembre, pour obtenir de l'Assemblée nationale l'adoption de son plan de sauvetage

C'EST LA SEMAINE de toutes les embûches qui commence, lundi 13 novembre, pour Alain Juppé. Après trois jours de débat, il doit engager, mercredi devant l'Assemblée nationale puis jeudi devant le Sénat, la responsabilité de son gouvernement sur le plan de sauvetage et de réforme de la Sécurité sociale. Jeudi, après une ultime nuit de discussion, les députés se réuniront également pour voter l'ensemble du projet de loi de finances pour 1996. Ce sont donc, en quelques heures, les deux orientations majeures de la politique économique et sociale du gouvernement qui seront tracées, avec un enjeu commun : la réduction des déficits publics, érigée depuis peu en impératif catégorique par le président de la République.

Dans un cas comme dans l'autre, M. Juppé joue gros. D'autant qu'il est placé plus que jamais en première ligne, depuis que le remaniement gouvernemental du 7 novembre lui a permis de constituer une équipe plus ramassée, plus cohérente et, selon ses vœux, plus efficace. A première vue, le risque est fort limité : on voit mal la majorité se désolidariser ou négocier sa confiance. Depuis un mois pourtant, la discussion budgétaire a démontré les effets délétères de la contestation qui s'est développée à l'intérieur de la ma-

jorité. Au bout du compte, c'est donc la crédibilité du gouvernement et la restauration de son autorité qui sont en jeu.

DÉBAT RÉDUIT AUX PRINCIPES

Le premier ministre en est évidemment conscient. Il a d'ailleurs soigneusement encadré le déroulement du débat sur la protection sociale. Lundi après-midi, il devait ouvrir le débat social par une première déclaration sur l'évolution de la protection sociale. Après quoi la parole sera, pendant deux jours, aux députés, dont près de soixante-dix se sont déjà inscrits dans la discussion (lire ci-contre). Puis, mercredi après-midi, M. Juppé interviendra solennellement pour présenter le plan de réformes sur lequel il demandera aux députés de se prononcer par un vote de confiance.

Cette mise en scène pourrait provoquer plus d'interrogations, voire de frustrations, qu'elle n'est censée en dissiper. Tout d'abord, bon nombre de voix, parmi les députés de la majorité, expriment dès à présent le sentiment que le débat sera inévitablement en trompe-l'œil, condamné à en rester au stade des principes et des généralités, puisque l'Assemblée ne connaîtra pas encore précisément les grandes lignes du plan de sauvetage préparé par le gouver-

nement. Plusieurs signes en témoignent. Ainsi, la mission d'information qui a auditionné, les 6, 7 et 8 novembre, vingt-cinq des principaux acteurs de la protection sociale devait rendre public son rapport lundi. Mais il ne s'agit que d'un compte rendu de ces auditions. Les deux coprésidents de la mission, Pierre Méhaignerie, président de la commission des fi-

nités, et Bruno Bourg-Broc, président de la commission des affaires sociales, ont pas eu le temps d'en tirer les conclusions et devaient le faire en catastrophe lundi en début d'après-midi, juste avant le début du débat dans l'hémicycle.

Les députés-médecins prennent la parole

Des chefs de service hospitalier, plusieurs oto-rhino, un neuropathologiste, un rhumatologue, deux pédiatres, deux cardiologues, un dentiste, cinq pharmaciens ou cadres de l'industrie pharmaceutique... La liste des soixante-trois inscrits dans le débat lundi 13 et mardi 14 novembre à l'Assemblée nationale prend des allures de tableau de consultations : pas moins de vingt-deux membres des professions de santé. Les professions médicales sont bien représentées dans l'hémicycle : une bonne soixantaine d'élus exercent ou ont exercé une activité de praticien. Certains députés sont parfois sensibles aux arguments de leur profession. Parmi les inscrits : Bernard Charles (République et Liberté, Lot), maire de Cahors, mis en examen pour « corruption passive », qui avait reconnu avoir bénéficié du soutien des Laboratoires Pierre Fabre.

Les groupes parlementaires sont tout autant dans le brouillard. En particulier ceux de la majorité. Invités à verser, dans le rapport de la mission, leur contribution au débat, ils sont restés moins évasifs. L'UDF se contente, en une trentaine de lignes, d'appeler à « des solutions durables, courageuses, responsables ». Un peu moins vague, le groupe RPR en reste aux grands principes d'une « réforme

La deuxième source de frustration tient au fait même que M. Juppé a décidé d'engager sa responsabilité, c'est-à-dire d'unifier l'anneau le plus efficace pour dissuader toute velléité de contestation. Laurent Fabius, président du groupe socialiste de l'Assemblée, l'a souligné, dimanche 12 novembre, à 7 sur 7 sur TF1 : « Le premier ministre va annoncer ses décisions mercredi à 16 heures et il faudra voter mercredi dans la soirée. C'est une modalité qui, dans une démocratie, est un peu particulière. » Contraints de rétrograder dans le rang lors du vote de confiance de mercredi, plusieurs responsables de la majorité ont multiplié les mises en garde préalables. Edouard Balladur avait, le premier, il y a une semaine, souligné qu'il « faut privilégier les économies à des impôts ou cotisations nouveaux ».

PRENDRE DATE

Nicolas Sarkozy (RPR, Hauts-de-Seine) avait enfoncé le clou, mercredi 8 novembre, devant la mission parlementaire. « Si l'on prend des mesures difficiles faisant appel aux contribuables et qu'elles ont un impact récessif trop marqué sur l'économie, ce que l'on aura pris de plus dans le poche du contribuable, on l'aura en moins en recettes si la croissance diminue. »

L'ancien ministre de l'économie et des finances Alain Madelin (UDF, Ile-et-Vilaine) soulignait, dans un entretien aux Échos, lundi, que la maîtrise comptable des dépenses de santé est, selon lui, vouée à l'échec ; il plaide, au contraire, pour une responsabilisation des différents acteurs et pour l'autonomie des caisses de sécurité sociale.

Enfin, à défaut de pouvoir trop élever la voix cette semaine, chacun prend date pour la suite. Dans l'ensemble, à l'exception de Simone Veil, qui a exprimé, dimanche sur Radio 1, de sérieuses réserves sur cette procédure, la plupart des parlementaires de la majorité ne se montrent pas hostiles à ce que le gouvernement procède par ordonnances. Mais, quelle que soit la procédure choisie, elle définitive, par M. Juppé - ordonnances ou procédure législative classique -, chacun, à l'UDF comme chez les balladuriens, a prévenu qu'il serait très vigilant sur le contenu précis du plan de sauvetage de la Sécurité sociale. C'est à ce moment-là que les contradictions ou la grogne, étouffées cette semaine par l'engagement de responsabilité du gouvernement, pourraient resurgir de plus belle.

Gérard Courtois

La « CSG bis » pour financer le passif toucherait l'ensemble des revenus

APRÈS LES ENTRETIENS qu'il a eus avec l'ensemble des partenaires sociaux, le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, s'est refusé, dimanche 12 novembre, à donner des détails sur le plan de redressement de la Sécurité sociale. Tout juste a-t-il préparé les esprits à des prélèvements importants. « Ce n'est pas la peine de se le dissimuler, des efforts importants sont inévitables », a-t-il prévenu.

Le premier ministre ayant annoncé qu'il dévoilerait, mercredi 15 novembre, devant l'Assemblée nationale l'ensemble du dispositif envisagé pour remettre la Sécurité sociale à flot, M. Barrot n'a pas voulu lui voler la vedette. De plus, tout n'est pas encore décidé. Une nouvelle réunion d'arbitrage était prévue, lundi, entre Alain Juppé et Jacques Barrot, et le gouvernement ne s'interdit pas de procéder à d'ultimes ajustements à l'issue du débat parlementaire. Dans ses grandes lignes, le plan d'assainissement est cependant largement dessiné.

La première décision vise à créer une « CSG bis », selon une formule employée par plusieurs dirigeants syndicaux, dans le but de financer les déficits passés de la Sécurité sociale. En plus de la contribution sociale généralisée actuelle, dont le taux est de 2,4 %, le gouvernement va instituer un nouveau prélèvement, à peu près de même nature mais dont l'assiette serait élargie à des revenus supplémentaires, comme certaines pensions, des prestations sociales non imposables ou des revenus d'épargne qui ne sont pas encore assujettis. Certains livrets d'épargne, comme les PEA ou les PER, seraient concernés par ce nouveau prélèvement.

Le gouvernement souhaiterait aussi englober les revenus apportés par l'assurance-vie, mais la solution

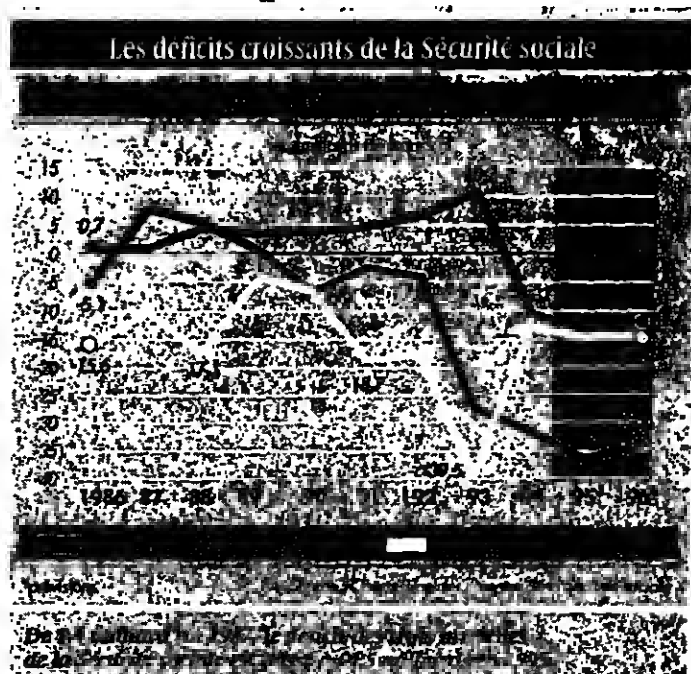
technique, d'une extrême complexité, n'a pas encore été trouvée. Il paraît difficile d'opérer un prélèvement annuel sur des revenus qui ne sont perçus, le plus souvent, qu'au bout de sept ou huit ans. Le livret A pose un problème encore plus délicat, car il symbolise l'épargne populaire. Le gouvernement hésite donc à l'assujettir à la nouvelle CSG. Dans ce dernier cas, l'arbitrage devra être rendu par l'Elysée. Cette réforme pourrait avoir valeur de test. Dans le cadre de la réforme des prélèvements obligatoires, qui sera élaborée d'ici à la fin de l'année, le gouvernement s'exclut pas de reconstruire l'ensemble de la CSG sur le modèle de la CSG élargie qui va prochainement voir le jour.

HÉSITATION

Le taux de la nouvelle CSG élargie, qui pourrait être dénommée « CRD » (contribution de remboursement des dettes), devrait être compris entre 0,5 % et 0,7 %. L'hésitation sur le montant a deux explications. D'abord, le gouvernement n'a pas encore totalement décidé sur quelle période serait amortie la dette de la Sécurité sociale. Ce devrait être sur dix, douze ou quinze ans, mais dans l'un ou l'autre cas l'effort demandé aux contribuables n'est évidemment pas le même. Ensuite, le montant de la dette à financer n'est, lui non plus, pas définitivement arrêté. Le

IL Y A DES SYNDICATS plus égaux que d'autres. Alors que Jacques Barrot, fraîchement promu ministre des affaires sociales, a consulté samedi 11 et dimanche 12 novembre l'ensemble des partenaires sociaux (CNPE, CFTC, CFTD, CGC, FO, UPA, CGPM, CGT) pour leur présenter les projets du gouvernement en matière de Sécurité sociale, Jacques Chirac avait pris soin de consulter Marc Blondel et Nicole Notat au préalable.

La secrétaire générale de la CFTD n'avait rien laissé filtrer de son entretien avec le président de la République, tandis que le secrétaire général de FO avait exprimé, sur le ponton de l'Elysée, son soulagement quant à « certaines craintes ». Aussi, piquée au vif, M^{me} Notat a précisé, après son entretien avec M. Barrot, qu'elle avait



gouvernement compte, en effet, faire financer par un fonds spécial - dénommé structure de cantonnement - par les experts - l'ensemble des déficits passés : les 110 milliards de francs constatés à la fin de 1993 et les 120 milliards de francs attendus pour la fin 1995, soit 230 milliards de francs au total.

Il sait aussi que le régime général pourrait avoir, dès le début de 1996,

des problèmes de trésorerie. Dans le but d'éviter ce cas de figure qui ferait mauvais effet, après un plan de redressement sévère, le gouvernement n'exclut donc pas que les sommes à rembourser par ce fonds soient évaluées à 250 milliards ou 260 milliards de francs. A la fin de 1993, le gouvernement d'Edouard Balladur avait eu recours au même procédé en évaluant les déficits de

la Sécurité sociale à 110 milliards de francs, alors qu'ils n'excédaient pas 96 milliards de francs.

En plus du financement de la dette, le gouvernement s'est engagé à ramener le déficit de la Sécurité sociale de 64,5 milliards de francs en 1995 à quelque 30 milliards en 1996. A cette fin, d'autres prélèvements sont envisagés. Les cotisations de retraite pourraient être majorées de près de 0,8 point, à parts sans doute égales entre salariés et employeurs, et les cotisations maladie des retraités de 0,8 à 1 point.

UNE GRANDE INCONNUE

Par ailleurs, les allocations familiales de 1996 pourraient rentrer dans le calcul de l'impôt sur le revenu payé en 1997, mais cette réforme serait tempérée par la mise en œuvre d'un système de déductibilité qui tiendrait compte des revenus et du nombre de personnes à la charge des bénéficiaires. Le gouvernement envisage aussi un gel de l'ensemble des prestations familiales en 1996.

Une autre piste est également explorée : la majoration du prélèvement libératoire sur les revenus des capitaux mobiliers. Son taux est actuellement de 15 %, majoré des 2,4 points de CSG et de 2 points au profit de la Caisse nationale d'assurance vieillesse et de la Caisse nationale des allocations familiales, soit 19,4 % au total. L'idée, défen-

due par le ministre des affaires sociales au nom de l'équité, serait de porter le prélèvement au profit de ces deux caisses de 2 à 3 points, ce qui ferait passer le prélèvement libératoire de 19,4 à 20,4 %. L'arbitrage n'est toutefois pas rendu, le gouvernement ne sachant pas encore s'il convient d'appliquer rapidement ce dispositif ou d'attendre la future réforme des prélèvements obligatoires.

Dans sa configuration actuelle, le projet du gouvernement présente donc une grande incertitude : il prévoit de nombreux prélèvements, mais les mesures d'économies sont pour l'instant incertaines. Et ce n'est pas tout. En multipliant les recettes nouvelles sans mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires, il prendrait en effet le risque de ne rétablir que temporairement l'équilibre des comptes sociaux, tout en étouffant la consommation à un moment où la reprise économique apparaît très fragile.

Par avance, les experts du gouvernement assurent qu'ils trouveront le bon dosage entre économies, nouvelles et recettes supplémentaires, mais, même dans les rangs de la majorité, le scepticisme est déjà de mise.

Jean-Michel Bezat et Laurent Mauduit

Seule la CGT refuse le principe d'un prélèvement destiné à couvrir la dette

IL Y A DES SYNDICATS plus égaux que d'autres. Alors que Jacques Barrot, fraîchement promu ministre des affaires sociales, a consulté samedi 11 et dimanche 12 novembre l'ensemble des partenaires sociaux (CNPE, CFTC, CFTD, CGC, FO, UPA, CGPM, CGT) pour leur présenter les projets du gouvernement en matière de Sécurité sociale, Jacques Chirac avait pris soin de consulter Marc Blondel et Nicole Notat au préalable.

La secrétaire générale de la CFTD n'avait rien laissé filtrer de son entretien avec le président de la République, tandis que le secrétaire général de FO avait exprimé, sur le ponton de l'Elysée, son soulagement quant à « certaines craintes ». Aussi, piquée au vif, M^{me} Notat a précisé, après son entretien avec M. Barrot, qu'elle avait

été reçue, elle aussi, par M. Chirac. « Contribution spéciale limitée dans le temps », selon la CFTD, « contribution spécifique parallèle à la CSG », selon la CFE-CGC, « CSG bis », selon FO, « CSG réajustée », selon l'UPA, au fil des entretiens, le voile qui reposait sur les intentions gouvernementales s'est peu à peu levé. M. Barrot, qui a conclu par une conférence de presse, dimanche, sa série d'entretiens, n'a pas caché que « des efforts importants sont inévitables » et il a appelé à la « responsabilité » de tous les acteurs sociaux. Jacqueline Léonard, qui conduisait la délégation CGT, dernière à être reçue rue de Grenelle, disait la même chose en des termes diamétralement opposés, en expliquant que le dialogue avait été plutôt « difficile » et que « le gouvernement n'envisage rien

d'autre » que « des prélèvements supplémentaires et des réductions draconiennes des dépenses de santé, voire de vieillesse ou de famille ».

SUR LE QU-VIVE

Avec l'accord tacite de tous les syndicats, moins la CGT, le gouvernement devrait donc s'orienter vers la création d'un nouveau prélèvement pour combler en dix à quinze ans le déficit cumulé de la Sécurité sociale, qui s'élève aujourd'hui à 230 milliards de francs. Cette nouvelle contribution prendrait bien la forme d'une cotisation et pas d'un impôt. Elle devrait concerner « tout le monde et tous les revenus », a expliqué la CFTD. Les syndicats semblent avoir obtenu gain de cause, en revanche, sur deux points : l'abandon du forfait non remboursable de 5 à 10 francs

par feuille de soins et le maintien, pour le moment, du régime particulier de retraite des fonctionnaires (Le Monde daté 12-13 novembre).

Force ouverte réunissant, lundi, son comité confédéral national pour discuter de la protection sociale. M. Blondel risquait fort d'être interrogé sur ses prises de position, à géométrie variable. Très hostile au principe même de la CSG et hostile au sein des partenaires sociaux, il a dû se rendre à une solution qui n'était pas la sienne : il est vrai que les élections aux conseils d'administration des caisses, qui n'ont pas été renouvelées depuis 1982, devraient être une fois de plus reportées, ce qui fait l'affaire de FO, principal gestionnaire de l'assurance-maladie.

Malgré le dialogue maintenu avec le gouvernement, les syndi-

cats restent toutefois sur le qu-vive et manifestent pendant deux jours. Avec l'Union nationale des associations familiales, la CFTC a appelé l'ensemble du mouvement familial à une journée d'action décentralisée contre les projets de réforme des allocations familiales. Décidé le 30 octobre par huit organisations syndicales (CFTD, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FEN, FSU, UNSA), « le temps de la mobilisation » sur l'avenir de la Sécurité sociale devrait se traduire mardi 14 novembre, deuxième jour de débat à l'Assemblée nationale sur la protection sociale, par des manifestations unitaires dans plusieurs régions, dont l'Ile-de-France et la région Rhône-Alpes.

Alain Beauvieux

Depuis 1894
DE LA RETOUCHE
AU BEAU VÊTEMENT
LEGRAND
Tailleur sur mesures
Hommes et Dames
Tél. 47.42.70.61
27 rue du 4 Septembre, Paris 2e
Lundi au Samedi, de 10h à 18h



Questions brûlantes, réponses ardues

LE PREMIER MINISTRE sait qu'il sera jugé à la fois par les marchés financiers sur l'équilibre général de son dispositif entre recettes nouvelles et mesures d'économies, et par les Français sur la répartition équitable de l'effort entre toutes les catégories de la population (actifs, retraités, familles, détenteurs de revenus du capital, professionnels de santé, entreprises...).

● Quel doit être le partage entre mesures d'économies et recettes nouvelles ? Les marchés financiers seront très attentifs à la réponse du gouvernement sur cette question. On affirme, à Matignon, que les mesures d'économies seront « ou moins aussi importantes » que les prélèvements nouveaux. S'il se confirme, ce choix serait conforme au discours de rigueur que le chef de l'Etat a tenu lors de son intervention télévisée du 26 octobre. C'est sur ce point que l'UDF, les balladuriers et le patronat engageront probablement la polémique avec le gouvernement s'ils jugent que la ponction sociale est trop forte.

● Quelle sera l'incidence de l'augmentation de la CSG et des cotisations sur les prélèvements obligatoires, l'emploi et la croissance ? Selon le rapport économique et financier annexé à la loi de finances pour 1996, ils atteindront 44,7 % du produit intérieur brut l'an prochain. Pour afficher ce taux - un record historique -, le gouvernement a intégré une hausse des prélèvements l'an prochain. A quelle hauteur ? Le ministère de l'économie et des finances a fixé une « hypothèse conventionnelle » de hausse des prélèvements, mais il n'a pas précisé l'importance de la ponction qui sera effectuée sur les actifs, les retraités et les entreprises.

La question de l'impact sur l'emploi de la hausse des prélèvements est capitale au moment où la lutte contre le chômage marque le pas. Le nombre de chômeurs a augmenté en août et en septembre, et les créations d'emplois dans le secteur marchand ont fléchi au troisième trimestre. Dans son rapport sur la protection sociale remis au gouvernement en 1994, Jean-Baptiste de Foucauld, alors commissaire au Plan, estimait que « les pertes d'emplois correspondant à 10 milliards de CSG sont de l'ordre de 10 000 à 25 000 au bout de cinq ans », voire plus si l'augmentation de la CSG pousse à des hausses de salaires, et donc à un renchérissement du coût du travail. Une hausse trop forte risquerait de freiner encore la consommation et l'investissement des entreprises, entraînant une reprise du chômage et des déficits publics.

● Peut-on créer une nouvelle prestation pour les personnes âgées dépendantes ? Cette réforme, nécessaire sur le fond, entraînera une augmentation importante des dépenses sociales. Le gouvernement a évalué le coût de la prestation d'autonomie à 20 milliards de francs par an en année pleine. Certains experts estiment qu'il pourrait atteindre 40 milliards de francs par an. En dépit de ce

coût, Alain Juppé a confirmé que l'allocation dépendance entrerait en vigueur dès janvier 1996. MM. Balladur, François Léotard, Nicolas Sarkozy et René Monory, président du Sénat, ont invité M. Juppé à différer cette réforme jusqu'au redressement des comptes sociaux.

● Quel doit être le partage de l'effort entre actifs et retraités ? Le poids croissant des pensions et des dépenses de santé et la « part moyenne des niveaux de vie des retraités et des actifs », confirmée par le récent rapport du Plan sur les retraites, justifient un rééquilibrage de l'effort contributif de ces deux catégories, en jouant notamment sur les cotisations sociales des retraités, nettement moins élevées que celles des actifs. Leur cotisation maladie - créée en 1980 par M. Barrot - n'est que de 1,4 % sur la pension de base et de 2,4 % sur la retraite complémentaire (entre 2,65 % et 3,8 % pour les autres catégories socio-professionnelles), alors que les salariés du privé ont une cotisation de 6,8 %. Les onze millions de retraités n'échappent donc pas à une hausse de leur contribution à l'assurance-maladie. Si l'on ajoute la création d'une CSG élargie, qui pèsera aussi sur les retraités, le plan Juppé risque d'être très lourd pour cette catégorie sociale et partie composée de personnes âgées disposant de revenus modestes, tout particulièrement les retraités les plus âgés (au-delà de soixante-quinze ans) et les veuves, qui sont souvent dans une situation économique fragile.

● Faut-il aligner les retraites des fonctionnaires sur celles des salariés du privé ? Après avoir envisagé un alignement de la durée de cotisation à l'assurance-vieillesse, le gouvernement a décidé de jouer la prudence en consultant d'abord les syndicats. Le gouvernement reconnaît que le régime des agents de l'Etat, qui couvre près de 2,5 millions de salariés, présente des particularités. En revanche, il est important que le régime de retraite des fonctionnaires, qui est en fait un régime fictif dans lequel il n'existe pas de caisse, ait une véritable existence, et notamment que les dépenses liées au versement des pensions civiles et militaires soient clairement identifiées afin de connaître l'effort budgétaire qui y est consacré (122 milliards de francs en 1994). M. Barrot estime qu'on pourrait envisager de dissocier la retraite des fonctionnaires de leur statut.

Mais porter la durée de cotisation de trente-sept années et demie à quarante ans, comme M. Balladur l'a fait pour les salariés du privé, poserait inévitablement un problème d'emploi. Actuellement, six salariés sur dix liquidant leur pension sont déjà des inactifs (chômeurs, préretraités, RMistes...). Selon la FEN et l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), un tel allongement de la durée de cotisation entraînerait la suppression de 120 000 recrutements sur trois ans.

● Faut-il plafonner les dépenses de santé ? M. Chirac s'y était opposé durant sa campagne, regrettant que l'on ait « trop tendance à proposer comme seule perspective le rationnement des dépenses ». Ce plafonnement, mis en œuvre à partir de 1991 par Michel Rocard (biologistes, cliniques privées, infirmières libérales), est aujourd'hui préconisé par la droite, sous des formulations différentes.

● Faut-il rendre les allocations familiales imposables ? Leur intégration dans l'assiette de l'impôt sur le revenu, envisagée par le gouvernement, se traduirait par « une augmentation de son rendement de près de 6 milliards », a estimé le rap-

port Foucauld. Elles deviendraient alors dégressives avec le revenu, et la « réduction des aides à la famille qu'elle entraînerait serait ainsi ciblée sur les hauts revenus ». Mais une telle réforme rendrait impossibles quelque 500 000 nouveaux ménages, qui perdraient alors d'autres avantages sociaux. Par ailleurs, elle risquerait de pénaliser certaines familles nombreuses qui, par ailleurs, n'ont pas droit aux prestations sous conditions de ressources (complément familial, aides au logement, rentrée scolaire...).

Jean-Michel Bezat

Le nombre des naissances s'est quasiment stabilisé en 1994

Selon l'Institut national d'études démographiques (INED), la France se situe au deuxième rang des pays industrialisés, derrière le Japon, pour l'espérance de vie des femmes

AU 1^{er} JANVIER 1995, la France métropolitaine comptait 58 millions d'habitants : 248 000 de plus que l'année précédente. Ce faible accroissement (0,43 %) traduit une stabilisation des mouvements de la population de l'Hexagone, que souligne le rapport annuel de l'Institut national d'études démographiques publié lundi 13 novembre. L'Union européenne, pour sa part, avec 371,5 millions de résidents, n'en avait gagné que 1 million en 1994, soit 0,3 %. En France, le nombre des naissances, en recul depuis 1992, s'est quasiment stabilisé en 1994 à 708 000, et le nombre des décès, qui avait connu un pic en 1993, est revenu l'an dernier à son niveau habituel (520 000). La différence représente, selon les derniers chiffres de l'office statistique européen, Eurostat, le plus fort accroissement « naturel » (c'est-à-dire hors immigration) dans l'Union (devant la Grande-Bretagne, 104 000 personnes).

Le taux de fécondité est resté en 1994 à 1,65 enfant par femme, comme en 1993, soit « la valeur la

plus basse depuis cinquante ans », rappelle l'INED, qui précise que la « descendance finale » des femmes sera plus élevée que cet indicateur annuel : on enregistre un faible nombre de naissances à la fois chez les générations de femmes les plus jeunes, qui auront des enfants plus tard, et chez leurs aînées, qui ont déjà eu les leurs.

MORTALITÉ INFANTILE EN BAISSE

Mais la diminution accélérée du nombre de naissances chez les femmes de moins de vingt-sept ans va faire baisser aussi la descendance finale : « Pour arriver au même niveau que la génération née en 1960 [une moyenne de 2,1 enfants par femme], il faudrait qu'il y ait autant de naissances tardives qu'à la fin du XIX^e siècle », lorsqu'il y avait beaucoup de familles nombreuses : hypothèse peu plausible.

Pourtant, le taux annuel de fécondité en France reste encore supérieur à la moyenne de l'Union européenne (1,45 enfant par femme) : le nombre de naissances a baissé dans la plupart des pays

membres en 1994. Les taux de fécondité les plus élevés, au-dessus de 1,8 enfant par femme, ont été enregistrés dans les pays nordiques, notamment en Suède (1,89) : ces pays protestants rejoignent la très catholique Irlande (1,86), l'Allemagne et les pays du Sud (Portugal, Espagne, Italie, Grèce) se trouvant au-dessous de la moyenne, le plus bas étant constaté en Italie (1,2).

Avec la baisse du nombre des décès, l'espérance de vie à la naissance atteint en France 81,8 ans pour les femmes, 73,6 pour les hommes. Parmi les pays industrialisés, la France a gagné dix places pour l'espérance de vie féminine (au deuxième rang, après le Japon) et six pour les hommes (au troisième rang seulement). La mortalité infantile, déjà basse, continue à diminuer lentement, comme dans les pays voisins : elle est tombée à 6,1 pour mille. Dans l'Union européenne, les taux vont de 4,7 pour mille en Finlande à 8,7 au Portugal.

G. H.

Qui vous fait entrer tout simplement dans le monde du GSM ?



* Les fonctions dépendent des services proposés par l'opérateur

Habituellement, vous parlez au téléphone... A sa façon, le nouvel Alcatel HC 600, lui, vous parle. Grâce à ses icônes et à ses menus déroulants, il vous dit très simplement comment utiliser les services GSM. Ses touches d'accès direct One-Touch™ vous guident vers ses nombreuses fonctions : 3 répertoires, messagerie vocale, service de messages courts, transfert d'appels, rappel de rendez-vous... Alcatel HC 600 vous indique clairement la marche

à suivre, et toutes les options qui vous sont offertes. Avec lui, pas d'erreur possible. Visiblement né pour vous faciliter la vie, ce concentré d'intelligence et de simplicité vous familiarise d'emblée avec les fonctions les plus innovantes du GSM. Pour le vérifier, interrogez directement Alcatel HC 600. Nous sommes sûrs qu'il répondra à toutes vos attentes. Alcatel HC 600 : si simple qu'on peut lui demander beaucoup.

ALCATEL

Pour tout savoir, utilisez notre service minitel 3615 ou 3617 Alcatel. Alcatel Mobile Phones, 32 Avenue Kléber, 92707 Colombes Cedex.

VOYAGES

Vols, séjours et circuits
Guides touristiques

Votre agence 24 h/24

3615 LEMONDE

L'Assemblée réduit le budget des affaires étrangères

LES DÉPUTÉS, qui ont poursuivi dimanche 12 novembre l'examen des crédits du projet de loi de finances pour 1996 avec les trois budgets des affaires étrangères, de la coopération et des anciens combattants, ont eu la main plutôt lourde. En une seule journée, 163 millions de francs ont été récupérés au titre du plan d'économies supplémentaires de 2 milliards de francs.

Le ministère des affaires étrangères a été particulièrement mis à contribution. Son budget, qui concerne aussi le ministère délégué aux affaires européennes et le secrétariat d'Etat chargé de la francophonie, était au départ de 15,16 milliards de francs. Avec l'accord du gouvernement, il a été amputé de plus de 115 millions de francs après adoption de trois amendements de réduction de dépenses, ce qui en fait le ministère le plus touché par les mesures d'économie. Les crédits du ministère de la coopération, déjà en baisse 5,5 % à 7,3 milliards de francs, ont été diminués de 48 millions de francs. Le budget des anciens combattants, d'un montant de 27,75 milliards de francs, a été voté sans coupes.

DÉPÊCHES

■ **GAUCHE** : Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste français, n'a pas rejeté, dimanche 12 novembre, des « discussions au plus haut niveau » avec le Parti socialiste, mais il a précisé, au cours du « Grand Jury RTL-Le Monde », qu'« il faut surtout un débat profond des forces progressistes pour voir quel type d'alternative on peut proposer ».

■ **SOCIALISTES** : Lionel Jospin s'est rendu à Madrid, samedi 11 novembre, pour une réunion exceptionnelle du Parti socialiste européen, consacrée à la préparation de la conférence intergouvernementale de l'Union européenne. Une conférence du PSE aura lieu à Madrid le 14 décembre. Le premier secrétaire du PS, qui a déjeuné avec le chef du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, sera reçu prochainement par Jacques Chirac, qui entame, mardi 14 novembre, une consultation sur la conférence intergouvernementale. La première personnalité reçue sera Jacques Delors.

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE** : l'Union calédonienne (UC) a réaffirmé, dimanche 12 novembre au terme de son 26^e congrès, son « choix d'une indépendance négociée » qui implique, à compter de 1998, « un processus irréversible de transfert de tous les éléments et attributs de souveraineté ». L'UC, principale composante du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), a par ailleurs reconduit François Burck dans ses fonctions de président.

Deux élections cantonales partielles

MARNE

Canton de Reims-9 (2^e tour).
L, 12 420 ; V, 3 590 ; A, 71,09 % ; E, 3 497.
Jean-Claude Laval, PS, 1 942 (55,53 %).
Laurent Marchant, div. d., sout. RPR et UDF, 1 555 (44,46 %).

Jean-Claude Laval, premier secrétaire de la fédération de la Marne du Parti socialiste, enlève au RPR le canton de Reims-9, devenu vacant en raison du décès de Gilles Ferreira. Alors que le total des voix de droite dépassait celui des voix de gauche au premier tour, M. Laval a bénéficié de la légère progression de la participation au second. Il retrouve le siège qu'il avait occupé de 1982 à 1992.

5 novembre 1995 : L, 12 420 ; V, 3 590 ; A, 75,08 % ; E, 3 045 ; Jean-Claude Laval, 957 (31,39 %) ; Laurent Marchant, 955 (31,33 %) ; Jean-Claude Fauquet, FN, 491 (16,10 %) ; Dominique Foulard, PC, 371 (12,17 %) ; Viviane Orban, Verts, 101 (3,31 %) ; Pascal Lelong, div. g., 79 (2,59 %) ; Henri Baetche, div. d., 94 (3,08 %).

29 mars 1992 : L, 11 397 ; V, 3 290 ; A, 53,93 % ; E, 4 830 ; Gilles Ferreira, RPR, 2 715 (56,21 %) ; Jean-Claude Laval, C. s., PS, 2 115 (43,78 %).

■ **HAUTE-SAVOIE**
Canton de Thorens-Glières (1^{er} tour).
L, 6 471 ; V, 2 994 ; A, 53,73 % ; E, 2 931.
Claude Nanjod, div. g., m. d'Evires, 896 (30,56 %) ; Michel Bar, div. d., m. de Groisy, 872 (29,75 %) ; Gabrielle Rothan, div. d., adj. m. de Villaz, 549 (18,73 %) ; André Perret, PC, 416 (14,19 %) ; Didier Jouffrey, FN, 198 (6,75 %).

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

BALLOTAGE

Le canton de Thorens-Glières, plutôt ancré à droite, pourrait bien basculer à gauche. En dix-huit mois, le score de Claude Nanjod (div. g.) a progressé de 13 points et celui du communiste André Perret a doublé. Le rapport de forces droite-gauche s'équilibre, ce qui promet un second tour serré. Soutenu par le conseiller général sortant et nouveau sénateur, Jean-Claude Carle (UDF-PR), démissionnaire pour cause de cumul de mandats, Michel Bar (div. d.) arrive en tête dans trois communes sur six. M. Nanjod le devance grâce à son excellent score dans sa commune d'Evires, où il dépasse les 81 %.

20 mars 1994 : L, 6 135 ; V, 4 223 ; A, 31,16 % ; E, 4 123 ; Jean-Claude Carle, UDF-PR, C. r., 1 193 (28,93 %) ; Louis Baud, C. s., app. UDF, 793 (19,23 %) ; Claude Nanjod, div. g., 723 (17,53 %) ; Jacques Nicollin, div. d., 641 (15,54 %) ; André Perret, PC, 290 (7,03 %) ; Didier Jouffrey, FN, 214 (5,19 %) ; Dominique Burdin, écol. sout. Verts, 199 (4,82 %) ; Jean-Christophe Hermann, rég., 70 (1,69 %).

</

السيد محمد

LE MONDE / MARDI 14 NOVEMBRE 1995 / 11

PRÉVENTION - RECouvreMENT - INDEMNISATION

Savez-vous tout ce que peut vous apporter l'assurance- crédit SFAC ?

Tout savoir
sur les services
de l'assurance-
crédit

SFAC

Observateur privilégié de la situation économique et
financière des entreprises, la SFAC vous aide à sélectionner
votre clientèle et vous protège des risques de non-
paiement. Face à l'impayé, la SFAC engage la procédure
de recouvrement la mieux adaptée et vous indemnise en
cas de non-récupération rapide de votre créance.

SFAC
N°1 DE L'ASSURANCE CRÉDIT

L'assurance-crédit SFAC, ça ne coûte rien de savoir combien ça coûte

Pour recevoir gratuitement un dossier d'information
sur l'assurance-crédit SFAC, remplissez ce coupon avant le 30 décembre 95 et
SFAC, 1 rue Faber 75008 Paris ou par fax 01 40 30 41 95. Ou téléphonez au 01 40 30 41 95.

Nom : _____ Entreprise : _____
Adresse : _____ Tél. : _____

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 14 NOVEMBRE 1995

BANLIEUES Alors que le gouvernement promet, à l'occasion de son programme national d'intégration urbaine, de renforcer la présence des services publics dans les quartiers

en difficulté, des lycées essayent déjà de jeter des passerelles avec le reste de la ville. **PLUSIEURS RÉGIONS**, maîtres d'œuvre en matière de construction depuis la

tion, étudient désormais l'impact social de l'implantation d'un établissement scolaire conciliant logiques territoriales et pédagogiques. **À VENISSIEUX**, le lycée Jacques-Brel, au

de la cité des Minguettes, accueille une classe préparatoire à HEC mais subit la concurrence d'un établissement voisin qui vient d'ouvrir ses portes. **CHERCHEUR** en sciences

de l'éducation, Bernard Charlot explique pourquoi la seconde, « classe la plus sensible », peut être pour bon nombre de jeunes de ces quartiers l'année du décrochage.

Des lycées tentent d'enrayer la ghettoïsation de quartiers sinistrés

Leurs implantations d'établissements dans des cités en difficulté ont contribué à jeter des passerelles avec le reste de la ville. Leurs proviseurs sont obligés de construire de fragiles équilibres conciliant les situations locales et les impératifs éducatifs nationaux

DANS les quartiers en difficulté, « un des derniers services publics qui tient le choc, c'est l'école » : dans la bouche du ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, l'affirmation revient comme une évidence, relayée par l'administration, les élus, les syndicats. Durant les années 80, l'école a dû absorber un triple choc : démographique, social et scolaire – sans pouvoir éluder un débat qualitatif sur l'implantation des établissements, en particulier des lycées. Faut-il scolariser les nouveaux lycéens des cités dans leur quartier ? Que signifie l'installation d'un établissement d'enseignement dans un environnement défavorisé ? Désormais, le nombre d'élèves décroît, du fait de la démographie : 16 000 lycéens de moins lors de cette rentrée. En 1994, le taux de passage en seconde est

Mais les rapports de forces s'entre-croisent. « souvent au détriment du rectorat, qui n'a pas de moyens suffisants pour faire face à l'activisme des collectivités locales », fait remarquer Agnès Van Zanten, chercheur en sociologie de l'éducation à Paris-V et spécialiste des problèmes de l'école dans la ville. Comment résister, par exemple, lorsque le maire demandeur d'un lycée est en même temps vice-président du conseil régional ?

Les exemples à contrario existent. A Bagneux (Hauts-de-Seine), 36 500 habitants, le premier adjoint au maire, Christian Fischer (PCF), désespère de voir un jour un lycée d'enseignement général dans sa ville, bien que la municipalité lui ait de longue date réservé un terrain. « Six cents élèves quittent Bagneux tous les jours. Une bonne partie s'en va à Montrouge, tandis que ceux de Montrouge vont à Paris », explique-t-il. La mairie de Bagneux aligne les mêmes arguments que les autres candidates malheureuses : la rupture du cursus scolaire après le collège, la durée des transports, l'absence de passerelle entre les enseignements professionnels, technologique et général. On lui oppose une « démographie insuffisante dans le bassin de formation ».

SÉGRÉGATION INTERNE

Si des considérations politiques entrent en ligne de compte dans les décisions d'implantation d'une offre scolaire, celles-ci ne peuvent occuper seules le premier plan : les conseils régionaux, comme les villes, ont à gérer des problèmes trop brûlants dans les zones à tensions sociales fortes. L'une des solutions a consisté, depuis le début des années 90, à proposer des filières d'excellence dans les établissements de banlieue, afin de casser l'image du « lycée ghetto » : c'est l'offre scolaire qui fait la clientèle, amenant le brassage, tout en proposant un espoir de promotion aux élèves de la cité. Certains sociologues observateurs de la banlieue restent pourtant sceptiques vis-à-vis de cette stratégie qui tend à créer une ségrégation interne à l'établissement.

La conquête du territoire est évidemment loin de se limiter à une appropriation géographique et s'étend en termes sociaux et culturels. C'est ce qui se joue dans la gestion des affectations et de la carte scolaire, objets continus de détournements. Combien de proviseurs de banlieue doivent se battre pour conserver les bons élèves qui s'évadent vers des établissements plus prestigieux alors qu'ils relèvent de leur district ? Aucun des lycées de « banlieue difficile » n'échappe à cette notion de territoire.

Annie Tobaty, proviseur adjoint au lycée Suger à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), refuse la conception que lui en renvoient les lycéens, qui s'opposent à une affectation dans tel ou tel établissement parce qu'il leur faut traverser un « territoire interdit ». « Je ne veux pas aller à Urdila, à Stains, parce qu'il faut traverser le cas Saint-Laurent », ou « Je suis de la Saussale et les Francs-Moisins ne nous aiment pas ». Face à cette logique de territoire, au sens des cités, Annie Tobaty élève la sienne : « Le territoire d'un lycée c'est la nation. Nous sommes une institution d'Etat et nous voulons affirmer le caractère institutionnel, et non territorial, de l'école ».

Annie Ehrl, principal et proviseur de la cité scolaire Olympe-de-

Gauges, à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), a « conscience de se trouver à une frontière », matérialisée, devant l'établissement, par la rue de Brémont, au-delà de laquelle commence la cité du Londeau. Chacun peut se voir, cité banlieue face à cité scolaire. « Pour les quelques jeunes décalés qui galèrent, nous représentons le territoire désiré et non conquis, comme une nostalgie », regrette ce chef d'établissement, qui affirme néanmoins : « Plus encore que la frontière physique, ce sont les règles qui régissent l'établissement qui le démarquent de la cité ». Il y a quelques années, le mode de vie de la cité, avec ses lois, son vocabulaire, a failli envahir l'établissement, raconte Annie Ehrl, d'où « l'urgence de se repositionner comme institution ». Ce travail de fond est passé,

notamment, par un contact permanent avec une association de la cité, Arc-en-ciel, fondée voilà plus de dix ans par des femmes maghrébines.

PROBLÈMES D'IMAGE

Conscientes des interactions qui se produisent entre un lycée et son milieu, les régions ont cessé de se cantonner aux « murs ». Elles ne peuvent ignorer, par exemple, que les proviseurs ont à gérer des problèmes d'image et de réputation, souvent fondés sur des rumeurs incontrôlables. La démarche d'implantation d'un lycée – ou sa réhabilitation, qui peut en faire un établissement « neuf » – procède d'intentions de plus en plus pensées. Ainsi, la région Rhône-Alpes, qui a pris l'option de construire des lycées de proximité de petite taille,

vient de mettre au point une « grille d'analyse » pour « traquer avec discernement » les demandes d'implantation.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, la région a produit, voilà deux ans, un document, intitulé « Lycées et politique de prévention locale », décrivant les actions d'accompagnement dont elle jugeait indispensable d'assortir la programmation des lycées, ne serait-ce que pour éviter la dégradation trop rapide des bâtiments. L'application de la loi quinquennale pour l'emploi, qui donne aux régions des compétences de nature pédagogique (ouvertures ou fermetures de formations professionnelles), ne pourra que renforcer cette tendance.

B. G.

A Saint-Denis, une implantation modèle

Le nom du lycée – Suger – est déjà un symbole, longuement pensé. Avoir donné à cet établissement aux élégantes courbes et aux sols rutilants, situé en bordure de la cité des Francs-Moisins, le nom de l'abbé fondateur de Saint-Denis, ne dans une famille pauvre et devenu conseiller royal pour défendre l'Etat souverain, « a été une façon de nous relier au centre-ville, de marquer notre attachement au service public national d'éducation », note le proviseur adjoint, Annie Tobaty.

« Un lycée n'a pas de recrutement exclusivement local comme un collège. Son rayonnement dépasse largement celui du quartier, même si nous avons été le premier signe tangible de la transformation de ce quartier », ajoute-t-elle. Pendant des semaines, en effet, l'équipe éducative a sillonné la cité avec un facteur, un flou, un commerçant, pour faire percevoir de façon visible le processus de réinstallation de l'Etat dans le quartier.

passé en dessous de la barre des 70 %. Le parc des lycées arrive à saturation.

Poussées par leurs électeurs à construire des lycées, les régions, compétentes dans ce domaine depuis 1986, se sont engagées dans un processus complexe. Le schéma d'implantation d'un lycée paraît pourtant simple. L'éducation nationale produit l'analyse des flux démographiques et scolaires, la ville fournit le terrain, tandis que le conseil régional, financeur, prend la décision finale d'implantation.

En préparation à HEC, au pied de la cité des Minguettes

VENISSIEUX

de notre envoyé spécial
« On m'avait prévenu que Venissieux était une zone à risques. Je m'attendais à pire. De Mexico, où il a passé son bac, Stéphane Lyonnet n'avait qu'une vague idée des préjugés qui s'attachent à cette cité de l'agglomération lyonnaise. Au lycée Jacques-Brel, où il est inscrit en classe préparatoire à HEC, on ne peut pourtant pas ignorer les tours des Minguettes, en haut de la colline, symboles, jusque dans les livres d'histoire de terminale, du « mal-vivre » des banlieues. Après quelques semaines de cours, Stéphane Lyonnet ne regrette pas son choix. Les conditions de travail privilégiées qu'il offre un effectif réduit de onze élèves, la disponibilité des professeurs et une ambiance « plutôt sympa » ont forgé son jugement.

Avec une bibliothèque qui lui est réservée, un matériel informatique et vidéo ultramoderne, la classe préparatoire à HEC, créée il y a deux ans, bénéficie d'un traitement d'exception. Ce fut le prix à payer pour doter cet établissement de 850 élèves d'une image de « pôle d'excellence ». Image renforcée, selon le proviseur Jean-Louis Loubier, par une classe de BTS force de vente, des formations par alternance et apprentissage, et toute une série d'options (pratiques théâtrales, histoire des arts, expression scientifique) destinées à maintenir une certaine « mixité sociale ». Néanmoins, « il est difficile de lutter contre la tentation des familles d'envoyer leurs enfants ailleurs », note M. Loubier.

La création de classes préparatoires dans les « lycées de banlieue », voulue par Jack Lang, alors ministre de l'éducation nationale, était sûrement une bonne idée. Le proviseur constate toutefois que « la conjonction n'était guère favorable. Nous avons eu la malchance de démarrer au moment du déclin des prépas HEC », précise-t-il. De surcroît, la réforme des classes préparatoires, avec un cycle qui dure désormais deux ans, ne lui laisse guère d'espoir. Avec onze élèves, l'unique classe du lycée n'est assurée de conserver que la première année.

GROUPES D'ENTRAÏDE

Plus préoccupante est la baisse d'un tiers des effectifs du lycée Jacques-Brel depuis l'ouverture d'un autre établissement, non loin de là, à Saint-Priest. Pour Brigitte Pomorski, conseillère d'éducation, les conséquences ont été immédiates. « Avant, Jacques-Brel était un lycée de banlieue à recrutement élargi. Le mélange de population, avec 1 200 élèves, créait un climat dynamique. Le recentrage sur Venissieux et la zone des Minguettes risque bien de renforcer l'image du lycée-ghetto », ajoute-t-elle.

Parce qu'il importe de « maintenir un niveau d'exigences pour éviter la rupture avec les autres lycées de la région », note M^{me} Pomorski, le lycée s'est refusé à entrer dans la logique de la zone d'éducation prioritaire (ZEP), qui prévaut dans les collèges alentour. « Notre premier devoir est de préparer le bac, même si nos élèves doivent travailler deux fois

plus qu'ailleurs », ajoute-t-elle. Avec des enseignants, des surveillants, mais aussi une ancienne élève en maîtrise de sociologie, elle participe à un groupe d'entraide qui dépasse le cadre du soutien scolaire individuel. Etant à l'origine de cette initiative, Marie-Alice Médioni, professeur d'espagnol, refuse de se voiler la face : « Nous ne sommes pas un lycée comme les autres. Selon elle, le lycée Jacques-Brel est situé sur une zone-frontière, entre les Minguettes et le reste de la ville, entre des cultures différentes. « C'est une richesse qu'il faut prendre en compte. Après tout, proclame-t-elle, l'école a jusqu'à présent rempli son rôle d'intégration et de pacification. »

« L'erreur serait de privilégier l'environnement spécifique du secteur, mais il serait tout aussi grave de l'ignorer », note Geneviève Jeannin, professeur de philosophie. Avec certains de ses collègues, elle commence à s'inquiéter du décalage croissant entre les efforts démesurés consentis pour maintenir à bout de bras une classe préparatoire ou une BTS, et les difficultés rencontrées par l'ensemble des autres élèves de l'établissement. Ancienne élève du lycée, Lydia Tahli, vingt-trois ans, étudiante en maîtrise de sociologie, qui participe elle aussi au groupe d'entraide, n'a pas ces états d'âme. Si elle s'insurge contre l'« omolgame ZEP-éché scolaire-banlieue-immigration », elle admet : « Même si c'est plus difficile, l'école est le meilleur tremplin pour réussir. Moi, je n'ai pas eu le choix. »

Michel Delberghe

Bernard Charlot, professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII-Saint-Denis

« La classe de seconde est l'étape la plus sensible »

« Pourquoi certains jeunes de quartiers défavorisés, qui avaient une scolarité normale jusqu'au collège, décrochent à la fin du lycée ?

— Dans l'énorme majorité des entretiens que nous avons avec les élèves de ces quartiers, ils nous disent qu'à l'école primaire tout allait bien », même lorsqu'ils ont déjà redoublé et ont deux ans de retard. L'école est idéalisée, et ils considèrent que leur véritable histoire scolaire commence au collège. Avant de « déflorer, couler, plonger », ils vivent un premier décrochage en 6^e ou en 5^e, essentiellement dû à l'entrée dans l'adolescence. Ce décrochage se produit de nouveau à l'entrée au lycée, mais de façon assez complexe. Les élèves s'interrogent sur leur présence au lycée, sur la direction vers laquelle ils tendent, sur leur place.

« La classe la plus sensible est la seconde. La politique volontariste est telle qu'un certain nombre de jeunes y entrent mais ont du mal à suivre. Le sol se dérobe sous leurs pieds. Et ils tombent d'autant plus haut qu'ils croyaient s'en « être sortis ». L'arrivée massive de ces jeunes a changé la définition consensuelle de ce qu'est le lycée. Ils sont souvent les premiers de leur famille à y entrer, sans avoir une reconnaissance des règles de fonctionnement. Pour beaucoup d'entre eux, l'institution scolaire est avant tout un

lieu où il faut survivre, en dehors de ses finalités propres, liées à l'activité intellectuelle.

— Comment ce décalage se traduit-il ?

— Par exemple, le phénomène des « bouffons » – ces bons élèves qui ont une « mauvaise mentalité », disent-ils – tend à se durcir. Le bon élève casse les cadences. En faisant « trop bien », il rend le prof exigeant et, du même coup, fait monter la barre. La barre, c'est ce qu'il faut faire pour passer en première. En conséquence, la classe exerce une pression sur le bon élève. Jusqu'à présent, le « bouffon » était un « collabo » : un bon élève, mais pas seulement. C'était celui qui parlait avec le prof à la fin du cours, qui n'était pas solidaire des autres. Ce qui est inquiétant, c'est que depuis le début des années 90 les jeunes ne font plus la différence entre l'« intellectuel » et le « bouffon ».

— A part la classe de seconde, que représente le lycée ?

— Il peut y avoir un décalage colossal entre la définition qu'en donnent les enseignants – « on est là pour transmettre des savoirs » – et la définition implicite qu'en ont les élèves – « on est en seconde pour passer en première ». Deux définitions, deux logiques vont s'affronter dans la méconnaissance de l'autre. Samia nous dit :

« L'histoire, une heure, deux heures, ça va, mais toute une année ! On peut faire toute la pédagogie qu'on veut, par petits groupes, ou la tête en bas... tant qu'il y a un malentendu complet sur la définition de la situation et sur ce qu'on fait là – de part et d'autre –, cela ne marchera pas. »

Certains professeurs ont un discours de classe moyenne sur les élèves de ces quartiers, que l'on pourrait brutalement résumer d'une phrase : « Moraliser le peuple par l'éducation. » Une des dérives possibles de ce discours, c'est qu'« avec ces jeunes-là, ce n'est pas la peine d'essayer de faire passer un savoir classique ». Le danger est que l'on adapte tellement l'enseignement dans ses contenus et dans ses méthodes, pour chaque école, pour chaque projet, que l'on finisse par faire de l'enseignement populaire pour les enfants des banlieues et du haut de gamme pour d'autres. C'est une forme de renoncement dans les exigences qui n'est pas très loin du mépris. Quand on dit « avec ces enfants-là », on se prépare à faire des choses dont on ne voudrait pas pour nos gosses.

— La promesse du lycée est-elle vécue différemment dans les lycées professionnels ?

— Tout à fait. Au collège, les élèves assuraient qu'il fallait « aller à l'école pour avoir un bon métier ». Or, en arrivant au LP, ils disent qu'ils ne sont pas un « lycée

normal », que « c'est fini la chance d'aller le plus loin possible et d'avoir un bon métier ». Certains s'en sortent en reconstruisant un sens à leur situation, mais ce n'est pas la majorité. Entre ces jeunes qui gardent une chance de s'en sortir et les autres – « ceux qui sont toujours absents, ralentissent le cours, diminuent les chances d'obtenir des diplômes » –, les affrontements verbaux sont parfois violents.

« Une sorte de pacte implicite a permis à l'école de tenir. Ceux qui réussissaient à l'école avaient un bon métier, une « belle vie ». D'autres logiques se mettent à fonctionner. Je constate à la fois une démolition et une surmobilisation. Dans les lycées professionnels, l'endroit le plus dur, le plus en échec, que disent les élèves ? Pourquoi aller à l'école, de toute façon on ne trouvera pas de travail, même avec un bac pro. Les mêmes jeunes disent également : donc, il me faut un BTS. Ils peuvent tomber d'un côté ou de l'autre. Cela se joue sur le fil, entre démolition et surmobilisation.

Propos recueillis par Béatrice Gurry

★ Bernard Charlot est l'auteur d'Ecole et savoir dans les banlieues... et ailleurs, en collaboration avec Elisabeth Bautier et Jean-Yves Rochet, Armand Colin.



Internet 95

Le premier salon Internet français

**16-17-18 novembre
CNIT - Paris la Défense
de 10 heures à 18 heures**

**journées professionnelles
les 16 et 17 novembre**

Entrée libre sur présentation
d'une carte de visite professionnelle

journée grand-public le 18 novembre

Prix d'entrée : 50 F - Cybercafé et magazine internet gratuits

Abonn

Itiner

سكنى من الامم

سكراية المرحوم

Le Syndicat des avocats de France critique la réforme de la cour d'assises proposée par M. Toubon

Le droit des étrangers est dans une situation « kafkaïenne », estiment les congressistes

Au cours de son 22^e congrès, qui s'est tenu à Grenoble du 10 au 12 novembre, le Syndicat des avocats de France (SAF), s'il reconnaît la

nécessité d'une refonte de la cour d'assises, a critiqué le projet de réforme proposé par Jacques Toubon. Le SAF, qui souhaite le main-

tien du jury majoritaire « en première instance et en appel », a également dénoncé les atteintes aux droits des étrangers.

GRENOBLE
de notre bureau régional
A l'issue de son 22^e congrès, le Syndicat des avocats de France (SAF) a réaffirmé la nécessité d'une profonde réforme des cours d'assises mais a estimé que le double degré de juridiction criminelle proposé par le garde des sceaux, Jacques Toubon - tribunal criminel départemental (TCD) en première instance et cour d'assises jugeant en appel - était « un leurre en l'absence d'une véritable réforme de l'enquête, de l'instruction et de l'audience ».

Le SAF dénonce, en outre, la présence, au sein des TCD, de deux citoyens-asseurs « potiches », qui siègent aux côtés de trois magistrats professionnels. Il réclame le maintien du jury criminel « majoritaire en première instance et en appel » et demande que les décisions prises par le tribunal criminel départemental et par la cour d'assises soient motivées.

Vendredi 10 novembre, Jacques Toubon a écouté sans protester les critiques nombreuses, et

souvent très vives, qui lui furent adressées par le président sortant, M^r Patrick Tillie. « Patron » d'un syndicat ancré à gauche depuis sa fondation, en 1974, M^r Tillie - qui devrait laisser sa place à Philippe Voulard, au début du mois de décembre - a dressé un « constat consternant de la justice au quotidien », dénonçant ses principaux maux : « Bureaucratie, lenteur, surcharge et mauvaise organisation, faible écoute et manque de dignité ».

Selon le président du SAF, « certaines situations confinent au déni de justice », comme, par exemple, au tribunal de Douai (Nord), où le délai d'appel est de trois ans et demi et où le nombre des dossiers en retard approche les six mille. « Cette lenteur colle à la peau de la justice », a souligné M^r Tillie.

CONTRE LA DISCRIMINATION

Le président du SAF s'est également interrogé sur les droits des étrangers dans notre pays. « La France entend-elle, oui ou non, respecter ses engagements internationaux ? », s'est interrogé M^r Tillie,

avant de demander au ministre de « restituer une sécurité juridique aux étrangers ». « Il faut mettre un terme à la situation kafkaïenne qui fait qu'en France on peut à la fois être irrégulier et en même temps qu'irrépressible », a-t-il ajouté.

Il a également interpellé M. Toubon sur la remise en chantier de la législation sur les contrôles d'identité. « Aujourd'hui la discrimination est dans la rue, constate-t-il. Que restera-t-il des prévisions de langage juridique après l'opération, quand la violation de la loi sera devenue la pratique usuelle ? » En guise de réponse, M. Toubon a rappelé que le ministre de la Justice était aussi celui des droits de l'homme et de la citoyenneté. « J'entends, le moment venu, exercer pleinement ces attributions », a-t-il assuré.

M^r Tillie s'est étonné que, dans le prochain budget du ministère de la Justice, en hausse globale de 6 %, les fonds de l'aide juridictionnelle, qui financent l'accès à la justice des plus démunis, n'augmentent pas. A l'inverse, il constate la « place hégémonique »

occupée par l'administration pénitentiaire, qui bénéficiera, en 1996, d'une hausse de 9 % de ses crédits et de la création de 724 emplois supplémentaires. Des critiques que M. Toubon réfute. Selon lui, l'augmentation des crédits va permettre la « modernisation de la justice » et l'accélération des procédures.

« GUICHET UNIQUE »

Interpellé sur le fonctionnement des conseils départementaux de l'aide juridique - depuis le vote de la loi de 1991, quatorze conseils de ce type, seulement, ont été installés -, M. Toubon a annoncé qu'il allait proposer la création d'un « service central d'accès à la justice » qui servirait de « guichet unique » pour le traitement des requêtes relatives au fonctionnement du système judiciaire.

Le ministre a enfin donné satisfaction aux membres du SAF, qui réclamaient l'accès direct des prévenus à leur dossier pénal. Ce droit devrait être prochainement reconnu « à condition que cet accès ne compromette ni la sécurité des témoins ni le cours futur de la procédure », a annoncé M. Toubon. En revanche, le ministre s'est montré très discret au sujet de la répression de l'abus de biens sociaux que le député (RPR) Pierre Mazeaud propose d'alléger. Interrogé par les journalistes, après l'avoir vainement été par les congressistes, M. Toubon s'est tout simplement détourné des micros.

Claude Francillon

Réapparu après une « déprime » un vigile niçois mis en examen

ONZE MOIS après sa mystérieuse disparition, un vigile niçois, Jean Favre, cinquante-deux ans, délégué CFDT d'une société de télésurveillance, s'est présenté, vendredi 10 novembre, dans un commissariat de Nice. Au cours de l'émission « Perdu de vue », sur TF 1, le lundi précédent, des téléspectateurs avaient signalé sa présence dans une communauté d'Emmaüs du Puy-de-Dôme. M. Favre, père de famille de trois enfants, s'était volatilisé, le 16 décembre 1994, en début de soirée, sur les lieux de son travail, à la caisse d'allocation familiale de Nice (Le Monde du 31 décembre 1994). Le 22 décembre, le parquet de Nice avait ouvert une information judiciaire pour enlèvement et séquestration. M. Favre a expliqué qu'il avait cédé à un « coup de déprime ». Il a été mis en examen, samedi 11 novembre, pour outrages à magistrat et vol de voiture. - (Corresp.)

Une association d'aide aux toxicomanes poursuivie

UNE ASSOCIATION de Montpellier, Auta support des usagers de drogue (ASUD), vient de faire l'objet d'une mise en examen pour « facilitation à l'usage de stupéfiants ». A travers cette sanction inhabituelle, la justice veut poser le problème de la légalité de cette association qui avait ouvert une « salle de shoot » en mars 1994, pour permettre aux toxicomanes de s'injecter des produits de substitution. En juillet dernier, une jeune fugueuse de seize ans, qui avait séjourné dans la salle d'ASUD, était tombée dans le coma après une overdose. Une information judiciaire avait été ouverte par le parquet de Montpellier et l'association avait été mise en examen en tant que personne morale. Ce type de mise en examen peut déboucher sur des sanctions financières, ou sur une décision de fermeture. Mais l'association pourrait choisir de se dissoudre, ce qui éviterait de renvoyer ses dirigeants devant une juridiction correctionnelle. Comme pour une personne privée, en effet, en cas de « décès » de la personne morale en cause, l'action de la justice s'éteint d'elle-même. - (Corresp.)

■ UNIVERSITÉS : une quarantaine d'étudiants poursuivaient, dimanche 12 novembre, l'occupation des locaux de la présidence de l'université de Metz, entamée vendredi 10 novembre. A Toulouse, huit cents étudiants grévistes occupaient, dimanche soir, deux amphithéâtres de l'université Paul-Sabatier (Le Monde daté 12-13 novembre).

■ JUSTICE : le magistrat Bernard Challe, chef du service central de prévention de la corruption (SCPC), qui s'était trouvé, en septembre, au centre d'une polémique dans l'affaire concernant l'appartement parisien d'Alain Juppé, a annoncé qu'il quitterait ses fonctions « sans doute avant la fin de l'année ». « Je vais quitter ce service sans doute avant la fin de l'année. Que devrera-t-il, je ne sais pas. Ce n'est pas mon problème », a confié M. Challe aux fonctionnaires réunis lors d'un colloque organisé, le 7 novembre, à Paris par l'Ecole nationale d'administration (ENA) sur « la responsabilité des fonctionnaires ».

Les nouvelles croisades des orphelins de Mgr Lefebvre

DANS LE CHOEUR, les séminaristes aux mains jointes, nez dans le missel, sont immobiles comme des images pieuses, alors que, dans un ballet prestement réglé, les officiants se prosternent devant le Saint Sacrement. De là foule s'élève les vieux cantiques latins, *Salve Regina, Te Deum, Tantum ergo*. Les mantilles noires et blanches, les costumes marins des enfants, la tranchée rouge des missels dessinent un étrange arc-en-ciel.

C'est jour de fête à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, le lieu, en plein cœur de Paris, de la tradition catholique qui, à intervalles réguliers, rappelle l'existence d'une contestation de droite dans l'Eglise. Sans doute est-elle archimodératiste, mais l'excommunication en 1988 des quatre évêques consacrés par Mgr Lefebvre ni les malins tendues par Rome ne semblent avoir eu raison d'une population pour qui l'Eglise est, depuis deux mille ans, la « société parfaite », et le monde moderne le refuge de tous les immondices.

FLÈCHES CONTRE LE PAPE

Plus de deux mille fidèles célèbrent, ce samedi 11 novembre, le vingt-cinquième anniversaire de la création de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, l'œuvre majeure de Mgr Marcel Lefebvre, l'évêque rebelle du concile Vatican II (1962-1965), qui a fait trembler trois papes (Jean XXIII, Paul VI et Jean Paul II), gardien de la « vraie foi » et de la « vraie messe » catholique. Depuis le schisme, quelques dizaines de prêtres et de séminaristes ont bien quitté le saint berceau d'Ecône (dans le Valais suisse), mais il reste en France, en Suisse, en Allemagne, aux Etats-Unis ou en Argentine trois cent trente-sept prêtres et quelque deux cents séminaristes, d'« un zèle dévorant de feu pour le salut des âmes », comme dit Mgr Tissier de Mallerais dans son homélie.

C'est pour protester contre « la corruption des séminaires » que Mgr Lefebvre, décédé en 1991, avait fondé cette société de prêtres, dernier carré de l'ultraconservatisme catholique. A entendre Mgr Tissier de Mallerais, le tableau d'un clergé « dégradé », d'un sacerdoce « décomposé » n'a cessé de se noircir. Mais les flèches les plus rudes seront décochées contre le pape, dans une conférence à la Mutualité

voisine, devant près de trois mille personnes, par un autre évêque schismatique de la confrérie lefebvriste, Mgr Bernard Fellay.

Par ses gestes « acuminés » en direction des orthodoxes, des protestants, des juifs, des musulmans, Jean Paul II serait tout bonnement en train de créer une « religion mondiale », un « Christ cosmique », un « nouvel âge » allant de la divinité de Jésus, où Dieu serait réduit à l'état d'homme et l'homme élevé à celui de Dieu ! Ce « nouvel âge » annoncerait la mort douce de la foi catholique. Mgr Fellay voue les grands théologiens du XX^e siècle (de Lubac, Congar, Rahner) aux gémonies, car ils ont introduit ce « pluralisme » qui a conduit au concile détesté et à la reconnaissance « désostruse » des autres religions. Dans l'Eglise moderne, déplore-t-il, on n'ose plus parler d'hérésie, de péché mortel, d'enfer, de paganisme. On ne condamne plus rien, pas même ces « flets d'homosexualité » qui se déverseraient dans les médias, le monde de l'éducation, de la santé et à tous les niveaux de l'administration.

A la sortie de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, on distribue des tracts appelant les fidèles à des « ras-lez-vous pour la vie », c'est-à-dire des chaînes de prière pour les commandos anti-VIC. On vend les œuvres de Mgr Lefebvre, du curé d'Ass, une biographie de Pie IX intitulée *Le Pape moderne*, alors qu'en réalité celui-ci fut le pape du fameux Syllabus (1864) et de la condamnation des droits de l'homme et des libertés. On exalte le souvenir de la première croisade, lancée il y a neuf cents ans par Urbain II, et on prépare fébrilement la célébration, en 1996, du quinzième centenaire du baptême de Clovis, date de naissance de la « France chrétienne ».

Jusqu'à ce morceau de bravoure appelant à la résistance contre « les prédicateurs de modes sataniques », contre « les cotétements qui enseignent le sexe, le concubinage, la pilule, l'avortement, le divorce, l'homosexualité, le nudisme », contre « les maîtres du vice », promis aux guerres et au communisme, justes « châtiments pour les péchés du monde ».

Henri Tincq

Succès dans la lutte contre les feux de forêt en 1995

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Tout en confirmant l'efficacité de la politique de prévention et de lutte mise en œuvre depuis 1986, le bilan des feux de forêt, pour 1995, présente un caractère atypique. Au total, 19 020 hectares ont été la proie des flammes au lieu de 38 000 hectares, en moyenne, au cours des quinze dernières années et 24 225 hectares en 1994. Comparativement aux campagnes précédentes, les destructions ont été, proportionnellement, moins importantes en été (56 % contre 80 % en moyenne) et dans le Midi par rapport au reste de la France (54 % contre 80 %).

D'autre part, le tribut de la Corse (2 432 hectares) dans ce bilan ne représente qu'environ un quart des surfaces détruites dans les quinze départements du Sud-Est, au lieu de 70 à 80 % en moyenne. Ces excellents résultats ont cependant été ternis par la mort de deux sapeurs-pompiers sur le feu de Lançon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), le 29 août.

Depuis le début de l'année, 10 330 hectares ont été ravagés par des incendies dans la zone méditerranéenne, soit une diminution de plus de moitié par rapport à l'année précédente. Mais, depuis le plus bas niveau historique enregistré en 1988, jamais le nombre de départs de feu (moins d'un millier contre 2 160 en moyenne) et l'étendue des surfaces brûlées (4 600 hectares au lieu de 25 800) n'avaient été aussi faibles en été.

STRATÉGIE PAYANTE

Cet excellent résultat s'explique, en partie, par des conditions météorologiques favorables, tout au moins dans la partie est de la Provence qui a connu, comme la Corse, des épisodes pluvieux inhabituels en août. Sur l'île, 1 300 hectares ont été détruits au cours de la saison estivale, contre 7 000 en moyenne. En Haute-Corse, le nombre de feux (132) a été divisé par cinq par rapport aux trois années précédentes.

Si la météo a facilité la tâche

des sapeurs-pompiers, l'apparat, aussi, comme le souligne Philippe Michaud, à la direction centrale de la sécurité civile, que la stratégie de mobilisation préventive et d'attaque des feux naissants, préférentielle, depuis 1986-1987, au renforcement des moyens, « a fini par payer ». Ainsi, 95 % des feux ont été maîtrisés avant d'avoir parcouru plus de cinq hectares et neuf feux, seulement, ont détruit plus de 100 hectares (au lieu d'une trentaine en moyenne). Un seul a atteint le seuil des 1 000 hectares (à Palasca, en Haute-Corse, le 9 septembre).

Guy Porte

Jusqu'au 31 décembre 1995

Abonnez-vous Carrefour !

Téléphonie mobile



229,14F TTC
160F TTC mensuel
+
120 MINUTES GRATUITES
de communication

Abonnement mensuel 160 FTTC
jusqu'au 31/03/96.
120 minutes de communication
nationale gratuites,
soit 120 x 3,015 FTTC = 361,80 FTTC.
Grille tarifaire complète disponible
au rayon photo et au stand
services financiers Carrefour.

Avec Carrefour
je positive! ➡

DISPARITIONS

Corneliu Coposu

L'âme de l'opposition roumaine

LE CHRÉTIEN-DÉMOCRATE Corneliu Coposu est mort, samedi 11 novembre, à Bucarest. Agé de soixante-dix-neuf ans, il était hospitalisé depuis la fin octobre en raison d'une aggravation de ses problèmes pulmonaires, et sa disparition a suscité une très forte émotion en Roumanie. L'opposition a demandé l'organisation de funérailles nationales pour celui qui fut l'un des plus tenaces dissidents de toute l'Europe de l'Est et qui mérita largement de passer pour le « Havel » roumain.

Né le 20 mai 1916 à Bobota, petite commune de Transylvanie, Corneliu Coposu aura marqué de son empreinte la vie politique de son pays, symbolisant la lutte contre le communisme et la fidélité envers le roi Michel I^{er}, pour le retour duquel il ne cessa de militer.

Sa haine du totalitarisme, cet avocat de formation l'aura forgée dans les geôles communistes où il a passé dix-sept ans de sa vie sous le régime de Gheorghe Gheorghiu-Dej. Il avait été arrêté et emprisonné en 1947 alors qu'il occupait les fonctions de secrétaire général du Parti national paysan (PNP), l'une des trois formations « historiques » avec les libéraux et les sociaux-démocrates. Mais Corneliu Coposu devait être ensuite condamné aux travaux forcés à perpétuité au cours d'une série de procès qui allaient décapiter toute l'opposition anticomuniste. Relâché lors de la courte période de libéralisation qui accompagna, au milieu des années 60, l'arrivée au pouvoir de Ceausescu, il continua toutefois à subir les persécutions de la sinistre Securitate (la police politique).

Dès la chute de la dictature, M. Coposu s'attacha à reprendre le fil de son action politique en créant, en janvier 1990, le Parti national paysan-chrétien-démocrate (PNP-CD), interdit par les communistes en 1947 et autour duquel il bâtit la Convention démocratique, la principale coalition de l'opposition. Relativement inconnu du grand public au moment de son retour sur la scène politique, Corneliu Coposu devait rapidement gagner crédibilité et respect grâce, notamment, à sa droiture intellectuelle.

Président du PNP-CD jusqu'à sa mort, sénateur de 1992 à 1995, ses détracteurs lui reprochent toutefois de ne pas avoir pu rejoindre son parti. Malgré tous ses efforts, les postes de direction furent en effet bloqués, dès 1990, par des hommes politiques vieillissants mais auréolés du martyre que beaucoup d'entre eux vécurent dans les prisons communistes. Sa fidélité indéfectible envers le roi Michel I^{er}, chassé de son trône par les communistes et qui vit actuellement en exil en Suisse, ne facilita pas non plus son action. « La monarchie, aimait-il à déclarer, est le seul régime capable de sauver la démocratie. » Une opinion partagée par un Roumain sur dix seulement et source de discorde au sein de l'opposition. Or, ces derniers mois, Corneliu Coposu, très amargé, sa haute silhouette un peu plus voûtée que de coutume, avait de plus en plus de difficultés à maintenir l'ordre dans les rangs de sa propre formation.

Epruvé par de longs séjours en Allemagne pour raison médicale, il se toutefois resté jusqu'au bout un opposant farouche au pré-

sident Iliescu, qu'il a toujours qualifié de « néo-communiste ». Illustrant ce propos, il rappelait qu'en janvier 1990 le PNP-CD avait été assiégré par des manifestants en colère qui, selon lui, étaient « manipulés par le pouvoir ». Il n'avait alors échappé à la violence qu'en acceptant d'être évacué dans un véhicule blindé fourni par le premier ministre de l'époque, Petre Roman. Lors des « Minéralades » du mois de juin suivant, le QG des paysans était mis à sac alors que Corneliu Coposu ainsi que d'autres leaders de l'opposition devaient être contraints de se cacher pendant plusieurs jours pour échapper aux mineurs appelés par le pouvoir pour réprimer dans le sang les manifestations de la place de l'Université.

Christophe Chatelot

NOMINATION

DIPLOMATE

Philippe Seiz a été nommé ambassadeur au Cameroun, en remplacement de Gilles Vidal, par décret paru au Journal officiel du 8 novembre.

Né en septembre 1940, Philippe Seiz est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Il a été notamment en poste à Rio de Janeiro (1968-1970), à Dar es Salaam (1970-1971), à Londres (1974-1976), à Washington (1981-1985), avant d'être directeur adjoint du cabinet de Jacques Pélletier, ministre de la coopération et du développement (1988-1991), puis chargé de mission auprès du directeur d'Amérique au Quai d'Orsay (1991-1993). Chargé d'affaires à Haïti de mars 1993 à décembre 1994, Philippe Seiz était ambassadeur dans ce pays depuis décembre 1994.

Jean-Louis Curtis

Un observateur ironique et discret de la société

L'ÉCRIVAIN et académicien français Jean-Louis Curtis est mort d'un arrêt cardiaque, samedi 11 novembre, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

Jamais la modestie n'a autant généralisé les écrivains au regard du jugement public. A l'heure où la valeur littéraire s'autoproclame à grand renfort de bluff, Jean-Louis Curtis ne pouvait que pâtir de sa discrétion naturelle. Du moins s'est-il acquis, et conservera-t-il, les lecteurs de talent, ceux pour qui le trait de flûte vaut tous les coups de cymbales.

Depuis *Les Forêts de la nuit* (Goncourt 1947), une trentaine d'ouvrages ont illustré ses dons d'analyse psychologique et d'observation sociale. Certains titres aideront les historiens à comprendre les engagements des années 40-50 (*Les Justes Causes*, 1954) et les extravagances des années 70. Curtis parlait avec un entraînement inhabituel du roman qui a occupé ses derniers mois, et qu'il se faisait une joie de publier bientôt.

Puisqu'il répugnait à la parade, il faut bien dire à sa place ses mérites : les brillants états de service durant la guerre ; sa connaissance passionnée du théâtre, dont il faisait profiter le comité de lecture de la Comédie-Française, après y avoir signé plusieurs adaptations de Shakespeare ; la maîtrise érudite de l'agréé d'anglais, qui faisait merveille à la commission du dictionnaire, lors des chasses aux anglicismes imbeciles.

Quai de Conti, j'avais la joie de siéger près de lui. Soudain, le promeneur solitaire au vaste bérêt basque, signe revendiqué de son

patriotisme pyrénéen, oubliait on ne sait quelle tristesse profonde, et pouffait de rire comme un enfant, exerçant de vive voix l'humour dont débordaient ses pastiches, riches d'une intimité rare avec les auteurs parodiés (*La Chine m'inquiète*, 1972 ; *La France m'épuise*, 1982).

Lors de la séance publique des cinq académies, le 24 octobre, j'ai eu l'honneur de lire un discours de Curtis, que la maladie l'empêchait de prononcer lui-même, et dans lequel il saluait l'œuvre de Proust comme l'événement dominant du XX^e siècle littéraire. Ayant cerné avec finesse les innovations de *La Recherche* quant au rôle du Temps dans la mobilité des caractères, il reconnaissait simplement sa dette. Sans l'ombre d'une jalousie, avec une humilité lumineuse, il disait compter sur ses pairs et sur lui-même, comme il était dit pour la Communion des saints, du temps de son enfance pieuse.

Sa prière, d'avance, est exaucée.

Bertrand Poirot-Delpech

(Louis Lafitte - qui prit le pseudonyme de Jean-Louis Curtis - est né le 22 mai 1917 à Orthez (Pyrénées-Atlantiques). Agrégé d'anglais en 1943, il publie en 1945 son premier roman, *Les Jeunes Hommes*, qui obtient le prix Cazes l'année suivante. En 1972, il reçoit, pour l'ensemble de son œuvre, le Grand Prix de littérature de l'Académie française et, en 1986, il est élu sous la Coupole au fauteuil de Jean-Jacques Gauthier. Son dernier livre, paru il y a quelques semaines, dressait un panorama des rites et des langages actuels, qu'il nommait des « béquilles de la parole » (*Le Monde comme il va*, Le Rocher, 206 p., 110 F.). La quasi-totalité de son œuvre est publiée chez Flammarion.)

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du jeudi 9 novembre 1995 sont publiés :
● Schengen : plusieurs décrets relatifs à la convention d'application de l'accord de Schengen.
● Matignon : un arrêté relatif à la composition du cabinet du premier ministre.

Au Journal officiel du vendredi 10 novembre 1995 sont publiés :
● Comptes de campagne : la publication générale des comptes des partis et groupements politiques afférents à l'exercice 1994.
● Législative : un décret convoquant les électeurs de la quatrième circonscription du département du Calvados le dimanche 10 décembre 1995, en vue de procéder à l'élection d'un député à l'Assemblée nationale, compte tenu de la démission d'Yves Boisseau (UDF).

● Gouvernement : plusieurs arrêtés, portant nomination au cabinet du ministre délégué à l'outre-mer, Jean-Jacques de Peretti, du garde des sceaux, ministre de la justice, Jacques Toubon, du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, François Bayrou, du ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, et du ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy.

Au Journal officiel du samedi 11 novembre 1995 sont publiés :

● Gouvernement : plusieurs arrêtés portant nomination au cabinet du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli, du ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, Bernard Forns, du ministre délégué à la coopération, Jacques Godfrin, du ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, Philippe Vasseur, ainsi que du ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat, Jean-Pierre Raffarin.

AU CARNET DU MONDE

Anniversaires de naissance

Anne,
chaque 13 novembre, n'ais pour nous.

« La statue est toujours à la même place... Eugène Sue me regarde, je l'aime. »

Collette et Pierre.

Décès

« Aérospatiale a la tristesse de faire part du décès de »

Gérard ALLAVENA, ancien directeur de programme Ariane, survenu le 6 novembre 1995.

« Frédérique et Dominique Gérard ont la douleur de faire part du décès de »

M^{me} Christiane NERE, survenu le 6 novembre 1995, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 3 novembre 1995, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, Paris-7^e.

« Anne Griset, son épouse, Juliette Griset, sa fille, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de »

Antoine GRISET, survenu le 9 novembre 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 novembre, à 11 heures, en l'église réformée de Paris-Luxembourg, 38, rue Madame, Paris-6^e.

Cet avis tient lieu de faire-part. (Le Monde date 12-13 nov.)

« M. et M^{me} Gérard Kistler et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre Charles Kistler et leurs enfants, M. et M^{me} Alain Fridmann et leur fils, ont la tristesse de faire part du décès de »

M^{me} André KISLER, née Denise SCHULMANN, le 9 novembre 1995, dans sa soixante-seizième année.

L'inhumation a eu lieu le 10 novembre, 27, avenue Parmentier, 75011 Paris.

Madeleine HUBLER-CHÉRON

s'est éteinte le 24 octobre 1995, à l'âge de soixante-trois ans.

De la part de Claire Hubler-Hobler, sa fille, Jacques Poirot, son gendre, Les familles Hubler, Chavy, Joinet, Chéron.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité. Elle repose au cimetière de Rombach-le-Franc (Haut-Rhin).

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Jacques d'Angou, 34000 Montpellier.

Avis de messe

« M. et M^{me} Adolphe Mezou et leurs enfants, M^{me} Renée Le Goff et ses enfants, invitent les amis de »

M^{me} Anne LE GOFF, professeur honoraire au lycée de Sévres, décédée le 1^{er} octobre 1995,

à venir témoigner leur souvenir à l'office qui sera célébré samedi 18 novembre, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption de Meudon-Bellevue (gare de Bellevue).

Y sera associée la mémoire de son mari et de leur fils Jean-Pierre.

Anniversaires de décès

« Le 14 novembre 1985, Charles BAUDRY, nous quitte brutalement. »

« Je suis parti dans le vent et probablement vers le néant. Mais si ce néant s'avérait être un rêve, je ne hais rien comme les puissances des ténébreux pour faire entendre ma voix. »

Paul-Emile Victor.

Il est toujours présent dans notre cœur.

« En ce septième anniversaire de la séparation, souvenirs-nous de »

Christiane GALLENCA, professeur des universités.

« The long day's task is done. »

« Ce 13 novembre, Augustin POSTEL-VINAY, aurait eu vingt-cinq ans. »

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Manifestation du souvenir

« Le président et les membres du Consistoire de Paris, Le comité de rédaction d'Information juive, Le président et les membres du conseil d'administration de la Fraternité « Union nationale des amis de Tiémou », vous prient de bien vouloir assister à la cérémonie à la mémoire de »

Emile TOUATI zal, ancien président du Consistoire de Paris, éditeur d'Information juive, coprésident de l'Union nationale des amis de Tiémou, vice-président du Consistoire central israélite de France, vice-président du CRIF.

le mardi 14 novembre 1995, à 18 h 30, à la synagogue, 44, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● Séminaires Maria Bonafous-Boucher, Roman Lafitte, Michel Tort : « Philosophie et gouvernement des organisations économiques et sociales », intervenant : Armand Hatebael, 10 novembre, 20 heures-22 heures, Jussieu, université Paris-VII, RCI, Jean-Jacques Forté : « Croissance et développement », tous les vendredis, à 19 heures, Institut français, Rabat, Maroc.

● Forum Autour et avec Alain Prochiantz à propos de son livre *La Biologie dans le bouillonnement*, Jean-Pierre Chassignat et Monique David-Ménard, 13 novembre, 18 h 30-22 heures, amphithéâtre Richelieu, Sorbonne.

● Samedi autour d'un livre Jeanine Altounian : *Ouvrez-moi les chemins d'Arménie. Un génocide aux dévotions de l'inconscient*. Intervenants : J. Altounian, R. Kass, N. Lapierre, M. Mariani, M. Tort, 2 décembre, 9 h 30-12 h 30, USC, salle Puy-Girard, 18, rue de Valenciennes.

Toutes les activités du Collège international de philosophie sont libres et gratuites.

Renseignements sur salles, réponses : 44-46-88 - Autres renseignements : 44-41-46-80.

Communications diverses

« Droits de l'homme (cours par correspondance). »

Rens. et inscrip. : CEDL, route de Trèves 6, Building B, 2633 Seemingenberg, Luxembourg.

« A l'école des vins », avec Jean Prambout (président de l'Union des sommeliers de France) et Bernard Beaulieu (historien des vins).

Séance de quatre séances à partir du 22 novembre 1995.

Renseignements et inscriptions : Euroscope Communication, 44-59-81-10.

« Le Prix « RENAISSANCE ET LYRE » 1996, créé par Art et Poésie de Tunisie, récompensera par un chèque de 5 000 F un manuscrit de 12 poèmes réunis sous un titre. »

Le concours est ouvert du 1^{er} septembre au 10 décembre 1995 (date impérative).

Participation : 100 F. S'adresser à Jacqueline Delphy, 65, allée de la Chesnaie, 37320 Evreux.

(Tél. : 47-26-47-37.)

ASSOCIATION LOUIS-MERLIN

DONNEURS DE SANG DE L'HÔPITAL BROUSSAIS

Assemblée générale extraordinaire

Le conseil d'administration de l'association, ne pouvant, faute d'éléments, convoquer les membres individuellement, se voit dans l'obligation de recourir à l'annonce par voie de presse.

Il est donc prié d'assister à l'A.G.E. qui se tiendra mardi 14 novembre, à 20 heures, en l'église sise 149, avenue Gabriel-Péri, à Malakoff.

L'ordre du jour portera essentiellement sur l'avenir de l'association.

Si le quorum n'est pas atteint, une deuxième A.G.E. se tiendra le 12 décembre 1995, à 20 heures, à la même adresse.

Le président, Dr Sion Levy

Soutenances de thèse

« Jérôme Vialatte soutiendra le vendredi 17 novembre, à 15 heures, salle des thèses, à la faculté de droit de Bordeaux, une thèse de doctorat en science politique intitulée : « Les partis Verts entre ville et nature : un réajustement urbain en Europe occidentale ». Le directeur de recherche est M. Daniel-Louis Seiler, professeur à Bordeaux. »

M. Hrodej soutiendra sa thèse : « L'analyse de l'évolution d'un Gascou sous Louis XIV », à la Sorbonne-Paris-IV, salle des Actes, le samedi 18 novembre, à 14 heures.

« Elisabeth Boerghout soutiendra sa thèse sur « Le persiflage dans la littérature française du dix-huitième siècle (1735-1810) : modernité d'un néologisme », le samedi 25 novembre, en Sorbonne (Paris-IV), auprès Mlle Edwige, à 14 heures. Membres du jury : J. Dagen, M. Delon, R. Grandjean, J. Guilhem, M. S. Meant.

Rectificatif

« Dans le carnet du « Monde » daté 12-13 novembre, la ligne décès a été omise, derrière les anniversaires de naissance, créant ainsi une confusion. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser. »

CARNET DU MONDE

15, rue Falguière, 75001 Paris 1^{er}

Renseignements : 40-66-23-94 ou 40-65-29-96

Télécopieur : 45-66-77-13

Tarif de la ligne R.T.

Toutefois rubriques : 105 F

Abonnés et actionnaires : 85 F

Communications diverses : 110 F

Thèses étudiants : 68 F

Les lignes en capitales grasses sont inscrites sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

LE MONDE diplomatique

N° 500 Novembre 1995

● ÉTATS-UNIS : La droite manipule le sentiment national, par Todd Gitlin - Les « guerres de trente ans » d'un journaliste militant, par Serge Halimi - Washington consolide son hégémonie sur le marché des armes, par Jean-Paul Hébert - Coupes claires dans l'aide extérieure, par Ibrahim Warde.

● EX-YOUGOSLAVIE : Fragile Macédoine, par Marie-Françoise Allain et Ivaylo Ditchchev.

● MÉDITERRANÉE : L'horizon naturel de l'Europe, par Gérard Kébadjian.

● LIBAN : Coup de force institutionnel, par Samir Kassir - Les paradoxes d'une renaissance culturelle, par Nadia Khouri-Dagher.

● ASIE : Okinawa, arrière-cour du Japon, avant-poste des États-Unis, par Nicole-Lise Bernheim.

● HISTOIRE : Crimes de guerre japonais et mémoire populaire, par Antoine Halff.

● VANUATU : Un archipel entre deux mondes, par Gail Le Dantec.

● SCIENCES : Éthique n'est pas technique, par Jacques Testart.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Le Monde

La tragédie algérienne

Un cahier de huit pages dans Le Monde du mercredi 15 novembre daté 16

BOURSE

Gestion personnalisée de votre portefeuille

Les cours actualisés tous marchés

La valeur des SICAV

L'actualité 24h/24 (dépêches REUTERS et AFP)

Communiqué des entreprises cotées en Bourse

3615 LEMONDE

سكنا في الامل

HORIZONS

ENQUÊTE

Ces professeurs phares

A l'ère de la massification des études universitaires et de l'éclatement des savoirs, que vaut la rencontre personnelle avec un « grand professeur » ? Le contact avec un maître en chair et en os, déterminant pour l'orientation des études et des carrières mais également pour toute une vie, est-il encore d'actualité alors que, de 1960 à aujourd'hui, le nombre d'étudiants est passé de cent cinquante mille à quelque deux millions ? Comment suivre dans une foule aussi dense, dans la multiplication des institutions d'enseignement, le rayonnement des Alain du des Bergson de la fin du XIX^e siècle ? Y a-t-il encore, dans les universités ou dans les classes préparatoires

la recherche. Son enseignement tenait de l'apostolat et ne laissait pas de soulever de vives contestations chez certains élèves et même chez ses collègues. » Parmi les disciples de Jean Bachelier : Henri Korn, Pierre Jona, Jean-Marie Lustiger. Le lauréat du prix Nobel de chimie de 1987, le Français Jean-Marie Lehn, parie, lui, du rôle déterminant tenu par son instituteur alsacien, M. Chardier, lequel faisait tout pour ouvrir à ses élèves les portes du collège d'Obernai.

Si, jusqu'à la guerre de 1914, le centre de gravité du système éducatif se concentrait dans le primaire ; si, dans l'entre-deux-guerres, le pendule se déplaça en direction du lycée, la grande période des khâgnes et des « prépas » nous conduit, elle, jusqu'aux années 70. « Depuis les années 70, estime l'historien Jean-François Sirinelli, l'écart entre la multiplication du nombre de chaires universitaires et le nombre d'étudiants, d'une part, et le chiffre relativement stable des postes aux concours des grandes écoles, d'autre part, a diminué, en proportion, la visibilité de ces dernières. » En outre, la mythologie du « grand professeur » est peut-être intimement liée à celle de l'intellectuel gourou, qui a si longtemps dominé la scène française, mais qui s'effrite, inexorablement. « La confrontation de l'intellectuel avec de nouveaux supports culturels – la télévision en est un – a mis celui-ci en porte-à-faux. Son magistère ne relevait-il pas, avant tout, de l'écrit et de l'imprimé ? L'audiovisuel, c'est l'ère du lapidaire. Une ère qui n'est guère favorable à l'influence d'un maître à penser. » Cependant, Jean-François Sirinelli ajoute que le crépuscule de l'intellectuel généraliste et interventionniste, du type Sartre ou Aron, profite au professeur, qui, du coup, a l'air moins confiné dans l'étroitesse de sa discipline. Le rayonnement de la figure est donc possible.

Le sociologue Pierre Birnbaum préfère parler désormais d'intellectuel « passeur », le relais culturel, celui qui traduit autant qu'il professe, qui forme les esprits plutôt qu'il n'impose une doctrine. Si l'intellectuel en France adopte, trop souvent encore, la posture du maître à penser, c'est, d'après lui, en raison du statut très particulier qui est celui du livre dans notre pays : livre à la fois excessivement sacré et inaccessible. « Le maître à la Alain, dit-il, c'est celui qui possède l'ouvrage, dans sa bibliothèque personnelle ou à la Bibliothèque nationale, et qui dispense un cours ou rédige un manuel. Il est l'intermédiaire obligé entre le livre et l'étudiant. Dans les universités américaines, au contraire, où l'on trouve des photocopies un peu partout, l'étudiant est en mesure de contrôler le savoir du maître par le texte. En outre, être « patron » à Harvard n'implique pas qu'on le soit à Yale. En France, la concentration du système d'éducation pousse à l'unicité de l'influence. » Une autre forme de maîtrise, plus proche du monde anglo-saxon, qui met en jeu un personnage plus modeste, moins virtuellement médiatique, professeur à l'élocution balbutiante, qui ne prétend plus incarner l'unité si française entre la raison et la nation, existe pourtant, selon Pierre Birnbaum. Et de citer quelques noms à titre d'illustration : ceux des sociologues Raymond Boudon, François Chazel, installé obstinément en province et nommé sur le tard à Paris, Guy Michelat, à la fois ébéniste et sociologue, l'un des promoteurs en France de l'entretien non directif, de l'historien Alain Corbin, et, en droit, d'Olivier Béaud ou de Michel Troper.

Y a-t-il, en revanche, place encore pour le maître traditionnel, rejeton d'une aristocratie du savoir, héritier de lignées de près d'un siècle de khâgne, de celles qui, reliant par exemple un Jules Lagneau (né en 1851) à Alain et Alain lui-même à un autre professeur de Louis-le-Grand, Maurice Savin, qu'un Régis Debray a pu connaître au début des années 60 ? En 1980, on ironisait, dans la revue *Le Débat*, sur la faveur tardive dont l'un de ces maîtres – de la Sorbonne, cette

fois –, le philosophe Vladimir Jankelevitch, s'était mis à jour subitement auprès des intellectuels anciens mais nu anciens athenaisiers, lesquels avaient jadis consciencieusement sèché son certificat de morale et de sociologie. Derrière l'hommage à posteriori de la génération 68 sourdait la nostalgie d'une certaine France définitivement disparue. « S'il est un personnage typé de notre patrimoine, lisait-on alors dans la revue, qui appelle le regard de l'autre avant qu'une modernité fatale ne le dissolve, c'est bien celui-là : le dispensateur initiatique et farouche, au sommet de l'édifice éducatif, d'un savoir bizarre mais essentiel. » Si la charge fit scandale en son temps, la leçon en était claire : le « maître » était devenu un archétype poussiéreux, bon à remiser définitivement au magasin des accessoires démodés

plus que dans les années 60, à en croire Jacques Revel, les séminaires de recherche de l'éthèse, même si l'assistance est plus réduite. « Bien sûr, c'est dans l'univers étroit des classes préparatoires (quelques milliers d'étudiants) et dans l'univers plus étroit encore des quelques lycées dont les élèves « intègrent » les grandes écoles en gros bataillons (Henri IV, Louis-le-Grand, le lycée Du Parc à Lyon) que le paradigme du « grand professeur » résiste le mieux. Certains nous reviennent dans les souvenirs de leurs anciens élèves : dans les khâgnes, ceux d'André Pessel, de Jean-Louis Polzler, d'Robert Grenier en philosophie, ou bien de professeurs de mathématiques (en

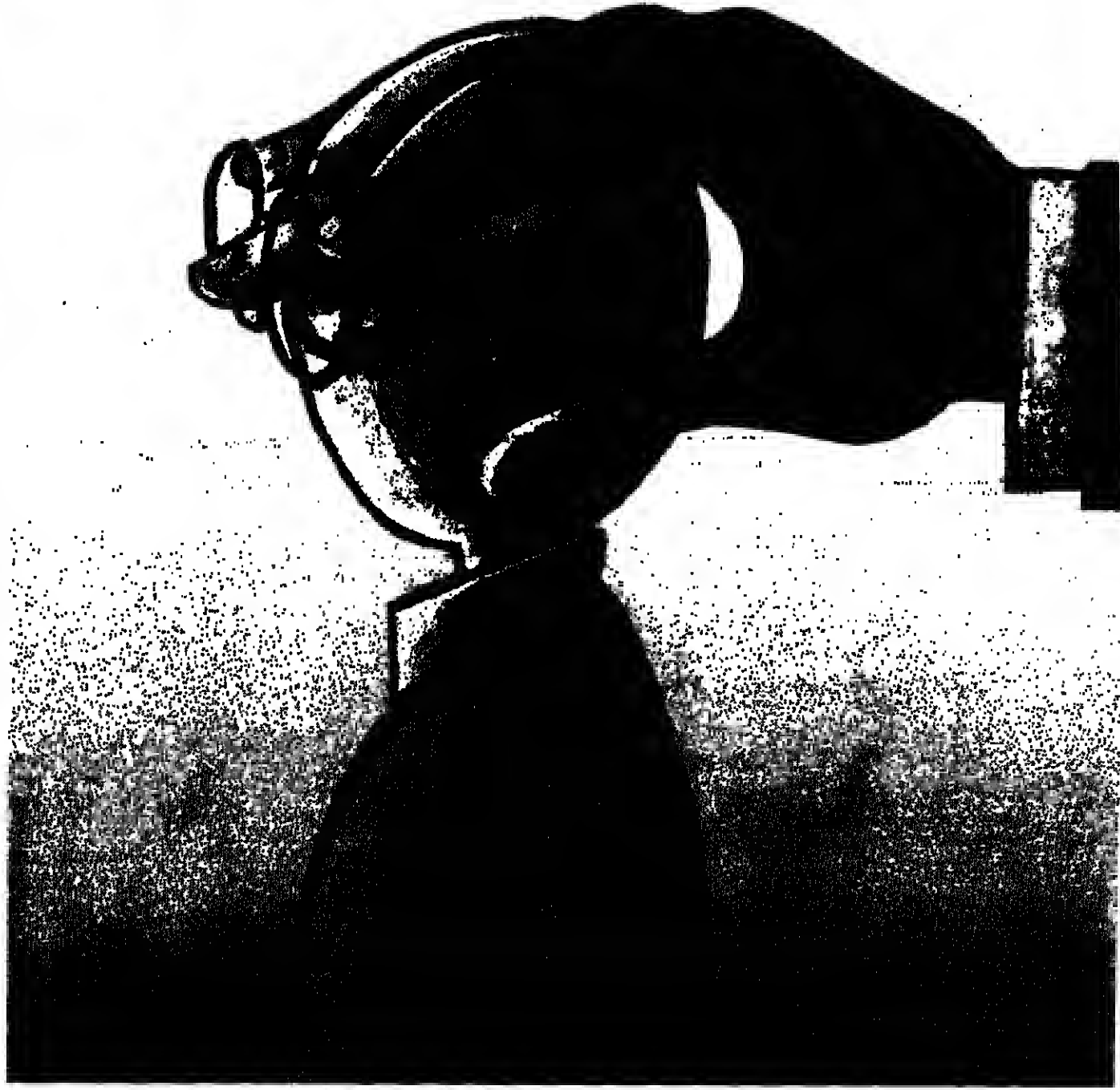
beth Logak, agrégé, préparateur au département de mathématiques et d'informatique de l'Ecole normale supérieure (ENS), les talents s'y révélaient extrêmement jeunes (les deux derniers lauréats français de la médaille Fields, l'une des plus hautes récompenses internationales dans la discipline, Pierre-Louis Lions et Jean-Christophe Yoccoz, ont autour de la quarantaine). En outre, les travaux de recherche des uns sont souvent quasi impénétrables aux autres. Cela n'empêche pas des phénomènes d'école et de maîtrise d'avoir également cours. Ainsi, dans le domaine de l'analyse, beaucoup de mathématiciens ont été les élèves de Laurent Schwartz. La rencontre avec le fameux Alexandre Grothendieck a orienté vers la géométrie algébrique un grand nombre de chercheurs, avant que ce « maître » renonce lui-même aux mathématiques pour l'agriculture, ce retrait lui conférant une aura mythique supplémentaire.

Rémy Biefel, auteur de *La Tribu des clercs, les intellectuels français*

ment un cycle de conférences très techniques intitulé « Les mondes possibles. Séminaire sur les recherches contemporaines en philosophie ». Là se mêlent des philosophes connus et des chercheurs dont les travaux sont en cours. Dans la liste des invités de l'année universitaire 1995-1996 on trouve, pêle-mêle, les noms de Cnruéus Castoriadis, Jocelyn Benoist, Jean-Claude Milner, Pierre Sauvanet, François Laruelle, Colas Duflo, Pierre Bourdieu, Paul Ricœur, Frédéric Worms, Michel Henry, Gilles-Gaston Granger, Etienne Balibar.

CETTE cascade de noms est révélatrice, au-delà de l'adoubement d'éventuels nouveaux maîtres à penser par les élèves de l'« Ecole », d'une mutation générale de la vie intellectuelle en direction d'un plus grand pluralisme. Pour Frédéric Worms, répétiteur-agrégé de philosophie à l'ENS, un philosophe comme Paul Ricœur « est un maître décevant pour qui recherche une position bien tranchée, car il ne parle jamais en son nom propre. Pour saisir sa pensée, il faut d'abord en avoir traversé d'autres. Mais il représente le maître approprié de l'âge du pluralisme, il joue le

**Aux
« hussards
noirs de la
République »,
éveilleurs
d'esprits
à l'école
primaire,
ont succédé
les profs
charismatiques
des taupes
et khâgnes
du dernier
demi-siècle.
Aujourd'hui,
on préfère
l'« intellectuel
expert »**



d'une France où, désormais, l'intellectuel expert ou l'intellectuel spécialiste étaient appelés à succéder à l'intellectuel dit prophétique.

« Le paradigme du grand professeur fonctionnaire encore, estime pourtant Jacques Revel, président de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Ehess). Dans les années 60, sa présence était même plus discrète qu'aujourd'hui : les enseignants charismatiques, comme Jean Beaufret [l'un des introducteurs de la pensée d'Heidegger en France], attirèrent tout au plus quelques « clandestins » dans la khâgne de Condorcet. Le cours de Fernand Braudel au Collège de France ne rassemblait qu'une poignée d'auditeurs. Les grands séminaires, ceux de Lacan ou d'Althusser, drainaient certes les foules ; mais c'étaient des séminaires hors les murs, hors université. En outre, il s'agissait de phénomènes isolés qui surprenaient. Tout a changé avec les années 70, avec l'entrée de Barthes, d'Aron, de Duby et de Foucault au Collège de France, qui y ont attiré du monde. » Le public se presse toujours au Collège de France, aux cours de Pierre Bourdieu par exemple, et remplit bien

classes préparatoires M) comme M. Chevallet, Claude Deschamps ou André Warusfel. Mais s'il est vrai que c'est à la dévotion des anciens élèves que peut s'évaluer l'impact d'une rencontre avec un « maître », ce genre de liste ne pourra jamais être exhaustive. En outre, les qualités qu'on reconnaît à l'enseignant hors pair sont fort diverses : un tel est reconnu à son professeur de mathématiques de lui avoir permis d'entreprendre ses propres limites, même s'il a vu en lui plutôt un tyran qu'un « éveilleur ».

INVERSEMENT, tel autre a été formé dès la prépa à la recherche, tel autre à la technique d'analyse des textes. Tel autre, enfin, estime qu'il vaut mieux parler de bons que de grands professeurs, dans la mesure où il est rare désormais que l'ombre portée du « maître » franchisse les murs des lycées.

L'extrême diversification des savoirs fait en effet obstacle au rayonnement durable d'une influence. Les mathématiques représentent à cet égard une sorte de cas limite puisque, fait observer Elisa-

sous la V^e République (Calmann-Lévy), croit, lui, qu'après une relative atonie propre aux années 80 les travaux de recherche se font l'écho d'une effervescence intellectuelle nouvelle, accompagnée de références renouvelées à des maîtres d'un style nouveau : « Paul Ricœur est actuellement l'un des philosophes les plus influents, après avoir subi une éclipse relative au cours des années 70. Jacques Bouveresse, qui a réacclimaté en France la philosophie analytique anglo-saxonne, aussi bien que Marcel Gauchet et l'équipe du Débat, qui ont repensé la question démocratique, Pierre Rosanvallon, Roger Chartier, par son travail sur la lecture et sa redécouverte de Norbert Elias, font partie des noms qui reviennent... » Une constatation s'impose néanmoins : si bouillonnement intellectuel il y a, celui-ci demeure pour l'essentiel concentré dans la capitale.

Mais, au rebours des années 60, impossible de désigner un ou deux grands cours ou séminaires auxquels tout le monde se devrait d'aller. Le plus couru de la rue d'Ulm – qui abrita les grands rendez-vous des années 60 – est significative-

ment de l'interprète et non de doctrine. Il est significatif à cet égard qu'on ne parle jamais de ricœurisme comme jadis d'althusserisme. »

L'esprit du temps se prête généralement moins aux identifications fortes. Le noué papillon de Jean-Luc Marion, qui dirige l'un des séminaires d'histoire de la philosophie les plus en vogue de la Sorbonne d'aujourd'hui, ne remplacera pas le cigare torsadé de Jacques Lacan ni la calvitie de Michel Foucault, autour desquels était entretenue une tension fébrile d'ordre quasi religieux. Même la médiatisation de la vie intellectuelle telle qu'elle est pratiquée en France ne nuit pas nécessairement au prestige. Au contraire, une position de retrait, un certain refus du vedettariat deviennent des sources plus fécondes de légitimité que des apparitions incessantes, qui finissent par discréditer la pensée de celui qui s'y laisse prendre. « Nous vivons une époque de grisaille démocratique, en conclut l'un de nos interlocuteurs, et c'est comme toute un climat assez agréable. »

Nicolas Weil

هنا من الفصل

Terrasser le Moloch de l'assurance-maladie

par Georges Jollès

L'assurance-maladie est un Moloch dévoreur de la richesse nationale. Elle consomme plus de richesses qu'elle ne produit qualitativement de services. Ce dysfonctionnement majeur la condamne à terme. Et si le CNFP a décidé d'assumer la vice-présidence de la CNAM, c'est bien sûr, parce que le monde patronal participe pour les deux tiers à son financement, mais c'est aussi et surtout pour conserver au pays un instrument privilégié de cohésion sociale et de solidarité nationale.

L'assurance-maladie n'est pas condamnée à rester un trou béant ni à limiter ses prestations. Il lui faut pour cela dépasser ses conflits culturels et aborder lucidement ses handicaps structurels.

Les débats publics sur les enjeux de société ont ceci de frustrant qu'ils cantonnent les débats aux jeux de rôles. Dans le domaine de l'assurance-maladie, le discours des partenaires sociaux correspond souvent, même si leur comportement est plus réaliste, aux attentes de l'opinion publique. Le propos des organisations de médecins est calqué sur leur déontologie et sur la défense d'intérêts professionnels. Les syndicats de salariés, eux, privilégient l'augmentation des recettes pour équilibrer le régime. Quant au CNFP, il ne ferait guère mieux s'il proposait seulement de limiter les dépenses pour retrouver l'équilibre des comptes.

D'un côté, on trouve les tenants d'une certaine forme de *status quo*

peu propice à la résorption des déficits. De l'autre, les tenants de la rationalité économique qui évoque pour l'opinion publique le spectre du rationnement des soins.

D'où vient ce blocage culturel sur deux positions radicalement antinomiques ? D'un fait de société : pour les syndicats de salariés, toute augmentation de la dépense d'assurance-maladie constitue un progrès social dès lors qu'elle reflète, en principe, une amélioration de la santé publique. Elle entraîne chez les Français une notion d'avantage acquis sur lequel on ne saurait faire marche arrière. Du même coup, toute discussion sur les dépenses de santé devient un sujet tabou. Ainsi, les représentants salariés étant majoritaires au conseil d'administration de la CNAM, seul le sujet des recettes est abordé.

Pourtant, un rapport de la CNAM démontre que la dérive des dépenses, dès lors qu'elle est liée à une pléthore de l'offre, a des effets nocifs sur la santé publique. La France entretient 55 000 lits d'hôpital inutilisés. Cette surabondance de l'offre évaluée à plusieurs dizaines de milliards de francs est dommageable au plan économique, mais plaie d'argent d'est pas mortelle. Les conséquences les plus inquiétantes concernent la qualité des soins.

La dispersion des moyens répartis entre des services trop nombreux au regard des besoins sanitaires conduit à les sous-utiliser et à les sous-équiper humainement et

techniquement. Certains services sous-occupés deviennent, par l'insuffisance d'expérience des personnels, des « services de danger public ». Comment expliquer autrement que, dans certains services d'obstétrique les moins fréquentés, le ratio de césariennes soit le double de celui des services plus occupés ? Que, selon ce même rapport, dans une région, 52 % des appendicectomies réalisées étaient

tiennent à se faire opérer là où la préoccupation de sa sécurité personnelle lui dicte d'aller, plutôt que là où la proximité devrait l'amener. S'il faut choisir entre proximité et qualité, il choisit la qualité. La proximité hospitalière doit-elle être considérée comme un avantage acquis intouchable, si elle va à l'encontre du véritable intérêt sanitaire ?

Autre paradoxe, la dispersion

Oui, on peut donner aux Français une médecine de haut niveau, accessible à tous. Mais il faut, pour cela, tuer la surcapacité. Ou bien l'« overdose » de l'offre nous tuera

inutiles ? Que dire du contrôle médical de la CNAM qui lors d'une enquête régionale relève que, pour des assurés de plus de 65 ans, 61 % des prescriptions comportaient des contre-indications et 50 % d'entre elles des redondances ? Comment accepter que la France compte deux fois plus de centres de transplantation que les pays voisins à population identique et que, ainsi, l'expérience pratique de ces personnels soit limitée à une ou deux interventions par an ?

D'ailleurs, le public, quand il devient concerné, ne s'y trompe pas. Les assurés demeurent vigilants en matière d'hospitalisation. Le pa-

des moyens donne au public, à juste titre, le sentiment d'une insuffisance généralisée de personnel qualifié. La médecine libre n'échappe pas à cette série de paradoxes. La France compte quelque 27 000 médecins en surnombre au regard des besoins sanitaires du pays. La surcapacité diversement répartie dans le domaine de la médecine libérale est due tout aussi coûteuse. Le corps médical échappe aux contraintes des lois de l'offre et de la demande. Là où la surabondance de l'offre devrait entraîner une déflation des coûts, la protection du secteur concourt au contraire non seulement à mainte-

nir les prix mais aussi à encourager la surconsommation médicale. Car bien que le corps médical français, dans son ensemble, fasse preuve d'une haute conscience professionnelle et bénéficie d'un niveau de formation indiscutable, la lutte pour la conquête de « parts de marché » n'est pas une inconnue dans le milieu médical. Il est de l'intérêt général de redéployer ces compétences en surnombre en encourageant l'effort vers la qualité.

Pour l'hôpital, il faut programmer la fermeture des services et des lits sous-utilisés représentant un surcoût important et un danger pour la santé publique ; réaffecter une partie des lits de court séjour vers les lits de long séjour, dont le besoin va croissant ; redéployer les personnels de soins vers les services performants et correspondants aux besoins sanitaires ; prévoir les moyens permettant de financer les mesures d'accompagnement nécessaires.

Dans le domaine de la médecine « ambulatoire », il faut : proposer des mesures incitatives pour encourager l'orientation des médecins vers une pratique moins prescriptive (notamment, la médecine préventive, carcérale ou scolaire), ou même vers les hôpitaux publics qui supportent un excès de personnels administratifs mais souffrent d'un déficit chronique de médecins qualifiés (2 000 postes de médecins hospitaliers sont vacants) ; développer la formation des personnels médicaux ; mieux responsabiliser les médecins, tant aux plans déon-

tologique qu'économique, par la signature d'un contrat de progrès basé sur un conventionnement individuel.

Notre système de santé est l'un des plus coûteux du monde et de ceux qui assurent le plus faible taux de remboursement aux assurés. L'espérance de vie des Français n'est pas pour autant plus importante que celle de nos voisins européens. Le niveau de notre médecine si longtemps envié est toujours jugé excellent mais marqué par d'innombrables dysfonctionnements préjudiciables à son évolution qualitative.

Continuer à aborder les ressources, quel que soit le mode de financement, sans s'attaquer au vrai problème que pose la surabondance de l'offre, conduit à remplir le tonneau des Danaïdes.

De plus, cette approche, aux effets négatifs pour la santé, repose trop souvent sur une contribution supplémentaire demandée au patient. Cela ne peut qu'accroître le risque de barrer l'accès aux soins des plus démunis ou conduire à la détestable tentation du rationnement.

Oui, on peut donner aux Français une médecine de haut niveau, accessible à tous, si le pays en exprime la volonté. Mais il faut, pour cela, tuer la surcapacité. Ou bien l'overdose de l'offre nous tuera.

Georges Jollès est vice-président du CNFP, vice-président de la CNAM.

Hôpital, urgence par Michel Huguier

LES dépenses hospitalières vout, en 1995, dépasser un peu les 300 milliards : 5 500 francs par assuré. Bien que les hôpitaux publics soient à l'origine des trois quarts de ces dépenses, ils ont été relativement protégés : des critiques de l'administration et des médecins hospitaliers équivalaient à des autocritiques.

Depuis 1983 le budget global, versé aux hôpitaux par les caisses d'assurance-maladie, tente de contrôler ces dépenses. Il se révèle intenable lorsque les crédits alloués sont épuisés alors qu'il y a encore des malades à soigner, ce qui était prévisible. De plus, extrapolation des dépenses antérieures, il pénalise ceux qui généralisent le mieux.

Aujourd'hui le projet de médicalisation des systèmes d'information (PMSI), inspiré des États-Unis, est à la mode. Il repose sur la détermination de groupes homogènes de maladies dont le traitement implique, en principe, des coûts similaires. Les dotations hospitalières pourraient alors se fonder sur l'activité médicale réelle. En fait, d'innombrables facteurs médicaux et socio-économiques influencent le coût du traitement d'une même maladie. Ce système expose alors à ce que des établissements hospitaliers sélectionnent des malades au sein d'un groupe de maladies. De plus, il suscite la multiplication des hospitalisations.

Le bouc remède à une meilleure efficacité des dépenses hospitalières serait le contrôle des moyens (matériels et humains) et des comportements. Cela implique des décisions courageuses sur des réformes de fond. Le nombre d'étudiants en médecine ayant diminué de 50 % par rapport à 1977, il serait logique de regrouper les centres hospitalo-universitaires parisiens et de reconstruire des CHU de province et centres hospitaliers. Dans certains hôpitaux, l'activité est parfois très réduite, ce qui entraîne des sous-emplois et amène à recruter des médecins non qualifiés, même en chirurgie.

Aussi la qualité des soins n'y est-elle pas toujours assurée comme qu'il serait souhaitable. Les tentatives de réorganisation hospitalière (schémas régionaux d'organisation sanitaire et sociale) ont échoué ou ont été inadéquates parce que surtout fondées sur des indicateurs globaux alors qu'il conviendrait de faire ces restructurations à partir de la

réalité médicale du terrain. En ce qui concerne le contrôle des équipements lourds, l'exemple du scanner est caricatural : lors des premières autorisations (un appareil pour un million d'habitants), les radiologues sélectionnaient les examens qui leur paraissaient utiles.

Aujourd'hui, avec la multiplication du nombre d'appareils, on peut estimer que la moitié des examens réalisés sont inutiles. Comme pour les hôpitaux, il conviendrait de substituer à un système trop influencé par les corporatismes médicaux, les fabricants, les politiques ou les consommateurs, des autorisations d'implantation qui reposent sur des données scientifiques et objectives.

Les dépenses de personnel constituent 75 % des dépenses hospitalières. Aussi les directeurs d'hôpital diminuent-ils les effectifs d'infirmières ou d'aides-soignantes : moins 12 % à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) entre 1984 et 1989, ce qui ne les empêche pas d'augmenter ceux du personnel administratif : plus 24 % à l'AP-HP pendant la même période.

L'augmentation quantitative de l'administration hospitalière n'améliore pas pour autant la gestion : les services statistiques et l'informatique de l'AP-HP emploient plus de 1 100 personnes alors que cette administration dit elle-même ne pouvoir disposer de certaines données élémentaires. En revanche, elle développe une activité bureaucratique qui détourne un nombre de plus en plus important de médecins de ce que devrait être leur travail : l'exercice médical dans leur service. Il en est de même pour les infirmières : toujours à l'AP-HP, en 1994, environ 1 500 infirmières manipulatrices de radiologie ou laborantines travaillaient pour l'administration et non pas dans les services hospitaliers.

Enfin, l'importance de l'hôpital-entreprise justifierait que les directeurs d'hôpital soient formés à la gestion d'entreprise plutôt qu'à l'administration. Cela impliquerait des rémunérations concurrentielles avec celles du secteur privé (par le biais de recrutements contractuels et de systèmes de primes).

Les comportements médicaux devraient, eux aussi, être profondément modifiés. On reproche à juste raison aux médecins de faire refaire inutilement des examens. Plus souvent encore, ils ne font faire d'emblée inutilement ;

ce d'autant plus qu'ils comportent de moins en moins de risques et de désagréments pour les malades. Par ailleurs, ils prescrivent paradoxalement des traitements mal tolérés (parfois très onéreux, en cancérologie par exemple) dont l'utilité n'est pas scientifiquement fondée.

Les politiques et les administratifs ne peuvent guère dénoncer ces dépenses médicales inutiles qu'ils dévient : ils n'ont pas la compétence technique nécessaire. Seuls des médecins pourraient apprécier les gaspillages : ils le font rarement, car ils ne les perçoivent pas comme tels, et s'ils le faisaient, ils pourraient craindre d'être sanctionnés par leurs collègues. Des inspections dans les services hospitaliers par des professeurs consultants parcellaires, dont la compétence serait difficilement contestée, transformeraient cette situation.

Le traitement de fond resterait la modification de l'enseignement médical. La clinique devrait retrouver une place importante par rapport aux sciences fondamentales (biophysique, biochimie...) : dans une faculté parisienne, sur les six années des deux premiers cycles des études médicales, les étudiants devaient apprendre ou trois mois la neurologie, la cardiologie et la pneumologie. Il conviendrait surtout que la formation médicale, pléthorique, dogmatique et orientée sur les technologies, privilégie véritablement le raisonnement. Certaines de ces mesures (fermeture d'hôpitaux, diminution de l'administration hospitalière) réduiront le nombre d'emplois dans le secteur santé. C'est le coût à payer pour limiter celui qui pèse sur les entreprises ou les ménages. D'autres mesures (révision conceptuelle de l'enseignement universitaire) ont l'inconvénient de ne pas avoir de portée immédiate. D'autres enfin peuvent paraître plus coercitives qu'incitatives (contrôles par les professeurs consultants dans les services).

L'efficacité médicale va cependant souvent de pair avec un moindre coût : la transplantation rénale est à la fois le traitement qui donne globalement aux malades les chances de survie les plus élevées, au prix du meilleur confort et du moindre coût par rapport à la dialyse à domicile ou à l'hôpital.

Michel Huguier est professeur de chirurgie digestive à l'université Paris-VI.

Soigner la santé par Xavier Boniface

LE refrain sur les nécessaires mesures pour contrôler les dépenses de santé est récurrent mais les faits restent ténus : mesures plus nombreuses et déficits sociaux accrus, prélèvements plus lourds et remboursements plus faibles. Ces « mesures » successives tiennent à la Sécurité sociale comme des strates d'affiches tiennent un vieux mur, et la fin de cette logique de rationnement, inutile et coûteuse, a de l'avis de tous, largement sonné.

Malgré l'échec de la généralisation de l'assurance-maladie, le système mis en place dans l'immédiat après-guerre avait le mérite d'exister. Mais il perdure alors que tant de paramètres ont changé, laissant subsister une mosaïque de régimes plus ou moins reliés entre eux : le régime général proprement dit, des régimes généraux parcellaires (pour les personnels des théâtres nationaux, par exemple), des régimes particuliers (artistes, sages-femmes...), d'autres spéciaux, autoconformes ou pas (pour les marins, les employés de la Banque de France ou ceux du Port autonome de Bordeaux, entre autres).

A ce système anachronique et inéquitable s'ajoute la confusion souvent entretenue entre assurance et assistance, entre Etat-arbitre en théorie et Etat-acteur omnipotent dans les faits. Et pourtant, si le chantier est complexe, il n'est pas forcément compliqué, et des idées simples pourraient servir de canevas à une loi-cadre de l'assurance-maladie : Séparer définitivement l'assurance de l'assistance, la première étant du domaine des cotisations sociales, la seconde relevant de la solidarité nationale et donc de l'Etat. Ce dernier passerait à la Sécurité sociale la couverture des non-cotisants, étudiants, apprentis (qui

pourraient d'ailleurs bénéficier du statut d'étudiants), personnes sans emplois ou invalides.

Regrouper tous les régimes autour de trois régimes majeurs existants, un pour tous les salariés, un autre pour tous les libéraux et un troisième pour le monde rural. Uniformiser leurs couvertures puis organiser si nécessaire dans un deuxième temps leur fusion.

Remplacer les trop nombreux prélèvements sociaux par la seule CSG, dont l'assiette est admise par tous et dont le taux serait fixé annuellement par le Parlement et effectif pour l'année civile suivante. Ce taux prendrait en compte l'adéquation entre offre et demande de soins, mais aussi les progrès scientifiques, la croissance nationale, la volonté de maîtrise des dépenses. Les taxes sur alcool et tabac seraient logiquement et directement affectées à la Sécurité sociale.

Clarifier enfin les relations Etat-« Sécu », qui oscillent entre ambiguïté et hypocrisie

Confier aux régions la gestion de ces fonds prélevés au niveau national, au prorata de leurs populations. Un conseil sanitaire régional, sous la direction du président du conseil régional, comprendrait des élus régionaux, des représentants des trois régimes cités, des syndicalistes élus eux aussi (à l'occasion des élections régionales, par exemple) et des représentants des cours régio-

nales des comptes. Ce conseil serait politiquement responsable des dépenses. De lui dépendraient les actuelles caisses primaires, à l'échelon du département, qui auraient en charge l'application des politiques sanitaires et le recueil épidémiologique des données médico-sociales, grosse lacune française. A l'échelon local, les caisses proposeraient aux professionnels sanitaires et sociaux dépendant géographiquement d'elles la mise en commun des moyens d'études et de gestion et prendraient en charge leur indispensable formation continue.

Ce système cumule plusieurs avantages, outre celui de raffiner et réorganiser dans la durée la Sécurité sociale pour tous. La maîtrise d'œuvre redeviendrait démocratique, assurée et assumée par des élus nationaux et régionaux. Les régimes seraient harmonisés et équitables. Les relations Etat-« Sécu », qui oscillent entre ambiguïté et hypocrisie, seraient enfin clarifiées. La collecte des fonds sociaux serait simplifiée, et les Urssaf passeraient sous contrôle parlementaire. Les pouvoirs publics, par les cours régionales des comptes, garderaient une prise sur la gestion de cet argent, public lui aussi. La région trouverait là un domaine de compétence et de responsabilité à sa taille, politique, culturelle et même européenne.

Enfin les consommateurs présents ou futurs de soins, nous tous en fait, au vu du taux de CSG, se rendraient plus directement compte du coût de la santé.

La Sécurité sociale fête ses cinquante ans. Pourquoi ne pas offrir à cette grande dame qui a tant fait pour nous sérénité et pérennité ?

Xavier Boniface est médecin généraliste.

gisateur de 1948, sont triples :

une cotisation forfaitaire et symbolique des étudiants, population par définition dépourvue de ressources. Notons qu'elle est aujourd'hui de 950 F par an et par étudiant, montant qui est au-delà du symbolique ;

une participation de l'Etat fixée en 1948 par référence au coût de l'aide médico-sociale aux étudiants. Cette participation a disparu par décision unilatérale des pouvoirs publics en 1984 ;

une participation des autres régimes de Sécurité sociale qui donne lieu chaque année à un arrêté de financement. Son montant en 1995 est de 2,242 milliards de francs.

Le montant des cotisations ne couvre pas les dépenses du régime.

C'est une évidence et il n'a jamais été envisagé qu'il en soit autrement. Le régime de Sécurité sociale étudiante est par nature un régime financé par la solidarité, celle de l'Etat ou celle des régimes professionnels que les étudiants viendront demain abonder quand ils cesseront d'être en formation. L'utilisation du mot déficit à une connotation négative, injuste à l'égard d'un régime qui a su, au cours des trois dernières années, limiter la progression de ses dépenses à moins de 10 %, quand celle du régime général était de 12,5 %.

Olivier Spithakis, directeur général de la Mutuelle nationale des étudiants de France.

سكان الامل

صدا عن الامم

ladie

LE MONDE / MARDI 14 NOVEMBRE 1995 / 1

Le Monde

INITIATIVES

MÉTIERS

NOUVELLES COMPÉTENCES

Gardien de la morale des banques

Le « déontologue » veille à faire respecter les règles du jeu.

« **L**ES scandales financiers ne sont pas seulement condamnables parce qu'ils choquent la morale mais aussi parce qu'ils portent gravement atteinte aux possibilités de fonctionnement de l'ensemble des activités bancaires et boursières », confie, sans fausse pudeur, Denis Huot, directeur de la déontologie du groupe Paribas. C'est pourquoi il existe dans chaque établissement financier des « déontologues » dont la fonction consiste à vérifier que les lois, règles et règlements visant à maintenir la transparence et la sécurité des marchés, à prévenir les délits d'initiés mais aussi à veiller à la défense des intérêts du client ou à lutter contre le blanchiment de l'argent, soient bien respectés.

Les enjeux sont importants. Les sanctions pénales et pécuniaires peuvent être lourdes. Et, sans aller jusque-là, les atteintes à l'image de marque risquent d'avoir de graves conséquences pour l'établissement financier. Si l'on veut que les affaires tournent, il faut qu'un maximum de confiance réciproque puisse s'établir entre tous les intervenants, les banquiers, les clients qui veulent placer de l'argent et les entreprises qui veulent en récupérer. Pour cela, au-delà de l'application stricte de la législation, chaque établissement a objectivement intérêt à mettre en place des règles du jeu et à les faire respecter.

La publication de différents textes de loi entre 1988 et 1990 — portant notamment sur la transparence et la sécurité des marchés et le blanchiment de l'argent — a favorisé l'émergence de la fonction de déontologue, avec, toutefois, des variantes selon les établissements. Certains, comme Paribas, ont choisi de nommer un directeur de la déontologie. D'autres, comme la Barclays Bank ou le CCF, ont confié la responsabilité de la déontologie à leur inspecteur général. Tandis qu'à la Caisse des dépôts et consignations, c'est le contrôleur général du groupe qui en est chargé.

Preuve que la fonction revêt une importance primordiale dans ces établissements : bien souvent les responsables de la déontologie en réfèrent directement soit à la direction générale, soit au président. Chaque type d'activités, au sein d'une même banque, ayant ses problèmes spécifiques, les responsables de la déontologie travaillent en réseau avec des « correspondants » dans les différents métiers ou au moins dans ceux dits « sensibles », à savoir la gestion pour compte de tiers, les activités de marché et les activités de conseil aux entreprises (fusions acquisitions).

Catherine Leroy
Lire la suite page III



MIMÉTISME
L'outil change mais la relation reste la même. L'espace fonctionnel s'étend au-delà des bureaux. Pour vivre ensemble, bientôt, il faudra être branché.

GRÉGOIRE VALLANCIEN

LA BOÎTE À IDÉES MANAGEMENT

■ L'entreprise deviendra-t-elle intelligente ?

L'« organisation apprenante » s'appuie sur un partage collectif du savoir
page II

SCIENCES ET TECHNOLOGIES

■ L'ordinateur, le client et le vendeur

L'irruption de l'informatique a bouleversé le comportement commercial à l'égard des clients
page II

PORTRAIT

■ « Poisson-pilote de l'économie solidaire »

Marc Saint-Olive, directeur de la Fondation Nord Entreprendre
page III

PROFESSIONS

■ Peintre des rues

Plus souples, plus éphémères, les bâches défontent peu à peu les murs peints dans le paysage urbain
page IV

FORMATIONS

■ Décentralisation concertée en Poitou-Charentes

La Région pose les bases d'un transfert des responsabilités en matière de formation professionnelle

■ L'Europe et le dialogue social

Un programme pour mieux connaître les relations sociales européennes
page IV

10010100101001101111001
011010010010101111001110

La semaine prochaine, vous y verrez sans doute plus clair.

Le lundi 20 novembre
1 cahier Initiatives Métiers
spécial informatique

Le Monde

Ingénieur.
Pour
quel monde ?

Rendez-vous en dernière page.

hp HEWLETT
PACKARD

Ter L'entreprise deviendra-t-elle intelligente ?

L'« organisation apprenante » s'appuie sur un partage collectif du savoir

LUX États-Unis, le concept d'« organisation apprenante », acquis, depuis cinq ans, tatoué de noblesse après la publication, en 1990, de *The Fifth Discipline* de Peter Senge (éd. Doubleday sur le terrain), considéré comme le CNF de fondation de la discipline, il dit aujourd'hui au MIT (Massachusetts Institute of Technology) un centre de recherche qui lui est entièrement dédié, testant avec les représentants d'une quinzaine de grands groupes (Ford, Motorola, Hewlett-Packard, Intel, Electronic Data System...) les pistes de travail possibles.

Les managers français n'en sont pas là, mais visiblement l'idée intéresse. L'« organisation apprenante » sera, les 15, 16 et 17 novembre, pour la deuxième année consécutive, le thème d'un colloque d'Euroforum, à Paris. (Renseignements : Euroforum, Tél. : (1) 44-88-14-65.) De son côté, le CNPF a créé, en septembre, un groupe de travail sur ce thème, et lui a consacré l'ensemble d'un dossier sous forme de livres et de revues. Ces premières approches permettent, en général, de lever tous les malentendus liés à la définition même du concept. « Quand vous prononcez les mots « organisation apprenante », remarque Manfred Mack, directeur de Management et Innovation, l'un des rares experts qui existent en France sur le sujet, les dirigeants pensent que vous faites allusion à une entreprise qui consacre du temps et de l'argent à la formation, alors que nous sommes bien au-delà de cela. Nous sommes au cœur de la stratégie. »

De quoi s'agit-il vraiment ? On parvient à concevoir une entreprise comme un système qui apprend. « Nous avons l'habitude de penser l'apprentissage en termes individuels,

précise Manfred Mack. Ce qui est nouveau dans le concept d'organisation apprenante, c'est l'idée d'apprendre à plusieurs, non seulement parallèlement les uns à côté des autres, mais, en complémentarité, par l'échange. L'entreprise devient, en quelque sorte, intelligente. » Emmanuel Malan, consultant chez Personnel Décisions, parle, lui, d'« équipes toujours en mouvement, prêtes à évoluer, à s'adapter et à réaliser un travail de veille qui les place en alerte permanente vis-à-vis de leurs marchés, de leurs concurrents ».

De son côté, le CNOF (Comité national de l'organisation française), dont certains adhérents confondent, comme le redoute Manfred Mack, organisation apprenante et organisation formatrice, a très pédagogiquement distingué les quatre étapes qui conduisent à la consécration.

Niveau 1 : l'entreprise qui consomme des stages de formation sans capitalisation du savoir. Niveau 2 : l'entreprise qui forme ses salariés par îlots professionnels selon les besoins ressentis. Tantôt il s'agit des agents de maîtrise, tantôt des opérateurs.

Niveau 3 : l'entreprise formatrice développe les compétences de l'ensemble de son personnel, s'inquiète de la capitalisation des connaissances, raisonne en termes d'investissement-formation. La connaissance reste toutefois très liée à un individu. S'il quitte l'entreprise, cette dernière perd une compétence. Niveau 4 : c'est celui de l'organisation apprenante. Le soud de partage du savoir entraîne ce que les spécialistes appellent une fertilisation croisée des compétences. Les salariés développent de manière autonome des initiatives qui servent à la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise.

À travers une étude « très empirique » réalisée en février dernier auprès de quinze groupes et PME de belle taille, le CNOF a montré que la majorité des organisations interviewées se situaient entre les niveaux 2 et 3 de son échelle, jamais au-dessus. Les experts estiment, d'ailleurs, ne pas avoir rencontré d'entreprise française apprenante. « Ce concept implique d'avoir déjà évolué sur la manière de diriger son entreprise, explique Manfred Mack. Comment imaginer partager et échanger le savoir dans une entreprise qui serait hiérarchisée et cloisonnée. Les terrains fertiles sont ceux qui ont déjà compris la notion de travail en réseau et d'organigramme plutôt horizontal que vertical. »

ÉVALUATION

Les exemples concrets sont donc à chercher auprès des entreprises américaines qui travaillent avec Peter Senge au MIT ou auprès de leurs filiales françaises, à l'instar de Motorola, dont deux des dix usines européennes sont implantées à Toulouse et Angers. « Chaque salarié de notre groupe doit suivre au minimum une semaine de formation par an, indique Elie Beniflah, délégué de Motorola Université en France. Pour nous, c'est une base. Mais il faut surtout comprendre que l'échange des connaissances fait partie de notre quotidien. »

Ainsi, tous les managers, quel que soit leur niveau de responsabilité, sont jugés lors d'évaluations trimestrielles et annuelles sur « leur capacité à faire progresser les membres de leur équipe ».

Impossible d'attribuer le succès de Motorola, dont le chiffre d'affaires progresse en moyenne de 20 % par an, à sa qualité d'organisation apprenante. Le groupe est sur un marché porteur, celui de la

communication sans fil, mais il est clair que les qualités développées par les choix de management sont un atout. « L'organisation apprenante développe l'adaptabilité, l'employabilité, la réactivité, résume Françoise Litou, ingénierie projet au CNOF. Trois mots qui, évidemment, séduisent les dirigeants d'entreprise. Mais qu'en est-il des salariés ? »

Les cadres se sentent menacés par l'idée d'organisation apprenante. « La question est vieille comme le monde, souligne Manfred Mack. Partager le savoir est immédiatement assimilé à une perte de pouvoir. » « Nous avons été confrontés à ce problème, raconte Elie Beniflah. L'encadrement intermédiaire résistait à la diffusion de l'information. Nous lui avons donné l'occasion de reprendre une position de leader en insistant sur son rôle de pédagogue plus que sur celui de chef au sens brut du mot. »

« Je crois qu'il est tout à fait possible de faire évoluer les mentalités en expliquant aussi que cette idée de perte de pouvoir est un faux problème, insiste Emmanuel Malan. J'ai pu constater, dans les interventions réalisées auprès de grands groupes internationaux, qu'un manager qui dirige, qui transmet, est, à terme, plus puissant qu'un autocrate. Concentrer le savoir et le pouvoir dans ses mains empêche - ne serait-ce qu'en termes de temps disponibles - de réfléchir à l'avenir, à la stratégie. Celui qui fait confiance à ses collaborateurs peut compter en retour sur une multiplication des initiatives. »

L'organisation apprenante a effectivement un corollaire : la confiance. « Les salariés doivent pouvoir apprendre, échanger, sans arrière-pensée ni complexe, affirme Manfred Mack, sans avoir peur que le chef immédiat pique l'idée ou sans s'épuiser à démontrer que leur propo-

Le pari d'une génération

Chronique

ON aimerait y croire. Espérer que les cadres de demain placeront l'éthique au cœur de leur projet professionnel, plutôt que le cynisme. Depuis 1991, ils ont pu analyser des bancs de leur école de commerce les dégâts provoqués par la crise et la préférence accordée au court terme plutôt qu'au long terme : des pères au chômage, des frères aînés brillants encore sur la touche alors que déjà élit. Certes, plusieurs sondages les disent « avertis », « distants vis-à-vis de l'entreprise », « différents » donc. Et on se met à rêver à une génération d'hommes et de femmes du management dans des habits neufs. Hélas, la prudence s'impose. Dans un entretien accordé en octobre dernier à *Management Review*, mensuel américain, Peter F. Drucker, ténor de la théorie managériale mais aussi observateur souvent critique de ses pratiques, ne cache pas quelques inquiétudes. Que voit-il ? « Les bonus énormes accordés aux cadres qui licencient. »

Explosion de la cohésion sociale, mise à mal de la communauté du travail, Peter F. Drucker souligne tout cela, bien sûr. Mais, selon lui, le pire est à venir : « Parlons des dommages provoqués au sein de l'entreprise... » Et de raconter son effroi face au cynisme « incroyables » dont font preuve les jeunes cadres auxquels il enseigne. L'exemple vient de haut et, précise-t-il, « érode leur éthique ». Peter F. Drucker n'aurait donc pas été surpris de la scène vécue en juin dernier dans une grande école de commerce française. Plusieurs groupes sont réunis pour participer à un jeu de simulation de stratégie marketing. La compétition est européenne et l'ambiance, celle du Matif, un jour de krach. Laurence est en ligne avec Londres, tandis que Bruno négocie avec l'équipe 2 (italienne) la vente de sa production d'acier. Marché conclu. Les Italiens en veulent même plus que Bruno ne peut leur en proposer. Il faut accélérer les cadences de l'usine. Virtuellement, Bruno s'approche de l'écran, actionne une touche et recrute deux cents ouvriers de plus. Quinze minutes plus tard, surproduction. Il est amené à licencier. Qu'à cela ne tienne, une autre touche est prévue pour. « D'ailleurs, explique-t-il, recrutement-licencement c'est ce qui est programmé en premier pour ne pas être ennuyé pour le reste : marketing, options financières... » Les manœuvres semblent s'opérer sans aucun état d'âme. Pères au chômage, frères aînés en difficulté s'évanouissent. Comme si les portes de l'école et l'illusion naïve d'être eux-mêmes invincibles empêchaient la réalité extérieure de pénétrer. Mais une fois dehors, quelles certitudes l'emporteront ? On préférerait parler sur le pessimisme de Peter F. Drucker. ■

Marie-Béatrice Baudet

sition, aussi nouvelle soit-elle, peut être entendue. Ce respect de l'écoute est fondamental. » Un message que tous les promoteurs de l'organisa-

tion apprenante font passer en priorité.

M.-B. B.

SCIENCES ET TECHNOLOGIES

L'ordinateur, le client et le vendeur

L'irruption de l'informatique a bouleversé le comportement du commercial à l'égard des clients

MARION a rendez-vous avec son banquier. Elle souhaite qu'il l'aide à choisir l'emplacement le mieux adapté à ses ressources pour transformer la vieille maison que lui ont laissée ses parents. Laurent, l'un des commerciaux de la banque, la reçoit. Ils sont de part et d'autre d'un bureau ; entre eux, sur le côté et un peu en biais, trône l'ordinateur.

Laurent planote sur le clavier, pose quelques questions, donne quelques renseignements, se replonge dans ses explorations informatiques. Marion a l'impression que, par moments, il l'oublie tant il est absorbé par l'écran, pour elle invisible, tant ses doigts semblent irrésistiblement attirés par les touches du clavier. Tout à l'heure, elle ressortira de la banque avec les informations souhaitées - une série de propositions chiffrées incroyablement précises - mais aussi avec un malaise étrange. Elle a certes eu

des moments d'échange avec son interlocuteur, mais le contact était sans cesse parasité, rompu, par un autre dialogue : celui qu'il entretenait avec sa merveilleuse mais envahissante machine.

Laurent est l'un des nombreux commerciaux à qui le destin joue aujourd'hui un très mauvais tour. Extraverti, chaleureux, il a été recruté par sa banque pour ses qualités relationnelles, qui l'ont fait considérer pendant toute une période comme un professionnel de premier ordre. Mais à cet homme dont les atouts, les « outils », étaient jusqu'ici la parole, le regard, une aptitude presque sensorielle (en tout cas « sensible ») à entrer en contact avec l'autre, le client, on demande aujourd'hui de mettre l'informatique au cœur de son travail.

Ce n'est pas qu'il ait plus de difficultés qu'un autre à s'en servir. Tout au plus est-il de ceux pour qui

l'obligation de répondre en temps limité à la machine est source de stress et non de plaisir. Mais devoir dialoguer à la fois avec le client et l'ordinateur, passer en permanence des yeux de son interlocuteur à l'écran s'ajoute à sa capacité naturelle à convaincre. Deux « magnétismes » entrent en contradiction : celui de la relation personnelle et celui qu'exerce l'écran cathodique sur son utilisateur.

ÉCUEILS

Le secteur bancaire vit actuellement le plus massivement cette irruption de l'informatique dans l'activité commerciale. Certes, voilà longtemps qu'il y a des employés qui, derrière leur guichet, dialoguent avec les clients tout en ayant un écran d'ordinateur devant les yeux. Mais leur rôle se limite à donner des informations. Ce n'est pas toujours simple quand le terminal tombe en panne ou fait sa réponse, cependant, le travail ne s'en trouve pas fondamentalement modifié. Dans le cas de l'informatique commerciale, il y a au contraire un bouleversement qui risque de marginaliser nombre de vendeurs, notamment parmi les meilleurs. « Si 25 % des nôtres réussissent actuellement à s'adapter correctement à leur nouveau rôle, c'est bien le maximum ! », n'hésite pas à dire le responsable commercial régional d'un grand réseau bancaire.

Les assurances ont fait, les premières, l'expérience de ce bouleversement. Agnès se souvient : « Il a d'abord fallu se familiariser avec une informatique qui était encore, à l'époque, assez difficile d'accès, puis la faire entrer dans notre démarche : c'est vrai qu'on en vient facilement à se perdre dans l'écran ! Les premiers temps, nous recevions les clients à deux : une bonne façon de faire ses premiers pas. L'un manipulait l'ordinateur et pouvait donc garder les yeux rivés sur lui tandis que l'autre assumait en permanence le rôle de contact. »

Puis chacun a dû se mettre à travailler seul : « Au début, nous avions tendance à mettre en marche notre ordinateur dès l'arrivée chez le client. Peu à peu, nous avons appris

à ne le faire qu'au moment précis où nous en avions besoin. Puis à le mettre de nouveau de côté pour reprendre un vrai contact avec notre interlocuteur. » Quand c'est possible, « nous évitons la position face à face au profit du côté à côté ; notre interlocuteur peut ainsi entrer lui aussi "dans" l'ordinateur et suivre notre raisonnement. Nous commentons l'écran sous son regard, nous l'associons à nos recherches ».

Jacques Gazeau, lui, a vécu le problème à un double niveau. Au début, comme vendeur, puis comme inspecteur-formateur dans le réseau Assurance des AGF : « Dans le premier cas, j'ai ressenti comme une erreur fondamentale l'idée communément répandue selon

laquelle l'informatique instaurait une relation tripartite. Non, l'ordinateur n'est pas un partenaire supplémentaire, mais simplement un outil ! » Il raconte avec brio comment l'intense effort de communication réalisé par sa société pour faire accepter aux vendeurs l'arrivée de l'informatique a abouti à un résultat imprévu : faire de ceux-ci les propagandistes enthousiastes de ce matériel d'avant-garde auprès de leurs clients : « Ils se sont presque transformés en vendeurs d'informatique ! » Il a donc voulu naviguer entre deux types d'écueils : la tentation pour les uns de ne pas utiliser la technique pour préserver leur savoir-faire relationnel ; et l'oubli, par les autres, de

l'importance de la relation du fait de la fascination exercée par la technique.

Jacques Gazeau souligne lui aussi l'importance de la position des différents intervenants pendant la discussion : « Nous en sommes venus à installer des tables rondes qui permettent le partage de l'écran. La relation gagne un caractère plus égalitaire : un changement important que le vendeur doit apprendre à accepter et à maîtriser. » Volt-il aujourd'hui venir le bout de cette période d'adaptation ? « Hannêtement, ce n'est pas encore pour de bon, quels que soient la valeur et les efforts des hommes. »

Marie-Claude Betheder

Temps contraint

IL Y A deux sortes d'informatique. Celle qu'on utilise à son rythme sans être soumis à aucune contrainte de temps (du micro « familial » au traitement de texte) et celle qui réclame des réactions et des réponses rapides (du distributeur de billets des gares à celui des banques).

La seconde, qui est celle des systèmes robotisés, ne cesse de gagner du terrain dans le monde du travail. Dès à présent, plus de la moitié de la population active travaille sur écran en temps contraint. Pour environ une personne sur deux, l'adaptation se fait sans problème, quand ce n'est pas avec un certain plaisir - par goût du défi ou du jeu. Un quart s'en arrange. Le dernier quart ne réussit pas à s'y faire.

Être capable ou non de répondre à l'ordinateur en temps imposé et de s'adapter à l'abstraction de la représentation sur écran n'est lié ni à un certain degré de capacités

intellectuelles ni à un certain niveau d'études, selon un spécialiste de la question, Yves Lasfargues. Le jeune brouillé avec les études peut s'y trouver parfaitement à l'aise et un universitaire ne pas y parvenir. Ceux qui le supportent le moins bien sont ceux dont l'activité et les goûts font une place importante au contact humain : les commerciaux, mais aussi les managers de haut niveau, les formateurs, les médecins... Non pas tous, mais dans leur grande majorité. Les femmes ne s'y adaptent ni mieux ni moins bien que les hommes. En revanche, on constate une différence importante et inexplicable entre les sexes chez les enfants. A cet égard, on ne peut que se référer à leur attitude à l'égard des jeux électroniques. Seulement 24 % des filles y prennent plaisir alors que c'est le cas de 45 % des garçons.

M.-C. B.

Chaque vendredi,
toute l'actualité littéraire
dans Le Monde
des livres.

Le Monde

صلى الله عليه وسلم

Marc Sainte-Olive, directeur de la Fondation Nord Entreprendre

« Poisson pilote de l'économie solidaire »

IL côtoie Yasser Arafat et de jeunes beurs sur une photo, prise en janvier, lors d'un voyage dans la bande de Gaza. Marc Sainte-Olive, directeur de la Fondation Nord Entreprendre, avait accepté sans hésiter l'invitation de ses « amis moghrebins » de l'association lillaise Espace Intégration parce que « toute initiative [le] touche ». L'idée était de soutenir le processus de paix au Proche-Orient en distribuant des cartables aux enfants palestiniens.

Il est de toutes les aventures solidaires du Nord-pas-de-Calais. Il a ainsi été « très actif » dans l'association Solidarité nouvelle face au chômage (SNC). S'il s'est moins aujourd'hui, c'est parce qu'il s'implique désormais auprès de la Maison des chômeurs de Lens, créée par l'Association pour le droit au travail. « Je trouve exemplaire que des chômeurs au RMI aient la force de se regrouper et de mener des entreprises. Il faut voir les trésors de créativité de ces gens-là. »

Il préside également l'Association pour l'initiative économique, qui regroupe neuf organismes de soutien à la création d'entreprises dans le Nord. Sa passion pour ceux qui « se prennent en charge », il l'assouvit aussi dans son travail, à la Fondation Nord Entreprendre. Financée à plus de 95 % par la famille Muliez, propriétaire du groupe Auchan, cette structure accorde des prêts sans intérêt aux créateurs d'entreprises et les accompagne durant deux ans.

« J'en suis le standardiste », dit-il. Sa modestie n'est pas feinte, assurent ses amis. « Je ne suis pas un type très malin. Mon talent est de mettre des gens en relation. » Pour définir son travail, Marc Sainte-Olive reprend une phrase de Jean-Baptiste de Foucauld, que le fondateur de SNC et ancien commissaire général au Plan avait prononcée lors de l'inauguration de la Maison des chômeurs de Lens. « Le chômage et l'exclusion sont des fléaux qu'il faut combattre par l'initiative et la solidarité en créant des bastions de résistance », se souvient Marc Sainte-Olive.

Chaque année, depuis 1987, une photo est prise des lauréats sélectionnés par la Fondation. Il faut voir son directeur s'animer devant ces photos de famille et citer avec humour et émotion toutes sortes d'anecdotes sur ses héros. « J'ai une tranche de vie commune avec chacun d'entre eux. Je les aime comme des frères. Ils sont beaux. » Beaux dans l'« appréti de leur combat, que personne ne voit », dans l'« intensité de leur courage ». « Ce qui me passionne, reprend-il, c'est de faire confiance. »



Catholique très croyant, sa « foi en l'homme » et son « amour de la vie » le guident.

L'un des partenaires de la Fondation précise : « Ce qui compte à ses yeux, c'est de créer des emplois, qu'il n'y ait pas de laissés-pour-compte. » Des idées qu'il véhicule dans cette région très marquée par les grandes entreprises et par un puissant patronat catholique. « Il a joué un rôle très important et

« Il a joué un rôle très important et non visible de poisson pilote des valeurs de l'économie salidaire », constate Christian Tytgat, président du conseil de surveillance d'Autonomie et Solidarité, un or-

garisme de soutien à la création d'entreprises. Défenseur acharné de ce « peuple de créateurs » de ces « petits » qui prennent « tous les risques et se soignent », Marc Sainte-Olive estime que la société ne leur accorde pas assez de « considération », alors que d'autres vivent leur travail « dans la facilité, comme les fonctionnaires, les salariés des banques, des assurances, etc. ».

Il est pourtant lui-même issu d'un milieu très protégé. Entré à la Fondation en 1986, ce fils d'une famille de la bourgeoisie lyonnaise avait auparavant passé neuf

ans au Crédit national, dont trois en détachement à la direction des relations économiques extérieures du ministère des finances. Chargé de mission, il instruit des dossiers de financement de plusieurs dizaines de millions de francs, à comparer avec ceux qu'il gère aujourd'hui avec son équipe : 50 000 à 300 000 francs par projet. Il en est parti un beau jour : « Je n'étais pas à ma juste place. J'ai pensé que je serais plus utile ailleurs ».

La Fondation Nord Entreprendre, que préside, à Roubaix, André Mulliez, cousin de Gérard,

le PDG d'Auchan, recherchait un directeur. Ce sera lui. « André m'a permis d'être moi-même », dit Marc. « J'ai pour Marc un mélange de tendresse, de confiance et d'estime, confie André. C'est un militant de l'entraide, de la cause humaine, sur le créneau de l'insertion par l'économique. »

Grâce à l'intervention de Marc Sainte-Olive, la Fondation a introduit, ces dernières années, des entreprises d'insertion parmi les lauréats, alors qu'au début le chaix était plus « élitiste », observe un partenaire. L'expérience de Marc Sainte-Olive dans la finance pure

et dure au Crédit national lui aura tout de même été utile. « Elle m'a apporté une culture économique et le sens de l'exigence. La notoriété de la famille Mulliez n'a pas fait de lui un notable. Il y a quelques années, Ama Ferhati, président de l'association Espace Intégration, l'avait invité, en tant que représentant « du monde patronal », à un débat sur l'intégration, en compagnie de personnalités politiques locales.

« Pour nous, petits beurs, Nord
entendre, c'était fait pour les
riches. Et, à nos yeux, Mard
représentait la famille Mulliez... On le
croyait totalement inaccessible. Il
est venu en toute simplicité... Pour
Amo Ferhat, Mard Sainte-Olive
est « un frère, quelqu'un hors du
temps, insensible aux modes. C'est
un chrétien des catacambes.
Quand on crie au secours, il
vient ». Est-il aussi « naïf » que
l'affirment certains de ses amis ?
« Il ne voit pas que, dans son envi-
ronnement, tout le monde ne rais-
onne pas avec sa pureté, sa mara-
lité », note l'un d'eux.

« C'est un frère, quelqu'un hors du temps, un chrétien des catacombes. Quand on crie au secours, il vient. »

C'est pour aider les autres que, enfant, Marc Sainte-Olive voulait être médecin. Il passe son bac D avec cette intention. Puis son rêve s'éloigne. Il se laisse porter par son « *conteste social* », sa « *caste* », comme il dit. « *Pur hasard* », il entre à l'École supérieure de commerce de Lille. « *J'ai choisi par facilité, sans trop réfléchir* ». En 1941, il s'inscrit au concours d'entrée. Question de « *circumstances* », c'est de la « *chance* ». « *Je n'avais pas d'idées bien arrêtées sur ce que je voulais faire* ». Il déteste *écrire* son passé, « *une addition de banalités* ». Pudique, il n'aime pas non plus parler de sa vie privée.

Il lâche tout de même qu'il est né il y a quarante-quatre ans à Lyon, qu'il est marié et père de six enfants comme son propre père. Pour ce dernier, il éprouve « *une haute estime* ». Ingénieur des travaux publics aujourd'hui retraité, il a *travaillé des autres*.

Francine Alzicovici

Gardien de la morale des banques

Suite de la page I

Ces correspondants ont également d'autres fonctions et sont responsables administratifs ou responsables du contrôle interne. Complexité supplémentaire pour les banques qui travaillent beaucoup sur l'international, il faut étudier comment des règles établies en France pour chaque métier peuvent s'appliquer dans les pays étrangers qui ont leurs propres lois mais aussi leurs coutumes. Chez Paribas, c'est le directeur de chaque zone géographique qui prend ces questions en charge.

MURAILLE DE CHINE
Afin d'éviter que des informations confidentielles ne circulent imprudemment dans l'entreprise et ne conduisent au délit d'initié, les établissements ont construit ce qu'ils appellent dans leur jargon des « murailles de Chine ». Les différents secteurs ou métiers sont isolés les uns des autres, les systèmes informatiques sécurisés, les

accès aux locaux étroitement surveillés. Bref, tout est fait pour que la main droite ignore totalement ce que fait la main gauche. « Mais des conflits d'intérêts peuvent se développer entre deux secteurs. Il faut bien qu'il y ait quelqu'un au-dessus de la mêlée qui sache ce qui se passe de chaque côté de la muraille pour pouvoir arbitrer. C'est le rôle du déantalogue », explique Denis Huot.

Tout secteur recevant un mandat confidentiel d'une société cotée est tenu d'en informer le donateur. Par exemple, un entrepreneur prépare une OPA. Le directeur d'économie, au vu de cette opération, juge s'il faut prendre des précautions comme interdire aux services d'achat de titres de la banque d'acheter des titres de la société d'acheteur. Car, si l'OPA était effectivement lancée sur les conseils de la banque, on pourrait accusé cette dernière de délit d'initié. De même l'opération projetée peut provoquer un « conflit d'intérêts » avec d'autres sociétés clientes, ce qui peut conduire l'établissement financier à ne pas y participer.

Pour que le système soit efficace, il faut que le personnel adhère à la notion de déontologie, ce qui suppose un travail d'information et de formation. « Il faut arriver à faire comprendre que les règles de déontologie ne sont pas faites pour sanctionner mais pour protéger le personnel et l'entreprise. On peut se faire prendre dans un élan d'indignité par méconnaissance de

la loi ou par imprudence », affirme Pierre Jalain, du CCF, qui souligne l'aspect « préventif » de sa fonction.

Pour Antoine de Chauillac, de la Barclays Bank, ce qui fait le

Confiance

AVOIR « une grande expérience professionnelle », un « sens politique », savoir susciter la « confiance du personnel », sont les conditions de base pour remplir honorablement la fonction de déontologue, si l'on en croit les intéressés. Anoino de Chauliac, Alain Chazel, Denis Huet et Pierre Jolain ont un certain nombre de points communs : ils ont entre vingt-cinq et trente-huit ans d'expérience professionnelle et ont fait toute leur carrière dans le même domaine. Avant de se voir confier la responsabilité de la déontologie, ils ont navigué entre les différents services, les différents secteurs, les différents métiers de leurs établissements respectifs en prenant progressivement du galon. Il ont acquis au fil du temps une connaissance globale de leur entreprise.

« Il faut l'expérience la plus étendue possible en matière de techniques bancaires avec des connaissances particulières sur le

charme - et la difficulté - de cette fonction c'est qu'*« il n'y a pas de mode d'emploi clair. C'est plutôt une question d'expérience et de nez »*.

Catherine Leroy

marché financier et boursier », affirme Antoine de Chaulan de la Barclays Bank. « Il est essentiel de bien connaître les métiers sensibles où le risque déontologique est important », reprend en écho Pierre Jolain du CCF, et puis il faut « obtenir la confiance du gérant de terrain », souligne Jean-Claude Chouet, de la Caisse des dépôts et consignations. Cette confiance, il faut l'entretenir. Et pour cela un principe de base : « respecter le devoir de confidentialité absolue » de façon à ce que les personnes puissent venir confier leurs préoccupations.

La déontologie ne doit pas s'exercer uniquement de haut en bas, mais aussi de bas en haut. Le déontologue doit également faire preuve d'un certain « sens politique », affirme Antoine de Chauliac, car il doit s'assurer de l'implication de l'ensemble des acteurs et en même temps ne pas apparaître comme un obstacle à l'action. La quadrature du cercle en quelque sorte.

Le Monde

DES PHILATÉLISTES

Chaque mois,
pour les collectionneurs
de timbres

Peintres des rues

Plus souples, plus éphémères, les bâches défontent peu à peu les murs peints dans le paysage urbain

BANANIA et son fameux Y'a bon, L'Alsacienne, les biscuits Lefèvre-Utile... l'entre-deux-guerres marque l'heure de gloire du mur peint publicitaire, lointain descendant de la fresque murale du siècle des Lumières. C'est dans les années 50 que l'affiche imprimée, reproduisible à l'identique et à volonté - et beaucoup plus commode à changer -, supplante progressivement la réclame peinte à même les façades. Aussi spectaculaire qu'inattendue, la résurrection du mur peint dans les années 70-80 permettra à plusieurs artistes d'exploiter ce support avec une grande marge de liberté : la créativité, la qualité esthétique, priment sur la rhétorique publicitaire des annonces.

La réclame en deviendrait presque un alibi. Dans le même esprit, renaissent les « murs décors » et autres façades en trompe-l'œil (fenêtres, devantures, personnalités...), ingénieux cache-misère des murs aveugles de nos cités. Belle aubaine pour une poignée d'artistes inventifs, peintres mais aussi illustrateurs publicitaires, architectes... qui trouvent dans la peinture murale une occasion de se diversifier ainsi qu'un moyen habile de se faire connaître du public de la rue. Et ce que les artistes ne voient pas, c'est que les contraintes inhérentes à l'exercice.

« Il faut avoir le sens de l'échelle : une façade de cinq étages n'a rien à voir avec un tableau », explique Marianne Colombani, artiste indépen-

dante, auteur notamment d'un mur publicitaire réalisé pour Volvo en 1988 à Paris. Seul bémol, en dépit de la générosité des mécènes (collectivités locales, annonceurs, afficheurs...), « Les artistes ne peuvent pas vivre que de ça. Ce n'est pas une activité en soi », plaide-t-elle. Un témoignage qui reflète plus ou moins la condition des indépendants, souvent issus des Beaux-Arts, qui travaillent au coup par coup.

Plus entrepreneurs, d'autres en profitent pour créer leur entreprise. Ainsi, dès 1978, à Lyon, une douzaine d'artistes fondent une coopérative baptisée « Cité de la création », spécialisée dans l'esthétique urbaine, qui réalise, aujourd'hui encore, 80 % de son chiffre d'affaires (5 millions de francs) dans la peinture murale. Tout en privilégiant l'histoire, la géographie, la sociologie des villes où ils interviennent, les peintres muralistes lyonnais cherchent aussi à impliquer les habitants des quartiers concernés, notamment sur les chantiers d'habitat social. Récompensée par l'Unesco pour leur conception du musée urbain Tony-Garnier à Lyon, la « Cité de la création » s'est aussi distinguée par ses réalisations à Mexico, Barcelone, Rome... Des débouchés à l'étranger prometteurs, au regard de la situation dans l'Hexagone.

PARKINGS

Étroitesse du marché - le nombre des surfaces appropriées n'est pas extensible à l'infini, même

si les murs peints ne vivent que quelques années, la peinture finissant par s'écailier; coût des travaux - la peinture d'une façade peut mobiliser jusqu'à cinq personnes pendant plusieurs mois et coûte de 500 à 3 000 francs le mètre carré, selon la qualité artistique; essouffissement d'un phénomène de mode; tous jours est-il que la grande époque

« Le suicide du petit-suisse »

LE SINGE de la rue du Renard déplaçant goulument un pot de petit-suisse (1986) à deux pas du Centre Georges-Pompidou, c'est à Pierre Delavie qu'on le doit. Peintre à ses heures, l'artiste, qui n'a alors que trente ans, travaille comme illustrateur dans la publicité et fonce, tête baissée, dans l'aventure du mur peint, épaulé par l'agence Young and Rubicam, qui gère le budget publicitaire de Gervais-Danone. « Le plus dur, se souvient le jeune homme, fut d'obtenir l'accord de la Ville de Paris, qui invoquait la proximité de Notre-Dame pour bloquer le dossier : les négociations ont duré un an. » Le projet, dont la réalisation aura mobilisé cinq peintres pendant quinze jours, a rapporté à son auteur 30 000 francs, sans compter les produits dérivés... et la notoriété : « Après, toutes

des façades peintes semble bel et bien révolue. « Publicitaires ou non, les murs peints sont en voie d'extinction : les boîtes de communication n'ont plus d'argent et les entreprises communiquent de façon plus ciblée », constate Jérôme Tisserand, peintre indépendant, diplômé des Beaux-Arts.

Seul secteur où le mur peint soit

les grandes marques voulaient leur mur peint ! »

Débordant d'imagination, Pierre Delavie récidive un an plus tard, toujours pour Gervais, sur la façade d'un immeuble haussmannien de la rue de Valenciennes : « Le suicide du petit-suisse » représente un cadre, cravate au vent, plongeant, à califourchon sur une cuillère à café géante, dans un pot de petit-suisse !

Véritable peinture animée, le dessin est pourvu d'un mécanisme qui imprime le mouvement à l'intérieur du tableau. Hélas trop bruyant, le dispositif, à peine posé, incommode les voisins. Il fallut donc revenir à une image fixe. Depuis, singe et suicide ont disparu des façades parisiennes. Mais leur auteur ne les regrette pas pour autant : « Le mur, ça doit bouger. C'est pourquoi je préfère la bâche. »

en plein essor : les parkings souterrains. Creusés à la hâte dans les années 70, les parcs de stationnement, sinistres, ont très mal vieilli. D'où l'idée de les « relifter », moyennant quelques coups de pinceau artistiques. Ainsi la société Pigment 14 (8 millions de francs de chiffre d'affaires), département « Murs peints » du groupe Financière La Garenne-Colombes, a-t-elle déjà redonné des couleurs à une trentaine de parkings, dont l'un à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), inauguré cet automne et entièrement consacré aux fables de La Fontaine.

Reste que, depuis la fin des années 80, le mur peint, sous l'effet conjugué de la crise et des exigences nouvelles de la communication hors médias, est de plus en plus concurrencé par la bâche, amarrée, comme une seconde peau, sur les échafaudages des immeubles en ravalement ! Plus souple, plus légère, plus éphémère aussi, la toile répond mieux aux exigences des annonceurs, soucieux de « créer l'événement » et de renouveler leur message à moindre coût.

Purement artistique, la première bâche peinte de chantier, reproduisant une œuvre de Jean Verame, fut apposée sur la façade du Musée d'Orsay en 1985, à l'initiative de Pigment 14. Depuis, le procédé a connu un succès notable, à telle enseigne que plusieurs entreprises en ont fait leur spécialité. Créée en

1985, la société Athem, qui mixait initialement sur le mur peint, s'est prestement reconvertie dans la toile publicitaire (pour Citroën, Nike, les grands magasins...) : elle en tire aujourd'hui 90 % de son chiffre d'affaires (14 millions de francs l'an dernier).

Exploitant le même créneau pour un chiffre d'affaires sensiblement inférieur (10 millions de francs), Catherine Feff, diplômée des Arts déco, a commencé sa carrière comme iconographe à Bayard Presse. C'est l'emballage du Pont-Neuf par Christo, en 1985, qui lui a donné l'idée de créer sa propre société pour exploiter la bâche en tant qu'« outil de communication en milieu urbain ». Le drape tricolore de l'Arc de triomphe en 1988, l'habillage de la Madeleine en 1990... l'atelier de Catherine Feff, qui emploie une dizaine de peintres, a remporté de prestigieuses commandes à Paris mais aussi à l'étranger, à Berlin, Séoul et même au Turkménistan.

Pour s'être fait un nom, cette jeune quadragénaire n'en est pas pour autant à l'abri des aléas de la conjoncture : « Les promoteurs qui sont nos premiers clients ont considérablement réduit les budgets », constate-t-elle. Pas question pour autant de sombrer dans la sinistrose : « Quand on sait vendre des bâches, on sait tout vendre ! »

Philippe Baverel

FORMATIONS

Décentralisation concertée en Poitou-Charentes

La région pose les bases d'un transfert des responsabilités en matière de formation professionnelle

EN Poitou-Charentes, les nouvelles responsabilités que la loi quinquennale de décembre 1993 donne aux régions en matière de formation professionnelle des jeunes ont été particulièrement bien accueillies. Une étude du conseil économique et social régional (CESR) avait, en effet, quelque temps plus tôt, apporté une révélation choc : malgré un effort financier en hausse constante, la région ne jouait plus qu'un rôle marginal en matière de formation professionnelle, domaine pour lequel elle avait pourtant une compétence de droit commun depuis la loi de décentralisation de

1983. Elle n'assurait plus que 10 % du financement global de ce secteur tant s'étaient développées par ailleurs les initiatives de l'État pour l'emploi des jeunes et celles des entreprises en matière de formation par alternance. Pas question pour autant d'agir dans la précipitation. La région choisit alors de se donner du temps. Dans son rapport du 4 juillet 1994 au conseil régional, Jean-Pierre Raffarin, son président, a tenu à le rappeler : la loi parle d'une décentralisation « progressive et concertée ». Et cela pour qu'elle s'opère « dans de bonnes conditions ».

« Elle nous permet de prévoir des

étapes, des périodes de transition, souligne, de son côté Cécile Gil, responsable de la formation professionnelle à la direction régionale de l'emploi, du travail et de la formation. Il n'y a pas de moment où l'on se dit : « L'idée des responsables est d'écouter, d'observer, de comprendre ce qui existe, de repérer les points forts et les points faibles, pour y apporter progressivement des améliorations bien adaptées. »

La loi demande que soit élaboré un plan régional de développement de formation professionnelle

des jeunes. « Ce ne sera pas, assure Cécile Gil, un programme, une carte des formations à cinq ans » mais « un document d'orientation » réalisé en concertation avec les différents acteurs, et, comme ceux-ci sont multiples, de l'éducation nationale aux missions locales, des établissements agricoles aux chambres consulaires, l'ambition de la région est de définir un axe d'action, une philosophie suffisamment forte, claire et convaincante pour amener les uns et les autres à travailler ensemble. « Tout se jouera, disait encore Jean-Pierre Raffarin en juillet 1994, dans la capacité des régions à fédérer leurs partenaires dans cet engagement collectif. »

CLOISONNEMENT

Dans un premier temps, un travail d'exploration a été demandé au CESR : l'objectif était de mieux savoir ce qui se passait sur le terrain mais aussi de commencer à impliquer ses membres dans une réflexion et des propositions. Le rapport issu de ce travail à la fin de 1994 débute par un état des lieux. « Certes l'éducation nationale, le secteur agricole, etc., avaient chacun leur rôle. Mais il manquait la vision d'ensemble », explique Bernard Quintreux, responsable CDDT et président de la commission formation du CESR. Pour avoir ce regard global, les enquêteurs ont suivi les jeunes dans leur parcours à partir de la sortie de l'école. Démarche révélatrice : partout règne le cloisonnement. Selon les structures - éducatives, économiques, sociales, administratives -, les découpages territoriaux va-

rient. Et les problèmes de coordination sont multiples.

Le rapport fixe un objectif : transformer ces cloisonnements en complémentarité en dégageant les spécificités de chacune de ces structures et en les aidant à s'articuler entre elles. Quand il lui faut faire de la prospective, et il le doit puisqu'il prépare un « plan », le CESR se montre prudent. Il sait les erreurs multiples qu'occasionne cet exercice. Il étudie donc surtout comment la région peut jouer l'interface entre deux réalités souvent décalées. D'une part, les études prévisionnelles réalisées au niveau national, notamment par les branches ; d'autre part, le comportement sur le terrain des entreprises qui relèvent souvent du pilotage à vue. Développer l'« employabilité » des jeunes équivaudra à les aider à évoluer le plus possible au confluent de ces deux réalités.

Trente propositions concrètes qui devraient largement inspirer le futur plan régional concluent le rapport. Il s'y exprime deux préoccupations majeures : le jeune doit être placé au centre d'un dispositif qui vise à le faire accéder à l'emploi. Il faut arriver à dépasser les logiques d'appareil qui font que les institutions l'entourent au lieu de l'aider à construire un parcours qui lui soit propre. Cette notion de parcours est d'ailleurs mise au cœur de la réflexion. « Pour le moment, constate Bernard Quintreux, les jeunes vivent des temps de « petits boulots », de contrats à durée déterminée, de vide, de stades, de contrats de qualification... le tout sans lien, sans validation de ce qu'ils

apprennent en cours de route. De telle sorte qu'ils ont le sentiment de tourner en rond. Notre idée est de gérer ce parcours dans une optique de progression : chaque phase doit faciliter et améliorer la suivante. »

Cela nécessite un système de suivi et de validation qui fait l'objet de plusieurs des propositions du CESR. Cela implique aussi que la région parvienne à faire travailler ensemble toutes les instances concernées. En particulier les acteurs de terrain, directement au contact des jeunes : « Ce n'est pas encore gagné, reconnaît Cécile Gil, mais nous avançons. Nous réfléchissons avec eux. Nous essayons de voir de quels outils ils ont besoin. Ils commencent à comprendre qu'ils ne perdent ni leur âme ni leurs compétences propres dans cette démarche, bien au contraire. »

Autre originalité de la région Poitou-Charentes, qui relève presque du paradoxe : à l'heure où elle récupère des pouvoirs en matière de formation, elle dénonce le fait qu'on en fasse une panacée. De nombreuses études ne montrent-elles pas que le problème français n'est pas le manque de formation mais une propension à retarder sans cesse davantage l'entrée dans le monde du travail ? Même pour les jeunes sans qualification, « ce n'est pas d'abord de formation qu'il faut parler. Remettons celle-ci à sa place. L'important est de les aider à se mettre en mouvement, et ce à travers des formules auxquelles nous réfléchissons et qui les intégreront au monde des actifs, à la vie de la cité. »

Marie-Claude Betbeder

L'Europe et le dialogue social

Un programme pour mieux connaître les relations sociales européennes

Le dialogue social n'est pas la qualité la mieux partagée par la France, l'Italie et l'Espagne. C'est ce qui ressort d'une étude impliquant ces trois pays et réalisée dans le cadre d'un programme de formation communautaire transnational sur la question. Si l'on considère une échelle de 0 à 3, le niveau du dialogue social atteint pour ces États une valeur moyenne de 1,28, soit un résultat insuffisant. La France présente les résultats les plus élevés (1,43), l'Italie est en position intermédiaire (1,24) et l'Espagne est au niveau le plus bas (1,19).

S'il en était besoin, cette étude justifie a posteriori l'intérêt de la formation initiée par ces trois États communautaires et qui a connu son point final, le 16 octobre, à Bruxelles. Lancée par trois organisations patronales, le CNPF pour la France, la Confédération espagnole des organisations d'entreprise et la Confindustria pour l'Italie, ce programme avait pour objectif de permettre à un certain nombre de cadres d'entreprises et de confédérations patronales de mieux connaître les relations industrielles et sociales en Europe.

Financée par le Fonds social européen (FSE), la formation intitulée « Compréhension des relations industrielles » pour les relations sociales a été organisée en deux phases, de février 1994 à juin 1995. La première, qui concernait 125 cadres, comportait des séminaires hebdomadaires de formation à Bruxelles sur des thèmes

comme l'innovation des systèmes de production en Europe ou encore les modifications dans l'organisation du travail. La seconde phase se répartissait en stages d'une durée de deux semaines dans chacun des trois pays et portait notamment sur des visites en entreprises et dans les confédérations patronales.

NECESSITÉ

En charge des relations avec les syndicats, ce cadre français d'entreprise publique ne tarit pas d'éloges sur la qualité du dialogue social en Italie : « Il existe une vraie prise en compte de la part des syndicats italiens de la nécessité d'un dialogue social européen. Les syndicalistes se comportent non en adversaires mais en partenaires et bénéficient d'un très bon niveau de formation. » Angélisme ou réalité, la qualité du dialogue social dans ce pays semble avoir fait impression sur nombre de stagiaires.

Chargée des affaires internationales à la branche métallurgie de la confédération patronale espagnole, cette jeune femme se félicite d'avoir pu établir des contacts intéressants (Union des industries métallurgiques et minières) avec ses homologues de l'UIMM. Elle s'est particulièrement intéressée à la formation professionnelle dans les trois pays concernés. Pour ce cadre de la Saenca, « un des principaux attraits a porté sur les explications concernant les comités d'entreprise européens, même si peu de choses se sont révélées vraiment

utiles au quotidien ». La formation, si elle s'est montrée plutôt mal ciblée - les cadres d'entreprise n'ont pas forcément les mêmes objectifs que ceux des organisations patronales -, ne manque toutefois pas d'intérêt de l'avis des stagiaires.

L'opération devrait être prochainement élargie à six nouveaux pays. Au-delà de l'objectif affiché de formation des cadres, il s'agit, pour les confédérations patronales, de faire entendre davantage leur voix dans le concert européen en matière de dialogue social. Pour l'heure, la partition serait dictée par des directives européennes jugées trop contraignantes. « Il nous faut rechercher un équilibre entre le législatif et la négociation conventionnelle, plaide Bernard Boussat, directeur des affaires sociales européennes et internationales du CNPF. Les directives sont peut-être en train de nous asphyxier. »

Reste que, si le patronat européen veut négocier pour organiser « plus de flexibilité », le président de la Confédération européenne des syndicats (CES), Emilio Gabaglio, est convaincu, lui aussi, de la nécessité du dialogue mais pour d'autres raisons. « Quand les taux de chômage sont élevés, nous voulons éviter que le social ne soit le seul moyen d'ajustement structurel et que les travailleurs ne payent la facture, ce qui suppose un degré de convergence social important », estime-t-il.

Martine Larouche

Educatec

L'OIEP (Observatoire international de la formation professionnelle) et Formateurs sans frontières organisent, dans le cadre du salon Educatec, un colloque international « De la formation à l'emploi : préparons l'avenir » les 7 et 8 décembre 1995 au CNIT Paris-La Défense. Trente intervenants français et étrangers présenteront et compareront les différents systèmes de formation professionnelle de leurs pays et témoigneront d'expériences innovantes et originales. Cinq tables rondes permettront des échanges sur les pratiques sur le thème « De la formation à l'emploi ».

OIEP, 50, rue de Paradis 75010 Paris
Tél : (1) 44-83-02-13. Télécopie : 44-83-02-26.

Métiers

Ecole et vie locale est une association de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), qui travaille depuis douze ans à multiplier les rencontres entre collégiens, lycéens et le monde du travail. Elle publie aujourd'hui une petite brochure, agréablement présentée et illustrée - Les Branches professionnelles : le génie électrique - qui explique tout ce qu'un jeune a besoin de savoir sur les métiers liés à l'électricité. Cette brochure a également l'ambition d'éveiller l'intérêt du lecteur pour toutes les activités qui se rattachent à ce secteur d'activité : la gamme des spécialités et les niveaux

de compétence, les débouchés, les diplômes menant à ces métiers ou les établissements qui y préparent. Enfin, la publication d'Ecole et vie locale propose une liste d'entreprises auprès desquelles les jeunes pourront tenter de se faire embaucher. Si ces deux derniers points ciblent surtout le bassin d'emploi de la commune de Cergy-Pontoise, les autres domaines de découverte peuvent intéresser tous les potaches de France et de Navarre. Ecole et vie locale, 5, rue de Villars 95000 Cergy. Tél. : (1) 34-24-07-82.

SECT

SS

Le Monde

Le Monde

Le Monde

L'Entrepre
mode d'emp

Le Monde

سكنا من الاصل

SECTEURS DE POINTE

AGN

Autoroutes du Sud de la France

Avec 1 700 km en service et près de 1 000 km à construire dans les prochaines années, ASF exploite le premier réseau d'autoroutes à péage en France. A partir de nos 4 implantations régionales, près de 4 000 personnes garantissent quotidiennement sécurité et qualité du service. Nous recherchons de nouvelles compétences pour notre Direction régionale d'Agén.

Vous êtes chargé de conduire les opérations lourdes d'aménagements complémentaires (50 à 500 MF) sur les autoroutes en service du réseau géré par la Direction régionale d'Agén (A62, A63, A64 Nord, A20, tunnel du Puyferron).

Vous êtes le représentant de la Direction régionale dans les différentes phases du projet, de la réflexion prospective à la réception des travaux, auprès des partenaires d'ASP (collectivités locales et territoriales, administrations, groupements d'intérêts, maîtres d'œuvre, entreprises). Vous êtes le garant du respect des procédures, de la gestion financière et des programmes. Vous analysez les choix techniques ou proposez des variantes, dans le souci de la qualité de l'ouvrage fini et de la moindre gêne aux clients et aux riverains de l'autoroute.

De formation ingénieur BTP ou équivalent, vous possédez une expérience de 5/6 ans dans la conduite d'opérations globales et de bonnes compétences en matière de marchés publics. Une grande capacité rédactionnelle et de réelles qualités relationnelles sont nécessaires.

Le poste est basé à Agén (47). Statut cadre + véhicule de fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : Autoroutes du Sud de la France, Direction régionale d'Exploitation, Service du Personnel, « Gaussons », 47520 Le Passage.

Conducteur d'opérations d'aménagement

Au top dans votre fonction. DOUS rendez valables vos compétences.

DEVENEZ

Responsable de notre service développement électronique

Importante société aéronautique du Sud-Ouest, recherche le responsable chargé de l'étude, du développement, de la mise au point de la partie matériel (hardware) des équipements embarqués (calculateurs électroniques) et des systèmes sol.

A ce titre, vous aurez la responsabilité :

- de la définition des axes d'études prospectives et technologiques
- des choix techniques et méthodologiques sur les projets
- de la mise en place et de la gestion des compétences
- de la bonne application des procédures et des méthodes

Pour mener à bien ces missions, vous animerez une équipe d'environ 90 personnes spécialisées dans différents métiers de l'électronique (conception analogique, numérique...).

Agé d'environ 40 ans, de formation ingénieur Grande Ecole en électronique (SUPELEC, ENSEEHT, ESEO, ENSERG, ISEN, ISEP...) vous avez développé, au travers d'une solide expérience d'une dizaine d'années chez un équipementier avionique, de réelles qualités de manager d'hommes, d'organisateur et de gestionnaire.

Rémunération : 360/400 KF selon profil et expérience.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (CV, photo et lettre de motivation) à ORC - 3, rue Jean d'Alembert 31270 CUGNAUX, qui transmettra.

Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme

recrute par voie de concours, une dizaine

d'Ingénieurs des Travaux Publics de l'Etat h/f

A 40 ans au plus, au 1er janvier 1996, vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur délivré par un des établissements listés par l'arrêté du 3 octobre 1995 ou d'un DEA obtenu dans l'une des 4 spécialités suivantes :

- Chimie
- Sciences de la vie (biochimie et écologie)
- Géologie
- Electronique, instrumentation (en particulier automatique, traitement du signal et des images, génie mécanique et industriel).

La sélection s'effectuera par examen de votre dossier et pour les candidats admissibles par entretien avec le jury.

Pour retirer votre dossier d'inscription ou pour obtenir des renseignements complémentaires, écrivez en joignant une enveloppe à votre nom affranchie à 6,70 F au :

Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme
Tour Pascal B - 92055 PARIS LA DEFENSE
Tél. (16.1) 40 81 64 00

Cloûture des inscriptions le 24 Novembre 1995

Honeywell

Nous sommes un important groupe américain de renommée mondiale, leader du Contrôle de Processus Industriels. Pour une de nos filiales, en très forte croissance, située à Grenoble et spécialisée dans les automatismes à base de toutes les technologies de l'électronique et de l'optoélectronique, nous recherchons :

Directeur Industriel

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs : X, Supélec, Centrale, etc... Vous justifiez de plusieurs années d'expérience réussies dans ce type de poste. De culture internationale avec un excellent niveau d'anglais, vous êtes avant tout passionné par la technique et ses applications industrielles. En prise directe avec le Directeur du site, vous superviserez et animerez les services R&D, Assurance Qualité et Production. Soucieux du positionnement de vos produits, vous maintiendrez l'avance de l'entreprise grâce au travail interactif de vos équipes. Responsable d'une équipe de 60 personnes, vous saurez rapidement vous imposer et prendre en charge le développement de l'outil industriel pour supporter les nouvelles technologies en cours de développement dans notre service R&D. Ayant déjà obtenu la certification ISO 9001, nous vous demandons de propulser l'entreprise au niveau Qualité Totale pour satisfaire nos clients internationaux. Réf. 1-H.D.I.

Ingénieur en Gestion de Production

Sous la responsabilité du Directeur de Production, vous prendrez en charge l'ensemble des systèmes de gestion de Production. Par la suite, et en collaboration avec le groupe européen, vous piloterez la mise en place de nos nouveaux systèmes. Garant des délais de production, vous assurerez l'interface entre les utilisateurs internes et nos partenaires externes. Ingénieur de formation, une expérience de quelques années en informatique de production vous a permis de maîtriser des systèmes de GPAO. Rigoureux et méthodique, vous avez d'excellentes qualités relationnelles, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. La connaissance du langage ORACLE est un plus. Réf. 2-H.I.P.

Ingénieur Support Technique

Pour notre département commande de l'éclairage, nous désirons intégrer un jeune ingénieur Electricien-Radioélectricien diplômé d'une école d'ingénieur et justifiant de 2 à 5 ans d'expérience dans les produits radioélectriques. Votre mission sera d'assurer la liaison entre la clientèle et l'usine. Vous étudierez les nouveaux projets et analyserez le marché afin de détecter les besoins futurs. Ce poste requiert une grande disponibilité ainsi que le sens du commerce. Des déplacements sur la France entière sont à prévoir. Réf. 3-H.I.S.

Si l'un de ces postes correspond à votre profil professionnel et à la définition de vos attentes en qualité de carrière, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence choisie à :

GRENoble - PARIS - NICE
SCOR CONSEIL
8, Place de la Madeleine - 75008 PARIS

L'Entreprise mode d'emplois.

Le Monde

Cahiers Initiatives. Lundi et mardi.

Sud de la France Société internationale, leader mondial sur un marché de gammes de produits spécifiques en électronique semi-professionnelle et grand public, recherche un ingénieur.

Ingénieur responsable CAO

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle équipe de développement de circuits intégrés, vous définirez et arrêterez le choix des outils de conception et de tous les matériels informatiques nécessaires aux concepteurs.

Vous assurerez la gestion et l'évolution du parc machines, évaluerez la rentabilisation des systèmes.

A 30/35 ans environ, de formation ingénieur électronicien spécialisé en informatique et réseaux, vous justifiez d'une expérience similaire, idéalement dans un environnement de conception de circuits intégrés. Une bonne maîtrise des outils de CAO et de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) en précisant la référence 7827GLM sur lettre et enveloppe, à Media System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

DE POINTE

France

ier en Franca dans la
nds flux de données et

ersonnes, 2 milliards da
atrième SSII française,
itions sur la synergie de
iers complémentaires :
mogérance, Ingénierie et
e Systèmes, Communi-



Directeur de production Val de Loire

Nous sommes une entreprise de taille humaine (250 pers.), filiale d'un puissant groupe international. Leader dans nos produits (composants mécaniques de haute qualité), certifiés ISO 9001, nous exportons plus de 85 % de notre production dans le monde entier. Nous recherchons notre Directeur de production.

Il chapeautera toute la production : les ateliers de fabrication (usinage, montage), les services techniques (méthodes d'industrialisation, outillage, entretien), la logistique (ordo-planning), les achats. Vous êtes ingénieur généraliste (AM ou équivalent). Vous avez eu, à 35 ans environ, un parcours diversifié en production, idéalement dans des industries mécaniques très automatisées produisant en grandes séries des pièces techniques de précision. Vous maîtrisez l'anglais opérationnel. Nous vous offrons l'opportunité de donner une nouvelle dimension à votre carrière dans un poste très complet. Vous serez bien sûr membre du comité de direction. Si ce challenge vous tente, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. MO/11/100 à notre conseil PG CONSULTANTS, Espace Performance, 4 rue de la Chambre-aux-Deniers 49000 Angers.

Angers, Bordeaux, Nantes, Paris, Toulouse, Tours



Agisci per vincere! Play to win!

Agis pour gagner!

Actua para ganar!

Texas Instruments, leader mondial du DSP avec 60 000 personnes et un volume d'affaires de près de 10 milliards de dollars, s'ajoute aujourd'hui pour prioriser l'excellence. Notre capacité d'investissements et d'innovation et notre stratégie de qualité totale, récompensée par l'AWARD 1995 de l'EFQM, nous permettent de satisfaire nos clients.

en leur apportant des produits et des services nouveaux et adaptés dans les domaines tels que la téléphonie cellulaire, les autoroutes de l'information, le multimédia. Afin de renforcer notre position, nous cherchons à intégrer au sein de notre Centre européen de supports produits (EPIC) à Vélizy plusieurs :

EUROPEAN PRODUCT INFORMATION CENTER : EPIC

Intégré à notre Division Semiconducteurs Marketing, votre mission est d'offrir à nos clients européens un support technique sur nos produits par téléphone, fax ou Internet. Vous identifiez et développez de nouvelles opportunités en coopération avec nos forces de vente. Vos qualités de communication feront de vous une personne clé pour la contribution de l'EPIC au développement des activités de Texas Instruments en Europe. De formation ingénieur en électronique, vous avez de préférence une première expérience

en entreprise dans le domaine de l'électronique. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais ou l'allemand, la connaissance d'une autre langue européenne serait un plus. Vous bénéficiez d'une formation très complète et d'un support de délocalisation pour les étrangers. Karine Rolland Ruarnegou vous remercie de lui adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo) sous la réf. EPIC à Texas Instruments, 8-10 avenue Morane-Saulnier, BP 67, 78141 Vélizy-Villacoublay.



in monde d'évolution

est et de
Hewlett
ments de
velopper
it contri-
é depuis
tion de
entée,
se nos
ndards
notre

Ingénieur support européen
Au sein de notre équipe technique européenne basée à Amsterdam (Hollande), vous serez chargé de fournir à nos clients constructeurs d'équipements électroniques, une assistance technique par téléphone, avec un souci constant de qualité et d'efficacité. De formation Ingénieur, à 30 ans environ, vous possédez 3 à 4 années d'expérience en conception de circuits ou systèmes électroniques. L'anglais courant et une troisième langue - allemand ou italien - sont indispensables dans notre contexte international Europe et Amérique. Vos capacités d'adaptation, d'écoute et de communication ainsi que votre souci de satisfaction client seront indispensables pour ce poste et vous permettront, à terme, d'évoluer vers des fonctions de consultant technique. Réf. IS/M

Chefs de projet
Vous prendrez en charge l'élaboration et la mise en oeuvre de solutions techniques complexes pour nos clients français et européens. Vous interviendrez dans la stratégie commerciale et superviserez des cycles de production complets. Vous possédez au moins 5 ans d'expérience qui vous ont permis de développer vos compétences et votre sens des affaires. De solides connaissances dans la technologie des micro-ondes sont indispensables. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Des notions d'espagnol seront appréciées. Postes basés à Evry 911. Réf. CPM

Si vous souhaitez contribuer à la réussite de nos ambitions, merci d'adresser votre lettre de motivation avec CV et photo en précisant la référence du poste choisi à Avital DENAN - Service recrutement HEWLETT PACKARD - 2, avenue du Lac Parc d'activités du Bois Briard - 91040 EVRY CEDEX.



Vous attendez de votre entreprise qu'elle vous maintienne au top.



INGÉNIEUR PRODUCTION SEMI-CONDUCTEURS

Rattaché à la direction technique de la nouvelle unité de production, vous concevez et mettez en oeuvre toutes les actions nécessaires à la bonne montée en puissance de l'unité de fabrication de semi-conducteurs. Vous développez des plans d'amélioration de la performance de chaque zone de manufacturing et assistez les responsables de production dans la réalisation des objectifs de réduction du temps de cycle et d'optimisation de paramètres industriels. Réf. G354A1

INGÉNIEUR PROCESS SEMI-CONDUCTEURS

Au sein des équipes techniques réparties par zone de production (photogravure, épitaxie, métallisation), vous contribuez à l'amélioration des paramètres industriels de production : productivité, qualité, fiabilité... Vous définissez et mettez en place les procédures, assurez le démarrage et l'optimisation des nouveaux équipements et participez à la formation des opérateurs. Réf. G354B1

Ingénieur ou universitaire de haut niveau, vous avez prouvé vos qualités relationnelles et votre sens du management tout autant que vos compétences techniques et votre goût pour l'innovation technologique dans un contexte industriel similaire. Si vous êtes aujourd'hui motivé pour rejoindre une entreprise innovante qui vous permettra d'évoluer au top de votre expertise et vous permettra d'évoluer dans un contexte international particulièrement porteur, merci d'adresser votre dossier complet avec photo et rémunération actuelle, en précisant la référence choisie, à Motorola semi-conducteurs, DRH, BP 1029, 31027 Toulouse Cedex.



Pour passer vos annonces :



44-43-76-03

44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

SECTEURS DE POINTE

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CONSEIL ET D'INGÉNIERIE GAZIÈRE, NOUS PARTICIPONS DEPUIS PLUS DE 30 ANS AU DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE GAZIÈRE DANS LE MONDE ET RÉALISONS PRÈS DE 95 % DE NOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES À L'INTERNATIONAL.

DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DE NOS ACTIVITÉS DANS LE DOMAINE DES PROJETS DE TRANSPORT PAR CANALISATIONS DE GAZ NATUREL ET D'HYDROCARBURES LIQUIDES OU LIQUÉFIÉS, NOUS RECHERCHONS DES :

Ingénieurs

De formation Grande Ecole ou équivalent, vous êtes bilingue anglais - une troisième langue sera particulièrement appréciée. Les postes confiés nécessitent une mobilité géographique pour des missions de courte et moyenne durée à l'étranger.

Chefs de projet

Vous possédez : 5 à 10 ans d'expérience minimum dans la négociation et la conduite de projets de réalisation de canalisations onshore.

Ingénierie des tracés de canalisations

De formation initiale en topographie, complétée par des connaissances en géotechnique et en CAO appliquée à la cartographie, vous possédez 10 à 15 ans d'expérience dans une société d'ingénierie ou en entreprise spécialisée en pose de canalisations onshore.

Ingénierie et construction de canalisations

Avec une expérience de 5 à 15 ans dans l'ingénierie et la construction de canalisations de transport de gros diamètres.

Ingénierie des canalisations sous-marines

Avec 3 à 5 ans d'expérience dans une société d'ingénierie ou en entreprise de pose de canalisations offshore. Une spécialisation complémentaire en génie océanographique, mécanique des sols marins et dynamique marine serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence choisie à SOFREGAZ - 92/98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY.



Canon

Afin de renforcer l'une de ses équipes internationales
CANON RESEARCH CENTRE FRANCE S.A. recrute

1 ingénieur de recherche (H/F)
- Réf. C & M-01 -

Spécialisé en modulation et correction d'erreurs

Capacité à comprendre les développements mathématiques et à évaluer leur pertinence

Capacité à concevoir les circuits correspondants

Expérience exigée (3 ans minimum)
Esprit ouvert et créatif
Nombreux contacts à l'international
Anglais indispensable

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence, à CANON RESEARCH CENTRE FRANCE S.A. A l'attention de M^{me} Véronique THOMAS rue de la Touche-Lambert 35517 CESSON-SEVIGNE CEDEX-FRANCE

La sécurité au cœur de la recherche

Notre centre d'études et de recherches sur les sciences et techniques appliquées de la direction de la recherche de Gaz de France définit et met en œuvre les politiques de sécurité et de fiabilité des installations.

Nous recherchons aujourd'hui deux jeunes ingénieurs pour prendre part à la réalisation de projets de recherche appliquée à l'un des domaines suivants :

- la sûreté de fonctionnement

Sous la responsabilité du chef de projet, vous développez une compétence en sûreté de fonctionnement adaptée aux besoins du groupe GDF. Vous participez, à ce titre, à des groupes de travail chargés de définir l'organisation du retour d'expérience. Vous définissez des méthodologies d'étude de sécurité et de

fiabilité et assurez les tâches d'assistance technique. (réf. IS/LM)

Vous participez à la définition des objectifs avec l'équipe et les directions opérationnelles. Votre principale mission visera à élaborer un nouveau code de conception/exploitation des canalisations de transport. Dans ce cadre, vous étudiez la résistance des canalisations aux défauts et leur évolution ainsi que la tenue à la fatigue des ouvrages gaziers.

Force de proposition et de conseil, vous proposez des approches nouvelles des problèmes observés, assistez nos équipes d'ingénieurs dans la réalisation d'études qui relèvent de vos compétences et

apportez des réponses ponctuelles rapides à toutes demandes. (réf. IM/LM)

Vous êtes tous deux ingénieurs de formation et issus d'une grande école. Votre rigueur et votre goût prononcé pour la recherche associés à votre sens relationnel vous permettront d'évoluer dans notre groupe.

Ces postes sont basés à La Plaine-St-Denis (93).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous la référence choisie, au département du recrutement, EDF/GDF, à l'attention de Gilles Allard, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

INGÉNIEURS
CHERCHEURS,
DÉBUTANTS
OU PREMIÈRE
EXPÉRIENCE



BOURJOIS

PARIS

Ingénieur développement produit

Au sein de notre Direction Développement Produits, vous serez chargé d'élaborer le cahier des charges fonctionnel de nos nouveaux produits dans le domaine des parfums et cosmétiques. Vous préparerez les éléments techniques nécessaires à la consultation des fournisseurs et concevrez avec eux les solutions les plus innovantes et les plus économiques.

Vous assurerez également la mise au point technique du produit jusqu'à son industrialisation (essais et tests de qualification) en respectant les critères qualité, coût, objectif et délais définis. Vous en élaborerez et diffuserez l'ensemble des spécifications.

De formation ingénieur, vous justifiez de 3 à 5 ans d'expérience dans le développement de produits de consommation grand public et vous possédez des notions de CAO et DAO.

A ce poste, ce sont d'abord votre sens de l'objectif et des priorités, vos qualités de travail en équipe qui feront la différence.

La connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire.

Si vous êtes intéressé par ce poste basé à Neuilly, merci d'adresser votre candidature sous réf. PG/IDP - BOURJOIS - Service des Relations Humaines - 12/14 rue Victor Noir, 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex.



HEINEKEN

CHEF DE SERVICE QUALITÉ PRODUITS en Consommation Hors Domicile

Avec une équipe répartie sur l'ensemble du territoire que vous animez, vous mettez en place une politique de qualité par l'audit. Vous intervenez comme conseil auprès de nos clients pour l'installation de chantiers complexes et la mise en œuvre de formations au tirage à bière.

• Vous assurez la veille technologique sur les techniques de distribution de bière.
• Poste basé au siège à Rueil-Malmaison (92).
• Agé de 30 à 35 ans, de formation agro-alimentaire ou food, vous maîtrisez les outils de gestion de la qualité. Idéalement, vous avez l'expérience des techniques brassicoles.

Vous êtes reconnu pour vos qualités de manager et d'homme de communication.

• L'anglais courant est impératif.

Des possibilités de développement de carrière pourront être offertes à un candidat de valeur, motivé, mobile et disponible.



Adressez votre lettre manuscrite, CV détaillé + photo sous réf. GHL/10 à notre conseil qui étudie votre candidature en toute discrétion. DARCOR/HUMA COM, 383, av. du Général-de-Gaulle, 92143 Clamart Cedex.

HEINEKEN, AMSTEL, PELFORTH, BUCKLER, 35' EXPORT...

Premier brasseur européen et deuxième mondial, nous avons toujours développé une politique de qualité. Nous recherchons maintenant l'ingénieur qui optimisera la mise en œuvre de cette même politique chez nos clients (cafés, hôtels, restaurants, entrepositaires).

Adhésifs

INGENIEUR APPLICATION

Concilier compétences techniques et talent relationnel

Un Groupe Chimique français de tout premier plan recherche le Responsable de l'équipe "applications adhésifs" (émulsion et hot melt).

Intervenant dans les domaines du bâtiment et de l'industrie, à l'échelon européen, il sera chargé :

- d'analyser les besoins des clients
- de leur apporter un soutien technique
- de participer à la création de nouveaux produits
- d'effectuer les essais applicatifs
- d'assurer la veille technologique

Ce poste conviendrait à un ingénieur chimiste ayant environ trois ans d'expérience dans le domaine des adhésifs, rigoureux et créatif, ayant d'excellentes capacités de contact, capable d'animer une petite équipe.

Maîtrise de l'anglais indispensable, connaissance de l'allemand souhaitée.

Poste ville Ouest de la France.

etap

Ecrire sous réf.
45A 2932 SM
Discrétion absolue

71, rue d'Autouil
75016 Paris

مكتبة الادب

صدا به الوجل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 14 NOVEMBRE 1995 / IX

SCIENCES ET SANTÉ

**BECTON
DICKINSON**

Nous faisons progresser le monde médical...

Innovation. Créativité. Qualité. Nous avons fait d'une tradition notre volonté d'entreprise pour évoluer dans le domaine de la santé. Pour assurer un important transfert de technologie, la division Pharmaceutical Systems recherche :

Ingenieur Procédés

Responsable du transfert de la chaîne de fabrication ainsi que de son amélioration. Ingénieur diplômé, votre expérience (2 ans au minimum) se déroule en industrie pharmaceutique ou agro-alimentaire. Les connaissances en thermodynamique, de l'industrie du verre et du plastique seraient souhaitées. (réf. 70008)

Ingenieur Qualité

Charge de garantir la conformité des produits selon les BPF pharmaceutiques. Vous prenez en charge le procédé actuel et le transférez. Pharmacien, ingénieur diplômé, votre expérience auprès d'industries est confirmée : 3 à 5 ans en qualité, assurance qualité. (réf. 71008)

Ingenieur Recherche & Développement

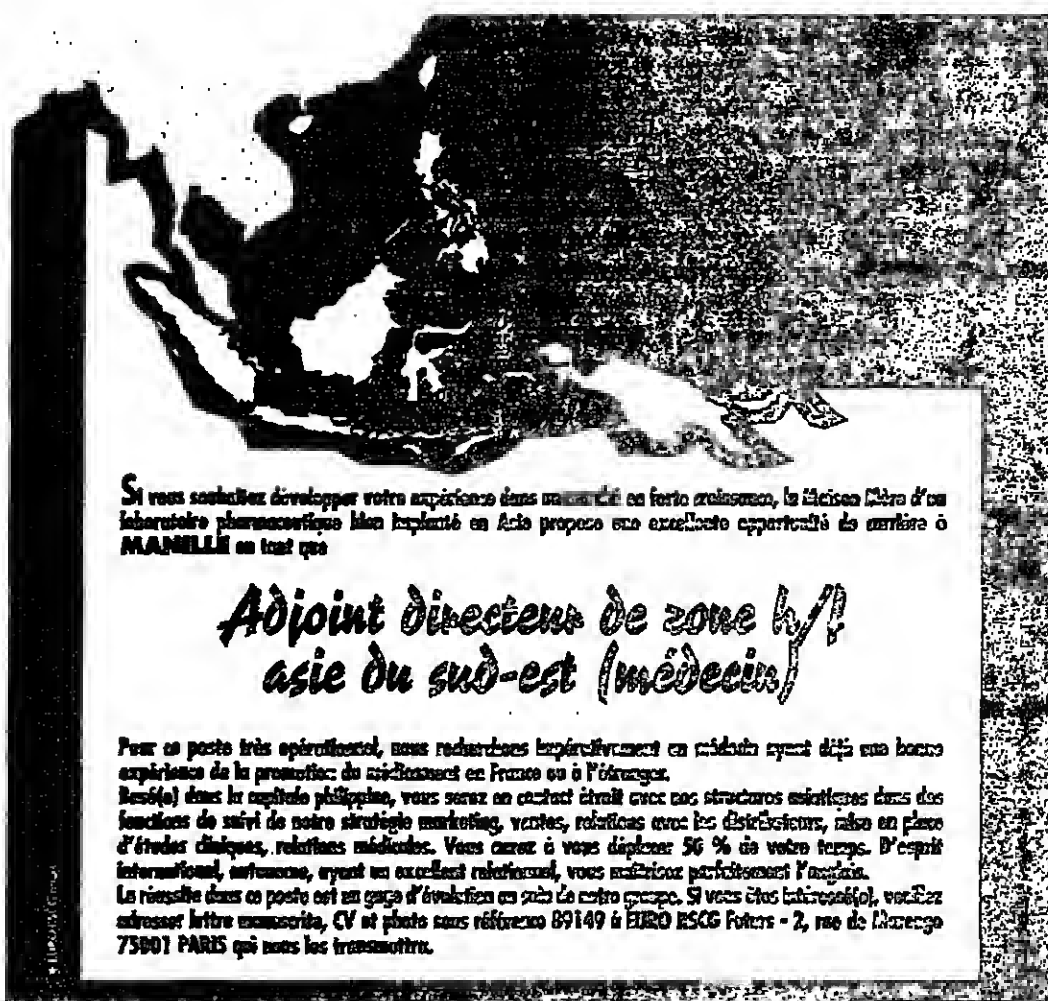
Responsable du développement, de la coordination, de l'amélioration du produit et/ou du procédé. Ingénieur, scientifique (Ecole Centrale, Mines, thèse en matériaux ou mécanique), intéressé par les améliorations packaging.

Une expérience diversifiée, 3 à 5 ans, en industrie est indispensable. (réf. 72008)

La maîtrise de l'anglais est capitale pour réussir dans ces fonctions. Ces postes sont à pourvoir à Grenoble, au siège Europe de la division Pharmaceutical Systems.

Merci d'écrire en précisant la référence choisie, à notre conseil Jeannine Vallet, SOCIÉTÉ DOMINIQUE BARRE, Le Carré Vendôme, 17 rue Dunoir, 69003 Lyon.

ENTREPRISE DE SANTÉ



Si vous souhaitez développer votre expérience dans un milieu en forte croissance, la Clinica Séro d'un laboratoire pharmaceutique bien implanté en Asie propose une excellente opportunité de carrière à **MANILLE** en tant que :

Adjoint directeur de zone h/p Asie du sud-est (médecin)

Pour ce poste très opérationnel, nous recherchons impérativement un médecin ayant déjà une bonne expérience de la promotion du médicament en France ou à l'étranger. Basé(e) dans le sud-est philippin, vous serez en contact étroit avec nos structures existantes dans des fonctions de suivi de notre stratégie marketing, ventes, relations avec les distributeurs, mais en place d'études cliniques, relations médicales. Vous devrez à vous déplacer 50 % de votre temps. D'esprit international, autonome, ayant un excellent relationnel, vous maîtriserez parfaitement l'anglais. La réussite dans ce poste est un gage d'évolution au sein de notre groupe. Si vous êtes intéressé(e), veuillez adresser votre curriculum vitae, CV et photo sans référence 89149 à BIRD ESCG Futurs - 2, rue de Valenciennes 75001 PARIS qui nous les transmettra.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

fb

Notre Société conçoit et fabrique des biens d'équipements lourds. Dans le cadre du développement de notre activité CIMENTIERIE, nous recherchons des

Ingenieurs commerciaux

Affectés à une zone géographique, ils seront chargés de la prospection et de la vente de matériels, en particulier d'un produit nouvellement développé, L'HORMAULT® reconnu par les grands clients cimentiers comme la meilleure machine existante sur le marché. De formation ingénieur (Centrale, ENSAM, HEI, ...), les candidats auront une première expérience réussie de la vente d'équipements et de la négociation de contrats internationaux. Les candidatures de candidats fortement motivés par la vente seront également étudiées. La maîtrise de l'anglais est indispensable et la connaissance d'une autre langue étrangère serait un atout supplémentaire. Les postes à pourvoir sont basés à Lille et nécessitent des déplacements fréquents dans différents pays du monde.

Adresser CV + lettre manuscrite à l'attention de Laurence ARNAUD, Responsable des Ressources Humaines, FCB - BP 2047 - 59015 LILLE Cedex.

GROUPE FIVES-LILLE
LE MONDE EN DIRECT

Exercez les responsabilités opérationnelles de vente à la mesure de vos attentes.

Jeunes diplômés Bac + 5 Scientifiques et commerciaux

GAZ INDUSTRIELS SERVICES, département de l'AIR LIQUIDE, assure quotidiennement auprès de ses clients, industriels de secteurs très diversifiés, des prestations et des services ayant pour base la fourniture de gaz.

Dans un secteur très concurrentiel et souvent stratégique pour l'activité de ces entreprises, nous nous devons d'être leur partenaire le plus fiable et le plus innovant, en apportant les réponses adéquates dans les délais les plus courts.

Nous nous appuyons sur une organisation décentralisée, basée sur plus de 30 structures régionales à organigrammes courts : des équipes impliquées, réactives, créatives et fortement responsabilisées qui constituent chaque jour notre réponse et notre cadre d'action.

Aujourd'hui, nous les renforçons et souhaitons y intégrer plusieurs jeunes diplômés de niveau Bac + 5, de formation commerciale ou titulaires d'une double formation scientifique et commerciale. Votre mission : exercer des responsabilités opérationnelles de vente en partageant notre état d'esprit résolument tourné vers la satisfaction de nos clients et la mise en place de solutions adaptées à leurs besoins.

Ces postes sont à pourvoir dans toute la France.

Si vous vous identifiez à cette conception du service, et souhaitez intégrer un groupe, qui, par la suite, vous proposera de multiples opportunités, écrivez-nous : adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite de motivation avec photo et CV) sous référence 24 787 286 à notre Conseil ONDMA - 29, rue de Berni - 75008 Paris.

AIR LIQUIDE

Progressons ensemble...

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

JCDecaux
Mobiliers urbains

Leader européen du mobilier urbain,
recherche un

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Vous serez responsable des ventes d'un système de repérage des autobus par satellite à destination des collectivités locales et des usagers.

Vous vous intéresserez, dans un premier temps, au marché français puis aux autres marchés internationaux.

Agé de 27-30 ans, vous avez le goût de la vente et la connaissance des services techniques des villes. Diplômé d'une école d'ingénieurs, vous bénéficiez d'une expérience de 3 à 4 ans au sein d'un service technique de collectivités ou d'un grand groupe de services.

Une formation complémentaire dans le domaine commercial serait un plus.

Pragmatisme, approche positive et concrète des problèmes, aptitudes pédagogiques et goût pour la négociation sont les qualités qui contribueront à votre réussite.

Ce poste qui implique de nombreux déplacements est situé en région parisienne.

Merci d'adresser CV, lettre de motivation et photo, sous la référence INFOBUS, à JCDecaux Services - DRH BP 11 - 78373 Plaisir Cedex.

JCDecaux

Groupe international, premier fournisseur en Europe de produits de haute technologie pour la fabrication de semiconducteurs, recherche un

INGÉNIEUR DE VENTES GRANDS COMPTES

Il aura la responsabilité de maximiser les ventes aux grands comptes de la région Sud-Est de la France. Il jouera un rôle important dans le développement d'alliances stratégiques à long terme. Ses tâches principales sont de comprendre les besoins des clients, de développer une offre capable d'y répondre et de s'assurer que tous les moyens sont mis en œuvre pour fournir aux clients des produits conformes à leur demande.

Cet ingénieur en physique appliquée, de 30 à 40 ans, possède une expérience prouvée des procédés de fabrication des semiconducteurs, idéalement en photolithographie, éventuellement avec des compétences en conception de circuits intégrés. S'il n'est pas nécessairement vendeur, il en a le profil, avec un sens certain des affaires. Il parle couramment l'anglais et le français.

Nous recherchons un candidat à fort potentiel, capable d'évoluer ultérieurement vers un poste de Direction. Ce poste est basé en région grenobloise. Une grande disponibilité pour les déplacements est requise.

Merci d'adresser votre candidature, réf. 510240, à Daniel LAVOREL

MENWAY Consultants
25, rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE

Le cabinet de la Microélectronique

MENWAY
CONSULTANTS

Importante société, filiale de deux grands groupes Français, nous sommes l'un des acteurs majeurs sur le marché des systèmes d'information, de communication et d'imagerie. Nous renforçons nos équipes et recherchons un

INGÉNIEUR COMMERCIAL

pour notre centre d'activités de Toulon.

A 30/35 ans, de formation supérieure Ecole de Commerce ou d'ingénieur, vous possédez au moins 5 ans d'expérience acquise dans la vente de prestations intellectuelles en informatique scientifique et technique.

Vous prendrez en charge le développement de nos activités sur la région, en étroite collaboration avec l'ensemble de notre Direction Commerciale.

Votre connaissance du Ministère de la Défense, de la DGA/DCN sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous la référence ICM au Cabinet : SYMA CONSEIL
5, avenue du Maréchal Juin - 92100 BOULOGNE.

ASM Lithography

Nous sommes une Société High Tech d'origine hollandaise opérant dans le monde entier. Nous produisons des photomètres, équipements primordiaux pour la production de microchips, d'une précision et d'une complexité...

En particulier pour notre organisation SUD-EUROPE, nous avons à pourvoir de nouveaux postes d'

Ingénieurs Service Clients

réf. 510210

pour contribuer à l'amélioration de la satisfaction de nos clients par l'exécution correcte et efficace des activités du service en clientèle (installation, test de qualification/acceptance, maintenance, réparation).

Technicien supérieur confirmé en Electronique ou ingénieur en support d'équipements, vous avez une expertise dans le domaine High-Tech, idéalement celui du Semiconducteur, ainsi qu'une pratique effective du suivi client dans un environnement de production ou de service contraignant.

Vous devez faire preuve d'une forte autonomie et de réelles qualités relationnelles. Ces postes sont basés à GRENOBLE.

Veuillez envoyer votre dossier de candidature impérativement en ANGLAIS à Daniel LAVOREL - **MENWAY Consultants** - 25 rue Pierre Sémard 38000 GRENOBLE (France) Fax (33) 76 21 71 29

Le cabinet de la Microélectronique

MENWAY
CONSULTANTS

CHEF PRODUITS TELECOMS : CONJUGUER MARKETING ET VENTE

Au sein d'un petit groupe performant (400 MF) dédié aux équipements télécoms, notre société (CA : 50 MF, 75 personnes dont 25 ingénieurs) est spécialisée dans la surveillance des réseaux et la gestion des environnements techniques de stations d'énergie.

Rattaché au directeur général, vous ferez connaître notre savoir-faire auprès des opérateurs et de leurs sous-traitants. Vous coordonnerez la démarche commerciale des ITC (Informations, démonstrations). Vous garantirez la compétitivité de nos produits (choix techniques, performances, homologations) et celle de nos réponses aux appels d'offres.

Ingénieur diplômé, vous avez de 28 à 32 ans. Comme ITC, ingénieur d'affaires, chef de produit, vous avez fait la preuve de vos atouts pour le commercial et le marketing industriel et souhaitez les valoriser dans un cadre favorisant initiative et autonomie. Vous êtes familier des grands comptes télécoms (dont France Télécom). Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions sous réf. 842 812 LM à Denis Bellocq, SIRCA, 20 avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE

MEMBRE DE SYMPC

Avec 1400 personnes et plus de 700 MF de CA, Unilog est l'un des principaux acteurs français de Conseil en Ingénierie et Informatique de Gestion. Notre signature, synonyme d'engagement, est reconnue par nos clients à qui nous apportons notre double compétence : l'anticipation des attentes et la maîtrise de l'évolution des grands marchés, mais aussi un savoir-faire confirmé en conseil, ingénierie et solutions appliquées.

ECOLE DE COMMERCE + 1ère EXPERIENCE DE LA VENTE DE SERVICES INFORMATIQUES

INGÉNIEUR COMMERCIAL JUNIOR

Après votre formation Bac + 4/5 (Ecole de Commerce ou Université), vous vous êtes orienté vers la vente de conseil et service informatique. Aujourd'hui, après deux ans d'expérience réussie, vous souhaitez rejoindre un grand Groupe et participer au développement de notre Direction C/S dédiée au marché de la Banque et de l'Assurance. En relation avec les responsables de cette direction vous prendrez en charge la prospection de nouveaux comptes et le développement de clients existants sur Paris et la région parisienne.

Autonomie, sens de l'écoute, capacité à convaincre, esprit de synthèse, sont les qualités indispensables pour réussir et évoluer avec cette Direction Opérationnelle.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à :

UNILOG
Catherine CLERCQ-ROQUES
124, rue Danton
92592 Levallois-Perret Cedex.

UNILOG

Notre signature est un engagement

CERMeP

Centre européen de recherche en métallurgie des poudres. Chargé de l'assistance, de la recherche et du développement du groupe SANDVIK HARD MATERIALS et de la société EUROSTUNGSTENE POUDRES SA, filiales respectivement de deux grands groupes internationaux suédois et français. Nous recherchons un scientifique de haut niveau pour prendre la

DIRECTION DU CENTRE DE RECHERCHE

Grenoble

Bilingue Anglais

Mission : Avec votre équipe de 30 personnes (dont 7 ingénieurs hautement qualifiés) en parfaite coordination avec les directions de recherche des groupes actionnaires : proposer et orienter les axes de recherche par votre capacité de compréhension des problèmes industriels et commerciaux, réaliser et mettre en œuvre vos projets.

Profil : • 40/45 ans • Ingénieur-Grande Ecole • excellent niveau scientifique (doctorat chimie minérale ou matériaux si possible) • bilingue anglais • grâce à votre forte expérience Recherche et Développement liée à l'industrie, vous savez encadrer, gérer et coordonner dans un souci de développement et de créativité.

Offre : • un contexte et une ambition internationale • une situation géographique stratégique • la volonté de vous faire évoluer au sein des groupes actionnaires.

Pour un entretien individuel avec les représentants des actionnaires le 29/11/95

Adressez ou télécopez CV, lettre, photo et rémunération actuelle à **OPTEAMAN** - 114 bis rue Michel Ange - 75016 Paris. Fax : (1) 40 71 28 41 en indiquant la référence 435 sur la lettre et sur l'enveloppe.

OPTEAMAN

سكنا من الامم

صكنا من المرحل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 14 NOVEMBRE 1995 / XI

INGÉNIEURS CONSEILS



L'APAVE Normande
recherche

Un ingénieur consultant en environnement pour Rouen (76)

Ingénieur diplômé dans un domaine lié à l'environnement ou aux risques industriels, vous avez acquis environ 5 ans d'expérience si possible en conseil, dans un service environnement ou au sein de la DRIRE. Votre mission consistera en la rédaction de dossiers d'autorisation d'installations classées, études d'impact et de déchets, management et audits environnementaux, conseil en maîtrise des risques industriels (dont incendie-explosion) et formation professionnelle.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) au Service Relations Humaines et Sociales - référence EPS/1095/001 - APAVE NORMANDE - 2 rue des Mouettes - B.P. 98 - 76132 Mont Saint Aignan cedex.

Important Groupe de conseil et formation
offre collaboration à :

Consultant(e)s confirmé(e)s en qualité, productivité, organisation ou management

35-45 ans désireux d'intégrer une équipe dynamique.
Responsabilités à prendre pour des personnes ayant de l'ambition.

Préférences : Origine grandes écoles
Expérience dans le conseil et l'animation

Base : Paris et/ou Grenoble



11, chemin du Vieux Chêne - 38240 MEYLAN

INFORMATIQUE / RÉSEAUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

Organisme
paritaire national,
nous gérons
des systèmes
sociaux

Nous ne recherchons
pas un informaticien
mais un

Chef de projet

Bien sûr, vous savez concevoir et mettre en place un projet en gestion, audit et organisation. Vous avez déjà prouvé vos compétences en méthode et suivi de projet, ainsi qu'en encadrement de production. Ce que nous vous demandons en plus, c'est de savoir communiquer sur ce projet en pilotant les plans d'accompagnement. C'est pourquoi la pratique antérieure d'une fonction de communication ou une expérience de consultant en cabinet d'organisation est indispensable à la réussite de votre mission. Nous vous confierons, au sein d'une équipe d'une vingtaine de chefs de projets, la responsabilité totale d'un projet, depuis l'étude d'opportunité jusqu'à la réception du produit.

Merci d'adresser votre candidature, sous
réf. LM113/11, à BSA, 2 place André Malraux,
75001 Paris.

BSA

Responsable des Services Informatiques

Participez au développement rapide
d'une des toutes premières sociétés de gestion d'actifs

300 KF +

Paris

LA SOCIÉTÉ

- ♦ Etablissement financier spécialisé dans la gestion de fonds pour compte de tiers, ayant atteint en quelques années une position éminente sur la place.
- ♦ Excellente rentabilité. Culture d'entreprise.
- ♦ Parc informatique en complet renouvellement.

LE POSTE

- ♦ Reportant au Directeur Informatique, vous :
- conduisez la mise en place d'un nouveau schéma directeur informatique,
- êtes responsable des applications centrales, pôle support réseau et micro,
- assurez la gestion opérationnelle des systèmes existants,
- animez une équipe de 6 informaticiens et

organisez la gestion des projets.

PROFIL RECHERCHE

- ♦ 30/35 ans. Formation supérieure (Ecole d'ingénieurs, MAGE...).
- ♦ Expérience, réputation du management d'informaticiens, de la gestion de projets et des systèmes d'exploitation et réseaux.
- ♦ Compétences AS 400, Micro, RS 6000.
- ♦ Une connaissance des métiers de la finance de marché (OPCVM, nouveaux instruments, trésorerie...) serait un plus.
- ♦ Capacité à s'adapter à un environnement exigeant et très professionnel et à s'imposer avec autorité et diplomatie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet avec photo et rémunération
actuelle sous réf. LM11102 à Michel DUMONT, N.B.S., 44 rue du Collège, 75008 PARIS.

N.B.S.

10010100101001101111001
011010010010101111001110
La semaine prochaine, vous
y verrez sans doute plus clair.

Le Monde

CONSULTANTS EXPERIMENTES

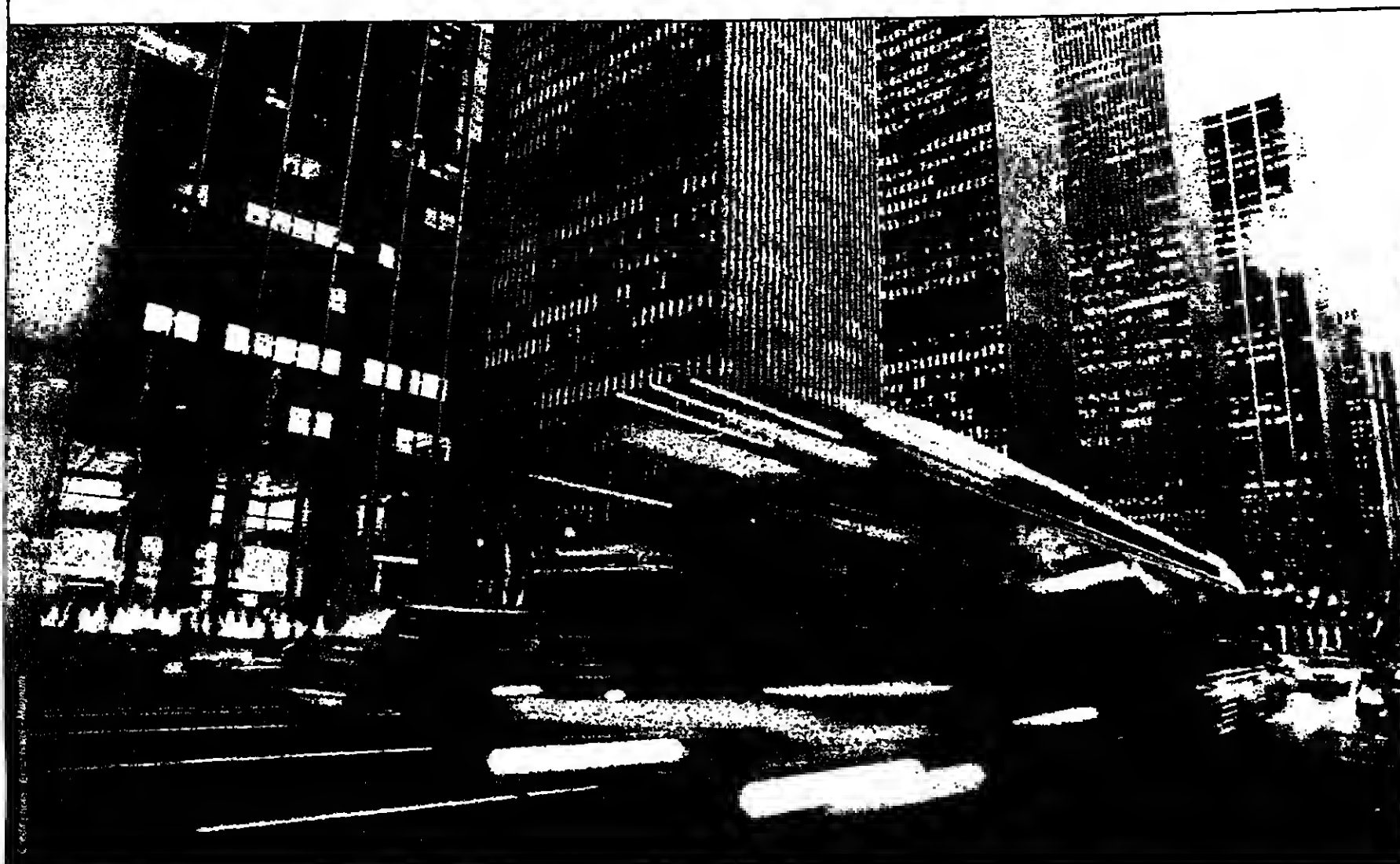
Pour répondre à la forte croissance
de son activité de conseil (+30% par an depuis 1992),
MEGA International recrute des Consultants expérimentés.

- **Profil :**
- Vous êtes diplômé d'une grande école scientifique ou de commerce (X, Centrale, Mines, Ponts, A.M., HEC, ...)
- Vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans les domaines du conseil en organisation et conception de systèmes d'information.
- **Mission :**
- Vous voulez encadrer des projets de conseil dans les grandes entreprises, et souhaitez participer au développement de cette activité, au plan technique et commercial.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite et photo) à :
MEGA International - Mme Karima Chauvalon - 10, bd du Montparnasse - 75015 PARIS

MEGA
International

Ingénieur. Pour quel monde ?



Etre Ingénieur chez HP, c'est garder le sens de l'essentiel : un produit n'est jamais aussi apprécié que lorsqu'il est accompagné des services qui le rendent intelligent. C'est pourquoi nous avons misé dès l'origine sur nos activités de Support. C'est notre force et notre atout.

Au rythme d'introduction de nos produits (un nouveau chaque jour dans le monde), créativité, réactivité, fiabilité sont nécessaires pour réussir les enjeux du Support. De la conception du produit à son recyclage en fin de vie, en passant par l'organisation, l'industrialisation, les achats, la logistique et la réparation... tout un monde d'opportunités s'ouvre à des ingénieurs prêts à piloter ces projets complexes. Une vue d'ensemble sur le monde d'HP et le monde tout court.

INFORMATIQUE PERSONNELLE

SYSTÈMES UNIX

TELECOMMUNICATIONS

SUPPORT

HP à Grenoble, c'est avec 30 nationalités, un fantastique pôle de compétences où sont concentrées les directions mondiales ou européennes des Ordinateurs Personnels, Réseaux, Télécoms et Support.

Ingénieurs Acheteurs

Vous avez la responsabilité de construire et gérer un réseau d'acquisition de composants très variés (électronique, mécanique, plastique...) à l'échelle européenne ou mondiale. Votre connaissance du marché vous permet de mettre en œuvre les stratégies les plus efficaces pour optimiser notre compétitivité. Vous savez identifier, qualifier et évaluer fournisseurs, co-traitants et prestataires de service. Ingénieur Electronicien ou Mécanicien, vous avez acquis une spécialisation achats et, de préférence, une bonne connaissance des processus industriels.

Ingénieurs Produits

Vous créez et pilotez des processus de réparation à l'échelle européenne et/ou mondiale. Contact privilégié de nos fournisseurs, vous êtes le garant de la qualité HP pour un portefeuille de produits réparés en sous-traitance. Vos connaissances techniques vous permettent de participer activement à la stratégie d'introduction de nouveaux produits. Ingénieur Electronicien débutant ou expérimenté, une formation en gestion serait un plus.

Ingénieurs Logisticiens

Vous êtes responsable de l'optimisation des flux de circulation des pièces détachées. C'est pourquoi vous concevez et développez des stratégies et des solutions logistiques à l'échelle du continent européen. Ingénieur débutant ou expérimenté, une formation logistique ou gestion serait un plus.

Ingénieurs Planification

Vous êtes responsable de la définition et de la mise en place de processus de planification de production : plans directeurs en amont, plans correcteurs en aval, plans d'introduction et d'obsolescence des produits, création d'outils et de modèles permettant d'améliorer en permanence les différentes phases de la réparation des produits.

Ingénieur généraliste, débutant ou expérimenté, vous avez une première expérience dans un secteur industriel.

Ingénieurs Process et Systèmes

Dans le cadre de projets mondiaux ou européens de refonte de nos systèmes d'information, vous travaillez en étroite collaboration avec vos homologues aux Etats-Unis et en Europe. Représentant privilégié d'un département opérationnel, vous analysez les besoins des utilisateurs, développez et gardez la mise en place de nouvelles applications logicielles. Vous intervenez dans les domaines de la gestion de production, la qualité, la logistique et utilisez les techniques les plus en pointe dans les systèmes d'information.

Ingénieur Informaticien, vous possédez une expérience de deux ans minimum dans une fonction similaire.

Pour l'ensemble de ces postes basés à Grenoble, la pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence WCSD à HEWLETT PACKARD Service Recrutement - 38053 GRENOBLE CEDEX 08.

hp HEWLETT PACKARD

صحة من الامل

La confiance, la croissance et les comptes publics

par Edouard Balladur

EN 1993, l'économie française était en récession pour la première fois depuis la guerre, hormis le contre-coup du choc pétrolier de 1975. La croissance, nulle au cours des deux premiers trimestres 1992, avait été négative au cours des deux trimestres suivants. Le nombre des demandeurs d'emploi progressait de quarante mille personnes par mois. Notre monnaie n'inspirait plus confiance et, de ce fait, les taux d'intérêt étaient excessivement élevés.

Des mesures d'urgence ont aussitôt été arrêtées par mon gouvernement pour surmonter la récession et retrouver la croissance. Dès le deuxième semestre 1993, notre économie croissait de nouveau et retrouvait en 1994 sa capacité à créer des emplois.

Au printemps 1995, la croissance retrouvée était vigoureuse (+3,1 %) et le chômage reculait d'environ vingt mille personnes par mois. L'action de maîtrise des déficits publics avait permis de retrouver la stabilité monétaire, au moins jusqu'aux polémiques nuisibles développées durant la campagne pour l'élection présidentielle. Elle avait aussi permis à notre pays de renouer avec la création d'emplois à un rythme plus soutenu que naguère (deux cent vingt mille emplois en 1994).

Comment ces résultats ont-ils été obtenus ? Pour restaurer les conditions d'une croissance durable au service de l'emploi, il faut donner confiance, favoriser la stabilité de la monnaie et la détente des taux d'intérêt, réduire le poids des déficits publics dans l'économie. Tout est lié : la réduction des déficits et la stabilité de la monnaie permettent de conforter la croissance au service de l'emploi, croissance qui à son tour renforce l'efficacité des mesures de redressement.

C'est bien les pays qui ont le mieux maîtrisé leurs déficits et défendu la stabilité de leur monnaie qui connaissent la croissance la plus régulière et obtiennent les meilleurs résultats en matière d'emploi. L'action du gouvernement de 1993 a été toute entière inspirée par ces principes auxquels je demeure attaché.

Le rééquilibrage des comptes publics en premier lieu. En avril 1993, la situation des finances publiques était - dois-je le rappeler ? - la plus désastreuse que la France ait connue depuis une génération. Les charges budgétaires avaient été quasiment triplées depuis 1981, pendant que le déficit était multiplié par dix pour atteindre 341 milliards de francs en 1993, c'est-à-dire un montant supérieur au rendement de l'impôt sur le revenu.

La protection sociale était menacée par la dérive incontrôlée des dépenses qui croissaient en moyenne deux fois plus vite que la richesse nationale. Malgré des hausses répétées des cotisations sociales depuis 1981, le déficit accumulé de la sécurité sociale dépassait 100 milliards de francs et le déficit prévisible pour la seule année 1993 excédait 80 milliards.

Enfin, le système d'assurance chômage (l'Unedic) et l'organisme de financement de la retraite à soixante ans (ASF) étaient en quasi-cessation de paiement. Au total, les déficits étaient de l'ordre de 450 milliards (Etat, Sécurité sociale, Unedic), et encore la récession avec ses effets sur les comptes sociaux était-elle sous-estimée dans le rapport Raynaud (-0,4 % alors qu'elle fut en réalité de -1,5 %).

Un effort de maîtrise des dépenses de grande ampleur a été mis en œuvre. Grâce au réexamen systématique des dépenses de l'Etat et à un vigoureux effort d'économies, des marges de manœuvre ont pu être dégagées pour soutenir l'activité et baisser l'impôt sur le revenu de 19 milliards de francs. En même

temps, le déficit budgétaire a été réduit de 341 à 275 milliards, en deux ans, soit la plus forte baisse jamais enregistrée, pour atteindre 3,5 % du PIB contre 4,5 % deux ans plus tôt.

Je sais qu'il a été reproché d'utiliser les recettes de privatisations pour concourir à cette maîtrise. Il s'agit d'un faux procès. Cette mesure a permis d'obtenir un retour très rapide de la croissance qui, au-delà de ses effets sur l'emploi, génère des recettes tant pour l'Etat que pour les régimes sociaux. Ensuite, il n'existe pas de différence fondamentale entre l'affectation des recettes à la réduction du déficit ou à l'amortissement de la dette puisque la réduction du déficit aujourd'hui diminue la dette de demain.

La protection sociale a été sauvegardée. Le régime général de retraite a été préservé grâce à des décisions courageuses (allongement de la durée des cotisations ; modification de la période de référence) et à la création du fonds de solidarité vieillesse.

Les dépenses de santé ont été mieux maîtrisées ; ainsi le taux de progression des dépenses d'assurance-maladie est-il passé de plus de 7 % en 1993 à moins de 3 % fin 1994, soit réduit de moitié, ce qui ne s'était jamais vu. Enfin, l'équilibre de l'assurance-chômage a été restauré.

Certains disent que la dette publique a augmenté trop rapidement de 1993 à 1995. Ils oublient de constater que son rythme de croissance a été ralenti. Rappelons tout d'abord que toutes les dettes accumulées avant le printemps 1993 n'avaient pas été prises en compte : d'une part, la créance des entreprises sur l'Etat au titre du décalage d'un mois de la TVA (80 milliards) ; d'autre part, le financement du déficit cumulé de la Sécurité sociale (110 milliards). Leur intégration a accru la dette publique d'autant. Doit-on regretter la vérité des comptes ?

En second lieu, les déficits qui ne cessaient de se creuser jusqu'au printemps 1993 ont été réduits ou stabilisés. Les déficits de l'Etat ont été réduits de 66 milliards en deux ans. Le besoin de financement de la Sécurité sociale qui ne cessait de se creuser et menaçait de dépasser 80 milliards par an, a été stabilisé à 56 milliards de francs en 1993 et en 1994.

Année après année, l'endettement ne des déficits antérieurs croissait moins vite, ce qui est bien le signe d'une amélioration qu'il faudra poursuivre durant de nombreuses années. Cette amélioration ne se serait pas produite sans les efforts de redressement de 1993 et 1994. Il reste que la dette va croître

l'impôt sur le revenu, a été accompagnée de réformes profondes : pour la libération de notre économie, avec la reprise des privatisations ; pour son intégration dans l'Union monétaire européenne, avec la loi quinquennale de maîtrise des finances publiques ; pour la sauvegarde de la retraite par répartition, avec la réforme des retraites.

C'est bien un jugement positif qui était porté par la communauté internationale sur cette gestion puisque, au début de 1995, la monnaie était stable, les taux d'intérêt bas, la croissance était de retour, le chômage diminuait.

Aujourd'hui, au bout de quelques mois, la ligne fixée, c'est-à-dire la réduction des déficits au service de

Pourquoi ne pas généraliser les expériences, conduites avec succès, de regroupement des services locaux de l'Etat en deux pôles, l'un technique, l'autre social ?

Mais il faut également améliorer l'efficacité des interventions de l'Etat. Cela est vrai dans nombre de domaines, y compris dans celui de l'emploi : ainsi, le contrat initiatif emploi (CIE) n'a-t-il pas, tel qu'il est aujourd'hui, un coût disproportionné par rapport à son efficacité ? Il coûte deux fois plus cher que l'ancien contrat de retour à l'emploi (CRE) alors que le nombre de contrats signés n'a augmenté que de 30 %.

Au-delà de cet exemple, il conviendrait d'adopter un principe

Il faudra examiner la mise en œuvre de la prestation autonome à la fois dans son calendrier et son financement

L'emploi, est considérée par tous les observateurs comme la poursuite de celle qui a été suivie par mon gouvernement. N'est-il pas dès lors contradictoire de reprocher à ce dernier d'avoir laissé filer les déficits et la dette et en même temps de se réjouir du retour à la politique qu'il a menée ? On ne peut penser une chose et son contraire. Je souhaite que le gouvernement, dans l'action difficile qu'il doit mener, connaisse le succès. Tous, dans la majorité, nous devons être prêts à l'y aider.

Les principes à mettre en œuvre me semblent clairs : privilégier la croissance est indispensable pour développer l'emploi et obtenir des résultats rapides sur la réduction des déficits. Il faut préférer la hausse excessive des prélèvements, car ceux-ci sont déjà très élevés : 44,7 % de la richesse nationale. Il faut donc surveiller aux dépenses nouvelles. Il n'est pas souhaitable que l'expérience de la loi de finances rectificative pour 1995 (en année pleine : 80 milliards de francs de recettes fiscales supplémentaires, 50 milliards de dépenses nouvelles), soit renouvelée. En effet, la confiance, qui est la condition de la croissance économique, sera mieux obtenue par la baisse des dépenses que par la hausse des prélèvements.

Des annulations de crédits ont déjà été décidées depuis le printemps 1995 : elles correspondent au gel des crédits que j'avais mis en œuvre au début de l'année (20 milliards) en pleine campagne présidentielle, ce qui n'avait valu force critiques. Il faut reprendre la marche en avant sur la voie de la maîtrise des dépenses de l'Etat.

simple dans chaque domaine d'intervention de l'Etat : éviter la juxtaposition de plusieurs dispositifs d'aide - budgétaires, sociaux ou fiscaux. C'est aujourd'hui pourtant le cas en matière de soutien à la recherche, à la formation professionnelle, au logement. Cette multiplication de modes d'intervention conduit à l'opacité, et donc au gaspillage.

Au total, il faut que les dépenses de l'Etat - y compris les charges de la dette et les dépenses salariales - augmentent moins vite que les prix. C'est ce que prévoit la loi quinquennale que j'avais fait voter et qui est appliquée par l'actuel gouvernement. Rappelons qu'avec un taux d'évolution des recettes fiscales comparable à la croissance de la richesse nationale, soit 4,5 % à 5 %, et un taux de progression de la dépense de l'ordre de 2 %, le déficit de l'Etat serait réduit de 40 milliards de francs par an (mais il est vrai que le taux de recettes fiscales est actuellement décevant).

Nul plus que moi n'est attaché à la sauvegarde de la Sécurité sociale. La séparation des branches opérée en 1994 a mis un terme à la confusion des comptes et clarifié les relations entre l'Etat et le régime général. Chaque branche est désormais tenue de parvenir à son propre équilibre.

Il faut poursuivre sur la voie engagée pour redresser les comptes de la Sécurité sociale : non en augmentant sans cesse les prélèvements mais en maîtrisant les dépenses et en refusant toute nouvelle dépense non financée. C'est à cette hauteur qu'il faudra examiner la mise en œuvre de la prestation autonome, que j'ai moi-même proposée lors de la campagne présidentielle, à la fois dans son calendrier et son financement. Je souhaite que le moratoire de l'augmentation des prélèvements sociaux dont le principe figure dans l'exposé des motifs de la loi de 1994 sur la Sécurité sociale soit effectivement appliqué. Cela suppose que le cas échéant, le montant des prestations s'ajuste aux résultats de la gestion. C'est pourquoi il me paraît essentiel que les partenaires sociaux soient plus clairement appelés à exercer toutes leurs responsabilités, en particulier à l'échelon décentralisé.

En ce qui concerne l'assurance-vieillesse, la réforme mise en œuvre en 1993 commence à produire ses effets positifs. Le plus gros de l'effort doit maintenant porter sur les régimes spéciaux. Je souhaite qu'à cet effet, les pouvoirs publics organisent sans tarder les négociations utiles avec les représentants des organisations syndicales.

Pour la famille, le déficit résiduel de 1995 est dû, pour l'essentiel, à la prise en charge par la Caisse nationale des allocations familiales du triplement de l'allocation de rentrée scolaire pour 1995 (6 milliards). Pour le reste, la mise en place, attendue par l'ensemble de la majorité, des dispositions de la loi-programme sur la famille adoptée à l'initiative de mon gouvernement provoque un manque à gagner provisoire, appelé à se résorber, et qui est, en réalité, un investissement pour l'avenir.

Aujourd'hui, la priorité est le redressement de l'assurance-maladie. Le but à atteindre se définit de manière simple : il s'agit de ramener le rythme d'augmentation des dépenses d'assurance-maladie au ni-

veau de l'évolution des prix, pour dégager chaque année 2,5 % d'économies, soit environ 15 milliards par an. C'est ce que M^{me} Simone Veil avait commencé à faire, et qui aurait permis de retrouver l'équilibre des comptes en 1997 si la dépense de soins n'avait pas à nouveau dérapé depuis le printemps de cette année.

Comment atteindre l'objectif ? Le moment est venu de discipliner l'offre de soins. Il y faut une volonté de chaque instant et travailler en liaison étroite avec les partenaires sociaux à la réduction des postes de dépenses sans dévier du chemin. A l'hôpital, il faut d'abord se donner les moyens de respecter l'objectif rigoureux qui a été défini pour 1996. Cela ne sera sans doute possible que moyennant une pause des revendications catégorielles dans la fonction publique hospitalière et un meilleur contrôle de la gestion des effectifs de personnels hospitaliers. Une administration de mission, composée de fonctionnaires de haut rang, devrait être mise en place à titre provisoire pour faire en sorte que, dans chaque région, la gestion des hôpitaux soit plus étroitement contrôlée. Pour l'avenir, je souhaite que - comme mon gouvernement s'y était engagé - la tarification par pathologie, déjà expérimentée avec succès dans deux

des raisons diverses, n'ont pas respecté leurs engagements.

Je souhaite également qu'à l'avenir les pouvoirs publics s'attachent à mieux maîtriser la démographie médicale. Enfin, il me paraît indispensable de continuer, comme mon gouvernement avait commencé à le faire, à favoriser le développement des médicaments dits génériques, qui soignent aussi bien et pour moins cher. L'industrie pharmaceutique a signé en 1993 un engagement contractuel de trois ans, qui a notamment pour objet de modérer la progression du volume des médicaments produits. Je souhaite que cette méthode, qui repose sur la négociation, et qui a porté ses fruits en 1993 et en 1994, soit poursuivie. Sans doute faut-il l'assortir de sanctions plus dissuasives en cas de non-respect des engagements pris. A ce titre, s'il s'avérait qu'en 1995 l'industrie pharmaceutique a méconnu ses engagements, il faudrait que ce secteur soit appelé à concourir à la sauvegarde du régime d'assurance-maladie.

Cet ensemble de mesures peut ramener la Sécurité sociale à l'équilibre en 1997, sans prélèvement supplémentaire sur les assurés sociaux pour peu qu'elles traduisent une volonté politique forte et durable. S'il était décidé de recourir à

S'il s'avérait qu'en 1995 l'industrie pharmaceutique a méconnu ses engagements, il faudrait que ce secteur soit appelé à concourir à la sauvegarde du régime d'assurance-maladie

régions, soit progressivement mise en place. Il s'agit aussi, pour éviter les gaspillages et renforcer la sécurité des malades, d'instaurer, à l'hôpital, des références médicales obligatoires, sur le modèle de ce qui a été fait dans le secteur ambulatoire.

Les professionnels libéraux de la santé ne sauraient s'exonérer de cet effort d'autodiscipline. La maîtrise médicalisée de la dépense de soins peut réussir. Mon gouvernement l'a montré en 1993 et en 1994. Pour que les succès obtenus soient moins fragiles et que le caractère libéral de notre système de soins soit durablement préservé, il faut renforcer les instruments de la maîtrise médicalisée. C'est pourquoi je souhaite que les conventions qui lient les professionnels de la santé aux caisses d'assurance-maladie soient assorties, comme tout contrat, des dispositifs permettant de sanctionner effectivement les professionnels de santé dans l'hypothèse où ils auraient excédé le montant de l'objectif annuel d'évolution de la dépense. C'est la crédibilité de toute démarche contractuelle qui est en jeu dans cette affaire et je souhaite que les assurés sociaux ne soient pas pénalisés au lieu et place des professionnels qui, pour

titre exceptionnel à une augmentation de la CSG, cet effort supplémentaire ne pourrait être consacré qu'à l'apurement de la dette de la Sécurité sociale, la gestion courante des régimes sociaux étant par ailleurs équilibrée grâce essentiellement à des mesures d'économies. Si, en revanche, le gouvernement souhaitait augmenter durablement la CSG, cela ne serait envisageable que si les cotisations des salariés étaient allégées, l'équilibre de la Sécurité sociale étant, là aussi, assuré pour l'essentiel grâce à des économies.

La voie est tracée : parvenir à l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale en 1997 et ramener le déficit de l'Etat à 3 % du PIB en 1997. C'était l'objectif défini par mon gouvernement. Il a été confirmé récemment. Il faut y parvenir en privilégiant la baisse des dépenses plutôt que l'augmentation globale des prélèvements. Nous devons réussir, pour préserver la croissance et créer les emplois qui permettront de continuer à faire reculer le chômage. Tel est l'enjeu.

Edouard Balladur, ancien premier ministre, est député (RPR) de Paris (12^e circonscription).

Pour vous aider à réussir
Préparations individuelles et collectives

- GRANDES ECOLES DE COMMERCE - HEC & ESC. Séminaire et admissions parallèles (bac+2, +3).
- SCIENCES PO - entrée en 1^{re} et 2^e années.
- DROIT/SC.ÉCO - soutien méthodologique universitaire.
- Expertise comptable et entrée en MSTCF.
- Grands concours juridiques - CFPA, ENM.

ISTH
114, 42 44 10 77 - 91 40 60 10 10 10

Le nouveau PLANTU est arrivé

Le Monde EDITIONS

PLANTU MAGIC CHIRAC

ABRACADABRA

EN VENTE EN LIBRAIRIE

TRANSPORT AÉRIEN La compagnie italienne Alitalia traverse une grave crise financière, commerciale et sociale. La direction devait renouer lundi 13 novembre le dialogue – rompu depuis la grève de septembre – avec les syndicats au cours d'une réunion organisée avec l'actionnaire public.

● **ALORS QU'ALITALIA** perd 1 milliard de lires par jour, la commission parlementaire des transports a confié, le 10 novembre, à la banque d'affaires publique IMI, l'étude d'une recapitalisation de la

compagnie, assortie d'une privatisation partielle et d'une remise à plat de la gestion. ● **AIR ONE**, petite compagnie privée, concurrence Alitalia sur la ligne très fréquentée

de Milan-Rome. ● **IBERIA**, la compagnie nationale espagnole, attend, elle, le feu vert de Bruxelles pour une nouvelle recapitalisation de 5,2 milliards de francs.

de Milan-Rome. ● **IBERIA**, la compagnie nationale espagnole, attend, elle, le feu vert de Bruxelles pour une nouvelle recapitalisation de 5,2 milliards de francs.

Rome étudie la privatisation partielle d'Alitalia

Après un conflit social qui a coûté 80 milliards de lires à la compagnie aérienne, l'actionnaire public tente de rétablir le dialogue entre direction et syndicats. Le sauvetage de la société passe par sa recapitalisation par des fonds privés et publics

ROME
de nos correspondants
Emues dans les aéroports, passagers abandonnés à eux-mêmes, retards accumulés, grèves incessantes, d'abord des pilotes au début, puis en septembre des contrôleurs aériens peu pressés de faire du zèle : Alitalia, la compagnie aérienne nationale, traverse un automne bien noir. Conscient de la gravité de la situation, le gouvernement devait convoquer, lundi 13 novembre, une réunion au palais Chigi, des syndicats, de la direction d'Alitalia et des représentants de l'IRI – la holding publique actionnaire à 83,52 % de la compagnie aérienne – pour relancer le dialogue.

A l'heure où la crise qui la touche périodiquement s'est encore aggravée, Alitalia se passerait bien d'être l'otage de tant de mauvaise publicité. En témoigne l'in-

d'appliquer les froides logiques d'entreprise. Après s'être opposé aux revendications des pilotes, il aurait fini, une fois le conflit engagé, par faire machine arrière et céder. D'où, en juillet, un épisode très contesté au cours duquel il aurait signé un accord secret avec les pilotes leur accordant une augmentation annuelle de 28 millions de lires (86 800 F). Cet accord, démenti par M. Schisano, aurait été négocié en dehors du gouvernement et du président d'Alitalia, Renato Rivero.

Bouc-émissaire ou pas, Roberto Schisano est parti, et son éviction ne résout rien. Appelé au chevet de la compagnie il y a dix-huit mois, ce manager rigoureux – venu de Texas Instruments, rompu aux mécanismes des multinationales et choisi parce qu'étranger à la vieille culture des « accommodements » familière aux entreprises publiques italiennes – avait trouvé une entreprise déjà bien malade. « Alitalia a ses caisses vides, elle perd un milliard de lires par jour. Il nous reste cinq cents jours de survie, la situation est désespérée », constatait-il avec une brutale franchise, au mois de mai 1994. Les chiffres s'expliquent.

Depuis sa création en 1946, la compagnie de « bandiera » ou porte-drapeau – o'a jamais franchement décollé et traverse, depuis 1988, une grave crise économique. En dépit d'un léger mieux en 1994 (3,8 % de passagers en plus par rapport à 1993 et un taux d'occupation passé de 65,5 % à 68,5 %), le bilan d'Alitalia affichait toujours en 1994 une perte nette de 288 milliards de lires (contre 344 milliards en 1993).

M. Schisano avait présenté en mai 1994 un plan triennal (1994-97) de sauvetage qui se voulait drastique, avec assainissement et rationalisation de l'entreprise pour la rendre concurrentielle sur les plans intérieur et extérieur. En 1992, Alitalia reconnaissait elle-même que ses coûts de gestion étaient supérieurs de 5,9 % à la moyenne des autres grandes compagnies, et même de 24,6 % de plus par rapport à British Airways. Autre objectif prioritaire : remplir les caisses d'Alitalia en évitant un recours au soutien de l'Etat, qui aurait coté-à-côté Bruxelles, dans sa chasse aux canards boiteux, assistés par les gouvernements des pays de l'Union européenne. Pour y parvenir, outre 1 500 mises à la retraite anticipées demandées et la vente de deux Boeing-747, Alitalia a cédé en septembre, en accord avec le plan triennal, sa participation de 56,3 % dans la société des aéroports de Rome, faisant ainsi rentrer 416 milliards de lires d'argent frais.

Soulagement provisoire : les comptes du premier semestre 1995, en dépit d'une amélioration de 29 milliards de lires, se sont soldés par une perte de 197 milliards de lires. Les dettes de la compagnie

se sont alourdies de 500 milliards de lires et ont dépassé 3 500 milliards de lires. Ces chiffres, expliquait la compagnie, sont dus à « l'impact négatif des affrontements avec les syndicats et à l'utilisation moins importante que prévu des appareils ». La grève de vingt jours des contrôleurs aériens a coûté 80 milliards de lires, a constaté Roberto Schisano amer en faisant ses comptes : 743 vols annulés sur 13 500 prévus ; 12 000 vols retardés avec un record absolu, le Palerme-Rome du 11 septembre arrivé à destination avec treize heures et vingt-cinq minutes de retard ! Faute de pouvoir atterrir, les avions ont consommé 9 000 tonnes supplémentaires de carburant et la compagnie a dû payer aux passagers furieux 5 000 chambres d'hôtel, 7 000 repas, 900 taxis et 2 000 billets de train.

Roberto Schisano parti, le président Renato Rivero s'est vu

sable, d'une recapitalisation de la compagnie assortie de l'entrée de capitaux privés et d'une remise à plat de toute la gestion. L'IMI (Istituto mobiliare italiano), banque d'affaires publique, a été chargée de l'opération.

CHASSE GARDÉE

Cette restructuration s'impose d'autant plus qu'Alitalia, en dépit d'efforts récents (création de la « Magnifica class », nouvelle classe affaire sur les vols intercontinentaux et amélioration des services sur les vols européens) part en mauvaise position dans la course à la concurrence pour l'espace européen. « Alitalia a toujours été considérée comme une chasse gardée du pouvoir, non comme une entreprise avec une logique d'entreprise. Elle est de plus victime de la situation italienne, où il n'y a jamais eu de véritable politique des transports, estime Oscar Da Ritz, directeur de la

revue spécialisée Air Press. Tout est plus compliqué qu'ailleurs. Sur un aéroport, par exemple, s'enchevêtrent les compétences de sept ministères différents et de douze directions générales. A Linate, l'aéroport de Milan, des avions sont détournés chaque jour vers d'autres aéroports car certains appareils d'Alitalia n'ont pas l'équipement nécessaire pour atterrir dans le brouillard. On n'y change rien car à terme on veut se débarrasser de ces appareils... »

Pour soutenir la concurrence, Alitalia cherche des accords commerciaux avec d'autres compagnies. Des ententes ont été négociées avec American Airlines et Concorde, plus récemment, British Midland et, plus récemment, Canadian Airlines. A travers des filiales comme Avianova, Alitalia relance des lignes « intermédiaires » pour occuper l'espace, comme Vénise-Munich. Sur le plan intérieur, la grande offensive est déjà

commencée. La ligne la plus convoitée, Rome-Milan, cinquième ligne aérienne européenne avec plus de 2 millions de passagers par an, est l'objet d'attaques frontales d'Air One. Le 23 novembre, Air One commença à assurer dix à douze vols par jour. A partir de janvier 1996, elle assurera un vol toutes les heures. Le tout à un prix des plus compétitifs : 180 000 lires le trajet (570 F), soit 22 % de moins qu'Alitalia. Air One ne sera pas la seule à tenter de détrôner Alitalia sur Milan-Rome (31 vols quotidiens du lundi au vendredi). Noman, une ancienne compagnie de charters basée à Champlain (Rome), a en l'autorisation d'effectuer douze vols par jour à partir de la mi-décembre, et Air Sicilia serait également intéressée.

Salvatore Aloise et Marie-Claude Decamps

Le défi milanais d'Air One

Carlo Tota, cinquante ans, entrepreneur en bâtiment des Abruzzes passé à l'aviation, devenu célèbre pour son défi lancé sur la ligne Milan-Rome à Alitalia, a le profil du petit homme d'affaires de province. Comme bon nombre de ses collègues, il a été impliqué dans la tourmente « Mains propres » pour des pots-de-vin liés à l'adjudication de travaux publics. Il a su aussi diversifier ses activités. Passionné d'aviation, il a lancé en 1983 Alitalia, à l'origine petite école de vol qui faisait aussi avion-taxi. La société qui n'a eu de cesse de se développer est devenue Air One. Profitant des difficultés d'Alitalia, elle se pose en concurrente sur la ligne la plus convoitée, Milan-Rome. Dès 1996, elle compte desservir aussi Milan-Bari et Milan-Reggio de Calabre. Le tout avec une petite flotte de six biréacteurs qui serait portée à quinze en trois ans et la perspective d'un chiffre d'affaires de 450 milliards de lires (1,4 milliard de francs).

terminable conseil d'administration de la compagnie qui, dans la soirée du 19 octobre, avait abouti au limogeage de l'administrateur délégué Roberto Schisano, dont le départ était exigé depuis plusieurs jours par Michele Tedeschi, président de l'IRI (Le Monde du 21 octobre). Accusé d'avoir voulu imposer une gestion trop musclée à une compagnie vieillie par des habitudes de laxisme et par le sentiment d'invulnérabilité né de sa situation de quasi-monopole, M. Schisano n'aurait pas prêté l'attention voulue aux syndicats.

M. Schisano se voyait aussi reprocher une « navigation à vue », en dépit de son intention déclarée

Iberia suspendue à la décision de Bruxelles

La compagnie aérienne espagnole Iberia – qui connaît les mêmes besoins de financement qu'Alitalia – attend le feu vert de la Commission européenne, qui devrait décider, d'ici à la fin de l'année, si elle accepte la recapitalisation par le gouvernement espagnol de la compagnie à hauteur de 130 milliards de pesetas (5,2 milliards de francs). Le plan de redressement, destiné à éponger les pertes nettes de 110 milliards de pesetas réalisées par Iberia en 1993 et 1994, se semble pas avoir les faveurs de Bruxelles. En mai, la Commission exprimait des « doutes sérieux » sur la compatibilité de cette nouvelle aide avec l'article 93 du traité de Rome. Elle avait déjà accepté en 1992 une première injection de 120 milliards de pesetas, censée être la dernière. La Commission avait demandé à Iberia de réviser sa copie en lui suggérant de procéder à « des ventes d'actifs », comme les 30 % dans la compagnie Aerolíneas Argentinas.

confier les pouvoirs de gestion. A ce dernier de rétablir, comme il l'a annoncé dès son arrivée, « un climat de confiance et de collaboration indispensable ». La voie reste étroite. Alitalia trouvera-t-elle son salut dans des cessions de « paquets » d'actions à d'autres compagnies comme British Airways ? Une rumeur constante et constamment démentie. A moins que l'on ne procède à la recapitalisation de 2 000 milliards de lires demandée par les syndicats ? Jugant que « la situation est intolérable », la commission parlementaire des transports s'est prononcée, vendredi 10 novembre, pour l'étude, aussi rapide que pos-

Rencontre entre le président d'Air France et les syndicats d'hôtesse et stewards

LES SIX syndicats représentant les hôtesse et stewards d'Air France et le président de la compagnie nationale, Christian Blanc, devaient se réunir lundi 13 novembre à 15 heures. Au cours de cette rencontre, annoncée par la direction comme une « réunion technique et d'information », le PDG de la compagnie nationale devait donner « le taux de participation à la grève et les conclusions » qu'il en tire. Selon la direction d'Air France, le taux de participation du personnel navigant commercial (PNC) aux trois jours de grève, du 9 au 11 novembre, s'est élevé à 49,7 %. Selon le SNPNC, qui appelle à la grève avec l'Unac-CCG, il a été de 70 %.

Plus de 80 % des vols Air France ont été maintenus au cours de ces trois jours de grève. Selon le SNPNC, la direction a fait appel à du personnel extérieur, notamment aux étudiants, qu'elle emploie généralement l'été, pour remplacer les hôtesse et stewards manquant à l'appel.

L'issue de cette traditionnelle bataille de chiffres pourrait être décisive. Christian Blanc avait en effet déclaré, le 6 novembre, que si la grève était « massivement suivie » il retirerait son plan de redressement et modifierait unilatéralement les contrats de travail des hôtesse et stewards, pour réaliser, d'ici à la fin 1996, les 30 % de gains de productivité prévus dans l'ac-

cord-cadre de mai 1994. Reste désormais à savoir ce que le PDG entend par « massivement suivie ».

La situation d'Air France est, selon les termes d'Anne-Marie Lirac, secrétaire d'Etat aux transports, « très grave ». La compagnie devrait encore perdre 1,5 milliard de francs sur l'exercice clos le 31 mars 1996, malgré les 15 milliards déjà injectés par l'Etat, la hausse du trafic aérien mondial et le bas prix du kérosène. Entre 1984 et 1994, Air France a vu ses parts de marché passer de 11,27 % à 9,35 %. Fin septembre, le trafic de la compagnie nationale avait encore baissé de 1,5 %.

Virginie Mailhngre

PREFECTURE D'ILLE ET VILAINE DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT ET DE LA DECONCENTRATION - 3^{ème} BUREAU

REALISATION DE LA LIGNE DE METRO LEGER VAL DU DISTRICT DE RENNES « J.F. KENNEDY - LA POTERIE »

2^{ème} AVIS

Il est rappelé que se déroulent jusqu'au samedi 23 décembre 1995 à 12 h, les enquêtes suivantes prescrites par arrêté en date du 19 Octobre 1995 :

– dans les communes de RENNES et CHANTEPIE en application des articles R.11.14.1 à R.11.14.15 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, une enquête sur l'utilité publique du projet de réalisation de la ligne de métro léger VAL du district de RENNES « J.F. KENNEDY - LA POTERIE » (maîtrise d'ouvrage : district urbain de l'agglomération rennaise) et des opérations d'accompagnement (maîtrise d'ouvrage : Ville de Rennes).

– dans la commune de CHANTEPIE, en application de l'article L.123.8 du code de l'urbanisme, une enquête sur la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols avec le projet.

La commission d'enquêtes désignée par le président du tribunal administratif est composée de :

Président :

– M. Jean-Michel MOULIN, ingénieur de l'armement en retraite.

Membres titulaires :

– M. Pierre LE TENAFF, ingénieur divisionnaire des travaux publics en retraite,

– M. Raymond JOSSE, professeur agrégé maître de conférence honoraire à la Sorbonne,

– M. Albert HUQUEN, ingénieur en chef du génie rural et des eaux et forêts en retraite,

– M. Jean-Baptiste RENAUD, inspecteur des domaines en retraite.

En cas d'empêchement de M. Jean-Michel MOULIN, la présidence de la commission sera assurée par l'un des membres titulaires de la commission pris dans l'ordre de présentation ci-dessus.

En cas d'empêchement de l'un des membres titulaires celui-ci sera remplacé par l'un des membres suppléants pris dans l'ordre de présentation ci-dessus.

Membres suppléants :

– M. André LE FLAHEC, officier supérieur de gendarmerie en retraite,

– M. Yves JEGO, ingénieur des travaux publics de l'Etat en retraite.

Le siège des enquêtes est fixé à la mairie de RENNES.

Les pièces du dossier principal de l'enquête portant sur l'utilité publique du projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillet non mobiles paraphés par un membre de la commission d'enquêtes seront déposés à la mairie de RENNES - Hôtel de Ville, Place de la Mairie (petit salon) du lundi 13 novembre au samedi 23 décembre 1995 jusqu'à 12 h, afin que chacun puisse en prendre connaissance du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30, le samedi de 9 h 30 à 12 h.

Des dossiers et des registres subsidiaires pourront également être consultés :

– au local municipal 40 dalle Kennedy (quartier de Villejean) du lundi au vendredi de 9 h à 17 h 30, le samedi de 9 h 30 à 12 h,

– au centre culturel Le Triangle, salle Le Petit Théâtre, boulevard de Yougoslavie (quartier du Blosson) du lundi au vendredi de 9 h à 17 h 30, le samedi de 9 h 30 à 12 h,

– au district urbain de l'agglomération rennaise, direction des transports et des infrastructures, 16 rue du puits Manger (2^{ème} étage) du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30, le samedi de 9 h 30 à 12 h,

– à la mairie de CHANTEPIE du lundi au vendredi de 8 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 00, le samedi de 8 h 45 à 12 h.

Les observations sur l'utilité publique de l'opération peuvent être consignées par les intéressés directement sur les registres d'enquête.

Elles peuvent également être adressées par correspondance au président de la commission d'enquête, à la mairie de RENNES, Hôtel de Ville.

Elles sont tenues à la disposition du public.

Un dossier de mise en compatibilité du plan d'occupation des sols ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie de CHANTEPIE pendant le délai fixé ci-dessus et aux jours et heures indiqués afin que chacun puisse en prendre connaissance et, consigner éventuellement sur le registre ses observations ou les adresser, par correspondance, au président de la commission d'enquête à la mairie de RENNES.

Les observations seront également reçues par un ou plusieurs membres de la commission d'enquêtes :

– le lundi 13 novembre de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h à l'Hôtel de Ville de Rennes, 40 dalle Kennedy (Villejean), centre culturel Le Triangle,

– le mardi 21 novembre de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, Hôtel de Ville de Rennes, 40 dalle Kennedy (Villejean), centre culturel Le Triangle,

– le mercredi 22 novembre de 9 h à 12 h au district 16 rue du Puits Manger et de 14 h à 17 h à la mairie de CHANTEPIE,

– le mercredi 29 novembre de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, Hôtel de Ville de Rennes, 40 dalle Kennedy (Villejean), centre culturel Le Triangle,

– le jeudi 7 décembre de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, Hôtel de Ville de Rennes, 40 dalle Kennedy (Villejean), centre culturel Le Triangle,

– le vendredi 15 décembre de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, Hôtel de Ville de Rennes, 40 dalle Kennedy (Villejean), centre culturel Le Triangle,

– le vendredi 22 décembre de 9 h à 12 h à la mairie de CHANTEPIE et de 14 h à 17 h au district 16 rue du Puits Manger,

– le samedi 23 décembre de 9 h à 12 h, Hôtel de Ville de Rennes, 40 dalle Kennedy (Villejean), centre culturel Le Triangle.

Une copie du rapport et des conclusions sera déposée dans les mairies du district urbain de l'agglomération rennaise, au siège du district 16 boulevard Laënnec à RENNES et à la préfecture d'Ille et Vilaine pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Par ailleurs, les personnes intéressées peuvent obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au préfet d'Ille et Vilaine dans les conditions prévues au titre 1^{er} de la loi du 17 juillet 1978.

Le Préfet,
J.C. LE TAILLANDIER de GABORY

سك ان الصل

Le difficile retour de McDonald's en Afrique du Sud

Un tribunal de Pretoria a autorisé un homme d'affaires à utiliser la célèbre marque pour créer un fast-food concurrent. Les Etats-Unis y voient une menace protectionniste

La célèbre entreprise américaine McDonald's a ouvert samedi 11 novembre son premier restaurant en Afrique du Sud. Deux jours avant, un homme d'affaires sud-africain avait, avec l'appui de la justice, ouvert un autre fast-food por-

tant la même enseigne. Les Etats-Unis estiment que cette décision illustre le protectionnisme de Pretoria et menacent de retarder la signature d'un accord commercial préférentiel avec l'Afrique du Sud. Ce différend intervient alors

que les autorités de ce pays souhaitent ouvrir leur économie aux investissements étrangers. Pretoria essaie de trouver un règlement à cette affaire et de montrer que le protectionnisme dont on l'accuse appartient à un passé révolu.

JOHANNESBURG

McDonald's, leader mondial du fast-food, a ouvert, samedi 11 novembre, son premier restaurant en Afrique du Sud. Plusieurs centaines de personnes ont pris d'assaut le restaurant, situé à Blackheath, quartier résidentiel de Johannesburg. Deux jours plus tôt, un autre fast-food, portant lui aussi l'enseigne McDonald's, avait ouvert ses portes, à quelques kilomètres de là, en plein centre-ville. Son propriétaire, homme d'affaires sud-africain, avait ainsi tenu à devancer son concurrent américain à Johannesburg, après avoir lancé, il y a plusieurs années déjà, un restaurant identique à Durban.

Une bataille juridique a été engagée entre l'entreprise américaine et son rival. Au début du mois d'octobre, un tribunal de Pretoria a donné raison à l'homme d'affaires sud-africain, estimant qu'il pouvait utiliser la marque McDonald's. Inscrite au registre du commerce par la compagnie américaine, cette marque n'a jamais été utilisée par elle en

Afrique du Sud pour cause de boycottage pratiqué par les Etats-Unis au temps de l'apartheid. Par conséquent, la multinationale en a perdu l'usage, a estimé le juge. McDonald's a fait appel de ce jugement, suspendu en attendant que la Cour suprême statue sur l'affaire.

PREMIER PARTENAIRE COMMERCIAL

La décision de la justice sud-africaine a provoqué mécontentement et inquiétude de la part des autorités américaines. Ces dernières y voient un précédent dangereux et une menace sérieuse pour leurs investissements en Afrique du Sud. Ces investissements, comme ceux de tous les grands pays industriels, sont en pleine expansion depuis la fin de l'apartheid.

Le nombre d'entreprises américaines présentes dans ce pays est passé de moins de 200 en 1992 à plus de 500 en 1995. Les Etats-Unis sont le premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud devant l'Allemagne et le Royaume-Uni. Des représentants

du ministère du commerce américain ont souligné que leur gouvernement était « très préoccupé » par l'affaire McDonald's, qui s'ajoute aux difficultés similaires déjà rencontrées par d'autres firmes américaines en Afrique du Sud. Ils ont laissé entendre que le problème pourrait retarder la conclusion d'un accord commercial préférentiel entre les deux pays.

Les autorités sud-africaines prennent la menace au sérieux. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a déclaré qu'en raison « des implications de cette affaire dans les relations commerciales entre l'Afrique du Sud et les Etats-Unis », il avait l'intention de se rapprocher du ministère de la justice pour que l'appel de McDonald's soit examiné dans les plus brefs délais.

RASSURER LES INVESTISSEURS

Le gouvernement sud-africain tient à rassurer les investisseurs étrangers. Toute la politique économique actuelle du pays vise en effet à s'ouvrir sur l'extérieur et à attirer ces investisseurs qui ont

injecté plus de 26 milliards de francs dans l'économie locale entre juin 1994 et juin 1995.

L'Afrique du Sud a commencé à démanteler les mécanismes de protection de son marché. Une première étape décisive vers l'abolition du contrôle des changes a été franchie avec la suppression du rand financier en mars. Le gouvernement s'est également engagé dans le cadre de son adhésion au GATT, à baisser les droits de douane et à supprimer les aides à l'exportation.

Les autorités sud-africaines ont donc à cœur de montrer que l'affaire McDonald's représente un vestige d'une politique de protectionnisme bien révolue. Le dernier rebondissement juridique de l'affaire semble aller dans ce sens. Un tribunal de Durban, saisi par McDonald's la veille de l'ouverture de son restaurant, a provisoirement interdit à son concurrent d'utiliser les attributs de la marque. Le jugement définitif est prévu pour le 30 novembre.

Frédéric Chambon

Les autorités suisses s'inquiètent des placements russes

La mafia de l'Est blanchirait son argent sale à Genève

GENÈVE

de notre correspondant

Ao moment où une banque russe vient d'ouvrir ses portes à Genève, les autorités helvétiques s'inquiètent ouvertement du développement des activités de la mafia des pays de l'Est en Suisse. Selon un rapport gouvernemental, publié fin octobre à Berne, les organisations criminelles d'Europe orientale, notamment de l'ex-URSS, font « un usage abusif » de la place financière suisse pour blanchir des fonds d'origine douteuse ou frauduleuse et les investir dans l'économie.

Rédigé par un groupe de travail conjoint des ministères des affaires étrangères et de la justice, ce rapport dresse un tableau de l'ampleur du phénomène et recommande un renforcement des mécanismes de contrôle pour y faire face. Sans doute n'est-il guère possible de déterminer avec précision le montant des sommes déposées en Suisse en provenance des pays de l'Est. Considérant que près de la moitié du PIB de la Russie serait fournie par l'économie parallèle, le rapport estime qu'entre 40 et 50 milliards de dollars (200 milliards de francs) de capitaux suspects auraient fui ces dernières années les pays de l'Est et que ce mouvement se poursuivrait au rythme de 12 milliards de dollars par an.

La part de ce pactole transférée en Suisse « varie entre trois et plusieurs dizaines de milliards de francs », mais ce ne sont là que des spéculations, a remarqué le chef de la police fédérale, Urs von Däniken, qui présidait le groupe de travail. Les statistiques de la Banque nationale suisse ne donnent pas d'informations plus claires à ce sujet, reconnaissent les auteurs du rapport. D'après les chiffres disponibles, il en ressort toutefois que les transferts de fonds de l'ex-bloc soviétique ont fortement augmenté ces dernières années. Ainsi, les investissements de l'Est auprès des banques helvétiques sont passés de 200 millions à environ 1,1 milliard de francs suisses entre 1992 et 1994.

Pendant la même période, le volume des engagements fiduciaires a progressé de 400 millions à plus de 1,2 milliard de francs. Ces mêmes statistiques indiquent que la part des avoirs déposés par des agents économiques de l'Est auprès des banques suisses les plus importantes représentait fin 1994 1 % des avoirs étrangers en Suisse. Les chiffres de la Banque nationale suisse ne prennent cependant pas en compte les fonds placés en Suisse qui ne passent pas par les banques.

La hausse rapide des transactions financières avec l'Est s'explique notamment par le développement des relations économiques, mais les experts s'en sont pas moins persuadés qu'une partie des capitaux transférés à l'Ouest le sont pour être blanchis. En tout cas, les auteurs du rapport affirment avoir accumulé des indices prouvant que les organisations criminelles des pays de l'Est sont présentes en Suisse dans les milieux liés à la prostitution, à l'extorsion de fonds et aux escroqueries, a précisé à la presse Urs von Däniken. Les experts ont également constaté une forte augmentation des visites d'hommes d'affaires suspects des pays de l'Est, et des contacts avec des entrepreneurs suisses tout aussi suspects.

Les banques jouent probablement un rôle central dans le blanchiment d'argent et pour la réception de capitaux en fuite, mais le groupe de travail ne dispose d'aucun indice montrant que des établissements suisses auraient accepté en connaissance de cause des fonds d'origine criminelle en provenance de l'Est. Les opérations de blanchiment se réaliseraient surtout dans le secteur para-bancaire, dont les structures sont largement incontrôlées. Des sociétés fiduciaires ou certains avocats peu scrupuleux serviraient d'intermédiaire pour le recyclage de fonds suspects. Une partie de cet argent

serait investie dans les petites et moyennes entreprises, en particulier dans les secteurs de l'import-export et du tourisme.

Au terme de leur enquête, dont seule une version abrégée a été présentée, les experts arrivent à la conclusion qu'il « est relativement aisé pour les personnes des pays de l'Est de transférer en Suisse des capitaux importants provenant de sources peu claires ». Conscient de ces nouvelles réalités, le gouvernement a constitué un office fédéral de lutte contre le crime organisé, devenu opérationnel depuis le 1^{er} octobre. Mais à peine vingt et une personnes sont affectées à cet office, en attendant une extension des compétences d'enquête de la police fédérale. Coïncidence ou non, le jour même de la publication de ce rapport, un juge d'instruction du canton de Schwytz a démissionné, reprochant aux autorités de « ne pas mettre suffisamment des moyens en œuvre pour lutter contre la criminalité économique ».

La divulgation de ces informations n'a pas empêché l'ouverture quelques jours plus tôt à Genève de la première filiale d'une banque russe en Suisse, la United Export Import Bank (Unexim) de Moscou. L'emplacement avec lequel la très sourcilieuse commission fédérale des banques a donné son feu vert à l'installation de cet établissement entièrement aux mains des Russes n'est sans doute pas étranger à la récente inauguration à Moscou d'une succursale du Crédit suisse.

Une partie des fonds suspects serait investie dans les petites et moyennes entreprises, en particulier dans les secteurs de l'import-export et du tourisme

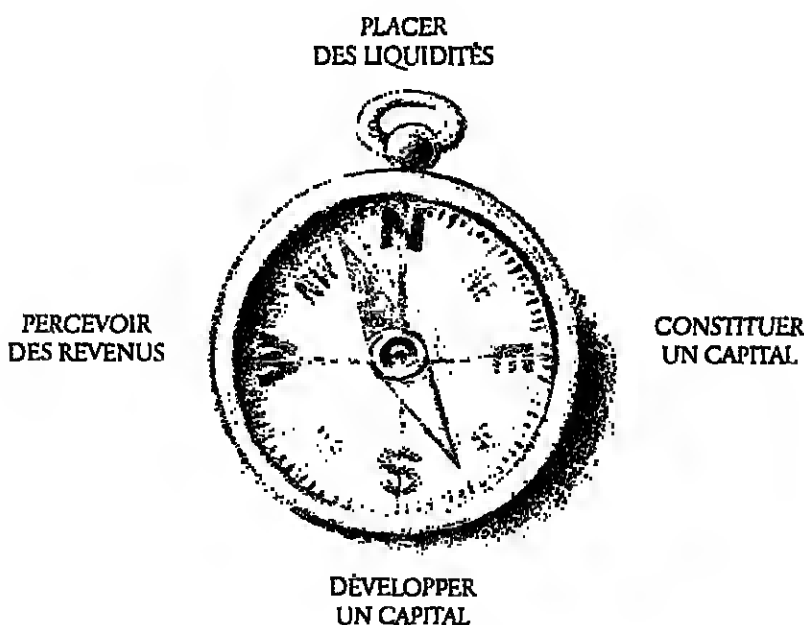
Fondée il y a deux ans et demi à peine, l'Unexim est devenue aujourd'hui l'une des principales banques privées russes, avec un bilan dépassant les 2,5 milliards de dollars et un millier d'employés. Parmi ses actionnaires et clients, elle compte les plus grandes entreprises de Russie et plusieurs institutions officielles, ce qui lui vaut parfois le surnom de « banque d'Eltsine ». En tout cas, elle peut se prévaloir d'étroites relations avec le gouvernement, comme en a témoigné par exemple le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, qui a tenu à féliciter la filiale genevoise « de ce nouveau pas dans la conquête de l'espace financier ».

Ne dissimulant pas leurs ambitions, les jeunes dirigeants de l'Unexim veulent faire de leur nouvelle agence « non pas une banque russe en Suisse, mais une banque suisse avec des capitaux russes ». Ainsi, la direction de la filiale à Genève a été confiée à un ancien cadre du Crédit suisse et aucun de ses quatorze employés n'est russe. Le conseil d'administration comprend le PDG d'Unexim, âgé de trente ans, et son président moscovite de trente-quatre ans, mais tous les autres membres sont des personnalités helvétiques. A commander par Pierre Languein, ancien directeur de la Banque nationale suisse et administrateur de Paribas, appelé à la présidence du conseil d'administration du siège genevois de la banque russe, doté d'un capital de 50 millions de francs suisses. Pareille caution ne sera sans doute pas de trop à l'Unexim dont le président s'est vigoureusement défendu de tout lien entre sa banque et le crime organisé.

Jean-Claude Bührer

INVESTIR EN SICAV ET FCP DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

**DÉFINISSEZ VOS OBJECTIFS.
NOUS VOUS DONNERONS
LES MOYENS DE LES ATTEINDRE.**



Peut-être pensez-vous encore que le monde des placements est réservé aux seuls initiés. En fait, tout est beaucoup plus simple que vous ne l'imaginez. Simple comme se rendre dans une agence Société Générale et faire appel à l'un de nos conseillers. Celui-ci a la compétence nécessaire pour vous guider dans vos choix. En fonction du degré de risque que vous êtes prêt à accepter et de la durée de placement que vous envisagez, il vous aidera à préciser vos attentes. Saisir toutes les opportunités des marchés financiers, privilégier la sécurité, profiter du cadre fiscal avantageux du PEA... Quels que soient vos objectifs, vous trouverez le placement qui vous conviendrait dans notre gamme de Sicav et FCP. Une gamme diversifiée et accessible qui vous propose une cinquantaine de formules d'investissement différentes. Renseignez-vous dans nos agences sur les orientations de gestion de ces placements. Vous pourrez, avec un de nos conseillers, constituer le portefeuille le mieux adapté à votre personnalité.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Le Japon cherche
sur la solidité d

Une as
de lutte co
POUR QU

AIDES

CONTACTER

الامال

Le Japon cherche à rassurer les marchés sur la solidité de son système financier

Les grandes banques nipponnes vont dévoiler le montant de leurs créances douteuses

Les vingt et une principales banques commerciales du pays ont annoncé leur intention de rendre public avant fin novembre le montant

des créances rééchelonnées ou dont les intérêts ne sont pas payés depuis six mois. Le ministère des finances, mis en cause dans sa gestion de

l'affaire Daiwa, avait annoncé vendredi 10 novembre un renforcement de la surveillance des établissements de crédit.

UNE OPÉRATION VÉRITÉ, c'est ce qu'ont décidé d'organiser les banques japonaises. L'objectif consiste à rassurer les marchés financiers sur la solidité du système bancaire nippon, ébranlé par la révélation de l'affaire Daiwa. Depuis la découverte de plus de 1,1 milliard de dollars (5,35 milliards de francs) de pertes dissimulées depuis des années par la filiale new-yorkaise de la banque japonaise, le yen est victime d'une certaine défiance et les banques japonaises éprouvent des difficultés pour se refinancer à l'étranger. Elles payent aujourd'hui une surprime sur les marchés internationaux.

Les vingt et une principales banques du pays ont donc annoncé leur intention de rendre public avant la fin du mois le montant des créances rééchelonnées ou dont les intérêts ne sont pas payés depuis six mois. Il s'agit, aux yeux des experts, de la partie immergée de l'iceberg des créances douteuses des banques japonaises. Le vice-gouverneur de la Banque du Japon, Toshihiko Fukui, a salué cette

initiative en indiquant publiquement, lundi 13 novembre, que « le Japon doit faire des efforts pour améliorer la fiabilité de ses institutions financières, pour atténuer les inquiétudes envers le système financier, tant sur les marchés domestiques qu'à l'étranger ».

Le ministère japonais des finances estime que le montant des créances douteuses des institutions financières se situe entre 37 000 et 38 000 milliards de yens (1 800-1 900 milliards de francs) à la fin septembre, a indiqué le quotidien économique *Nihon Keizai* dans son édition dominicale. Ces estimations comprennent l'ensemble des institutions financières japonaises, à l'exception de l'Association de crédit des coopératives agricoles. Le gouverneur de la Banque du Japon, Yasuo Matsushita, a déclaré que l'argent de l'Etat serait nécessaire pour réduire la masse de créances douteuses pesant sur le système financier japonais.

Vendredi 10 novembre, le ministère des finances a annoncé un renforcement de la surveillance

des établissements de crédit, notamment dans leurs opérations à l'étranger. Le ministère, mis en cause dans sa gestion de l'affaire Daiwa, a décidé de créer une commission qui rendra ses conclusions avant la fin de l'année. « Je ne pense pas que cette étude pourra à elle seule, apaiser les inquiétudes de l'étranger, mais il s'agit d'un des efforts réalisés pour les apaiser », a déclaré le ministre des finances, Masayoshi Takemura.

LE GOÛT DU SECRET

M. Takemura a également regretté que les autorités américaines n'aient pas été plus rapidement informées des pertes de Daiwa aux Etats-Unis. La Réserve fédérale américaine a été informée en septembre des problèmes de la banque Daiwa alors que le ministère japonais le savait depuis août. La justice américaine a demandé à la banque de cesser toutes ses activités aux Etats-Unis et, si les vingt-quatre charges qui pèsent contre elle sont avérées, elle est menacée d'une amende de 1,3 milliard de dollars (Le Monde du 4 novembre).

Le ministère des finances joue un rôle considérable au Japon. Parmi les trois vice-ministres des finances, celui chargé des affaires intérieures est considéré comme l'homme le plus puissant du pays après le premier ministre, et avant même son propre ministre, dont le rôle est celui d'un exécutant de décisions préparées par ses fonctionnaires. Le goût du secret du ministère des finances et ses liens avec le secteur privé sont l'objet de critiques sévères, notamment de la presse japonaise. Celle-ci souligne que seulement quatre cents inspecteurs sont chargés de surveiller 1 300 établissements de crédit, contre plus de sept mille aux Etats-Unis pour 10 000 banques et assimilées. Selon le quotidien *Asahi Shimbun*, le ministère est coupable de complicité active dans le scandale Daiwa. Le *Nihon Keizai* juge, lui, que l'objectif des fonctionnaires a longtemps été de soustraire le secteur financier nippon aux lois de l'économie de marché.

Eric Leser

(avec l'agence Bloomberg)

Mercedes-Benz dément un projet d'accord avec Chrysler

LE CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE allemand a démenti, en le qualifiant de « pure spéculation », le projet de coopération avec Chrysler, le troisième constructeur américain. Selon l'hebdomadaire *Der Spiegel*, Chrysler et Mercedes réfléchiraient à un partenariat industriel qui pourrait aboutir à des productions communes et une prise de participations croisées. Le président de Chrysler, Robert Eaton, et celui de Mercedes, Helmut Werner, auraient conclu que les deux groupes pouvaient s'aidier mutuellement, en particulier pour le nouveau modèle de Mercedes au Brésil et pour fournir à Chrysler des moteurs allemands.

Un mensuel britannique *Car* avait lui aussi fait état dans sa dernière édition d'un projet de rapprochement entre les deux constructeurs. Une équipe de Mercedes aurait passé deux semaines aux Etats-Unis pour étudier avec Chrysler les modalités d'une possible alliance.

DÉPÊCHES

■ **AIRBUS** : la justice suisse a ouvert, à la demande du Canada, une enquête sur le versement présumé de dessous-de-table sur des comptes bancaires helvétiques, lors de la commande de plusieurs Airbus par des compagnies canadiennes. Les autorités européennes soupçonnent le consortium européen Airbus d'avoir versé des pots-de-vin à certains responsables politiques canadiens dans le cadre de la vente d'appareils.

■ **LONHRO** : le groupe minier a conclu un accord, vendredi 10 novembre, avec le sud-africain Gencor, en vue de fusionner leurs activités dans le platine. Lonhro apportera les participations (72,59 %) qu'il détient dans deux filiales spécialisées - Eastern Platinum Limited, et Western Platinum Limited - à Impala Platinum Holdings (Impats), filiale de Gencor. Lonhro et Gencor détiendront 31,78 % chacun de cette société, qui va devenir le premier producteur mondial de platine devant le sud-africain Rustenburg Platinum Holdings, avec une production de 1,54 million d'onces de platine raffiné. - (Bloomberg)

■ **AGF** : les Assurances générales de France ont signé un accord avec la société chilienne Security Holdings en vue de lui céder ses participations majoritaires dans trois sociétés chiliennes, indiquent les AGF lundi 13 novembre dans un communiqué. Cette cession s'inscrit dans la politique de rationalisation du réseau des AGF à l'international et permet un réajustement des activités du groupe en Amérique du Sud.

■ **MITSUBI** : le groupe japonais de négoce international va se retirer d'un projet de 420 millions de dollars (2,1 milliards de francs) au Vietnam, où il était associé avec British Gas pour la construction d'un centre de traitement de gaz naturel. « Du point de vue de notre compagnie, il n'y avait plus d'avantages à investir dans ce projet », a indiqué le 13 novembre le porte-parole de Mitsui. Le projet abandonné comprenait la construction d'une plateforme offshore de compression de gaz naturel, un gazoduc pour acheminer le gaz à terre et une usine terrestre de liquéfaction dans le sud du pays.

■ **FUJITSU** : le groupe informatique japonais va commencer à vendre des micro-ordinateurs personnels (PC) aux Etats-Unis au début de l'année 1996. Selon le journal économique *Nihon Keizai Shimbun*, Fujitsu Personal Systems Inc., une unité du premier constructeur informatique nippon basé en Californie, a déjà mis au point un micro-ordinateur portable pour la clientèle américaine et devrait prochainement choisir le site où sera produit ce micro-ordinateur.

■ **CROWN CORK-CARNAUDMETALBOX** : la commission européenne devrait rendre sa décision, vraisemblablement positive, sur le rapprochement des deux groupes d'emballage, mardi 14 novembre. Une enquête a été lancée à la suite de l'annonce de la fusion entre Crown Cork et CarnaudMetalbox : Bruxelles s'inquiétant de la forte position dominante des deux groupes, qui auraient détenu ensemble 64 % du marché européen des aérosols. Pour obtenir l'agrément européen, Crown Cork s'est engagé à vendre cinq sites de production, dont celui de CarnaudMetalbox à Laon (Aisne).

■ **BOEING** : en raison d'une grève entamée il y a plus d'un mois, le nombre de Boeing 777 fabriqués cette année à Seattle « pourrait être inférieur » aux dix-neuf prévus initialement, a reconnu un dirigeant de Boeing. L'ensemble de la gamme d'avions pourrait être affecté par ce retard, a-t-il ajouté. Boeing a déjà inscrit 177 de ces nouveaux biréacteurs dans ses carnets de commandes.

■ **SNCF** : l'entreprise publique a signé un accord avec Amadeus, le plus grand système de réservation électronique du monde qui relie 153 000 terminaux installés dans les agences de voyage et les bureaux de vente des compagnies aériennes. Dès 1996, les agences de voyage abonnées à Amadeus pourront faire des réservations ferroviaires dans le système Socrate de la SNCF à partir de leurs terminaux Amadeus. Les services Eurostar seront également concernés.

■ Malgré un préavis de grève déposé par la CGT et la FGAAC (Autonomes) pour la période du 13 novembre 20 heures au 15 novembre 24 heures, la direction de la SNCF ne prévoit pas de perturbation de trafic.

Une association de lutte contre le sida, POUR QUOI FAIRE ?

AIDES est une association de lutte contre le sida reconnue d'utilité publique. AIDES est un réseau national présent dans 100 villes, animé par 3 600 volontaires. Les volontaires ont pour mission de soutenir les personnes touchées par le sida et leurs proches, en répondant à leurs besoins médicaux, psychologiques, juridiques, sociaux et matériels.

En 1994, les volontaires ont assuré 55 000 entretiens d'accueil.

10 000 personnes ont bénéficié de conseils juridiques, thérapeutiques et sociaux.

400 000 personnes ont été sensibilisées par des actions de prévention terrain.

AIDES a diffusé plus de 5 millions de documents d'information juridique, sociale, thérapeutique et de prévention.

AIDES Formation a formé 5 000 professionnels dans les secteurs de la santé, du travail social, de la justice, de l'enseignement.

2 000 personnes malades sont individuellement soutenues par les volontaires à l'hôpital ou à leur domicile.

Chaque semaine, plus de 800 volontaires organisent des permanences dans 40 hôpitaux en France.

Par l'intermédiaire de AIDES, 600 personnes bénéficient chaque mois d'une aide ménagère ou d'un garde-malade à domicile.

Plus de 400 volontaires participent 7 jours sur 7 aux permanences téléphoniques de Sida Info Service.

AIDES

Association de lutte contre le sida
Reconnue d'utilité publique

POUR CONTACTER LE COMITÉ LE PLUS PROCHE TAPÉZ 3615 AIDES
(1,29 F la minute)

La science économique est-elle en crise ?



Principes, instruments, pouvoirs
80 pages, 35 F
n° 244-245 (numéro double)
Collection
Problèmes économiques

Les nouvelles théories économiques



sous la direction
de J. Y. Caput
84 pages, 55 F
Collection
Cahiers français

La Documentation française
29, quai Voltaire
75344 Paris cedex 07
téléphone (1) 40 15 70 00
télécopie (1) 40 15 72 36

la documentation française

■ LA BANQUE de France a procédé, lundi matin, à une nouvelle baisse du taux de l'argent au jour le jour. Celui-ci a été ramené à 5,75 %, contre 5,81 % vendredi.

NEW YORK
↓
DORIS JONES

LONDRES
↓
P. H. C.

MILAN
→
MRS. A.

FRANCOFORT
↓
CARL W.

12/01/19

The graph displays the Dow Jones Industrial Average over a period from August 16 to September 10, 1998. The vertical axis represents the index value, ranging from 245.62 to 256. The horizontal axis marks specific dates: 16 août, 27 sep., and 10 sept. 98. The line starts at approximately 247.70 on August 16, rises to a peak of about 255.93 on August 27, and then drops sharply to around 246.50 by September 10.

Date	Dow Jones Index (approx.)
16 août	247.70
27 sep.	255.93
10 sept. 98	246.50

Indice Médical sur 1 mois

The graph illustrates the dramatic fall of the Dow Jones Industrial Average during the early 1930s. The y-axis represents the index value, ranging from 103.73 to 381.17. The x-axis shows the timeline from 1929 to 1933. The index starts at 381.17 in 1929, peaks at 381.17, and then drops sharply to 103.73 by 1933.

Year	Dow Jones Industrial Average
1929	381.17
1930	234.46
1931	157.96
1932	125.97
1933	103.73

New York. Dow Jones sur 3 mois

4800
4600
4400
4200
4000

16 août 23 sept 30 oct

Londres. FT100 sur 3 mois

US/F ↓ 4,8755	US/DM ↗ 1,4150	US/Y ↓ 100,8400	DM/F ↗ 3,4542	E/F ↓ 7,6848
---------------------	----------------------	-----------------------	---------------------	--------------------

tains analystes tiennent à minimiser son impact éventuel, compte tenu de l'origine politique de l'impression budgétaire américaine et de la solidité financière des Etats-Unis. Pénalisé par le repli du billet vert, le franc s'inscrivait en recul, lundi matin, à 3,4550 francs pour un deutschemark. La devise française était également affectée par l'ouverture du débat parlementaire sur l'avenir de la protection sociale.

tains analystes tiennent à minimiser son impact éventuel, compte tenu de l'origine politique de l'impression budgétaire américaine et de la solidité financière des Etats-Unis. Pénalisé par le repli du billet vert, le franc s'inscrivait en recul, lundi matin, à 3,4550 francs pour un deutschemark. La devise française était également affectée par l'ouverture du débat parlementaire sur l'avenir de la protection sociale.

PARITES DU DOLLAR	13/11	10/11	Var. %
-------------------	-------	-------	--------

FRANCFORT : USD/DM	1,4150	+0,0115	+0,25
TOKYO : USD/YEN	100,8400	(100,8800)	-0,04

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Devise	compant: demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar États-Unis	4,8730	4,8710	4,8932	4,8922
Yen (100)	4,4849	4,4821	4,7832	4,7729
Deutschmark	3,4505	3,4503	3,4400	3,4400
Franc suisse	4,3262	4,3262	4,3262	4,3262
Lire ital. (1000)	3,0580	3,0580	3,0739	3,0705
Unit sterling	2,8896	2,8816	2,7788	2,7225
Coréa (100)	4,0015	3,9900	3,9961	3,9908
Franc Belge	16,798	16,792	16,740	16,638

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

Device	1980	1981	1982
Eurofranc	5.90	5.90	5.81
Eurodollar	5.75	5.85	5.68

Eurolivre	6,75	100 36,62	6,62
Eurodeutsche mark	3,96	100 3,96	3,90

TIÈRES PREMIÈRES

METALLS (New-York)	Monnaie
--------------------	---------

314,97	Paradium	155,25	155,25
—	GRAINES, DENREES (Chicago)	5/boisseau	

dollars/tonne			
3016	Me (Chicago)	3,92	3,86
3016	Mine (Chicago)	3,33	3,55
2815	Grain (Chicago)	6,76	6,76
1647,50	Tour. soya (Chicago)	208	208
1661	GRAINES, DENRÉES (Londres)	—	5/tonne
685,50	P. de terre (Londres)	100	125
687	Ophe (Londres)	107,60	115
6390	SOFTS	—	5/tonne
6425	Cacao (New-York)	1329	1346,5
1034,50	Café (Londres)	2545	2545
1056,50	Sucre blanc (Paris)	—	—
1065,50	OLÉAGINEUX, AGRIQUES	—	cents/tonne
1067	Coton (New-York)	0,79	0,83

Plomb compliant	688,50	688,50	Orge (Londres)	107,60	107,60
Plomb à 3 mots	687	687	SOFTS		5/homme

Etain comptant	6390	6380	Cacao (New-York)	1325	1366
Etain à 3 mois	6425	6410	Café (Londres)	2545	2565
Zinc comptant	1034,50	1029,50	Sucre blanc (Paris)	—	—
Zinc à 3 mois	1056,50	1052	OLEAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne
Nickel comptant	6410	6390	Coton (New-York)	0,73	0,85
Nickel à 3 mois	6420	6400	Latex (Singapore) (Malaya-Méso)	1,00	0,85

INLET # 3 W/03	0303	0303/03	0303 0303 (0303-0303)	1/01	1/01
----------------	------	---------	-----------------------	------	------

INVEST & S. INDS	GOV'S	SECTORS	IND. & OUTRNGS (NEW YORK)	1971	1972

صلى الله عليه وسلم

PARIS

-0.789

% variatic

LCB 30	475	475	—	19,04
LCI 31	61,50	60	-2,43	-4,60
L.T.T.	590	—	—	25,79
Lo Valdéo	296,70	268,10	-0,52	-4,92
Marsollier	49	49,25	+0,26	21,26
Mc Donald's	205	205,70	+0,34	31,04
Merck and Co	285	282,70	-0,80	-3,00
Monsieur M	354	—	—	5,57
Mitsubishi Corp	29	19,41	—	10,26
Mobil Corporate	505	505	—	1,30
Morgan J.P.	361,50	—	—	6,50
Nordair	5100	5040	-0,78	-0,19
Norsk MeatPacker	68,70	—	—	2,97
Norsk Hydro	1961,10	186	+0,96	5,71
Novartis	1071	830	-0,61	-5,12
Philip Morris	428	423,40	-1,07	-3,46
Philips N.V.	118,20	157,10	+3,25	+8,71
Placer Dome Inc.	21,60	119,40	+1,00	12,13
Procter Chemical	600,40	407,58	-0,52	-19,97
Quintrex	230	—	—	-2,12
Randellstein	33,05	34	+2,67	+4,45
Rhone Poulenc P.	224,30	228	+0,57	+16,63
Royal Dutch	599	602	+0,30	0,79
R.T.Z.	69,60	69,65	+0,01	+3,69
Saga Enterprises	262	256	-2,29	-7,41
Schlumberger	36,75	38,75	+0,75	29,66
Schlumberger	299	295,50	-1,17	-10,22
SGS Thomson Micro	210	214,80	+2,28	80,59
Shs Transport	36,10	36,05	-0,08	-2,69
Siemens	254,40	253	-0,31	-14,05
Sony Corp.	254	257,10	+1,32	71,74
Somercost Bank	85,20	—	—	-14,28
St. Laurent	154	154,38	+0,27	23,66
Telefonica	63,10	62,10	-1,58	-1,66
Tohichi	36,50	36,30	-0,54	-4,47
Unilever	627	631	+0,63	0,15
United Parcel	642	627,60	-0,79	-10,45
Vadeco	528	538	+0,94	-30,12
Volkswagen A.G.	1605	—	—	12,94
WoolAcLd B	164	—	—	9,84
Yamaichi	160	167,50	+2,15	1,98
Yamamotochi	109,50	109,20	-0,16	-22,57
Zanaboni Copper	1,95	1,90	-0,58	-52,97

ABBREVIATIONS

B = Bourdeaux; N = Nantes; Ly = Lyon; M = Marseille;

Ny = Nancy; U = Lille.

SYMBOLS

— ou 2 = catégories de cotation ; + ou - sans indication capitale =
 coupon détachable ; * droit de créance.

DERNIÈRE COLONNE (1)

— Liens du dernier vendredi 1912

Mardi daté mercredi : montant du coupon

Mardi daté jeudi : paiement dernier coupon

Mardi daté vendredi : compensation

Vendredi daté samedi : nominal

15 OAT 9.90
OAT 88-5

15 OAT 9.90
OAT 88-5

DATE TIME

99 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000	ACTIONS ETRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
	99 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000	Bayer/Verelux Bank Commerzbank AG Fiat Ind Fiat Ind Fiat Ind Gold Fields South Kabota Corp Mitsubishi Indus. Mitsubishi Indus. Oxymetec of Finl. Rohmco. Rohmco. N.Y. Rohmco. Solvay SA Wagons Lit Wagons Lit	128,50 116 116 260,30 123,50 26,80 45,50 169 340 132,10 355,50 2430 1640
99 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708			

**S Change to
Christ Day**

**S Change to
Christ Day**

COPIES

HORS-COTE		
Une sélection 13 Cours relevés à 10h15		
LUNOI 13 NOVEMBRE		
VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Ses Secteurs du Monde	161	161
Nobel	130	130
Admum	919	919
Général Occidentale	41,60	41,60

Credit Muta
Credit Muta

Credit Muta
Credit Muta

Créd. Mvt. E
Sol. d. Mvt. E

479,88	Uni-Foncier	1173,30	1149,68
118,75	Unifrance	587,44	573,11
105,27	Uni-Garamelle C	181,01	153,50
41,02	Uni-Garamelle D	134,11	135,49
214,67	Uni Régions	1386,19	1365,40
459,98	Uniparc	291,43	292,49
229,71	Univex Actions	1614,75	1575,37
178,27	Univers Océaniques	2109,12	2063,91
110,95	Valéry	2435,99	2425,25
350,53	Valeo	3722,37	3576,53
250,03	Winterthur St-Henri	252,56	241,49
220,67			
733,17			
100,17			
169,85			
91,93			
281,16			
1028,47			
392,52			
877,46			
344,25			
512,30			
1021,19			
110,89			
133,81			
849,49			
144,55			
530,25			
85,33			
829,42			
29,39			
102,34			
277,36			
775,53			
115,51			

Une sélection Cours re

En la semana del 16 de Mayo A 161

Mumm..... ♦ 919

[illegible]

36 15 LEMONDE

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 2

AUJOURD'HUI

SPORTS

TEST-MATCH Le XV de France a battu celui de Nouvelle-Zélande (22-15), samedi 11 novembre à Toulouse, lors du premier test-match de la tournée française des All Blacks. Les

Français deviennent ainsi les premiers rugbymen de l'Histoire à avoir dominé trois fois d'affilée les joueurs en noir, après les deux victoires acquises en 1994 en Nouvelle-

Zélande par l'équipe de Pierre Berbizier. ● **FIDÈLES** aux consignes tactiques du nouvel entraîneur, Jean-Claude Skrela, les Français ont su, malgré le vent, imposer leur

pression défensive à leurs adversaires. Ils ont inscrit trois essais alors que les All Blacks ont marqué tous leurs points au pied. ● **LES SÉLECTIONNEURS** ont intégralement re-

conduit, dimanche 12 novembre, la composition de l'équipe de Toulouse pour le deuxième test-match, qui aura lieu samedi 18 novembre au Parc des Princes.

Les rugbymen français tourmentent les All Blacks

Les sélectionneurs de la FFR ont conservé la même formation pour affronter, samedi 18 novembre au Parc des Princes, les Néo-Zélandais, qui auront à cœur d'effacer leur défaite (22-15) du 11 novembre à Toulouse. Pour s'imposer, les tricolores devront s'impliquer encore plus dans le jeu

TOULOUSE
de notre envoyé spécial
Un tour d'honneur les soude en un cortège de joie, en représentants patentes des valeurs de leur sport. Leur égoïsme est sacré, puis- qu'il leur a permis d'accaparer tous les ballons que revendiquaient leurs adversaires. Leur corporatisme est salutaire, puisqu'il les a unis sous le même maillot, dans la même rage de plaquer, d'avancer et d'applaudir. Leur rébellion est justifiée, puisqu'à force d'impertinence et de solidarité elle a fait reboucler les maîtres du camp d'en face. Leur pouvoir est absolu puisqu'ils ont fait passer le XV de France de la date et des arguments à la date et des arguments, parfaitement légitime sur le fond, qu'ils envoient aux pontes de la fédération. Leur fronde d'aristocrates du jeu menaçait de les couper du petit peuple du rugby. Samedi 11 novembre, l'hommage que leur rend la foule du Stadium de Toulouse vaut tous les plébiscites. Le 22-15 accroché au tableau d'affichage vaut tous les scores de manœuvres aux élections fédérales. Les joueurs de l'équipe de France viennent de manœuvrer en stratégies des rapports de force à quinze contre quinze, en fin politiques du terrain.

Jeu 9 novembre, les camarades de Philippe Saint-André avaient fait naître quelques doutes sur leur sens tactique de syndicalistes de l'ovale. Le choix de la date et des arguments avait brouillé le message, parfaitement légitime sur le fond, qu'ils envoient aux pontes de la fédération. Leur fronde d'aristocrates du jeu menaçait de les couper du petit peuple du rugby. Samedi 11 novembre, l'hommage que leur rend la foule du Stadium de Toulouse vaut tous les plébiscites. Le 22-15 accroché au tableau d'affichage vaut tous les scores de manœuvres aux élections fédérales. Les joueurs de l'équipe de France viennent de manœuvrer en stratégies des rapports de force à quinze contre quinze, en fin politiques du terrain.

Jeu 9 novembre, les camarades de Philippe Saint-André avaient fait naître quelques doutes sur leur sens tactique de syndicalistes de l'ovale. Le choix de la date et des arguments avait brouillé le message, parfaitement légitime sur le fond, qu'ils envoient aux pontes de la fédération. Leur fronde d'aristocrates du jeu menaçait de les couper du petit peuple du rugby. Samedi 11 novembre, l'hommage que leur rend la foule du Stadium de Toulouse vaut tous les plébiscites. Le 22-15 accroché au tableau d'affichage vaut tous les scores de manœuvres aux élections fédérales. Les joueurs de l'équipe de France viennent de manœuvrer en stratégies des rapports de force à quinze contre quinze, en fin politiques du terrain.

PLACAGES SANS APPEL
Pragmatiques, ils ont compris qu'ils pourraient retourner des circonstances à priori défavorables à leur avantage. Le pesant contexte fédéral n'a pas alourdi leurs fouilles. Il l'ont utilisé pour plomber leur détermination. Le vent d'autan qui secouait les poteaux n'a pas dispersé leurs efforts. Ils ont su s'allier les bourrasques pour s'y adosser en première mi-temps dans le camp néo-zélandais. Et pour perturber, dans la seconde période, l'un des points forts des All Blacks, l'alignement en touche, en s'appropriant ainsi des ballons qu'ils gardaient astucieusement à l'abri du petit périmètre.

Opportunistes, ils ont dérobé sans vergogne les grands principes du programme qui maintient les hommes en noir au pouvoir depuis

des années. Ils ont notamment repris à leur profit cette pression inlassable, cet art de faire suffoquer l'adversaire sous l'étreinte d'une organisation défensive irréprochable, sous le nombre des plaquages sans appel. Ils ont usé de cette capacité d'exploiter les moindres fautes pour les transformer en coups fataux.

Avec ce cynisme que procure la force, ils ont su marquer aux frontières des règles. Sur le premier essai, un pied français a volé dans le regroupement des All Blacks le ballon que Jean-Luc Sadourny a superbement émané dans l'en-but. Sur le deuxième, Richard Dourthe, teigne survoltée, reconnaît lui-même avoir joué « d cache-cache » avec l'arbitre, et s'être « planqué derrière lui afin qu'il ne s'aperçoive pas de [son] départ en position de hors-jeu » pour aller contre le dégageant de Simon Culhane. Sur le troisième, le pied de Philippe Saint-André a sans doute tuteuré la touche avant de propulser le capitaine de l'équipe de France dans l'en-but. L'arbitre australien, excellent par ailleurs, n'a pas décelé ces fautes. Comme si la morale de ce match, quels que soient ses moyens, ne pouvait aboutir à un autre dénouement que la victoire bleue. Comme si le cours de la partie ne pouvait être dévié par des dé-

tails. A Toulouse, les Français ressemblaient d'ailleurs à d'autres rugbymen, qui avaient également su s'aider des circonstances, historiques celles-là, pour battre les All Blacks. En finale de la Coupe du monde, à Johannesburg, les Sud-Africains avaient rendu hommage à leur façon à l'hymne de leur nouvelle nation, le chant des mineurs noirs, en descendant dans le puit d'un rugby défensif, sombre et étouffant. Le spectacle était resté coincé au fond de ces galeries. Moins de cinq mois plus tard, le XV de France ne l'en a que partiellement extrait.

CONTRE INSTINCTIF
Le match de samedi a davantage valu par son intensité que par son esthétique. Les hommes de Jean-Claude Skrela n'ont pas moins illustré le premier principe du rugby total pensé par leur nouvel entraîneur, à défaut d'en dévoiler toute la richesse : le défenseur doit être capable de se transformer immédiatement en attaquant. Le placage est le premier acte de la conquête du terrain. A Toulouse, les trois essais français sont sortis de ces phases de jeu. Le premier récompense deux plaquages sans rémission d'Abdelati Benazzi, qui ont provoqué ce regroupement où l'avant Calvano puis l'arrière Sadourny ont tout de

suite saisi l'occasion d'un magnifique mouvement offensif. Les deux autres sont nés de ce geste élémentaire et instinctif, le contre. Chaque fois, le ballon qui rebondissait sur la pelouse sans guide a trouvé une main française qui a su lui donner le sens de l'attaque. A

l'équipe de Pierre Berbizier, victorieuse par deux fois, en 1994, des All Blacks chez eux. A Christchurch puis à Auckland, dans un essai qui concentrait toutes les valeurs de son groupe, l'ancien entraîneur avait atteint l'apogée de sa méthode, logique et rigoureuse.

André Herrero pourrait revenir sur sa démission

La victoire adoucit les rancœurs. Les représentants des joueurs ont en leur première réunion de conciliation avec les dirigeants de la Fédération française (FFR), samedi 11 novembre, lors de la réception d'après-match. Des paroles apaisées en sont sorties, après le psychodrame du jeudi 9 novembre (Le Monde du 11 novembre). André Herrero, démissionnaire de son poste de manager général des équipes de France, est provisoirement remplacé par Jo Maso, manager adjoint.

Le Toulonnais a été chargé par Bernard Lapasset de présenter un rapport sur le fonctionnement du XV de France et sur ses difficultés de gestion au comité directeur de la FFR qui doit avoir lieu vendredi 17 novembre. Si ses propositions devaient être approuvées, André Herrero pourrait reprendre sa démission et continuer à jouer un rôle auprès du XV de France, comme le souhaitent les joueurs et l'encadrement. Dimanche soir, les joueurs ont rendu public un communiqué conciliant où ils confirment leur « volonté de dialogue ».

aucun moment les Français n'ont oublié, comme les Sud-Africains, que la perturbation de l'adversaire ne pouvait constituer une fin en soi.

Sans doute est-ce dans ce culot, dans cette envie de développer la plus infime chance de porter le ballon, que réside la différence avec

Le bouclier qu'il avait forgé à bas - cette force et cette discipline des avants - a encore servi à Toulouse pour se protéger des soubresauts néo-zélandais. Mais derrière lui Jean-Claude Skrela cherche à fabriquer d'autres armes. Instinctivement, lorsqu'il lui fallait composer

son équipe, Berbizier se tournait vers le passé et l'expérience - Philippe Sella, épiscopatier Frank Mesnel ou Marc Cécillon, voire Albert Cigagna pendant la Coupe du monde, Jean-Claude Skrela mise, lui, sur la jeunesse et l'audace. Sur une génération de joueurs de vingt ans qui a commencé à briller pendant la Coupe latine, il y a un mois.

Samedi soir, l'entraîneur, toujours à la poursuite de son rugby, ne dissimulait pas sa frustration de ne pas les avoir vu jouer davantage. « J'aurais aimé qu'ils envoient plus de jeu, mais les circonstances ne l'ont pas permis », expliquait-il.

ACQUIS FRAGILES

Jean-Claude Skrela sait que la confirmation de cette première bonne nouvelle passe par ces progrès. Que les Français ne pourront pas toujours se défaire de toutes les situations sans ouvrir régulièrement ni buteur infaillible. Et qu'ils n'auront pas toujours la chance de croiser des All Blacks qui ajoutent à leur charnière si insipide, à leurs avants si stonés, à leur tactique si figée, l'erreur de ne pas assez utiliser leur mastodonte de l'ailé, Jonah Lomu.

Dans les vestiaires, les joueurs, notamment ces jeunes mûris si vite au feu des événements des trois derniers jours, en semblaient déjà convaincus. Sans ironie, ils ont écouté Bernard Lapasset, le président qu'ils venaient de délier, leur tresser des louanges qui ressemblaient à un aveu de sa propre faiblesse. Sans euphorie, ils s'exprimaient déjà la suite. En hyperactifs négociateurs, ils avaient bien que le deuxième tour d'un autre test, samedi 18 novembre, pourrait remettre en cause les acquis les plus fragiles. Ceux que l'on anéantit, sans compromis possible, sur le terrain.

Jérôme Fenoglio

Fiche technique

● France : trois essais par Jean-Luc Sadourny (17*), Richard Dourthe (30*) et Philippe Saint-André (79*) ; deux transformations (17* et 30*) et une pénalité (13*) par Thomas Castaignède ; remplacement de Jean-Luc Sadourny par David Berty (46*).
● Nouvelle-Zélande : cinq pénalités (16*, 42*, 43*, 57*, 62*) par Simon Culhane ; remplacement de Jeff Wilson par Glen Osborne (54*).

JEUX

Loto 7	
RÉSULTATS OFFICIELS	
1	20 27 33 36 42
2	1 14 23 29 35 41
3	10 18 25 31 38 43
4	5 12 22 32 39 44
5	8 15 24 34 40 45
6	3 11 21 37 47 48
7	6 13 26 30 46 49
8	4 16 28 37 48 49
9	2 17 29 36 45 49
10	7 19 30 38 47 48
11	9 20 31 39 46 49
12	11 21 32 40 47 48
13	12 22 33 41 48 49
14	13 23 34 42 49 50
15	14 24 35 43 50 51
16	15 25 36 44 51 52
17	16 26 37 45 52 53
18	17 27 38 46 53 54
19	18 28 39 47 54 55
20	19 29 40 48 55 56
21	20 30 41 49 56 57
22	21 31 42 50 57 58
23	22 32 43 51 58 59
24	23 33 44 52 59 60
25	24 34 45 53 60 61
26	25 35 46 54 61 62
27	26 36 47 55 62 63
28	27 37 48 56 63 64
29	28 38 49 57 64 65
30	29 39 50 58 65 66
31	30 40 51 59 66 67
32	31 41 52 60 67 68
33	32 42 53 61 68 69
34	33 43 54 62 69 70
35	34 44 55 63 70 71
36	35 45 56 64 71 72
37	36 46 57 65 72 73
38	37 47 58 66 73 74
39	38 48 59 67 74 75
40	39 49 60 68 75 76
41	40 50 61 69 76 77
42	41 51 62 70 77 78
43	42 52 63 71 78 79
44	43 53 64 72 79 80
45	44 54 65 73 80 81
46	45 55 66 74 81 82
47	46 56 67 75 82 83
48	47 57 68 76 83 84
49	48 58 69 77 84 85
50	49 59 70 78 85 86
51	50 60 71 79 86 87
52	51 61 72 80 87 88
53	52 62 73 81 88 89
54	53 63 74 82 89 90
55	54 64 75 83 90 91
56	55 65 76 84 91 92
57	56 66 77 85 92 93
58	57 67 78 86 93 94
59	58 68 79 87 94 95
60	59 69 80 88 95 96
61	60 70 81 89 96 97
62	61 71 82 90 97 98
63	62 72 83 91 98 99
64	63 73 84 92 99 100
65	64 74 85 93 100 101
66	65 75 86 94 101 102
67	66 76 87 95 102 103
68	67 77 88 96 103 104
69	68 78 89 97 104 105
70	69 79 90 98 105 106
71	70 80 91 99 106 107
72	71 81 92 100 107 108
73	72 82 93 101 108 109
74	73 83 94 102 109 110
75	74 84 95 103 110 111
76	75 85 96 104 111 112
77	76 86 97 105 112 113
78	77 87 98 106 113 114
79	78 88 99 107 114 115
80	79 89 100 108 115 116
81	80 90 101 109 116 117
82	81 91 102 110 117 118
83	82 92 103 111 118 119
84	83 93 104 112 119 120
85	84 94 105 113 120 121
86	85 95 106 114 121 122
87	86 96 107 115 122 123
88	87 97 108 116 123 124
89	88 98 109 117 124 125
90	89 99 110 118 125 126
91	90 100 111 119 126 127
92	91 101 112 120 127 128
93	92 102 113 121 128 129
94	93 103 114 122 129 130
95	94 104 115 123 130 131
96	95 105 116 124 131 132
97	96 106 117 125 132 133
98	97 107 118 126 133 134
99	98 108 119 127 134 135
100	99 109 120 128 135 136
101	100 110 121 129 136 137
102	101 111 122 130 137 138
103	102 112 123 131 138 139
104	103 113 124 132 139 140
105	104 114 125 133 140 141
106	105 115 126 134 141 142
107	106 116 127 135 142 143
108	107 117 128 136 143 144
109	108 118 129 137 144 145
110	109 119 130 138 145 146
111	110 120 131 139 146 147
112	111 121 132 140 147 148
113	112 122 133 141 148 149
114	113 123 134 142 149 150
115	114 124 135 143 150 151
116	115 125 136 144 151 152
117	116 126 137 145 152 153
118	117 127 138 146 153 154
119	118 128 139 147 154 155
120	119 129 140 148 155 156
121	120 130 141 149 156 157
122	121 131 142 150 157 158
123	122 132 143 151 158 159
124	123 133 144 152 159 160
125	124 134 145 153 160 161
126	125 135 146 154 161 162
127	126 136 147 155 162 163
128	127 137 148 156 163 164
129	128 138 149 157 164 165
130	129 139 150 158 165 166
131	130 140 151 159 166 167
132	131 141 152 160 167 168
133	132 142 153 161 168 169
134	133 143 154 162 169 170
135	134 144 155 163 170 171
136	135 145 156 164 171 172
137	136 146 157 165 172 173
138	137 147 158 166 173 174
139	138 148 159 167 174 175
140	139 149 160 168 175 176
141	140 150 161 169 176 177
142	141 151 162 170 177 178
143	142 152 163 171 178 179
144	143 153 164 172 179 180
145	144 154 165 173 180 181
146	145 155 166 174 181 182
147	146 156 167 175 182 183
148	147 157 168 176 183 184
149	148 158 169 177 184 185
150	149 159 170 178 185 186
151	150 160 171 179 186 187
152	151 161 172 180 187 188
153	152 162 173 181 188 189
154	153 163 174 182 189 190
155	154 164 175 183 190 191
156	155 165 176 184 191 192
157	156 166 177 185 192 193
158	157 167 178 186 193 194
159	158 168 179 187 194 195
160	159 169 180 188 195 196
161	160 170 181 189 196 197
162	161 171 182 190 197 198
163	162 172 183 191 198 199
164	163 173 184 192 199 200
165	164 174 185 193 200 201
166	165 175 186 194 201 202
167	166 176 187 195 202 203
168	167 177 188 196 203 204
169	168 178 189 197 204 205
170	169 179 190 198 205 206
171	170 180 191 199 206 207
172	171 181 192 200 207 208
173	172 182 193 201 208 209
174	173 183 194 202 209 210
175	174 184 195 203 210 211
176	175 185 196 204 211 212
177	176 186 197 205 212 213
178	177 187 198 206 213 214
179	178 188 199 207 214 215
180	179 189 200 208 215 216
181	180 190 201 209 216 217
182	181 191 202 210 217 218
183	182 192 203 211 218 219
184	183 193 204 212 219 220
185	184 194 205 213 220 221
186	185 195 206 214 221 222
187	186 196 207 215 222 223
188	187 197 208 216 223 224
189	188 198 209 217 224 225
190	189 199 210 218 225 226
191	190 200 211 219 226 227
192	191 201 212 220 227 228
193	192 202 213 221 228 229
194	193 203 214 222 229 230
195	194 204 215 223 230 231
196	195 205 216 224 231 232
197	196 206 217 225 232 233
198	197 207 218 226 233 234
199	198 208 219 227 234 235
200	199 209 220 228 235 236

Loto 7	
RÉSULTATS OFFICIELS	
1	12 19 20 27 33 36 42
2	1 14 23 29 35 41
3	10 18 25 31 38 43
4	5 12 22 32 39 44
5	8 15 24 34 40 45
6	3

150

Les skieurs français et leur entraîneur veulent aborder la saison avec confiance

Christophe Saïoni termine huitième du slalom géant, à Tignes

Le Suisse Michael Von Gruenigen s'est imposé, dimanche 12 novembre à Tignes, dans le premier slalom géant de la saison. L'épreuve dames avait

débuté lorsqu'elle a dû être interrompue puis annulée en raison d'un vent violent. Chez les messieurs, le Français Christophe Saïoni s'est

classé huitième, un résultat jugé encourageant avant le début de la tournée nord-américaine prévue pour durer trois semaines.

TIGNES

de notre envoyée spéciale
Christophe Saïoni a hoché la tête, son demi-sourire a marqué son soulagement. Quatrième de la première manche, il a terminé, dimanche, huitième au classement général du premier slalom-géant de la saison, à Tignes. Loin de la déception, l'équipe de France y a vu des promesses. L'année dernière, le Nicolas, fonceur et gaffeur, n'avait pas terminé beaucoup de courses, brillant par des sorties ou des chutes.

Quelques jours avant de prendre le départ, Christophe Saïoni s'était laissé aller à un peu plus d'ambition. Dans un sourire, il s'était dit un an plus vieux, un peu moins fou. Les blessures qui l'avaient tracassé depuis le début de sa jeune carrière l'ont laissé tranquille. Il a pu faire sa préparation d'été en toute quiétude. Il ne jurait pas que ce serait son année, mais qu'il vivrait une saison moins « suicidaire ». Dimanche, dans une course encore foudroyante qui lui a coûté quelques dixièmes dans la deuxième partie de la seconde manche, il a enragé des monceaux de confiance et il envisage maintenant de collectionner quelques podiums.

Le skieur est à l'image de toute l'équipe. Pour tous, l'été a été parfait. Restés dans l'hémisphère nord par mesure d'économie (*Le Monde* du 11 novembre), ils ont trouvé des conditions exceptionnelles sur les glaciers français ou suisses et arrivent à l'orée de la

saison le moral au beau fixe. Ainsi Sophie Lefranc, qui en a presque fini avec de crispants problèmes d'insomnie et donc de faiblesse, a troqué sa carrure de moineau gracieux pour une silhouette épanouie. Victime de sa fougue, toujours, elle a chuté, samedi, dans la première manche du slalom géant dames avant que celui-ci ne soit annulé en raison de vents violents.

« EUPHÉMISME »

« Nous devons être très réguliers. Alors, c'est un euphémisme, il faut finir les courses, monter sur les podiums en Coupe du monde et même gagner », dit Michel Vion, directeur technique national du ski alpin. L'objectif, c'est bien sûr les championnats du monde qui auront lieu dans la Sierra Nevada en février. « Je détestais que nous récoltions des victoires en Coupe du monde et que nous rapportions zéro médaille d'Espagne », poursuit Michel Vion.

Celui-ci a signé un nouveau contrat de trois ans avec la Fédération française de ski, le temps de mener ses troupes aux rendez-vous mondial et de préparer la relève pour les Jeux olympiques de Nagano. Fidèle à son habitude, il « saupoudrera » les participations françaises de quelques espoirs. En 1995-1996, il devra se passer de l'un des meilleurs du moment : Gaëtan Loraç a été victime d'une triple fracture du fémur à l'entraînement.

Pour Michel Vion, le problème

reste le même : « Nous manquons toujours d'un réservoir qui nous permettrait d'avoir une équipe plus large. La chance que nous avons, c'est qu'elle est riche. » Il peut compter sur les valeurs sûres, Luc Alphand, double vainqueur à Kitzbühel en janvier, Florence Masnada, qui gagna le super-G de Garmisch-Partenkirchen le même jour, et la toujours prometteuse Nathalie Bouvier. L'équipe devrait réintégrer le gros des troupes des blessés de la saison dernière : Denis Rey, Adrien Duval, Nicolas Burtin ou Mélanie Suchet ; on attendra encore un peu pour Patrice Bianchi et Béatrice Fillion. On compte aussi sur l'arrivée, très commode dans le milieu, de Mauro Cornaz. Entraîneur de la solide équipe des descenteurs italiens, il vient en France pour trois ans.

PARENT PAUVRE

À Tignes, aussi, sont venues les bonnes nouvelles financières. Un partenariat général de la Fédération française de ski avec la Caisse d'épargne des Alpes s'ajoute un

coup de pouce des écoles du ski français, qui devraient apporter leur argent mais aussi leur expérience dans le suivi des jeunes. C'est officiel aussi, le haut niveau alpin sera soutenu par l'horloger Tag Heuer jusqu'à Nagano.

Lundi 13 novembre, les techniciens devaient rejoindre les spécialistes de la vitesse, qui s'entraînent déjà pour la campagne américaine, qui durera trois semaines. C'est ici que les premiers podiums sont attendus. Considéré comme le parent pauvre de l'équipe de France, le slalom géant a déjà fait mieux qu'être honorable, grâce à cette huitième place de Christophe Saïoni comme à cette deuxième position de Leila Picard dans la première et seule manche du slalom géant dames. Provocateur, comme de coutume, Michel Vion a conclu : « A moins qu'une boulette de neige ne traverse la piste pour venir assister leurs skis et leur faire monter une porte à quelques mètres de l'arrivée, j'ai confiance en eux. »

Bénédicte Mathieu

18 morts, 52 disparus dans l'Himalaya



Au moins 18 personnes ont péri et 52 autres sont portées disparues dans le massif de l'Himalaya. Elles ont été victimes d'avalanches qui se sont produites dans la région de l'Everest depuis le vendredi 10 novembre. Le bilan de ces accidents en fait la plus grave catastrophe de montagne dans l'histoire du Népal.

Les secouristes ont retrouvé dimanche les corps de dix randonneurs japonais et de huit porteurs népalais.

Ils ont été tués par l'avalanche qui s'est abattue samedi sur leur campement à Gokyo, un site de trekking très fréquenté par les étrangers, situé près de l'Everest, à 4 876 mètres d'altitude. Une avalanche sur un autre campement de la région aurait provoqué, samedi matin, la mort de 26 randonneurs : des Japonais accompagnés de porteurs népalais.

Dix-huit autres alpinistes sont portés disparus dans une avalanche qui les a emportés, vendredi, plus au nord de Gokyo. Selon les autorités népalaises, ce groupe comprendrait des Britanniques, des Français et des Allemands. Enfin, huit montagnards, dont un Canadien, ont probablement trouvé la mort dans une coulée de neige qui les a ensevelis, vendredi également, dans la région du Mustang, à 375 kilomètres au nord-ouest de Katmandou.

D'importantes chutes de neige et les vents violents qui ont balayé le massif himalayen du Népal ces derniers jours sont à l'origine de ces accidents. Le mois de novembre est d'ailleurs considéré comme une saison dangereuse dans la région en raison des mauvaises conditions climatiques. - (AFP).

RÉSULTATS

ATHLÉTISME

MAJORITY OF NEW YORK

20^e édition

Musiciens

1. G. Sato (Mex.), 2 h 11 min 05 s ; 2. P. Evans (G-B), 2 h 11 min 04 s ; 3. W. Kisch (Aut.), 2 h 11 min 18 s ; 4. J. L. Lorange (Can.), 2 h 28 min 06 s ; 5. M. Machado (Por.), 2 h 30 min 37 s ; 6. L. Skjerve (Bel.), 2 h 32 min 08 s.

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX D'AUTOMOBILISME DE PI

1. D. Hill (G-B), Williams-Renault, les 305,180 km en 1 h 40 min 15 s ; 2. O. Panis (Fra.), Ligier-Mugen Honda à 2 tours ; 3. G. Morel (Bel.), Ford-Ward à 2 tours ; 4. M. Bhandal (G-B), McLaren-Mercedes à 2 tours ; 5. M. Salo (Fin.), Tyrrell-Mercedes à 3 tours ; 6. P. Lamy (Por.), Minardi-Ford à 3 tours. Classement final du championnat du monde des pilotes : 1. M. Schumacher (All.), 102 pts ; 2. D. Hill (G-B), 69 ; 3. D. Coulthard (G-B), 49 ; 4. J. Herbert (G-B), 45 ; 5. A. Alen (Fra.), 42 ; 6. G. Berger (Aut.), 31. Classement final du championnat du monde des constructeurs : 1. Benetton-Renault, 157 pts ; 2. Williams-Renault, 121 ; 3. Ferrari, 73 ; 4. McLaren-Mercedes, 30 ; 5. Ligier-Mugen-Honda, 24.

BASKET-BALL

EURO-97

Eliminatoires

Groupe E

Suède-Lituanie

Suède-France

Autogène-Belgique

Classement : 1. France, 6 pts ; 2. Belgique et Lituanie, 5 ; 3. Suède et Suisse, 4 ; 6. Pologne, 3.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE

13^e journée

Hansa Rostock-Bayer Munich

Hambourg-Borussia Dortmund

Bayer Leverkusen-Kaiserslautern

Cologne-Suttgart

Werder Brême-Frankfurt

Munich 1860-Freibourg

Karlsruhe-Bayern Leverkusen

Fortuna Düsseldorf-Münchener Gladbach

Schalke 04-Sankt Pauli

Classement : 1. Borussia Dortmund, 28 pts ; 2. Bayer Munich, 25 ; 3. Kaiserslautern, 25 ; 4. Bayer Leverkusen, 19 ; 5. Hansa Rostock, 19 ; 6. Stuttgart, 18 ; 7. Schalke 04, 18 ; 8. Hambourg, 17 ; 9. Werder Brême, 17 ; 10. Bayer Uerdingen, 16 ; 11. Frankfurt, 14 ; 12. Munich 1860, 14 ; 13. Karlsruhe, 14 ; 14. Kaiserslautern, 13 ; 15. Sankt Pauli, 13 ; 16. Fortuna Düsseldorf, 13 ; 17. Cologne, 10 ; 18. Freiburg, 7.

CHAMPIONNAT D'ESPAGNE

12^e journée

Celta Vigo-Deportivo La Corogne

St. Jacques Compostelle-Athletic Bilbao

Salernitane-Jaen

Alcorcón-Réal Betis

Réal Sociedad-Oviedo

Racing Santander-Réal Madrid

Alicante-Madrid-Réal Valladolid

Sevilla-Santander

Sevilla-Málaga

Espanyol-Barcelone-Málaga

Tenisse-FC Barcelone

Classement : 1. Athletic Bilbao, 30 pts ; 2. FC Barcelone, 27 ; 3. Espanyol Barcelone, 27 ; 4. Saint-Jacques Compostelle, 22 ; 5. Valencia, 20 ; 6. Sporting Gijón, 19 ; 7. Real Madrid, 18 ; 8. Real Betis, 16 ; 9. Athletic Bilbao, 15 ; 10. Deportivo La Corogne, 15 ; 11. Tenerife, 15 ; 12. Racing Santander, 15 ; 13. Málaga, 14 ; 14. Real Sociedad, 14 ; 15. Real Saragoça, 14 ; 16. Quersa, 13 ; 17. Salamanca, 12 ; 18. Alavés, 12 ; 19. Séville, 11 ; 20. Valladolid, 10 ; 21. Celta Vigo, 10 ; 22. Rayo Vallecano, 8.

EURO-96

Groupe 3

Hongrie-Slovaquie

Classement provisoire : 1. Suisse, 17 pts ; 2. Turcou, 14 ; 3. Suède, 8 ; 4. Hongrie, 7 ; 5. Slovaquie, 6.

Groupe 4

Italie-Lituanie

Classement provisoire : 1. Croatie, 20 pts ; 2. Italie, 20 ; 3. Lituanie, 16 ; 4. Ukraine, 15 ; 5. Slovaquie, 11 ; 6. Lituanie, 0.

Groupe 5

Malte-Slovaquie 0-2

Classement provisoire : 1. Norvège, 20 pts ; 2. République tchèque, 18 ; 3. Pays-Bas, 17 ; 4. Belgique, 11 ; 5. Luxembourg, 10 ; 6. Malte, 2.

HANDBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D1

10^e journée

OM Vitrolles-Bordeaux

PSG Asnières-Pontault-Combault

Crest-Montaubert

Chambéry-Montaubert

Gagry-Saint

Dunkirk-Aix

Toulon-Saint

Classement : 1. OM Vitrolles, 20 pts ; 2. Montpellier, 17 ; 3. PSG Asnières, 16 ; 4. Crest, 15 ; 5. Aix, 11 ; 6. Saint, 11 ; 7. Dunkirk, 11 ; 8. Chambéry, 10 ; 9. Villeneuve-d'Ascq, 8 ; 10. Pontault-Combault, 8 ; 11. Toulon, 6 ; 12. Bordeaux, 5 ; 13. Saint, 2 ; 14. Gagry, 0.

COUPE DES CHAMPIONS

8^e de finale (aller)

Real Wintertur (Aut.)-Montpellier (Fra.)

COUPE DES COUPES

8^e de finale (retour)

OM Vitrolles (Fra.)-Mansau-Bas Mare (Rou.)

COUPE DES VILLES

8^e de finale (aller)

PSG Asnières (Fra.)-Drammen (Nor.)

HOCKEY SUR GLACE

CHAMPIONNAT DE FRANCE

10^e journée

Rouen-Brest

Chamonix-Reims

Grenoble-Angers

Viry-Amiens

Classement : 1. Brest, 19 pts ; 2. Rouen, 16 ; 3. Reims, 13 ; 4. Grenoble, 11 ; 5. Chamonix, 10 ; 6. Amiens, 8 ; 7. Angers, 4 ; 8. Viry, 3.

SKI ALPIN

COUPE DU MONDE

Géant de Tignes

Messieurs

Classement final : 1. M. Von Gruenigen (Sui.), 2 min 21 s 38 ; 2. L. Kjer (Nor.), 2 min 21 s 42 ; 3. U. Kjetil (Sui.), 2 min 21 s 68 ; 4. S. Luder (Sui.), 2 min 22 s 87 ; 5. G. Koenigsmeier (Aut.), 2 min 23 s 08.

TENNIS

TOURNOI DE STOCKHOLM

Demi-finales

Simple messieurs

A. Borschi (Fra.), n° 51 b. O. Prizic (All.), 6-1, 1-6, 7-5 ; T. Enqvist (Sui.), n° 21 b. R. Reneberg (Sué.), 6-2, 6-1.

Finale

T. Enqvist (Sui.), n° 21 b. A. Borschi (Fra.), n° 51, 7-6, 6-4.

VOLLEY-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

6^e journée

Auxerre-Sète

Peñiscola-Saint-Denis

Tourcoing-Paris UC

Nice-Cannes

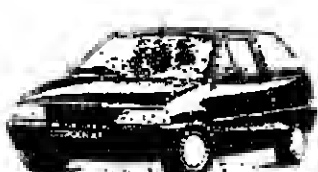
PSG-Racing-Nantes

Montpellier-Tours

Classement : 1. Cannes, 12 pts ; 2. Paris UC, 11 ; 3. Nantes, 11 ; 4. Auxerre, 11 ; 5. Montpellier, 10 ; 6. Tourcoing, 9 ; 7. Sète, 9 ; 8. Tours, 8 ; 9. Nantes, 8 ; 10. Saint-Denis, 7 ; 11. Nice, 6 ; 12. PSG-Racing, 6.

DU 13 AU 20 NOVEMBRE CHEZ CITROËN

LES JOURS ÉCONOMIQUES DIESEL



-10000F

Plus la voiture, l'essence, l'assurance, les taxes, les réparations, les pneus, les accessoires.

SUR TOUTES LES AX DIESELS

Moteur : 1.5 l diesel - Boîte 5 vitesses 3 ou 5 portes

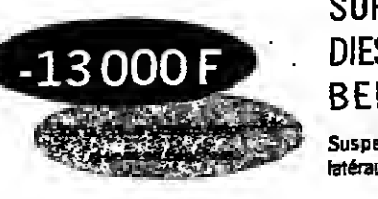


-10000F

Plus la voiture, l'essence, l'assurance, les taxes, les réparations, les pneus, les accessoires.

SUR TOUTES LES ZX DIESELS ET TURBO DIESELS

Essieu arrière auto-directionnel - Coupe, berline ou break.

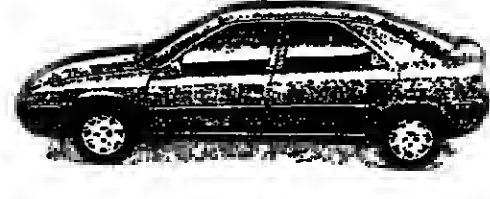


-13000F

Plus la voiture, l'essence, l'assurance, les taxes, les réparations, les pneus, les accessoires.

SUR TOUTES LES XANTIA DIESELS ET TURBO DIESELS BERLINES ET BREAKS

Suspension à assiette constante - Renforts latéraux - 4 freins à disques - Direction assistée.

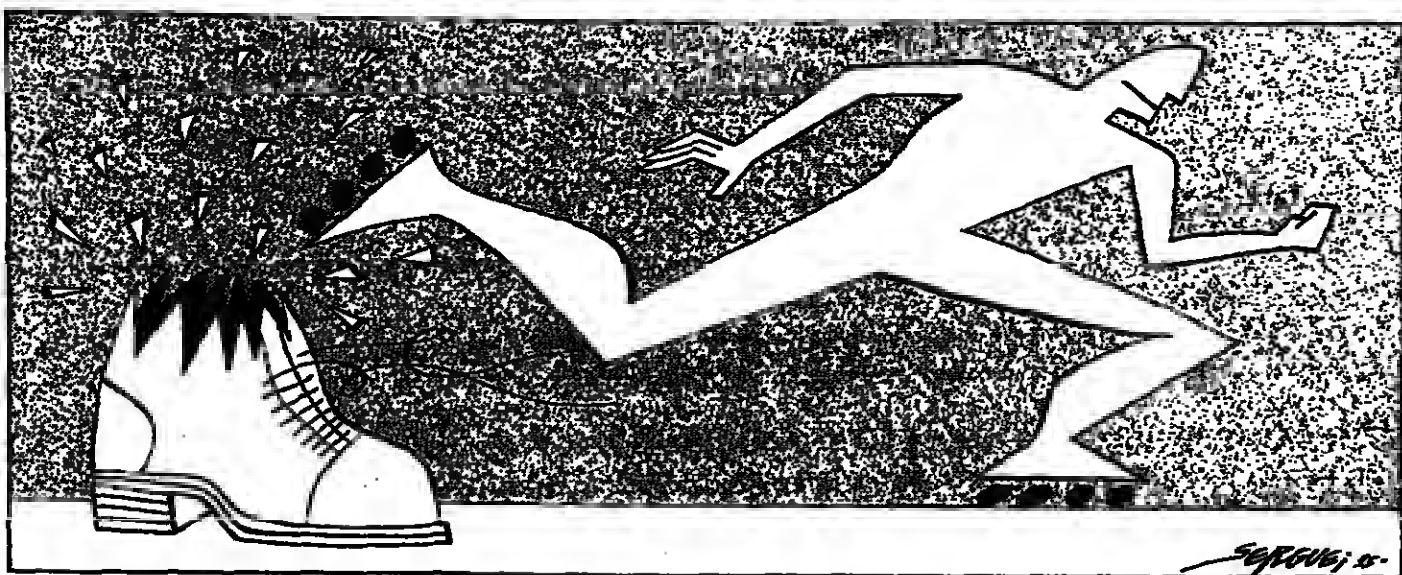


SUR TOUS LES EVASION TURBO DIESELS, LE MONOSPACE DE CITROËN

5 à 8 places modulables - Portes latérales coulissantes - Habitacle renforcé - Direction assistée.

CITROËN

PORTES OUVERTES LE WEEK-END DU 18 NOVEMBRE



Les patins en ligne conquièrent la rue

Venu des Etats-Unis, ce moyen de locomotion acrobatique procure les sensations grisantes de la glisse et séduit toutes les catégories sociales et toutes les tranches d'âge

ILS DÉBOULENT sur les artères, slalomant entre les passants, se déplaçant à la vitesse des flèches. Depuis l'apparition des patins en ligne, dont les roulettes, telles une lame, sont fixées sur une seule rangée, les gamins déjantés abandonnent le vélo pour les joies aériennes de la glisse, très proches de celles ressenties sur la glace. Et la vague de ce patinage gagne de plus en plus de catégories socioprofessionnelles en même temps que s'élargit la tranche d'âge concernée.

« On voit beaucoup de commerçants en costume-cravate qui recherchent un moyen de transport pratique, constate William Brien, responsable du département des sports collectifs dans une grande chaîne de magasins de sport. Ils ont entre trente-cinq et quarante ans, et reviennent plus tard épuiser leur famille. » « Ma meilleure copine s'y est mise, raconte Brigitte,

maman d'un petit Florent à roulettes de neuf ans. Elle n'a vu ça aux Etats-Unis, à Central Park. Il paraît que là-bas, il y a même des pépés de quatre-vingts ans qui font du roller in line ». En rentrant, elle en a parlé à ses enfants, et elle s'en est pris une paire. Elle n'a quarante-sept ans ! Les femmes semblent adhérer à cette nouvelle façon de faire du sport, mais elles délaissent sa pratique collective, le hockey.

Les patins en ligne pèsent moins de deux kilos, et si on respecte une allure modérée, on n'arrive pas forcément sur son lieu de travail en nage. Des accélérations, des freins, des structures différentes de la chaussure suivant l'âge et le sexe des patineurs et l'usage qu'ils comptent en faire achèvent de convaincre les adeptes. Même les joggers les plus acharnés ne sont pas insensibles à son attrait. L'effet de glisse neutralise les chocs, néfastes aux articulations et à la

colonne vertébrale, et s'accroît d'une grise sensation de vitesse.

« Les études de marché montrent que le boom des ventes doit intervenir cette année », avance Hugues Thévenin, responsable d'un magasin spécialisé dans le hockey. Des prévisions confirmées par William Brien : « Par rapport à l'année dernière, le chiffre d'affaires sur ce secteur a déjà augmenté de 40 % ».

LE CHOIX DES ROULETTES

Ce succès ne s'explique pas uniquement par le fait que « tout ce qui est à la mode aux Etats-Unis arrive dix ans plus tard chez nous ». Une marque réalise en France une offensive d'une belle envergure, au point d'être en passe d'imposer son appellation commerciale en nom commun : Rollerblade. La société américaine a fait la tournée des plages cet été, démonstrations et essayages gratuits à l'appel, elle a organisé deux « open » de street hockey (dont les règles approchent celles du hockey sur glace), et sponsorisé divers championnats, en collaboration avec d'autres marques ciblées « jeunes ». « Elle occupe 60 % de notre linéaire », confirme William Brien. En imposant le port de genouillères, de protège-poignets et de casques lors des compétitions, Rollerblade développe toute une gamme de produits annexes dont les bottes de rollers de rue de longue date avaient appris à se passer. Une ligne de vêtements devrait compléter la palette dans les prochains mois.

Jérôme, vingt et un ans, préfère les patins italiens Rocès, « parce qu'on trouve les pièces détachées ». Juge fédéral stagiaire de roller acrobatique, patineur assidu, il doit changer ses roulettes régulièrement. Quand elles sont en caoutchouc, donc confortables, elles sont moins résistantes ; quand elles sont en plastique, elles durent plus longtemps, mais les chocs sont moins bien amortis. Si, à l'achat, les patins en ligne coûtent sensiblement le même prix que les patins traditionnels (les quads), à raison de 50 francs par roue, l'écart tend à se réduire.

Les patins traditionnels ne souffrent pas exagérément de la ontrité de ces cousins. Plus adaptés à la randonnée, les patins de ligne attirent les jeunes pour leur gain en vitesse, estimé à 30 %. Mais très vite, les casse-cou reviennent aux patins traditionnels, plus maniables pour réaliser des figures. « On ne peut faire des rocs qu'avec des quads. Par contre, pour le tac-tac, rien de tel que les "en ligne" », explique Franck, seize ans. Entendez : les acrobaties de rue contre trottoirs et parapets ne sont possibles qu'avec des patins traditionnels, mais pour descendre les escaliers, rien ne vaut les patins de ligne. Et de dissuader sur les avantages et inconvénients des deux types de chaussures à roulettes pour des figures comme le « Christie », la « fleur de lotus », la « boule infernale »...

Aude Dassoiville

L'amour au bureau

par Claude Sarraute

C'EST UN SPOT TÉLÉVISÉ diffusé par PBS, chaîne semi-publique plutôt élitiste, aux Etats-Unis, j'en reviens : attention les filles, vous portez une robe-sac et votre patron voudrait vous voir dans un truc un peu plus sexy, ne vous y trompez pas, il vous harcèle, ce vieux cochon. A lui d'aller se rhabiller. A côté de ça, les magazines féminins vous expliquent à longueur de semaine dans les termes les plus crus, les plus précis, nû renconter, vampirer et envoyer au septième ciel l'homme de votre vie. Sur votre lieu de travail, tiens, par là ! Alors, un peu schizos, les Américains ? Partagés en tout cas, la fracture est abyssale, entre la culture campus et la culture Cosmo.

Remarquez, l'amour au bureau - rappelez-vous Melanie Griffith et Harrison Ford dans *Working Girl* -, ça se pratique de plus en plus. Non sans avantages. Alors, nbliez les conseils de vos mères : surtout pas d'histoire au boulot, ça fait des histoires. Et profitez de la rigueur hautaine des jeunes adeptes du politiquement correct, prêtes à s'offusquer au moindre mot, au moindre regard, pour encourager, au contraire, les avances, si tant est qu'ils s'y risquent encore, des confrères en quête de l'âme sœur.

Allez-y carrément. Ne cachez plus vos tendres penchants dans les toilettes ni les ascenseurs. Sans aller jusqu'à vous afficher nuvernement, tant qu'il ne vous aura pas passé la bague au doigt, avec le directeur des relations humaines ni le garçon d'étage, laissez parler ses... sentiments.

C'est bon pour le moral, donc c'est bon pour le rendement.

1. Au lieu d'être tentée d'arriver tard le matin et de partir tôt

le soir pour retrouver un monsieur totalement étranger à l'esprit maison, vous bondirez sur toutes les occasions de l'entretenir en multipliant les heures sup, ne serait-ce que pour vous ébattre, bien peinards, sur le lit de l'infirmerie de la boîte, entre deux rondes du veilleur de nuit.

2. Plus besoin de traîner dans les clubs de gym et de multiplier les rendez-vous à l'aveugle avec une copine, son copain et le copain de son copain dans l'espoir de tomber enfin sur le grand amour. Suffit de sortir dans le couloir et de pousser jusqu'à la photocopieuse ou la machine à café.

3. Question remise en forme, rien de tel qu'une bonne partie de jambes en l'air dont les différentes positions, évaluées en calories, tant pour le mince, tant pour les petites culiers, vous permettront de perdre du poids tout en gagnant du temps.

4. Si vous êtes assez fûtée pour coucher plus haut que votre carrière avec un chef, un sous-chef ou un chef-en-chef, vous serez assurée d'une garantie de l'emploi calculée en fonction de la durée de votre liaison. S'agissant d'un cadre dynamique plein d'ambition, il ne manquera d'ailleurs pas d'inscrire ces rapports particulièrement fructueux et satisfaisants dans la marge bénéficiaire de la campagne.

5. Enfin et surtout, n'attendez pas qu'il se lasse de vos services et vous montre la porte. Prenez les devants en buriant au viol et en le menaçant d'un procès. Attendez un peu que j'appelle mon avocat - le jour où, vous voyant entrer dans son bureau, il ne se donnera même plus la peine de se lever pour vous sauter dessus, ce vieux gonjât !

MOTOCYCLISME

Un roadster pour le plaisir

La Yamaha XJR-1200, dont les caractéristiques sont à l'opposé des tendances du marché, remporte un surprenant succès

LE MARCHÉ de la moto réserve décidément bien des surprises. Le succès de la Yamaha XJR-1200 a étonné jusqu'aux responsables de la marque, qui ont enregistré trois fois plus de ventes que prévu de ce modèle commercialisé en février. Les caractéristiques de ce roadster sont pourtant à l'opposé de ce qui paraît être l'évolution profonde des besoins des nouveaux motards. La clientèle traditionnelle, découragée par l'augmentation des budgets nécessaires pour acheter, entretenir et assurer leurs machines, semblait avoir laissé les cadres pressés devenir les usagers privilégiés de la « moto-raison ». Et puis voilà que la Yamaha XJR-1200, une machine créée avant tout pour faire plaisir, révèle les passionnés.

Car il faut aimer la moto, comme on l'aimait autrefois, pour être séduit par la XJR-1200. « Rappelez-vous les années 70 ! », écrit d'ailleurs sans détour Yamaha dans son argumentaire. Voilà une machine qui ne s'embarrasse ni de carénage, ni de tête de fourche. C'est dire qu'au-delà de 100 kilomètres-heure il faut des bras solides pour tenir le guidon haut. Gros phare rond, compteurs sous boîtiers chromés, moteur aux larges allettées de refroidissement, deux ressorts de suspension en évidence à l'arrière : la XJR-1200 revient à l'esthétique traditionnelle des premières japonaises sans tumber dans le rétro à l'anglaise.

Comme autrefois, il vaut cependant mieux laisser cette machine au garage par mauvais temps. Son tempérament peut devenir un handicap dès que la route est humide. On ne maîtrise pas si facilement les 92 chevaux d'un quatre-cylindres en ligne quand la première des cinq vitesses peut vous amener à près de 100 kilomètres-heure en une poignée de secondes. Le freinage, dérivé de celui d'une moto de sport avec l'attaque très franche des deux gros disques avant, se contrôle facilement quand les pneus accrochent mais devient très

délicat quand la chaussée est glissante. Malgré sa faible hauteur de selle, qui la rend accessible à des petits gabarits, et avec une position de conduite « naturelle », la XJR-1200 fait tout de même partie de ces motos qui demandent de l'expérience. Pour ces pilotes aguerris, la conduite de cette machine n'est pas avare de sensations sur les petites routes sinueuses où elle est évidemment beaucoup plus à son aise que sur autoroute. Avec son cadre ramassé et une suspension

Cette moto se révèle beaucoup plus à son aise sur les petites routes sinueuses que sur autoroute

sion assez sèche malgré les deux doubles amortisseurs arrière, la XJR-1200 enroule les virages avec bonheur.

Une partie des acheteurs de cette moto ont participé dès cette année à la XJR-1200 Cup, une compétition en six épreuves organisée par Yamaha. On a alors vu ces machines, à peine transformées, faire le spectacle sur les circuits. Au Grand Prix de France, le 8 juillet au Mans, les « vieilles gloires » comme Christian Sarron, Giacomo Agostini, Eddie Lawson, Randy Mamola... se sont livrées à une mémorable bagarre sur ces XJR-1200 décorées aux couleurs des écuries de leurs succès passés. C'est comme cela, peut-être, que cette Yamaha est si rapidement devenue une moto qui séduit les nostalgiques des « belles motos ».

Christophe de Chenay

★ Yamaha XJR-1200 : 60 890 francs dès en main.

AUTOMOBILE... AUTOMOBILE...

RENAULT AUTEUIL, le choix et le service

200 occasions pour vous servir
vous propose une sélection
de Safrane à prix Argus*

- SAFRANE RXE 2.2 - 93 - Alarme - PM - 44.000 Km 110.000 F
- SAFRANE Alizé 2.1 DT - 95 - 22.550 Km 120.000 F
- SAFRANE RT 2.1 DT - 95 - 8.200 Km 129.000 F
- SAFRANE Baccara - 94 - 34.810 Km 183.000 F

* Ces véhicules sont vendus à la cote Argus du 2 Nov. 95, les options sont valorisées à 50 % de leur prix neuf.

A 50 M. DE LA PORTE DE SAINT-CLOUD
105, Boulevard Murat - PARIS 16^e - Tél : 45.03.75.99

REGION ALSACE

STRASBOURG CARREFOUR DE L'EUROPE
Notre souhait ! être à votre service

VOITURES NEUVES A PRIX D'OCCASIONS !!!

FPM DIFFUSION AUTOMOBILE
Mandataire CEE 123/85

11, rue de la 1^{re} Armée, 67000 STRASBOURG
Tél : 88.24.13.24 - Fax : 88.36.03.48
AUTO FERNANDEZ - KEHL R.F.A.

Vente de Véhicules récents

Faibles kilométrages
Millésime 95
Garantie 1 an ou 12.000 Km
Possibilité d'essai ou
financement intéressant

AVIS CENTRE OCCASION

5, rue Bixio - 75007 PARIS
(1) 44.18.10.65
Pascal Bonnet
07.84.10.33

S.A. OCCAUTO

RENAULT 46.54.40.00

- SAFRANE Alizé 2.1 TD. 95
Clim, chaîne, alarme, 126.500 F
- R 19 TD Latitude. 95
Chaîne, 6500 Km, 79.500 F
- CLIO 1.8 D Be Sop 95
Blanche, 4500 Km, 66.500 F
- CLIO 1.2 Be Sop 95
Noir métal, 4500 Km, 56.500 F
- SUPER 5 Auto. 95. 89
55.000 Km, 29.600 F

DIFFUSION ESPACE AUTOMOBILE

VEHICULES RECENTS EXCEPTIONNELS

VEHICULES NEUFS DISPONIBLES
UN ENGAGEMENT - UNE GARANTIE
UN APRES-VENTE
Tél. : (1) 48.32.10.16

RENAULT POMPE

Vous propose des prix
d'exception sur
certains modèles :

- SAFRANE RT Alizé 2.5 DT - 95 - 174 500 F
- LAGUNA V6 - full aux. - 95 - 170 000 F
- ESPACE V6 RXE 2.5 - full ouvert - 214 000 F
- LAGUNA Baccara V6 - 95
pré. équipement téléphonique - 177 500 F
- SAFRANE RXE 3.0 - 95 - 242 000 F

Véhicules neufs et de direction millésime 95
50, rue de la Pompe - PARIS 16^e
Tél : 45.03.75.75

VOITURES NEUVES

de 8 à 20 % moins chères

Toutes marques
tous modèles, nous consulter

Mandataire CEE 123/85
CARS CHEAP IMPORT
86 rue Desnouettes - 75015 PARIS
Tél : 45.31.96.00

L'AUTOMOBILE dans "LE MONDE"

c'est chaque Lundi daté Mardi
Pour vos annonces publicitaires contactez le
44.43.76.23 - Fax : 44.43.77.31

Géant

229, Bd A. France
93200 SAINT DENIS
(1) 49.33.60.90

OCCASIONS

TOUTES MARQUES
SELECTION DE LA SEMAINE
parmi 300 véhicules exposés

- ZX Bk FUGUE Tbo D Clim. AM 95 - 7.230 Km
- DEDRA 1.6 T.O. AM 95 - 8.240 Km
- ALFA 155 2.0 Tbo O Clim. AM 95 - 15.700 Km
- MERCEDES C 180 AM 95 - 17.700 Km
- ROVER 218 SLDT AM 95 - 16.800 Km
- DELTA 1.8 LE Clim/ABS AM 95 - 6.330 Km
- 306 CAB. 1.8 / 2.0 AM 95 - 10 Km
- TURBO T.O. AM 95 - 24.890 Km
- CLIO RTD 5P. AM 95 - 3.300 Km
- 405 STYLE Autom. AM 95 - 3.300 Km

MUSIQUE Entre le jungle du show-business et celle des quartiers difficiles, où la plupart d'entre eux sont nés et auxquels ils restent profondément attachés, les musiciens

beurs cherchent leur place, confrontés à de multiples difficultés. Si quelques-uns ont fini par s'imposer, d'autres continuent de « galérer » et se révoltent. ● TOUS AFFIRMENT

leur appartenance à une communauté qui vit douloureusement. Sans illusion sur les capacités de la société française à mener à bien l'intégration, ils comptent sur leurs

propres forces et leur talent pour s'affirmer. ● LE CHANTEUR K-MEL, du groupe de rap Alliance Ethnik, qui a vendu plus de 150 000 exemplaires de son dernier album, a gon-

mé dans ses chansons les aspects les plus sombres de la banlieue. Il est devenu la première idole beur du public français, mais habite toujours dans sa cité à Creil.

Les musiciens beurs entre la rage et l'ambition

Rachid Taha, le groupe Zebda, Big Brother Hakim, sont les nouveaux leaders d'une génération issue des quartiers difficiles, qui trouve dans la révolte, l'ironie et la solidarité la source de son inspiration

DES CHEVEUX blond platine, un visage hasané : Rachid Taha est fier de sa provocante décoloration. « Je ne fais pas ça par coquetterie. C'est un acte militant, une réaction à la banlieue ». Blandeur des mannequins, des « chères têtes blanches », de tous ceux que les flics ne contrôlent pas. Il s'esclaffe. « D'ailleurs, ça marche. On m'arrête beaucoup moins ! »

Depuis longtemps, l'ironie est une de ses meilleures armes. Certains l'ont découvert en 1986, quand, de sa voix raupeuse d'enfant d'Oran grandi dans les Vosges puis à Lyon, Rachid a chanté avec son groupe, Carte de séjour, une version raï et sardonique de Douce France. Le 45 tours fut distribué par Jack Lang et Charles Trenet sur les marches de l'Assemblée nationale lors des débats sur le code de la nationalité.

Mais le chanteur avait commencé bien avant à construire sa répu-

tation de rebelle et de beur, pionnier d'une nouvelle génération de musiciens qui, aujourd'hui, dans la tourmente des banlieues, cherchent à trouver leur place entre la jungle du show-business et celle des quartiers où ils sont nés et auxquels ils sont profondément attachés.

Les années 60 avaient vu l'éclosion d'une multitude de groupes arabes jouant le rock occidental. Vigon avait hissé à l'époque Harlem Shuffle au sommet de notre hit-parade. Dans les années 70, Idir ou Djamel Allam, musiciens kabyles, ont connu en France une certaine popularité.

Mais c'est à l'orée des années 80 que naît le rock franco-beur. L'apparition timide de Rocking Babouche fut suivie par celle, plus remarquée, de Rachid Taha et sa bande. Deux groupes lyonnais, pas par hasard. « La ville avait créé de véritables conditions d'apartheid. Je travaillais en usine et vivais à Rillieux-la-Pape. Ça commençait à sentir mauvais, le racisme, l'immigration. Et plutôt que de pleurer sur mon sort, j'ai voulu me prendre en main. La musique a servi à cela. Si je ne pouvais pas rentrer dans les balles, mes chansons rentreraient peut-être. Une fois, j'ai été interdit d'entrée alors que j'entendais ma propre musique jouée à l'intérieur ! »

Les premiers pas du groupe correspondent à la prise de conscience de toute une génération. Marche contre les inégalités, grève de la faim, meetings... Carte de séjour sera souvent associée à l'effervescence revendicatrice qui secoue le début des années 80. Mais les portes des maisons de disques restent aussi closes que celles des night-clubs. « Avec notre manager, on a été obligés de créer notre propre label, Mosquito, pour sortir nos deux premiers albums, Zoubida et Rhorhomanie. Ce n'est qu'en 1986 que nous avons signé avec une multinationale. »

Les mélanges précurseurs de Carte de séjour (le groupe s'est séparé en 1988) ouvriront la voie aux métissages allumés de Mano negra



et des Nègresses vertes. Désormais adopté par la scène dance d'outre-Manche, Rachid Taha publie aujourd'hui Olé Olé, son troisième album solo, et se passionne pour les formes les plus progressives de la « techno », élargissant à la fois sa sphère musicale et son discours.

Originaire des Isards, une banlieue nord de Toulouse, le groupe Zebda a hérité de Carte de séjour cet engagement au départ plus volontariste que musical. Réunis par hasard à l'occasion d'une animation vidéo organisée dans leur quartier, Magyd, Hakim et Mustapha ont longtemps joué les animateurs dans les banlieues. « Puis en 1989, dit Magyd, nous avons décidé

de faire carrière. » Ils forment maintenant un groupe à part entière, mélange détonnant de rock, funk, chaabi (sorte de blues algérois qui remplace le raï dans le cœur de beaucoup de jeunes beurs), rap et reggae. Leurs albums, L'Arène des rumeurs et le tout récent Le bruit et l'odeur (où on entend la célèbre intervention de Jacques Chirac), dénoncent tous les dysfonctionnements de la société française. Mais leurs chansons sont aussi des hymnes positifs portés par la formidable énergie du groupe. « Si socialement ça ne s'arrange pas, ajoute Hakim, il y a quand même des choses qui bougent. Des jeunes issus de l'émigration qui se sentent citoyens fran-

çais, la solidarité, le collectif, ça existe. Malgré les problèmes d'urbanisme, la vie est là malgré tout. Il y a encore des issues qui s'appellent République, laïcité, démocratie. » A Toulouse, la tension n'a atteint pas le niveau que connaissent des villes comme Toulon ou Marseille. Mais des « quartiers difficiles » comme le Mirail ne sont pas à l'abri de la propagande islamiste. « Leurs associations prennent de plus en plus souvent le relais des travailleurs sociaux. Pour les copains animateurs là-bas, c'est la déprime la plus totale. Les mots ont perdu leur sens, les idées s'accrochent plus. Au bout de ce désespoir, il y a ce pseudo-islam, cet intégrisme... »

Ce pessimisme, Big Brother Hakim semble l'avoir vissé au corps. A vingt-quatre ans, ce fils d'Algériens arrivés en France en 1962 porte sur son visage sombre les stigmates d'une enfance passée dans les rues de Bagneux et de Belleville. Dans une vie marquée par les mauvais coups, la musique a souvent été sa seule échappatoire. Emu tout jeune par le chaabi de Dahmane El Harrachi, passionné ensuite, comme tant de jeunes Arabes, par la soul américaine, le funk et le reggae, il s'éprend de jazz-rock et se met à la batterie. Quand des voisins pen coiffants le forcent à arrêter, le rap vient combler ce manque. « J'avais la tchatche. En marchant, j'improvisais dans ma tête. Je suis devenu un spécialiste de l'impro. »

Deux rencontres décisives l'encourageront. Dee Nasty d'abord, disc-jockey et figure historique du rap français, qu'il découvre lors d'une fête sur un terrain vague de Stalingrad, et qui le conseillera lors d'un stage gratuit de hip hop

organisé par Banlieues bleues. Souleiman ensuite, poète noir révolutionnaire converti à l'islam, coleader du groupe new-yorkais TheLast Poets, précurseur du rap à la fin des années 60. « Je sortais d'une mauvaise passe, j'étais batailleur ; il m'a guidé spirituellement, il m'a appris l'amour. Quand il est mort, il y a quelques semaines, c'est comme si j'avais perdu un second père. » Si Hakim a délaissé la prière, « à cause de la musique et des tentations », l'islam représente pour lui une quête de sérénité vers laquelle, dit-il, il reviendra. En 1993, Hakim a fondé Jungle Hala, un des groupes de rap les plus originaux de la capitale. Les mélodies acoustiques de musiciens funk-jazzy accompagnent ses scansiones. Bientôt, il y adjoindra des instruments orientaux.

Si Hakim a délaissé la prière, « à cause de la musique et des tentations », l'islam représente pour lui une quête de sérénité vers laquelle, dit-il, il reviendra

— et aussi travaillé en solo avec son idole. Dee Nasty sous le nom de Big Brother Hakim. Ensemble, ils viennent d'enregistrer un maxi 45 tours intitulé *Même le diable ne peut plus m'aider*, sans doute une des chansons les plus bouleversantes écrites sur la dépendance aux drogues dures. Hakim déborde d'une rage et d'une mélancolie qui n'ont pas d'équivalent dans le rap français. A part deux premiers « maxis », les disques se font attendre. Il accuse le racisme des maisons de disques. On explique mal, en effet, son anonymat.

Les directeurs artistiques sont-ils effrayés par ces chants du malheur ? Un label indépendant devrait enfin lui proposer un contrat. L'attente est dure à supporter. « L'autre jour, j'ai mis une droite à un type qui prétendait que j'avais réussi. Réussi, moi ? Quand je renne chez moi, que je vois les seringues dans la cage d'escalier. Quand je vois les mains cauleuses et les yeux de ma mère usée par des années de ménage, j'ai envie de hurler. Mais comme disait un pote mort du sida : c'est pas parce que je suis au fond d'une poubelle que j'aurais pas le couvercle pour voir le ciel. »

Stéphane Davet

Disques et concerts

● Albums. Rachid Taha : *Olé olé* (Barclay) ; Zebda : *Le bruit et l'odeur* (Barclay) ; Alliance Ethnik : *Simple et funky* (Delabel) ; Jungle Hala : *Maxi Number One* (Big Cheese) ; Big Brother Hakim : *Maxi Même le diable ne peut plus m'aider* (White Label).
● Concerts. Zebda : le 18 novembre à Liévin, le 19 à Amiens, le 24 à Strasbourg, le 28 à Nantes, le 29 à Angers, le 30 à Paris au Divan du Monde, le 2 décembre à Bourges, le 7 à Clermont, le 8 à Limoges, le 9 à Nanterre. Alliance Ethnik : le 21 novembre à Creil, le 22 à Troyes, le 23 à Lyon, le 25 à Metz, le 28 à Trappes. Jungle Hala : le 2 décembre aux Transmusicales de Rennes. Rachid Taha : concert à Paris en février.
● Radio : Big Brother Hakim et Dee Nasty, dans l'émission *Docteur Old School*, tous les dimanches, de 14 h 30 à 16 heures sur Radio Nova (101.5 FM à Paris).

Kelkal, les attentats, l'intégrisme...

Le groupe Zebda : « Avec les attentats, on sait qu'au-delà des victimes les premiers à mourir vont être ceux qui ont la gueule foncée. »

Rachid Taha : « Pus de boulot, pas de logement, le désespoir. Pour beaucoup, la religion est le seul salut. On a tort de traiter systématiquement d'intégristes ceux qui s'y réfugient. Quand un jeune Français va à l'église, c'est un type bien ; quand c'est un Arabe, c'est un terroriste. Faut-il qu'il se suicide ? Qu'il finisse à l'asile ? L'incompréhension est totale. Je trouve que, par rapport à ce qu'ils vivent, ces jeunes sont civiques. »

Big Brother Hakim : « Quand ils ont tué Kelkal, comme un chien, c'est comme s'ils tuaient tous les jeunes des banlieues. (...) Les soi-disant islamistes l'ont entièrement manipulé. Ils ont profité de sa jeunesse et de son ignorance. »

K-Mel, la première des « idoles »

DES FENÊTRES, le rap en a ouvert quelques-unes. Idéalement adapté à la crise économique — pas besoin de local de répétition, ni d'instruments de musique pour se lancer —, il a proliféré dans les sites suburbains. Si beaucoup de musiciens beurs ont été décomplexés par le succès du raï de Khaled, le rap a été le genre musical le plus couramment adopté par les jeunes chanteurs. Certains ont su saisir leur chance.

K-Mel habite encore la cité du Plateau, un des quartiers réputés les plus difficiles de Creil. Mais il est également le chanteur d'Alliance Ethnik, un groupe de rap qui a vendu à ce jour plus de 150 000 exemplaires de son premier album intitulé *Simple et funky*. « La galère, dit K-Mel, nous a appris à n'attendre rien de personne, à ne pas être assistés. On s'est pris en main. »

Les appartenances — algérienne, congolaise, juive, italienne et française — des membres du groupe ont décidé naturellement de leur

patronyme multiracial. Le titre de l'album résume bien son propos. Alliance Ethnik a décidé, avec une évidente virtuosité, de célébrer tout à la fois le funk, la fête et la danse. On a gonflé des morceaux les aspects les plus sombres de la vie en banlieue. Et rien non plus ne vient rappeler, dans la musique, les origines maghrébines du chanteur.

Son sourire éclatant a fait de K-Mel la première idole beur du public français. Pendant ses concerts, une nuée de petites blondes burlent son nom. Aux reproches de gentillesse aseptisée, il répond : « Ce n'est pas parce qu'on ne chante pas ces problèmes qu'on ne les vit pas, mais je voulais aussi montrer qu'on peut passer du bon temps dans les banlieues. J'écoute de la musique arabe. Du raï, des chanteurs kabyles, des classiques égyptiens. Le prochain album d'Alliance Ethnik mettra ses racines plus en évidence. »

S. D.

Il y en a forcément un qui est fait pour vous !



les FRERES McMULLEN
une comédie à découvrir au cinéma
le 15 novembre

MUSIQUES DU MONDE
THEATRE DE LA VILLE
PARIS
SAMEDI 18 NOV. 17H
MARTA SEBESTYÉN
ET MUZSIKAS
musiques traditionnelles de Hongrie
2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

ESPRIT
Notre 1995
La « bombe démographique » : vrai ou faux débat
Amartya Sen
Le numéro : 80 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 550 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - 01 43 04 08 33

هنا من الامم

JUSQU'A

150 000 000

Le festival Sigma de Bordeaux 1995, inusable rendez-vous des avant-gardes

« L'Enchantier » de Jean-François Duroire et Bernard Lubat marquera la 31^e édition

Voilà plusieurs années que le festival Sigma de Bordeaux est menacé par le désintérêt de tantes qui n'ont jamais pris la mesure de ce ren-

dez-vous annuel des avant-gardes internationales. Créé dans les années 60 par Roger Lafosse, son directeur atypique, Sigma a retrou-

vé cette année, du 6 au 11 novembre, ses couleurs propres, celles d'une création libre dans une ville qui se méfie du mouvement.

BORDEAUX

de notre envoyé spécial
S'il n'existait, il faudrait inventer Sigma, et certainement en confier la direction artistique à son fondateur, Roger Lafosse, sexagénaire d'origine landaise et installé depuis belle lurette en Gironde. Roger Lafosse ne ressemble à personne et « son » Sigma à rien de commun.

Curieux atelage qui pousse les conventions culturelles au gré des buprés voyageurs de son maître, ce rendez-vous annuel de l'art vivant a conquis sa position internationale sur un principe archi simple : créer. Comme une manière de blaiser le regard du spectateur quand celui-ci est sollicité de toutes parts, et trop souvent pour de fausses raisons. Quelque chose comme une sévère infiltration de goût pour retrouver le goût. Et l'art.

Coude. Topor. Henri Langlois, Werner Herzog, Lucinda Childs, Merce Cunningham, Régine Chopinot, Zouk, les Mirabelles, Jango Edwards, Zingaro, Sankai Juku, Teshigawara, Pierre Henry, Pink Floyd, Oscar Peterson, Miles Davis, Grotowski, Béjart... (liste non-exhaustive !). Là, tous ont discuté, rencontré les spectateurs, confronté leurs traditions et leurs manières, dans un grand élan du cœur qu'on a pris l'habitude d'appeler l'avant-garde.

Après une trentième édition quasi crépusculaire, Sigma étant lâché presque de toutes parts, le 31^e festival a comme ressuscité cette année. Certes, il est encore convalescent, regardé sans trop d'affection par le ministère de la culture, qui a coupé ses aides de moitié (450 000 francs pour d'obscures « raisons de redistribution »). En outre, le festival demeure visiblement insaisissable pour la nouvelle équipe municipale emmenée depuis le printemps par Alain Juppé. Celui-ci a décidé, après une audition en forme de grand oral de Roger Lafosse, de continuer de soutenir la manifestation. Cette année seulement ; on verra en janvier prochain ce qu'il convient de faire.

UN REJETON IMPRÉVISIBLE

Dans un Bordeaux culturel chaviré par les aventures d'Alain Lombard au Grand Théâtre, dont le Mal musical a quitté le devant des scènes, dont le Centre dramatique ne dispose pas encore d'une salle digne de son rang, dont le Conservatoire, hideux bunker qui ferme l'entrée est de la ville, dispose, lui, d'une salle sous-employée, dont les vieux musées ont maigri

mine et le Centre d'art contemporain comme un coup de barre, Sigma, rejeton imprévisible et agaçant, fait paradoxalement figure d'institution solide, et inspirée.

L'édition 1995 ne fera pas pâillir son étoile. Du 6 au 11 novembre, quinze compagnies venues de France, d'Espagne, de Suisse, d'Amérique ou encore du Japon se seront partagé une affiche mêlant une oeuve fois le théâtre, la danse, la musique et les arts plastiques.

Du Hangar 5, en plein cœur de ville, jusqu'au campus universitaire de Talence, les Bordelais auront pu découvrir la dernière folie de Royal de Luxe, *Le Pèlerin*, la performance interactive de Marcel Li Antunes Roca, Catalan un peu maso, *Epitaph*, trente minutes de déformations physiques infligées au performer par les spectateurs armés de la souris d'un micro-ordinateur ; la première présentation en Europe de la compagnie japonaise OM-2 avec *Nocturnal Architecture*, qui a eu le bon goût d'ouvrir un quart de son public dans des cages de fer à roulettes, décor d'un rituel surréaliste étouffant ; *Do Hiti*, la nouvelle création de Metalovoice, groupe formé par dix dissidents des Tambours du Bronx.

Avant que Régine Chopinot et le Ballet atlantique ne présentent leur nouvelle pièce, *Végétal* (lire ci-contre), deux groupes auront marqué le festival. Le premier est Quic-Que, troupe franco-suisse issue du Cirque O, trois artistes à tout faire : ils dansent, jouent d'un instrument, jouent la comédie, jonglent, font des clowneries et des acrobaties sous un petit chapiteau de toile blanche à l'aplomb

d'une piste de bois noir. Leur premier spectacle est un drôle de songe où les protagonistes entretiennent un curieux rapport, sadomasochiste parfois, souvent drôle, fil invisible d'un enchaînement de numéros classiques et virtuoses.

CONSTRUCTION ÉVOLUTIVE

Au Conservatoire, la rencontre entre le chorégraphe Jean-François Duroire et le chef de gang polymusical Bernard Lubat, régional de l'étape et grand manitou d'Uzes, a donné naissance à un spectacle sauvage, *L'Enchantier*, qui, comme son Oom Ploque, est une sorte de construction évolutive dont les architectes auraient abusé de puissances psychotropes.

Au départ était une improvisation de Duroire sur les musiques de Lubat. Illumination. Les deux hommes décident de concevoir une pièce qui mèlerait, sur un canevas écrit, les improvisations musicales de l'orchestre et les évolutions de huit danseurs.

Ainsi naquit *Thésée* (Sébastien Laurent), aux prises avec un minotaure (sorte de *toro de fuego* interprété par Jean-François Duroire) dans un labyrinthe où Ariane aurait les traits de Laure Duthilleul, réticente empruntant quelques vers à Rimbaud, Neruda, et au dramaturge d'Enoch, Philippe Viallet. Cette œuvre forte, violente, onirique, mêle les vocabulaires chorégraphiques sur un rythme dément, alchimie de théâtre musical et de danse, effets spéciaux et pyrotechniques en son, manière d'opéra baroque contemporain de première force. Ça, c'est Sigma.

Olivier Schmitt

Régine Chopinot livre ses danseurs au plasticien Andy Goldsworthy

« Végétal » est un beau spectacle, très ennuyeux

VÉGÉTAL, par le Ballet Atlantique-Régine Chopinot. Pièce pour quinze danseurs créée le 6 novembre, à La Courtyve de La Rochelle. Andy Goldsworthy (scénographie). Knud Viktor (univers sonore). Maryse Gantier (lumière). Festival Sigma, à Bordeaux. Prochains spectacles : le 16 novembre, au Parvis, à Tarbes. Les 24 et 25, au Théâtre de Nîmes.

BORDEAUX

de notre envoyée spéciale
Régine Chopinot serait-elle victime de sa générosité, ou en peine d'inspiration ? Elle n'a jamais craint d'inviter d'autres chorégraphes à créer pour sa compagnie, tels Richard Alton avec le peintre Jean-Charles Blais (1992), la première, elle décide de participer à la sauvegarde du répertoire de Dominique Bagouet, en remontant *Le Saint de l'Ange* (1993), une pièce essentielle du créateur mort en 1992 ; dans *Soli-Bach*, elle laisse la parole à six de ses danseurs. Cette fois-ci, s'agit-il du travail de transformation que le plasticien Andy Goldsworthy opère sur les matériaux qu'il trouve dans la nature, elle lui livre sans réserve ses danseurs.

Pendant près de deux heures, ils deviennent les manutentionnaires du plasticien, emportent des pierres couleur de feu, apportent sur scène, une par une, des branches afin de construire une cabane. Puis, ils la déconstruisent, déposant les morceaux de bois en deux cercles, au milieu desquels ils apporteront au final des feuilles qui s'enflammeront. Autour du feu, ils vont alors s'asseoir : ouf ! La journée est terminée.

Travaux de jardiniers, gestes de bu-

cherons méthodiques : on pense aux danses de Blanche-Neige. Parfois, les danseurs se prennent pour joyeux esquissant quelques pas de danse après la tâche accomplie. On donc es- passé la vivacité de Régine Chopinot ? Le travail de Goldsworthy est très beau, le spectacle est très ennuyeux. On n'est pas venu voir un champion du *land art* à l'œuvre. On est venu voir la chorégraphe : sa dernière pièce, *Fapade*, célébrait avec une belle imagination plastique les excentriques créations de la poésie britannique Edith Sitwell et du compositeur William Walton ; *Végétal*, pièce en cinq mouvements : « Terre », « Pierre », « Racine », « Branche », « Feuille » - est tout à la fois une ode manquée aux travaux manuels, aux jardins japonais, à l'esthétique du vide.

Excepté durant le premier quart d'heure, la danse, sans consistance, voire illustrative, se rend sans résistance à la force conceptuelle de Goldsworthy. En grande forme, Chopinot aurait su tirer de cette manutention agreste une geste poétique, dans la veine de son *Saint Georges* (1991), inspiré des formes de la statuette romane. Ici, les installations minérales et végétales auraient pu provoquer, de la même façon, de belles digressions topographiques. Dans *Végétal*, Andy Goldsworthy bâtit la pièce à lui tout seul. Cette volonté (en est-ce vraiment une ?) de la chorégraphe de s'effacer (trop) l'a conduite à l'échec. On regrette Jean-Paul Gauthier aux costumes. Les combinaisons de travail des danseurs, semblables à celles des réparateurs d'ascenseurs, bleues ou orange, auraient besoin de sérieuses retouches.

Dominique Frétyard

JUSQU'AU 30 NOVEMBRE

ACHETEZ UNE FIAT, VOUS SEREZ PLUS RICHE DE 19 000F.



FIAT PUNTO
à partir de
46 900F*

FIAT PUNTO ELUE VOITURE DE L'ANNEE 95

Si votre voiture a plus de 8 ans
*En ce moment chez Fiat, vous pouvez économiser jusqu'à 19 000F (aide gouvernementale comprise) selon les modèles de la gamme Fiat, sans oublier l'offre Punto pouvant atteindre 15 000F (aide gouvernementale comprise).

Si votre voiture a moins de 8 ans
Selon les modèles de la gamme, Fiat vous offre jusqu'à 12 000F au-dessus des conditions générales de l'argus et jusqu'à 10 000F sur la Punto. (Conditions générales de l'argus diminuées des frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard).

Si vous n'avez pas de voiture à reprendre
Pour ne pas faire de jaloux, même si vous n'avez pas de voiture à reprendre, les concessionnaires Fiat participant à l'opération vous réservent des offres à couper le souffle. Jusqu'au 30 novembre on a tous rendez-vous chez Fiat.

Offres réservées aux particuliers pour tout achat d'une Fiat neuve dans la limite des stocks disponibles et non cumulables avec d'autres offres en vigueur. **Prix au 01.08.95. AM.96 de la Punto 55 S 3p. offres Fiat et gouvernementale déduites. Prix de la version présentée : Punto 75 ELX DA 3p. 63 400F (offres déduites).

JUSQU'À 19 000F D'ÉCONOMIE SUR LA GAMME FIAT **FIAT**

Les trésors nés « à l'ombre du Vésuve » exposés au Petit Palais

Le Musée archéologique de Naples a prêté une partie de ses chefs-d'œuvre

Fondé au XVIII^e siècle, « le plus beau musée archéologique du monde », celui de Naples, selon Antonio Bassolino, le maire de la ville, a prêté

quelques-uns de ses chefs-d'œuvre pour une exposition présentée à Paris jusqu'en février 1996. C'est l'Hercule Farnèse qui accueille les visiteurs.

Ceux qui ne sont pas allés à Naples peuvent enfin admirer les œuvres qu'ils ont tant vues reproduites dans les livres d'histoire de l'Antiquité.

À L'OMBRE DU VÉSUVI, collection du Musée national d'archéologie de Naples, Musée du Petit Palais, avenue Winston Churchill, 75008 Paris (catalogue, 240 p., 295 F). Jusqu'au 25 février.

Hercule est à Paris. Négligemment appuyé sur sa massue, il monte la garde face à l'entrée du Petit Palais, juché sur un piédestal lie-de-vin. Il s'agit d'un moulage de l'Hercule Farnèse (3,17 m de haut), trouvé à Rome en 1546, dans les thermes de Caracalla, et aujourd'hui une des pièces maîtresses du Musée de Naples. « le plus beau musée archéologique du monde », selon Antonio Bassolino, le maire de cette ville, qui est venu inaugurer l'exposition où sont présentés quelques chefs-d'œuvre prêtés par l'établissement napolitain.

Ses richesses sont anciennes puisqu'il fut fondé au début du XVIII^e siècle par le roi Charles III, qui hérita de l'énorme collection Farnèse accumulée depuis la Renaissance. À partir de 1738, les fouilles d'Herculaneum, puis de Pompéi, vont multiplier les trésors du musée. Et elles justifient le titre de l'exposition, « À l'ombre du Vésuve », même si les pièces exposées ont souvent été trouvées loin du

volcan, à Baies, Sorrente, Cumae ou Ruvo. Toutes ces villes faisaient néanmoins partie de ce qu'on appelait la Grande Grèce. Une région qui correspond au pourtour de l'Italie méridionale, colonisée par des cités grecques, dès 754 avant J.-C.

Très vite ces colonies vont acquiescer à leur autonomie par rapport à leurs mères patries. C'est pourtant ici que l'on trouve quelques-uns des exemples les plus remarquables de l'architecture grecque, comme le temple dorique de Paestum. Pendant les guerres puniques (III^e siècle av. J.-C.), certaines de ces colonies prirent partie pour Rome, tandis que les autres rejoignaient le camp carthaginois. Toutes furent, en définitive, avalées par Rome, qui, ainsi, se familiarisa en profondeur avec la civilisation hellénistique.

Et cette influence fut si marquante que la plupart des œuvres grecques nous sont connues par des copies exécutées par, ou pour, des Romains. Il en est ainsi de la célèbre *Artemis d'Éphèse*, qui accueille les visiteurs au seuil de l'exposition du Petit Palais. C'est une reproduction (du II^e siècle), en albâtre et en bronze, de l'effigie de bois, beaucoup plus ancienne (VII^e siècle av. J.-C.), longtemps vénérée à Éphèse, en Asie Mineure. Elle disparut vers

l'an 400 de notre ère, sans doute détruite sur l'ordre de l'évêque chrétien de la ville. Les deux statues colossales qui lui font suite – *Castor et Pollux* – sont encore des copies romaines (II^e siècle) d'un modèle grec du V^e siècle av. J.-C.

En revanche, les grands vases à figures rouges sur fond noir viennent d'ateliers grecs installés dans la région d'Apulie (IV^e siècle av. J.-C.) et les peintures funéraires, découvertes dans un tombeau à Nola, ont été exécutées pour un cavalier samnite, peuple indigène qui s'opposait longtemps à la pénétration romaine. Des frises en terre cuite témoignent de la présence étrusque aux limites de la Campanie. Quant à l'énorme et splendide tête de cheval en bronze, dite *Tête de Caracalla*, on se demande encore si elle a été fondue à l'époque antique ou sous la Renaissance. Ces chefs-d'œuvre ont été mille fois reproduits. Ce sera pour beaucoup l'occasion de les confronter avec de nombreux souvenirs scolaires. Le contraste est saisissant.

PESANTE LATINITÉ
Mais, bien sûr, les pièces de résistance viennent des villes englouties par la catastrophe du 24 août 79 : Herculaneum murée par une épaisse nappe de boue et Pompéi enfouie sous des mètres de cendre. Comme cet extraordinaire Apollon de bronze avec ses yeux en pâte de verre, reproduction d'un original grec du V^e siècle avant J.-C., attribué à Hélias, le maître de Phidias. Une petite Vénus à la toilette nous donne une idée de ce que pouvait être une statue à l'époque antique. La déesse porte en effet une sorte de brassière ajourée et des bijoux exécutés à la peinture dorée, directement sur le marbre.

Les fouilles ont permis la découverte de mosaïques d'un raffinement exceptionnel. Ainsi l'artiste qui a réalisé ces *Musiciens ambulants* (II^e siècle av. J.-C.), trouvés dans une villa d'Herculaneum, recourt à des ombres et à un éclairage chatoyant pour conférer aux personnages un véritable volume. Cela nous donne une idée du niveau de la peinture grecque que l'on ne connaît que par ces transpositions ou par des copies romaines sur fresques. Celles-ci s'intègrent dans des décorations murales dont la découverte, à la fin du XVIII^e siècle, aura une influence considérable sur l'art décoratif occidental. Quelques-unes vont au-delà du simple décor, comme ce double portrait de Terentius Neo et de son épouse, remarquable de vigueur.

La série de bustes funéraires présentés en fin de parcours nous fait passer du modèle grec à la pesante

latinité. Ici, le réalisme règne, implacable : le relief des visages est scrupuleusement indiqué. La tête en argent de Galba, éphémère successeur de Néron à la tête de l'Empire, n'échappe pas à la règle. C'est dans cette brutalité, dénuée d'humanité et de tendresse, que se manifeste la réelle originalité des artistes romains.

UNE INCONGRUITÉ EXOTIQUE
On voit aussi, au Petit Palais, quelques-unes de ces curiosités qui firent tant pour la réputation de Pompéi et que les archéologues puérils tenaient sous clé dans un « enfer » du Musée archéologique de Naples. Ces œuvres étranges, dont les Romains comme les Grecs aimaient à s'entourer, dénotent une réelle simplicité dans leurs rapports avec la nature. Ces évocations sont d'abord des symboles de fertilité qui décorent aussi bien les « hornettes » chambrées à coucher que les lunapans. Parfois, des œuvres importantes comme ce groupe de marbre, sans doute d'origine grecque, *Le Dieu Pan s'unissant à une chèvre*, ou ce triplé de bronze formé par trois satyres au phallus érigé. Cette pièce exhumée à Pompéi à la fin du XVIII^e siècle et reproduite dans le *Recueil d'antiquités égyptiennes, étrusques et romaines* du comte de Caylus, fut le modèle de nombreux meubles de style Empire – phallus en moins.

Au milieu de ce répertoire de formes classiques, on tombe sur une belle incongruité exotique : l'effigie de la déesse Lakshmi, épouse de Vishnu, fortement sexuée, retrouvée dans une villa de Pompéi en 1933. On ignore comment cette statuette d'ivoire née en Inde a pu échoir ici avant l'an 79 de notre ère. Elle témoigne en tout cas de relations commerciales certaines entre le bassin méditerranéen et l'océan indien.

Emmanuel de Roux

La vitalité du mythe de Pompéi

L'EXPOSITION du Petit Palais a provoqué une avalanche de publications. Preuve de la vitalité du mythe de Pompéi. On retrouve tous les aspects de cette mythologie dans *Pompéi, le rêve sous les ruines* (Presses de la Cité, Omnibus, 1 024 p., 135 F), anthologie présentée par Claude Aziza qui regroupe des romans (*Les Derniers Jours de Pompéi*, d'E. G. Bulwer-Lytton), des nouvelles (la célèbre *Gradiva*, de Wilhelm Jensen, à qui Freud consacra un essai), des poèmes (de Tristan Corbière) et des textes de Flinthe de Jeune, de M^{me} de Staël ou d'Alexandre Dumas. Les textes des fictions sont publiés intégralement. Le destin cinématographique de Pompéi n'est pas oublié.

Réédition encore, celle de l'ouvrage classique d'Egon C. Corti, *Vie, mort et résurrection d'Herculaneum et de Pompéi* (en poche, « Petite Bibliothèque Payot ») – en trois actes : l'éruption, l'oubli et les fouilles. Le *Pompéi* des éditions Terrell (208 p., 129 F) est signé par Antonio Varone, qui, de 1986 à 1991, dirigea le chantier archéologique. Ce guide est illustré des photos d'Erich Lessing. Enfin, les éditions Joëlle Losfeld publient la réédition en fac-similé du *Cabinet secret du Musée royal de Naples* (165 p., 390 F), recueil des fresques, mosaïques, bronzes et sculptures étrusques trouvés à Herculaneum, Pompéi et Stabia, commentés par un certain colonel Fannin. Ce dernier indique que l'entrée de ce cabinet, « interdite aux femmes et aux enfants, n'en est permise aux hommes d'un âge mûr que moyennant une permission spéciale du ministre de la maison de roi ». L'ouvrage reproduit date de 1857, mais les planches accusent une exécution plus ancienne.

E. de R.

L'énigme Forain, peintre des mœurs de la société parisienne

Lausanne présente ce disciple méconnu de Degas

FORAIN. Fondation de l'Hermilage, 2, route du Signal, Lausanne; tél.: 021-20-50-01. Tous les jours sauf lundi, de 10 heures à 18 heures, le jeudi de 10 heures à 22 heures; jusqu'au 7 janvier.

LAUSANNE

de notre envoyé spécial
Degas aurait dit : « Forain peint les mœurs dans ses poches. » Il aurait aussi lancé : « Le petit Forain ? Il me tient encore par le pan de l'habit mais il ira loin s'il le lâche. » Ces mots ont nui à la réputation de Forain, d'autant qu'il n'a cessé de se présenter comme l'élève de Degas. « Tout ce que je suis, je le lui dois », martelait-il, et la plupart des historiens l'ont répété après lui. Ainsi passe-t-il pour un éternel disciple.

Un autre fait, avéré celui-ci, a achevé d'aggraver la méfiance : Forain fut furieusement antidreyfusard, comme Degas et comme Renoir. Durant l'affaire, il publia des dessins très violents et apparut comme l'un des défenseurs de l'état-major. Il n'a cessé depuis d'expliquer sa faute, étant à peine étudié et peu montré. Or il se trouve qu'il y a là une œuvre variée et rythmée par des évolutions stylistiques accentuées. L'exposition de Lausanne réunit cent vingt peintures et dessins. Ce n'est pas assez pour une véritable rétrospective, mais suffisant pour montrer qu'elle serait nécessaire.

Dans les années 1870, à peine âgé de vingt ans – il est né en 1852 à Reims – Forain vit de dessins satiriques vendus à des journaux, *Le Sceptre*, *La Croix* et *Le Chat noir*. Il y dépeint filles de joie, maquereaux et fêtards dans un style barbelé de traits aigus et hérissés de touches qui blessent l'œil. Dans les années 20, membre de l'Institut, président de la Société nationale des beaux-arts, propriétaire d'un hôtel particulier, il observe boîtes de nuit, cocoonnantes, héroïnes de *La Garçonne*, de Victor Margueritte, et nouveaux riches. Entre-temps, cinquante ans durant, avec constance, il a rassemblé les éléments d'un inventaire de la société française.

Il n'est pas étonnant que Huysmans ait été de ses amis. En 1880, Forain illustre ses *Croquis parisiens*. L'année précédente, il a gravé le frontispice de *Marthe*. La première version a été refusée par l'éditeur. On y voit une prostituée vêtue de ses seuls bas rayés et coiffée d'un chapeau à fleur. Aucun détail anatomique ne manque, parce que Forain ne se soucie pas de séduire, mais de décrire. L'ellipse serait une commodité.

Il faut que l'exactitude soit entière, quel que soit le motif. Il faut encore que la manière du dessinateur s'accorde à ses sujets. Toute joliesse serait suspecte d'académisme. Le clair-obscur n'est pas plus de saison : pour des intérieurs éclairés au gaz, il faut une lumière blanche et des couleurs aigres. Les touches

d'aquarelle et de gouache construisent les corps par juxtaposition d'intensités lumineuses, procédé impressionniste. A la fin des années 1870, Forain participe aux expositions du groupe à l'invitation de Degas.

A ce dernier et à la question de son influence, il est impossible d'échapper. Or elle n'est pas simple. Les sujets de Forain tiennent plus de Manet que de Degas. *La Soirée parisienne*, *Au café*, *Le Noceur* et *Le Bal* font songer à Manet, au *Bal à l'Opéra* et au *Bar aux Folies-Bergères*, scènes de genre de la bourgeoisie parisienne. Degas raconte moins. D'un spectacle, il extrait des figures peu nombreuses et se soucie peu de suggérer liens et sentiments. Dans un Forain, à l'inverse, le dialogue est sous-entendu et, du reste, un même motif apparaît tantôt dans un dessin de presse, avec sa légende, tantôt dans une gouache ou un pastel, sans légende.

DU ROMAN DESSINÉ

Ainsi des danseuses : quand Degas étudie leurs mouvements, leurs pas et le chatoulement des tutus dans la lumière, Forain ne les figure guère qu'après le spectacle, à l'heure où leurs protecteurs ventripotents et lubriques viennent s'emparer d'elles. Ainsi des chevaux, mécaniques de course et de saut chez l'un, signes de fortune et de snobisme chez l'autre. Ce n'est pas en vain que Forain a côtoyé Rimbaud et Verlaine avant de se lier à Huysmans et d'illustrer *Barbelle* : ses images sont du roman dessiné et rehaussé.

Pour autant, la part de Degas demeure visible dans les pastels où l'élève veut égaler les harmonies aigres du maître et ose des bleus électriques et des verts opalescents. Ces expérimentations ont séduit Hénocq vers 1886, si bien que le plus beau portrait d'exposition passe pour être celui du critique anarchisant. A cette date, le succès de Forain ne fait plus aucun doute. Durant-Rue l'expose à New York en compagnie de Degas – évidemment –, de Monet et de Renoir, et *Le Fagot* et *Le Courrier français* publient ses dessins.

Il eût été facile pour l'artiste de s'en tenir là et de faire fructifier sa notoriété, au lieu de quoi il s'est précipité avec fureur dans des combats politiques et a publié des recueils de planches d'une durée croissante. Dans son atelier, face au modèle, il a cherché un autre dessin, où la ligne serpentine se substitue à la ligne brisée.

Les nus nés de ces expériences évoquent soudain Fragonard et Delacroix. Parmi les tableaux des années 20, il est des œuvres résolues et fortes, une *Nymphette* qui fait songer à Much et un *Tango au cabaret* qui tient plus de Füssli que de Morand. Décidément, il faudrait une rétrospective pour prendre la mesure de Forain.

Philippe Dagen

■ **THÉÂTRE** : les représentations de Richard III de Shakespeare, mis en scène par Matthias Langhoff au Théâtre Gérard-Philipp de Saint-Denis, sont annulées jusqu'au 19 novembre inclus en raison d'une entorse que s'est faite Marcial Di Fonzo Bo, l'interprète du rôle-titre. Elles reprendront le 21 novembre à 20 heures jusqu'au lundi 18 décembre inclus. Les représentations du samedi seront avancées à 17 heures au lieu de 20 heures. La rencontre avec Matthias Langhoff du dimanche 19 novembre est reportée au dimanche 26 novembre, à l'issue du spectacle. Renseignements : 48 13 70 00.

■ **Marcello Mastroianni** revient au théâtre. Le comédien italien, qui n'était pas monté sur scène depuis huit ans, joue à Venise depuis le vendredi 10 octobre. Mis en scène par Giulio Bogetti, il interprète *Le Uttime Lame* (Les Dernières lames), une pièce de Furio Bordon, dans laquelle il tient le rôle d'un vieux professeur qui s'approprie à partir en maison de retraite.

■ **Le metteur en scène allemand** Peter Stein a été nommé pour trois ans à la direction artistique du

Théâtre Stabile de Parme. Fondateur de la Schaubühne de Berlin – qui fut le théâtre allemand le plus important des années 70 –, Peter Stein est un des maîtres européens de la mise en scène. Il vient de diriger *Oncle Vania*, de Tchekhov, à Parme, et il conseillera Walter Le Moll, membre de l'équipe parmesane, pour la mise en scène du *Pierrot lunaire* de Schoenberg à Parme, en décembre.

■ **MUSIQUE** : la pianiste Martha Argerich annule tous ses concerts du mois de novembre, notamment celui prévu à Paris au Théâtre des Champs-Élysées mercredi 15 novembre. Martha Argerich devait jouer avec le pianiste russe Alexandre Rabinovitch et l'Ensemble orchestral de Paris. Aucun remplaçant n'a encore été trouvé, mais la soirée est maintenue.

■ **CINÉMA** : le *Variety International Film Guide 1996* vient de paraître. A l'usage des seuls anglophones, réalisé sous la direction de Peter Cowie, ce guide, unique, réunit des informations sur l'actualité artistique et économique des cinématographies de soixante pays (448 p., 239 F).

CONCERTS

du MERCREDI 8 au SAMEDI
18 NOVEMBRE à 19 h 30

THÉÂTRE DU CHATELET
OPERA : Moses und Aron
Arnold Schoenberg
Christoph von Dohnanyi
Herbert Wernicke
Philharmonia Orchestra

MERCREDI 15 NOVEMBRE - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHATELET
MIDIS MUSICAUX
MIREILLE DELUNSHI, soprano
NEIL BEARDMORE, piano
SCHUBERT, OEBUSSY, RACHMANINOV

SALLE PLEYEL
me 15, le 16 nov - 20 h 30

ORCHESTRE DE PARIS
direction : Sir Georg
SOLTI
soprano : Julia VARADY
basse : Laszlo POLGAR
BELA BARTOK
90 à 320 F - Tél : 48.63.07.96

MERCREDI 15 NOVEMBRE - 20 h

**Eglise Saint-Germain-
l'Auxerrois**

Ensemble Organum
Dir. : Marcel Pérès
Monodies et polyphonies liturgiques
ECOLE SAINT-MARTIAL
de LIMOGES 11^e, 12^e siècle
Prod. Auditorium du Louvre
100 F, réd. 80 F, 65 F, 50 F

MERCREDI 15 NOVEMBRE - 20 h 30
DIMANCHE 19 NOVEMBRE - 16 h

COMÉDIE des CHAMPS-ÉLYSÉES
petite salle
Récital chant-guitare
FLORENCE PERSON, mezzo-soprano
MICHEL GRIZARD, guitariste
CONSTANT ROUILLOU, de FALLA
SOR, SIBELIUS

VENREDI 17 NOVEMBRE - 20 h 30

Théâtre des Champs-Élysées
VARDAN MANIKONIAN, piano
BACH, BRAHMS, CHOPIN, LISZT
Tél. rés. : 49-52-60-50 de 40 à 290 F

VENREDI 17 NOVEMBRE - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHATELET
MIDIS MUSICAUX
JANE IRWIN, mezzo soprano
JULIA LYNCH, piano
PURCELL, MAHLER, WOLF

LUNDI 20 NOVEMBRE - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHATELET
MIDIS MUSICAUX
Autour d'Arnold Schoenberg
**Les Jeunes Solistes
du Conservatoire
de Paris**

LUNDI 20 NOVEMBRE - 20 h 30

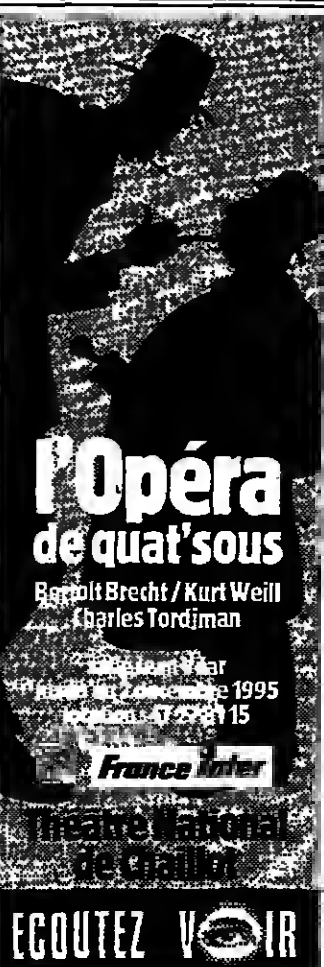
Auditorium du Louvre
Musique filmée
CLOUZOT filmé
KARAJAN
VERDI, REQUIEM
25 F, réd. 15 F, 40-20-51-86

LUNDI 20 NOVEMBRE - 20 h 30

SALLE GAVEAU
**Margaret
PRICE**
soprano
Schumann-Liszt-Mahler
Tél. rés. : 49-53-05-07

MERCREDI 22 NOVEMBRE - 20 h 30

SALLE GAVEAU
**Dame MOURA
LYMPANY**
piano
Chopin - Rachmaninov
Tél. rés. : 49-53-05-07



مساحة العمل

Jean-Claude Gallotta sur tous les fronts

Après la recréation d'*Ulysse* à l'Opéra de Paris, il présente une nouvelle pièce au Cargò de Grenoble

UN TITRE très gallottien, donc poétique, pour cette nouvelle création: *La Tête contre les fleurs*. Après Jean-Pierre Drouot, qui a écrit pour la recréation d'*Ulysse* une partition onirique, Gallotta, qui a travaillé pendant quinze ans avec les mêmes compositeurs, prend désormais goût aux confrontations musicales. Ces douze danseurs évolueront sur la musique d'Alfred Schnittke et de Michael Jarrell.

UNE SOIRÉE À PARIS

Vincent Capossela Il est souvent présenté comme le dauphin de Paolo Conte. En chantant d'une voix forte et ténor, entre jazz, blues et rumba, Vincent Capossela cultive sa différence. Douceur et amertume poussent dans son jardin baigné d'une joie lumineuse en clair-obscur. Il donne son premier concert parisien.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^o Châtelet, 20 h 30, le 13. Tél.: 42-74-22-77. 80 F.
Mano a Mano
 Avec Mano a Mano (Daniel Macias et Eduardo Makaroff), le tango a toujours un sourire en coin. Le duo butine dans les pièces les plus gaies et légères du répertoire. Pour son nouveau spectacle, il a coécrit un couple de danseurs et les frères Flores, interprètes émérites du chamamé, la musique des indiens guaranis.

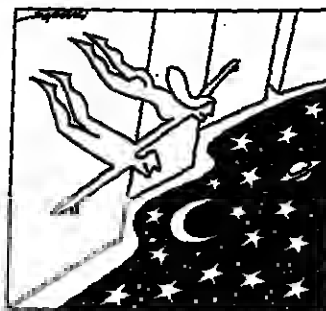
CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine, une sélection de films en exclusivité et les reprises

NOUVEAUX FILMS

APOLLO 13
 Film américain de Ron Howard, avec Tom Hanks, Kevin Spacey, Bill Paxton, Gary Sinise, Ed Harris (2 h 20).
 VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (36-68-68-58); 14-Juillet Odéon, dolby, 1^{re} (43-25-59-83); 36-68-68-12; Publicis Saint-Germain, dolby, 8^e (36-68-75-55); UGC Montparnasse, dolby, 8^e (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 8^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (36-68-75-13); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15^e (43-06-50-50); 36-68-70-15; réservation: 40-30-20-10; UGC Maillot, dolby, 17^e (36-68-31-34).
 VF: Rex, dolby, 2^e (36-68-70-23); Bretagne, dolby, 3^e (36-65-70-37); réservation: 40-30-20-10; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; 36-68-68-20; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Pathe Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22); Le Gange, 19^e (43-43-04-67); 36-65-71-44; réservation: 40-30-20-10.

AU PETIT MARQUERIE
 Film français de Laurent Bénégui, avec Stéphane Audran, Michel Aumont, Jacques Gamblin, Agnès Obadia, Alain Fromager, Mimi Felicitie (1 h 35).
 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23); 14-Juillet Hautes-Seines, dolby, 8^e (46-33-79-58); 36-68-68-12; L'Arlequin, dolby, 9^e (43-59-36-14); 36-68-75-55; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (43-07-35-43); 36-65-71-88; réservation: 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, dolby, 8^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 36-68-68-27; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; 36-68-68-20; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Pathe Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22).
LA CROISADE D'ANNE BARRAD
 Film français de Judith Cahen, avec Ju-



Des fleurs, il y en aura pour saluer la vie, les morts, rendre des hommages. Des fleurs pour tous les événements, toutes les circonstances. Vaut-il mieux se taper la tête contre les murs, ou contre des fleurs: l'absence de résistance n'est-elle pas la pire des choses? C'est qui est certain, en revanche, c'est la forme artistique du chorégraphiste.

★ Le Cargò, 4, rue Paul-Claudel, 38 Grenoble. 19 h 30, les 14, 16 et 18 novembre; 20 h 30, les 15 et 17. Tél.: 76-24-49-56. De 60 F à 115 F. Et à la Maison de la danse de Lyon, du 22 au 25 novembre.

Les Garçons bouchers
 Un concert qui célébrera dix ans de rock carnivore. Une décennie qui a vu le groupe du (gros) François Hadji-Lazaro passer du punk saignant à des chansons bien arrosées. Une carrière menée parallèlement à celle de Pigalle, son autre combo, à tendance plus poétique.

Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^o Anvers, 18 h 30, le 13. Tél.: 42-31-31-31.
Emmanuelle Huynh et Christian Rizzo
 Le Théâtre contemporain de la danse multiplie les initiatives pour faire découvrir la jeune danse, les travaux de ceux qui cherchent. Emmanuelle Huynh et Christian Rizzo, après avoir servi à merveille de nombreux chorégraphes, ont eu envie à leur tour de s'exprimer. Elle se tourne vers le Vietnam, d'où vient sa famille. Lui a envie d'improvisations et de musiques.
Studio du Théâtre contemporain de la danse, 15, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris 4^e. 19 heures, du 13 au 16 novembre. Tél.: 42-74-44-22.

CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LUNDI 13 NOVEMBRE

Celui qui dit oui de Weill, Walid Bihani, Joseph Cornu (Fennar), Anna Holmoy (la mère), Gilles Schneider (le professeur), Orchestre de l'Opéra de Paris, Dominique My (direction), Charlotte Nissel (mise en scène).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris-7^e. M^o Bastille, 19 h 30, les 13, 15 et 17. Tél.: 44-73-13-00. 150 F.
 Mads et Aaron de Schoenberg, Aage Haugland (Mads), Philip Langridge (Aaron), Greg Fiedler (un jeune homme nu), Thomas Mohr (l'Éphémère), Reinhard Hagen (un prêtre), Chœur de la Philharmonie de Paris, Chœur du Théâtre de Châtelet, Philharmonia Orchestra, Christoph von Dohnanyi (direction), Herbert Wernicke (mise en scène).
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris-7^e. M^o Châtelet, 19 h 30, les 13, 15 et 17. Tél.: 44-73-13-00. 150 F.
 Concert de gala au profit de la Fondation Marcel-Vieljeux. Avec Jean-Pierre Rampal, Salvatore Accardo, Schloomo Mintz, Maxim Vengerov, Stéphane Grappelli, Iry Gitis, Patricia Fontanarosa, Hélène Faugère, Marielle Neveu, Tobia Zimmermann, Natalia Gutman, Maurice Baquet, Luis Claret, Alain Mériaux, Arto Noro, Wendy Warner, Christian Haldi. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^o Alma-Marceau, 20 h 30, le 13. Tél.: 49-52-50-50. De 50 F à 350 F.

Orchestre Colonne
 L'Éclair: Atmosphères, Mozart; Concerto pour piano et orchestre KV 467, Prokofiev; Rêve de nuit, Liszt. J. Strauss: Valse n° 4 « Le Beau Danube bleu ». Emilie Mousson (piano), Didier Benetti (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M^o Ternes, 20 h 30, le 13. Tél.: 45-61-53-00. De 80 F à 155 F.

MARDI 14 NOVEMBRE

Quatuor Kinsky
 Mendelssohn: Quatuor pour piano et cordes n° 1; Beethoven: Quatuor pour piano et cordes n° 18; Liszt: Quatuor pour piano et cordes n° 2.
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8^e. M^o Miromenil, 20 h 30, le 14. Tél.: 49-53-07-07. De 90 F à 200 F.
MERCREDI 15 NOVEMBRE
 Paul Meyer (clarinete), Thomas Prévost (flûte), Pamela Frank (violin), Yo-Yo Ma (violoncelle), Emmanuel Ax (piano).
 Brahms: Trio pour piano, clarinette et violoncelle; Trio pour piano, violon et violoncelle n° 1; Schoenberg: Symphonie de chambre n° 1.
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris-7^e. M^o Châtelet, 20 heures, le 15. Tél.: 40-28-28-28. De 55 F à 170 F.
 Ensemble Organum
 Monodies et polyphonies liturgiques des X^e et XI^e siècles. Marcel Pérès (direction).

Eglise Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du Louvre, Paris-1^{re}. M^o Louvre, 20 heures, le 15. Tél.: 40-20-52-29. De 80 F à 100 F.
 Orchestre de Paris
 Bartok: Musique pour cordes, percussion et céleste, Le Château de Barbe-Bleue. Julia Varady (soprano), Laszlo Polgar (basse), Orchestre de Paris, Georg Solti (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M^o Ternes, 20 h 30, les 15 et 16. Tél.: 45-63-07-95. Location Fnac Virgin, De 90 F à 320 F.

JEUDI 16 NOVEMBRE

Pomme d'api
 d'Offenbach, Flore Niquet (Violon), Michel Frantz (piano), Olivier Médicus (mise en scène).
 Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-11^e. M^o Goutte d'Or, Belleville, 19 h 30, les 16, 21, 22, 23, 28, 29 et 30 novembre et le 5 décembre; 15 heures, le 19 novembre et le 3 décembre; 21 heures, le 24, jusqu'au 31 décembre. Tél.: 48-06-72-34.
 Edmond Brunner (clarinette), Natalie Guzman (Violoncelle), Vesseli Lobanov (piano).
 Schumann: Fantaisie pour clarinette et piano op. 73, Adagio et allegro pour violoncelle et piano op. 70, Schubert: Sonate pour arpeggione et piano. Brahms: Trio pour piano, clarinette et violoncelle op. 114.
 Musée d'Orsay, 1, rue de la Légation, Paris-7^e. M^o Solferino, 20 heures, le 16. Tél.: 40-49-47-17. 130 F.
 Liszt: Sonate pour piano. Chopin: Mazurkas, Ballade op. 52, Scherzo op. 62. Répertoire sur La Clavier le mano « de Mozart ».
 Ensemble instrumental du CNSMDP
 Montbrun: Concerto pour violon et orchestre. Durufle: Requiem. Sophie Koch (mezzo-soprano), Gérard Poulet (violin), Henri-François Beaupré (orgue), Chœur de Saint-Eustache, Jean-Sébastien Béreau (direction).
 Eglise Saint-Eustache, 2, rue du Jour, Paris-1^{re}. M^o Les Halles, 20 h 30, le 16. Tél.: 40-40-46-46. Entrée libre.

Les Docteurs Mirade
 Musique de Bizet et Lecoq. Edwige Bourdy (Laurence), Christine Gerbaud (Marianne), Lionel Pélissier (le pasteur), Yves Courty (Sylvie), Erika Guionnet (piano), Mireille Larroche (mise en scène).
 Péniche Opéra, 200, quai de Jemmapes, Paris-10^e. M^o Jaurès, Louis-Blanc, 21 heures, les 16, 17, 18, 23, 24 et 25; 19 heures, les 19 et 20, jusqu'au 1^{er} janvier. Tél.: 42-48-08-15. De 100 F à 220 F.
 L'Apogée, la Bonne d'enfant de François et Offenbach, Solweig Berg, Dominique Henry (soprano), Jean-Philippe Carré, Olivier Podesta (basso), Philippe Deguez, Frédéric Gueu (baryton), Trépo du Théâtre, Chœur de saxophones, Yves Gaudry (direction), Elisabeth Navratil (mise en scène).
 Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-11^e. M^o Goutte d'Or, Belleville, 19 h 30, les 16, 17, 18, 23, 24 et 25; 19 heures, les 19 et 20, jusqu'au 1^{er} janvier. Tél.: 42-48-08-15. De 100 F à 220 F.

court, Belleville, 21 heures, les 16, 17, 23 et 24; 19 h 30, les 18 et 25; 15 heures, les 19 et 26, jusqu'au 31 décembre. Tél.: 48-06-72-34. 130 F.

VENREDI 17 NOVEMBRE

Frédéric Fors (clarinette), Nathalie Uthé (piano), Xavier Phillips (violoncelle), Marietta Petkov (piano).
 Stravinsky: Histoire du soldat, suite. Bach: Trio pour violon, violoncelle et piano op. 46. Messiaen: Quatuor pour la fin du temps.
 Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4^e. M^o Châtelet, 18 heures, le 17. Tél.: 42-74-22-77. 80 F.
 La Station thermique
 de Vacchi, Cécile Bernard (la maîtresse), Christophe Lucasagne (le masseur), Pomme Epomee (la diva), Catherine Rénètre (la secrétaire), Jean Descluse (l'écervelé), Frédéric Caton (l'assistant), Jean-Baptiste Dumora (le musicien), Claire Gibault (direction), Myriam Tarnant, Jean-Claude Penchenat (mise en scène).
 Opéra-Corrique, Salle Favart, 5, rue Favart, Paris-2^e. M^o Richelieu-Drouot, 19 h 30, les 17, 18, 21 et 22; 16 heures, le 19. Tél.: 42-44-45-46. De 50 F à 350 F.
 Verdian Mammoth (piano).
 Bach-Busoni: Chaconne. Brahms: Variations et fugue sur un thème de Haendel. Chopin: Andante Spianato et Grande Polonaise. Liszt: Nocturne n° 3 « Rêve de Polonoise ».
 Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^o Alma-Marceau, 20 h 30, le 17. Tél.: 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.
 Orchestre national d'Ile-de-France
 J. Strauss: Musique des sphères. Berg: Concerto pour violon et orchestre « La Mémoire d'un ange ». Weber: Pièces pour orchestre op. 6. R. Strauss: Le Châlier à la rose, suite. Pierre Armand (violin), Günter Neuhoff (direction).
 Maîtres-Alfort (94). Théâtre Claude-Debussy, 116, avenue du Général-de-Gaulle, 92 h 45, le 17. Tél.: 43-66-77-67. 100 F.
 Et le 18 novembre à 20 h 30, salle Pleyel (45 47 53 53). le 19 novembre à 16 h 30 à la Maison de la musique de Nanterre (41 37 94 20).

SAMEDI 18 NOVEMBRE

Jean-Efflam Beauvret, Karoly Mocsi (piano).
 Debussy: Nocturnes pour orchestre, En blanc et noir. Bartok: Images op. 10. Rachmaninov: Suite pour deux pianos op. 17.
 Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8^e. M^o Miromenil, 14 h 30, le 18. Tél.: 49-53-07-07. De 90 F à 200 F.
 Orchestre philharmonique de Radio-France
 Stravinsky: Symphonie d'instruments à vent à la mémoire de Debussy, Concerto pour piano et instruments à vent. Zimmermann: Musique pour les soupers du dimanche.
 Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4^e. M^o Châtelet, 20 heures, le 18. Tél.: 42-30-15-16. 100 F.
 Ensemble
 Œuvres de Lussgarder, Aperçus, De Clercq et Monographie de Devillers. Frédéric Stochi (contrebasse).

Dunok, 108, rue du Cheminier, Paris-13^e. M^o Châtelet, 20 h 30, les 18, 24 et 30. Tél.: 45-84-72-00. De 70 F à 100 F.
 Les Démoniaques de Saint-Cyr
 Œuvres de Dandrieu, Marchand, Lully, Couperin, Nivers, Clément et Le-Blanc, Michel Chapuis (orgue), Emmanuel Mandrin (direction).
 Versailles (78). Chapelle royale du château, 17 h 30, le 18. Tél.: 39-02-78-78.

DIMANCHE 19 NOVEMBRE

Claron McFadden (soprano), Derek Lee Ragin (haute-contre), David Simpson (violin de gambe), Emmanuelle Haim (clavessin).
 Œuvres de Vivaldi et Haendel.
 Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris-9^e. M^o Rue-Montmartre, 11 heures, le 19. Tél.: 49-24-16-87. Location Fnac Virgin, De 90 F à 200 F.
 François-René Duchable (piano).
 Scarlatti: Sonates pour piano. Beethoven: Sonate pour piano op. 27 n° 2 « Clair de lune ». Liszt: Fantaisies et paraphrases sur « Simon Boccanegra » et « Le Trouvère » de Verdi, Jeux d'eau à la villa d'Este. Chopin: Berceuse, Scherzo, Boléro.
 Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^o Alma-Marceau, 11 heures, le 19. Tél.: 49-52-50-50. 100 F.
 Emmanuel Ax, Michel Dalberto (piano).
 Brahms: Variations sur un thème de Haydn, Sonate pour deux pianos. Schoenberg: Symphonie de chambre n° 1.
 Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris-7^e. M^o Châtelet, 17 heures, le 19. Tél.: 40-28-28-40. De 50 F à 120 F.
 Orchestre des Concerts Lamoureux
 Bernstein: Méditations. Rachmaninov: Concerto pour piano et orchestre n° 3. Beethoven: Symphonie n° 7, Koji Oikawa (piano), Yutaka Sado (direction).
 Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M^o Ternes, 17 h 45, le 19. Tél.: 45-61-53-00. De 65 F à 170 F.

DANSE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Compagnie Ea Sola

Sécheresse et Pluie.
 Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris-4^e. M^o Rambuteau, 20 h 30, le 13. Tél.: 44-70-13-15. 90 F.
 Compagnie Bill T. Jones
 Still, Here.
 Créteil (94). Maison des arts, place Salvador-Allende, 20 h 30, du 14 au 18. Tél.: 45-13-19-19. De 70 F à 100 F.
 Compagnie Kalamatis
 Cinq de lune.
 Villiers (77). Centre culturel Jacques-Prévert, place Pétrover, 21 heures, le 14. Tél.: 67-24-94-99.
 Et à Aubergenville (78). La Nacelle, route de Montargis, 21 heures, le 14. Tél.: 35-37-76. 85 F.
 Nana et Lila.
 Châteaufort-Malabry (92). Théâtre la Piscine, 254, avenue de la Division-Lecteur, 20 h 45, le 18. 100 F.

Imanol Arias, Carmen Elias, Rosy De Palma, Chus Lampreave.
 Espagnol (1 h 42).
 VO: UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{re} (36-65-70-67); Les Trois Luxembourg, 8^e (36-65-70-43); Georges, 10^e (36-68-68-47); Majestic, 11^e (36-68-68-33); UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27); Sept Parnassiens, dolby, 14^e (43-20-32-20); Pathe Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22).
 LE GARÇON
 de Maurice Pialat
 avec Gérard Ophélieux, Géraldine Pailhas, Antoine Paillet, Dominique Rocheteau, Fabienne Babe, Elisabeth Depardieu.
 Français (1 h 45).
 UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (36-68-68-58); 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-65-70-37); 36-68-68-12; Bretagne, 8^e (36-65-70-37); réservation: 40-30-20-10; La Pagode, 7^e (36-68-68-58); 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08); 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (43-07-35-43); 36-65-71-88; réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; 36-68-68-27; UGC Rotonde, 13^e (36-68-22-27); UGC Opéra, 1^{re} (36-68-21-24); La Bastille, dolby, 11^e (43-43-04-67); Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; UGC Gobelins, dolby, 13^e (36-68-22-27); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); 36-68-68-24; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (36-65-70-37); 36-68-68-24; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Majestic Passy, dolby, 16^e (36-68-49-56); réservation: 40-30-20-10; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34); Pathe Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22).
 LAND AND FREEDOM

de Ken Loach.
 avec Ken Loach, Rosane Pastor, Ikar Bol-Jahn, Tom Gilroy, Marc Martinez, Frederic Pierrat.
 Britannique (1 h 45).
 VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} (36-68-68-58); Europa Pantheon (externe), 17^e (36-68-68-33); UGC Rotonde, dolby, 13^e (36-68-22-27); 36-68-68-45; Le Balzac, dolby, 8^e (43-61-10-60); Gaumont Opéra Français, dolby, 8^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; La Bastille, dolby, 11^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; 36-68-68-27; UGC Rotonde, 13^e (36-68-22-27); UGC Opéra, 1^{re} (36-68-21-24); La Bastille, dolby, 11^e (43-43-04-67); Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; UGC Gobelins, dolby, 13^e (36-68-22-27); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Miramar, 14^e (36-65-70-39); réservation: 40-30-20-10; Grand Paris, dolby, 15^e (45-74-46-85); réservation: 40-30-20-10; Saint-Lambert, dolby, 15^e (43-52-81-68).
 TRAQUE SUR INTERNET
 de Irwin Winkler.
 avec Sandra Bullock, Jeremy Northam, Dennis Miller, Diane Baker.
 Américain (1 h 34).
 VO: UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{re} (36-65-70-67); Les Trois Luxembourg, 8^e (36-65-70-43); Lucerne, 8^e (36-65-70-37); 36-68-68-24; Lucerne, 8^e (36-65-70-37).
 GAZELLE WILLY
 de Dwight Little.
 avec Jason James Richter, August Schellenberg, Jayme Atkinson, Jon Tenney, Elizabeth Peña, Michael Madsen.
 Américain (1 h 30).
 VF: Georges-V, 8^e (36-68-43-47); Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-42-56-31); 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; 36-68-68-27; UGC Rotonde, 13^e (36-68-22-27); UGC Opéra, 1^{re} (36-68-21-24); La Bastille, dolby, 11^e (43-43-04-67); Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; UGC Gobelins, dolby, 13^e (36-68-22-27); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Miramar, 14^e (36-65-70-39); réservation: 40-30-20-10; Grand Paris, dolby, 15^e (45-74-46-85); réservation: 40-30-20-10; Saint-Lambert, dolby, 15^e (43-52-81-68).
 TRAQUE SUR INTERNET
 de Irwin Winkler.
 avec Sandra Bullock, Jeremy Northam, Dennis Miller, Diane Baker.
 Américain (1 h 34).
 VO: UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{re} (36-65-70-67); Les Trois Luxembourg, 8^e (36-65-70-43); Lucerne, 8^e (36-65-70-37); 36-68-68-24; Lucerne, 8^e (36-65-70-37).
 GAZELLE WILLY
 de Dwight Little.
 avec Jason James Richter, August Schellenberg, Jayme Atkinson, Jon Tenney, Elizabeth Peña, Michael Madsen.
 Américain (1 h 30).
 VF: Georges-V, 8^e (36-68-43-47); Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-42-56-31); 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; 36-68-68-27; UGC Rotonde, 13^e (36-68-22-27); UGC Opéra, 1^{re} (36-68-21-24); La Bastille, dolby, 11^e (43-43-04-67); Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; UGC Gobelins, dolby, 13^e (36-68-22-27); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Miramar, 14^e (36-65-70-39); réservation: 40-30-20-10; Grand Paris, dolby, 15^e (45-74-46-85); réservation: 40-30-20-10; Saint-Lambert, dolby, 15^e (43-52-81-68).

mar, dolby, 14^e (36-65-70-39); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); 36-68-68-24; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Majestic Passy, dolby, 16^e (36-68-49-56); réservation: 40-30-20-10; UGC Maillot, 17^e (36-68-31-34); Pathe Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22).
 LE REGARD D'ULYSSE
 de Théo Angelopoulos.
 avec Harvey Keitel, Mala Morgenstern, Erland Josephson, Thanasios Vengos, Yorgos Michalopoulos, Dora Volanaki.
 Grec (2 h 58).
 VO: UGC Forum Orient Express, 1^{re} (36-65-70-67); Les Trois Luxembourg, 8^e (36-65-70-43); Lucerne, 8^e (36-65-70-37); 36-68-68-24; Lucerne, 8^e (36-65-70-37).
 GAZELLE WILLY
 de Dwight Little.
 avec Jason James Richter, August Schellenberg, Jayme Atkinson, Jon Tenney, Elizabeth Peña, Michael Madsen.
 Américain (1 h

Bruxelles crée un fonds de garantie pour l'audiovisuel

LES COMMISSAIRES EUROPÉENS réunis à Strasbourg examinent, mardi 14 novembre, la proposition relative à la création d'un fonds européen de garantie pour l'audiovisuel, doté de 200 millions d'euros (1,3 milliard de francs). Dans l'exposé des motifs, la Commission estime que ce fonds « contribuera à réduire les difficultés des entreprises du secteur en opérant comme un assureur » auprès des établissements bancaires et financiers qui prêteront aux producteurs audiovisuels. Il devra être « prioritairement centré sur la production européenne d'œuvres audiovisuelles, à la fois cinématographiques et télévisuelles ». Les dites œuvres devront « posséder un important potentiel de circulation européenne et internationale ».

Seront bénéficiaires du fonds non seulement les producteurs européens, mais aussi d'autres opérateurs comme les distributeurs et les diffuseurs qui contribuent à la création par le biais d'investissements, d'achats de droits ou de garanties de revenus minimaux aux producteurs. Le fonds ne traitera pas directement avec ces opérateurs, mais avec les intermédiaires financiers.

■ **FRANCE TÉLÉVISION** : les conseils d'administration de France 2 et France 3, réunis vendredi 10 novembre, ont donné leur feu vert à la réalisation du nouveau siège de France Télévision, dont les travaux ont commencé en septembre dans la ZAC Citroën, en bord de Seine. La société Meunier Promotion, chargée de réaliser cet immeuble conçu par l'architecte Jean-Paul Viguier, s'est engagée à respecter délais et prix. Ce nouveau site, récemment dénommé par des parlementaires de la majorité en raison du « gaspillage financier » qu'il représenterait (*Le Monde* du 28 octobre 1995), coûtera au total 1,7 milliard de francs.

■ **PRODUCTION** : le groupe Europe 1 va porter de 34 % à 50 % sa participation dans la société de production Ardisson et lumières, avec laquelle fusionnera une autre société du groupe, Top 11/Top Télé. Ardisson et lumières, jusqu'à présent détenue à 66 % par Thierry Ardisson, restera présidée par celui-ci, qui garde 50 % des parts. Spécialisée dans les programmes de divertissement, cette société produit actuellement « Flashback » et « Rayon X » pour M6, « Paris dernière » et « Top Flop » pour Paris Première, Top 11/Top Télé produit le « Top 50 » pour France 2 et « Lignes de mire » pour France 3.

■ **PRESSE** : Guy Benhamou et Marie-Laure Colson ont été élus respectivement à la présidence de la société civile des personnels de *Libération* et à la présidence du conseil de surveillance. Les sociétés civiles des personnels de *Libération*, réunies en assemblées générales ordinaires afin de procéder à l'élection de leurs bureaux pour le renouvellement du conseil de surveillance, ont élu respectivement, mercredi 25 octobre, Guy Benhamou à la présidence de la Société civile des rédacteurs, Bénédicte Mel à la présidence de la Société civile des personnels administratifs et commerciaux et Fatima Brahmi, mardi 7 novembre, à la présidence de la Société civile des fabricants et techniciens.

« Le Nouveau Dimanche » suspend sa parution

Deux mois après sa création, les ventes de l'hebdomadaire ont régressé de 20 000 à 10 000 exemplaires. Son directeur, Patrice Gelobter, prépare une restructuration financière

LE NOUVEAU DIMANCHE a suspendu sa parution deux mois après sa création. Lancé le 10 septembre (*Le Monde* daté 10-11 septembre), le titre a une diffusion d'environ 10 000 exemplaires, sur vingt-sept départements situés dans la partie nord de la France. Le directeur du journal, Patrice Gelobter, a déclaré que « le journal n'est pas paru dimanche, mais qu'il prépare une restructuration financière ». Il a assuré que le journal ne cessera une semaine et démonte les ruines de dépôt de bilan. Ancien directeur de la publicité du *Quotidien*, Patrice Gelobter voudrait faire entrer de nouveaux par-

tenaires aux côtés des deux autres actionnaires, l'éditeur Jean-Cyrille Godefroy, qui avait lancé le journal satirique *Lo Grosse Bertha*, et le chroniqueur Paul Wer-

lobter envisageait de réunir 30 millions de francs, avant de se lancer. Il l'a fait, néanmoins, un an plus tard, alors qu'il avait moins de 10 millions de francs.

PROJET AMBITIEUX
Le *Nouveau Dimanche* est le deuxième titre lancé sur le marché du dimanche, dominé par *Le Journal du dimanche*, publié par Hachette, en attendant le projet nettement plus ambitieux du fondateur de *Courrier International*, Jacques Rossello, prévu en mars 1996. En juillet est apparu *Voire dimanche*, lancé par l'imprimeur Gilbert Carro et le journaliste Olivier Rey (*Le Monde* du

A. S.

Le groupe Murdoch rachète le catalogue Carolco pour 50 millions de dollars

LE CATALOGUE de films du producteur hollywoodien Carolco (*Terminator*, *Rambo*, *Basic Instinct*...), en cessation de paiement depuis plusieurs mois, va passer sous le contrôle de Twentieth Century Fox (contrôlé par le groupe Murdoch) pour 50 millions de dollars. Cette somme devrait être suffisante pour dédommager les principaux créanciers du groupe (généralistes, institutions financières) et éviter un appel aux actionnaires. Depuis vendredi, le groupe Carolco a demandé à bénéficier de la loi américaine sur les faillites. Si le juge compétent de Los Angeles accepte, ce sera le début de la fin d'une entreprise qui était une quasi-légende à Hollywood. Carolco était l'un des rares producteurs indépendants capables de tourner et commercialiser des « blockbusters » (films ayant un potentiel commercial planétaire) presque chaque année. Carolco avait ainsi réussi à tourner les films les

plus chers du cinéma américain et systématiquement une technique qui depuis a fait florès : les préventes de droits d'exploitation sur les marchés étrangers. Mal équipé pour distribuer lui-même ses films, Carolco a été victime des coûts de distribution et des frais financiers. Les actionnaires de Carolco (le groupe japonais Pioneer, Canal Plus, Metro Goldwyn Mayer...) restent présents dans la société jusqu'à son très possible démantèlement.

CANAL PLUS CRÉANCIER
Le président et cofondateur de Carolco, Mario Kassar, a démissionné mais reste à la disposition du tribunal des faillites pour expédier les affaires courantes. Outre le catalogue existant, Twentieth Century Fox Corp. reprendrait les droits sur certains films à réaliser, notamment le projet *Spiderman*. Les liquidités de la société ainsi que le produit de l'exploitation des films

Cutthroat Island et *Lolita*, à sortir prochainement, sont exclus du champ de la cession. Les recettes, s'il y en a, serviront à dédommager des créanciers comme Canal Plus. La chaîne cryptée française a provisionné l'an dernier 120 millions de francs au titre des pertes sur Carolco. Canal Plus avait cru sécuriser son provisionnement en films américains en prenant des participations chez le plus créatif des producteurs indépendants. Mais elle a été obligée de faire assumer des risques financiers disproportionnés.

De son côté, Pioneer était entré au capital des studios californiens en juin 1990, en acquérant 10 % des actions. Dans l'intervalle, le groupe japonais d'électronique avait accru sa participation pour la porter à 41 % aujourd'hui. Au total, Pioneer aura investi - et perdu - 175 millions de dollars (800 millions de francs) dans cette affaire.

LUNDI 13 NOVEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.50 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal, Météo. 13.38 Magazine : Femmes. 13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour. 14.25 Feuilleton : Ombelles. 15.25 Série : La loi est la loi. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.45 Club Dorothée. 17.20 La Philo selon Philippe. 17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.25 Série : Le Miracle de l'amour. 19.00 Série : Aleria à Malibu. 19.50 Les Pourquoi de M. Pourquoi. 20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.	12.20 Jeu : Les Z'amours (et 4 10). 12.55 Météo (et 13.55). 12.59 Journal. 13.45 WC. 13.50 Série : Derrick. 14.55 Série : Placé en garde à vue. 15.50 Variétés : La Chance aux chansons (et 5 10). Le Bal à Fredo. 16.40 Des chiffres et des lettres. 17.15 Série : Quoi de neuf, docteur ? 17.45 Série : Génération musique. 18.10 Série : Le Prince de Bel-Air. 18.45 Jeu : Que le meilleur gagne (et 3.05). 19.15 Bonne nuit les petits. Nicolas dit bon. 19.20 Studio Gabriel (et 1.20). 19.59 Journal, Météo.	12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.05 Jeu : Tout en musique. 13.40 Magazine : Si vous parliez... A Paris. De quoi riment aujourd'hui ? 14.58 Série : Simon et Simon. 15.40 Série : Magnum. 16.30 Dessin animé : Popeye. 16.40 Les Minikéums. 17.50 Série : Les Deux font la loi. 18.20 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Styler d'aujourd'hui, de Patrick Maunet et Christian Lacroix. 18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08 Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport.	12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Téléfilm : Père en fuite. De John Napolitano, avec Donna Mills, Jack Scalia. Une femme engagée un détective privé pour retrouver son mari qui l'a abandonnée sans ressource avec ses trois enfants. 15.15 Boulevard des clips. 17.00 Variétés : Hit Machine. 17.30 Dessin animé : Tintin. [1/2] Le Secret de la Licorne. 18.00 Série : Highlander. 19.00 Série : Lois et Clark. Les Nouvelles Aventures de Superman. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Jeu : Le Grand Zap. Spécial animateurs. 20.35 Magazine : Ciné 6.	En clair jusqu'à 13.45 12.30 Magazine : La Grande Famille. Présenté par Alexandre Descote et Philippe Vercy. 13.40 Le Journal de l'emploi. 13.45 Téléfilm : Caspale d'ignorance. De Neema Barnett, avec Tine Daly. 15.15 Magazine : Télé dimanche (rediff.). 16.10 Cinéma : Meurtre mystérieux à Manhattan. ■ Film américain de Woody Allen (1993). Avec Woody Allen. 17.50 Pas si vite ! 18.00 Dessin animé : Les Multicoches. 18.05 Le Dessin animé. Incognit. 18.30 Magazine : Cyberflash. En clair jusqu'à 20.35 18.40 Nulle part ailleurs (et 19.10). 19.30 Flash d'informations (et 22.15). 19.40 Magazine : Zérogramme, le contre-journal. 19.55 Les Guignols. 20.30 Magazine : Le Journal du cinéma. 20.35 Cinéma : Amateur. ■ Film américain de Hal Hartley (1994). Avec Isabelle Huppert. 22.19 Court métrage : Clara et Jérémy. 22.20 Cinéma : Ma sœur chinoise. ■ Film français d'Alain Mazars (1994). 0.00 Le Journal du hard. 0.05 Cinéma : Les Belles Dames du temps jadis. 1.20 Cinéma : Les Valeurs de la famille Addams. ■ 2.50 Surprises (10 min).	12.30 Atout savoir. 13.00 Les Merveilles de l'univers. 13.27 Le Journal du temps (et 18.57). 13.30 Cinéma : Les Chances de la vie. ■ Film français de Claude Sautet (1970). Avec Michel Piccoli. 15.00 Profils 2000 : La Publicité. 15.35 Qui vive ! 15.50 Ailes ! La Terre. L'Automobile [1/5]. 16.05 La Presse par cinq. Manger pour vivre [1/5]. 16.40 Région. L'Alsace. 17.05 Cellulo. 17.30 Les Enfants de John. 17.55 Cogito. Hobbes. 18.10 Les Grandes Inventions. 18.30 Le Monde des animaux.

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Thalassa. 21.00 Enjeu-Le point. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Surpris sur prise. 23.55 Ah ! Quels titres. 0.30 Journal de France 3. Edition 30. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).
PLANÈTE 19.40 Chroniques algériennes. De Jean-Pierre Lledo. 20.35 Femmes soldats. De Michel Parbot. Bernard Dufour et Paul Morris. 21.25 Buenos Aires. De Marcello Cespedes. Chroniques du bidonville. 22.20 La Mémoire des terres. De Michel Viotte. 23.10 Des animaux et des hommes. De Stephen Mills. [1/2] 23.45 majesté, le tigre du Bengale. 23.45 1918. De la guerre à la mer. De Vincent Gruyer et Alice Hérniaux. 0.35 Dossier requins. De Jeff Kurr et Andrew Horton. [1/1] Expert en requins (50 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Musiques en scènes. 19.30 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 20.55 Chabrol 59/60. 21.00 A double tour. ■ Film français de Claude Chabrol (1959, N.). 22.30 Les Bonnes Femmes. ■ Film français de Claude Chabrol (1960). 0.05 Concert : The Cranberries. 0.40 Paris dernière (60 min).

CANAL J 17.25 Comte Mordicus. 18.00 Soirée Cajou. 18.05. Rébus. 18.10. Dodo, le retour. 18.15. BD lire. 18.20. Série : Les Aventures de Black Beauty. 18.50. Top top clip. 19.00. Regarde le monde. 19.15. Jeux. 19.20. E comme énergie. 19.30. Série : Mission top secret. 19.55. Resultat des jeux et au revoir.
CANAL JIMMY 20.00 Série : M.A.S.H. La Fumaise. 20.30 Souvenir. Devine qui est derrière la porte. Première diffusion le 24 mars 1973. 21.40 Série : New York Police Blues. Episode n° 22. 22.20 Chronique de la combine. 22.30 Drugstore Cowboy. ■ Film américain de Gus Van Sant (1989). 0.10 Concert : Rory Gallagher. Enregistré à Cork en 1987 (80 min).
SÉRIE CLUB 19.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.20). L'oiseau qui en savait trop. 19.50 Série : Cher oncle Bill. Perdu dans la neige. 20.15 Série : Mon amie Flicka. Les Vétérans. 20.45 Série : Sam Cade (et 0.10). Voleurs de chevaux. 21.35 Série : Les Espions. La Madone des offices. 22.20 Le Club. 22.30 Série : 200 dollars plus les frais. La Compagnie Ironwood. 1.00 Série : Mission impossible. L'Astrologue (50 min).
MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45, 0.00, 1.00). 19.15 NBA Action. 19.55 Manga-zone (et 23.25, 0.55). 20.00 Zoom zoom Guest. 21.00 MCM découvertes. 21.30 MCM Rock Legends. 22.30 Rebel TV.

23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.15 NBA (45 min).
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 MTV Europe Music Awards... And the Nominees Are... 22.00 Feuilleton : The Real World London. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Reggie SoundSystem. 1.00 The End (10 min).
EUROSPORT 19.30 Eurosports (et 1.00). 20.00 Speedworld. 22.00 Eurogoals. 23.00 Catch. 0.00 Eurogolf (60 min).
CINÉ CINÉFIL 19.05 Le Bouclier du crime. ■ Film américain d'Edmond O'Brien et Howard Koch (1954, N.). Avec Edmond O'Brien. 20.30 Trois valses. ■ Film français de Ludwig Berger (1936, N.). Avec Yvonne Printemps. 22.15 Le Mystérieux Docteur Kory. ■ Film américain d'Otto Preminger (1948, N. v.o.). Avec Gene Tierney. 23.50 Copacabana. ■ Film américain d'Alfred E. Green (1947, N. v.o., 95 min). Avec Groucho Marx.
CINÉ CINÉMAS 18.50 L'Impératrice. ■ Film français de Jean-Louis Bertucelli (1977). Avec Jean Yanne. 20.30 Conrad. ■ Film américain de Martin Ritt (1971). Avec Jon Voight. 22.10 La Flèche brisée. ■ Film américain de Oelmer Gaves (1950, v.o.). Avec James Stewart. 23.45 About cœur. ■ Film américain de Bobby Roth (1984, 100 min). Avec Peter Coyote.

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Schoenberg et le Quatuor Rolsch. 1. La société musicale d'œuvres privées. Fondée par Arnold Schoenberg 1923-1930. 20.30 L'Esprit en direct. 20 novembre 1975 : la mort de France 2. Avec Berolomme Bennessar, Emile Terrence, Carlos Serrano. 21.30 Rôles. Les contes de la Fontaine. 1. Je me plains aux âmes d'amour. 22.40 Acas direct. Judith Cahen (la Croisée d'Anne Burdick). 0.05 Du jour au lendemain. Jean Paris (l'Asses de Berlin). 0.50 Musique : Code. Notations sur la Fontaine ou l'Asses de Berlin. 6. Petit prologue : Le Lion amoureux. Les Animaux malades de la peste. Fantaisies musicales. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).
FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné le 24 septembre à l'abbaye d'Ambronay, dans le cadre de l'Académie baroque européenne d'Ambronay, par l'ensemble Gilles Baudois, de Dominique Vellard. Mémoires de l'Esprit : Le Jeu d'Hérode. Scène médiévale du XII^e siècle. 22.00 Soliste. Samson François, piano. Œuvres de Debussy. 22.25 Décaphe-notes. 22.30 Musique pluri. Rivenuta, d'Agobert. Siensio pour accordéon, violon et violoncelle (extraits de Goubaudou. 23.55 Ains la nuit. Sonate pour contrebasse et piano op. 6, de Miskel. Morceau de salon pour hautbois et piano op. 228, de Kalkwoda. Quatuor à cordes n° 2

inachevé, de Smetana, par le Quatuor Tsch. 0.00 La Rose des vents. Egypte : Les Tombes de Nubie. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.
RADIO-CLASSIQUE 20.40 Concert. Les grands mélodistes : Alexandre de la Poupinière. Les Fêtes d'Hebe (extraits), de Rameau, par les Solistes, le Chœur et l'Orchestre Monteverdi, dir. E. Gardou. Sonate pour violon et clavecin obligé, op. 3 n° 5, de Monteverdi, Simon Sten-dage, violon, Lars-Ulrik Mortensen, clavecin ; Motet in Concerto, de Rameau, par les Arts Florissants, dir. William Christie ; Pièces de clavecin, de Royer, Christophe Rousset, clavecin ; Le Devin du village, extrait, de Rousseau, par l'Alpe Adria Ensemble, dir. René Clemencic ; Pièces de clavecin en concert, troisième concert, de Rameau, Christophe Rousset, clavecin, Ryo Terakado, violon, Kaori Uemura, viole ; Jeanne Lamon, Barthold Kuijken, Rite ; Requiem, extrait, de Gossec, par les Solistes, le Chœur de Chantiers du Conservatoire de Maastricht et la Musica Polyphonia, dir. Louis Devos. 22.30 Les Solistes. Suite. Concerts de Dohnanyi de Cleveland, Quatuor op. 25 (orchestre de Schöenberg), de Brahms, par l'Orchestre de Cleveland, dir. Christoph von Dohnanyi ; Ruck-Lieder, de Mahler, par l'Orchestre de Cleveland, dir. Christoph von Dohnanyi, José van Dam, baryton ; Fragment de la Symphonie n° 10 d'Anton Bruckner, de Schubert, par l'Orchestre de Cleveland, dir. Christoph von Dohnanyi. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Cinéma : Journal d'une paysanne. ■ Film allemand de Joseph Vilsmaier (1989). Avec Dana Vavrova.
22.30 Cinéma : Alicia. ■ Film cubain de Daniel Diaz-Torres (1991, v.o.). Avec Thais Valdes.
0.00 Court-circuit : courts métrages. Le Guichet, de Krzysztof Kieslowski (1966, 12 min). Le Gros et le Maigre, de Roman Polanski (1961).
0.25 Cinéma : Journal d'une paysanne. ■ Film allemand de Joseph Vilsmaier (1989, v.o., rediff., 107 min).
Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-mardi. Signification des symboles : ■ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ Chef-d'œuvre ou classique ; + Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

سكنا من الامل

Journal de 15h

« L'Homme invisible » revient sur Arte

En dehors du titre, cette série de science-fiction produite en Grande-Bretagne n'a pas grand-chose à voir avec le roman de H.G. Wells

LA CHAÎNE culturelle devait commencer, lundi 13 novembre, la rediffusion de la première des quatre séries télévisées inspirées de *L'Homme invisible*, une bonne occasion pour rappeler la petite histoire des avatars audiovisuels du roman de H.G. Wells.

Contrairement à une idée reçue, le thème de l'invisibilité ne date pas du siècle dernier. Sans remonter jusqu'aux récits antiques, on trouve trace d'un être invisible en 1595 dans la comédie shakespearienne *Le Songe d'une nuit d'été* et dans le roman de Jacques Guttin, *Epigone, histoire du siècle futur*, paru en 1659. Deux siècles plus tard, le sujet est repris par Fitz-James O'Brien dans *Qu'étais-ce ?* (1859) et par Gny de Maupassant dans *Le Horlo* (1886).

MYSTÉRIEUX RAYONS

Mais c'est l'auteur anglais Herbert George Wells qui écrit l'œuvre définitive sur l'homme invisible, avec son roman homonyme publié en 1897. Le physicien Griffin y découvre le moyen de devenir invisible grâce à de mystérieux rayons. Cinq ans plus tard, le Français Jules Verne exploite à son tour le thème dans *Le Secret de Wilhelm Storitz*, un livre qui ne sera publié qu'après sa mort.

En 1933, le studio Universal adapta le roman de H.G. Wells dans le film *L'Homme invisible*, réalisé par James Whale, avec Claude Rains dans le rôle principal, un classique de l'écran, surtout célèbre pour ses effets spé-



ciaux. Dans une suite de films de série B des années 40, la même compagnie productrice banalisera le personnage en le métamorphosant en une sorte de détective justicier combattant les criminels (*Le Retour de l'homme invisible*), les nazis (*L'Agent invisible contre le Gestapo*), et le docteur d'une compagnie rendue invisible à son tour (*La Femme invisible*). Il sera même aidé par le célèbre duo comique de l'époque, Abbott et Costello, dans *Deux nigauds et l'Homme invisible*. La dernière initiative cinématographique en date, *Les Aventures d'un homme invisible*, a été tournée en 1992

par John Carpenter. En 1957, la télévision américaine s'inspire à son tour du roman de H.G. Wells dans l'émission anthologique en direct *The Maitre Theatre*.

La même année, Ralph Smart, futur producteur de *Destination Danger*, mettra en chantier pour la compagnie britannique ITC une série de vingt-six épisodes de vingt-cinq minutes. C'est ce feuilleton que diffuse Arte, tous les jours du lundi au vendredi. Il n'a rien de commun avec l'œuvre de Wells, si ce n'est le titre. Il met en scène un jeune savant, Peter Brady, devenu invisible à la suite d'un imprévisible accident dans

son laboratoire. En attendant de trouver la formule capable de le rendre visible, il utilisera son pouvoir au service de son pays et de la police, jouant souvent un rôle d'agent secret.

Cet « Homme invisible » ne compte pas parmi les grandes séries, mais il a cependant gardé le charme un peu suranné des productions télévisuelles britanniques en noir et blanc des années 50. Sa seule originalité fut sans doute l'absence défilée du nom de l'acteur principal au générique (on sut plus tard que c'était Tim Turner qui prêtait sa voix et sa silhouette au professeur Brady).

En mai 1975, « L'Homme invisible » fit sa première apparition en couleurs sur le petit écran américain dans un téléfilm-pilote prolongé par une série de treize épisodes. Cette fois-ci, le docteur Daniel Westin, incarné par David McCallum, l'une des vedettes des « Agents très spéciaux », met son invention au service de son patron, pour lequel il effectue des missions dangereuses.

En 1984, enfin, la BBC tourne une production en vidéo et en couleurs de six épisodes d'une demi-heure, inédite en France, ce dernier « Homme invisible » en date est, selon les critiques d'outre-Manche, l'adaptation la plus remarquable et la plus fidèle à ce jour du roman de H.G. Wells.

Jean-Jacques Schliet

* « L'Homme invisible », Arte, du lundi au vendredi, à 19 heures.

Devoir d'archivage

par Alain Rollat

TIENS ! Le Front national inaugure sa devanture d'automne. Son nouveau secrétaire général est poli comme une gravure de mode. Le voici tout miel sur le plateau de France 3. Il sourit tout le temps. C'est presque un tic de matou gourmand. On lui donnerait l'absolution sans confession à ce professeur lyonnais de langues orientales qui n'arrête pas de répéter qu'il est marié avec une Japonaise pour se mettre au-dessus de tout soupçon de xénophobie. Une vieille dame assure même, devant la caméra, que ce Bruno Goltzsch est « un saint homme ». Christine Ockrent ne se fie pas trop à son auréole, mais elle ne sait pas comment aborder ce « modéré » de l'extrémisme. Chez lui, tout est savamment.

Il faut croire que les archives de France 3 et de L'Express ne sont pas tenues à jour. Il suffirait pourtant de demander à cet enfant de chœur s'il est sourd et aveugle. N'a-t-il pas rejoint le Front national, il y a dix ans, en même temps qu'Olivier Ormesson, Pascal Arrighi et François Bachelot ? N'a-t-il pas vécu tout ce qui a conduit ces autres « modérés » à rompre avec Jean-Marie Le Pen en regrettant leur audace et leur aveuglement ?

Ce lettré n'a-t-il jamais eu connaissance du témoignage de l'ancien député Arrighi, qui se croyait assez malin, en 1988, pour « faire changer Le Pen » ? « Juste après l'affaire du « défilé », Charles Pasqua m'avait approché afin que je tisse le groupe pour le vote d'un texte condamnant tous ceux qui défendent les thèses révisionnistes. Le

Pen et Stirbois ne m'ont jamais donné un début de réponse... » (Le Monde du 7 février 1992).

N'a-t-il jamais lu, à ce sujet, l'accablant repentir de l'ancien député Ormesson : « J'ai eu la révélation brutale que, pour Le Pen, les chambres à gaz n'avaient jamais existé et que le pardon à Hitler était nécessaire. Ce fut pour moi un choc d'autant plus cruel que j'avais pour l'homme une très grande considération... » (Le Monde du 28 octobre 1987).

N'a-t-il jamais assisté aux mêmes réunions que l'ex-« M. anti-racisme » du Front national, le docteur Bachelot, qui a témoigné, lui aussi, de la permanence des obsessions du Front national : « J'ai compris qu'il n'y avait plus, dans ce parti, de sujets tabous, que la thèse du révisionnisme était un sujet permanent de discussion. J'en ai eu la dernière confirmation quand, convoqué devant un conseil de discipline pour mon exclusion, Jean-Marie Le Pen m'a rappelé que le Front national était là pour prendre une revanche contre l'anti-France, les juifs, les francs-maçons... » (Le Monde du 7 février 1992).

Pour la Noël, il faudra penser à offrir des archives actualisées à tous les professionnels de l'information qui se piquent de jouer à mains nues avec les controverses du Front national. Sinon, il finira par arriver que la France soit « contrainte de passer par l'expérimentation des thèses folles du Front national pour qu'elles soient à tout jamais rejetées dans les poubelles de l'histoire », comme a prédit M. Bachelot.

MARDI 14 NOVEMBRE

TF 1

- 12.50 Magazine : A vrai dire.
- 13.00 Journal, Météo.
- 13.30 Magazine : Femmes.
- 13.40 Les Feux de l'amour.
- 14.25 Feuilleton : Dallas.
- 15.25 Série : La loi est la loi.
- 16.15 Jeu : Une famille en oc.
- 16.45 Club Dorothée.
- 17.00 Salut les Musiciens : Clip : Jeux.
- 17.20 Série : La Philo selon Philippe.
- 17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.
- 18.25 Série : Le Miracle de l'amour.
- 19.00 Série : Alerta à Malibu.
- 20.00 Journal, Tercé.
- 20.10 La Minute hippique, Météo.
- 20.50 Cinéma : Au revoir les enfants. ■■■■ Film français de Louis Malle (1987).
- 22.40 LMI, le magazine info. Présenté par Guillaume Durand.
- 23.55 Magazine : Les Rendez-vous de l'été.
- 0.15 Documentaire : Le Trésor de « San Diego ». D'Alain Lastargues. La découverte et l'exploration du San Diego, un gallion espagnol coulé lors d'une bataille le 14 décembre 1860.
- 1.50 Journal, Météo.
- 2.05 Programmes de nuit. Reportages (rediff.) : 2.30, TF 1 nuit (et 3.05, 4.05, 4.45) ; 2.40, Passions ; 3.15, Histoire des inventions ; 4.15, Histoire naturelle (et 5.05) ; 4.55, Musique.

FRANCE 2

- 12.20 Jeu : Les 2 amoureux (et 4.40).
- 12.55 Météo (et 13.35).
- 12.59 Journal.
- 13.45 Série : Derrick.
- 14.50 Série : Placé en garde à vue.
- 15.45 Théâtre : En direct d'Ély.
- 16.00 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.15).
- 16.45 Des chiffres et des lettres.
- 17.20 Série : Quel de nous, docteur ?
- 17.50 Série : Génération musique.
- 18.15 Série : Le Prince de Bel-Air.
- 18.45 Que le meilleur gagne (et 3.35).
- 19.15 Bonne nuit les petits.
- 19.20 Studio Gabriel (et 1.50).
- 19.59 Journal, Météo.
- 20.55 Cinéma : Pour le peu d'un fil. ■■■■ Film français d'Alain Delon (1981). Avec Alain Delon.
- 22.45 Magazine : Ça se discute. La politique mérite-t-elle qu'on mette encore pour elle ?
- 0.15 Les Films Lumière.
- 0.35 Le Cercle de minuit.
- Shakespeare. Avec Hans Peter Cloos, Stanislas Nordey, Marcel Di Fonzo Bo, Stuart Seide, Pierre Pradins, Daniel et Geneviève Bournet, Jean-Michel Depassis.
- 2.20 Programmes de nuit. Taratata (rediff.) : 4.00, 24 heures d'infos : 4.15, Jeu : Pyramide : 5.50, Dessin animé.

FRANCE 3

- 12.00 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.05 Jeu : Tout en musique.
- 13.40 Magazine : Si vous parliez.
- 14.48 La Magazine du Samedi.
- 15.00 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale.
- 16.05 Série : Brigade criminelle.
- 16.30 Dessin animé : Popeye.
- 16.40 Les Miniculous.
- 17.50 Série : Les deux font la loi.
- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour. Œuvres complètes, tome 2, de Julien Gracq.
- 18.55 La 19-20 de l'information. A 19.00, Journal régional.
- 20.05 Jeu : Pa si la chance.
- 20.35 Tout le sport.
- 20.45 Kano.
- 20.50 Cirque : Jongleurs, acrobates, clowns, c'est de la piste. Spectacle présenté par Sergio et Tity. Toutes les composantes de la grande famille du cirque sont représentées ce soir.
- 22.25 Météo, Journal.
- 22.55 Couleur pays. Programme des treize télévisions régionales.
- 0.25 Sagacité (rediff.).
- 0.55 Sigmag (rediff.).
- 1.10 Feuilleton : Dymathie.
- 2.00 Musique Garfield.
- Symphonie n° 9, Nouveau Monde, 3^e mouvement, de Dvorak, par l'Orchestre symphonique de Prague, dir. Libor Pešek (15 min).

M 6

- 12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 13.25 Téléfilm : Atout cœur. De Peter Werner, avec Teri Copley, Timothy Daly. Un jeune ingénieur tombe amoureux de « Miss Novembre ».
- 15.05 Boulevard des clips (et 5.40).
- 17.00 Variétés : Hit Machine.
- 17.30 Dessin animé : Tintin. [22] Le Secret de la Licorne.
- 18.00 Série : Highlander.
- 19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Jeu : Le Grand Zap.
- 20.35 Magazine : E = M 6 Junior. Les super-téléscopes : Une pluie de météorites.
- 20.50 Série : Docteur Quinn, femme médecin. A la recherche de dinosaures. De la permanence du changement. Avec Jane Seymour, Joe Lando. A la recherche d'os de dinosaures, un éminent paléontologue profane un cinéaste indien et provoque l'ère des Cheyennes.
- 22.45 Téléfilm : Chouchou en haute mer. De Christian Duguay, avec Kate Jackson, Bruce Greenwood.
- 0.25 Magazine : Capital. L'Eglise est-elle en déclin ?
- 2.05 Rediffusions. Culture pub : 2.30, Starnews ; 2.55, Jazz 6 ; 3.50, Broadway magazine ; 4.45, Fréquentast (Lis à Lisbonne).

CANAL +

- En clair jusqu'à 13.45
- 12.30 Magazine : La Grande Famille.
- 13.40 Le Journal de l'emploi.
- 13.45 Cinéma : Ma sœur chinoise. ■■■■ Film français d'Alain Mazars (1994).
- 15.15 Magazine : L'œil du cyclone (rediff.).
- 15.45 Cinéma : Indiscrétion assurée. ■■■■ Film américain de John Badham (1994). Avec Richard Dreyfuss.
- 17.30 Documentaire : L'Envol des écouffes.
- 17.55 Dessin animé : Les Multoches.
- 18.00 Le Dessin animé. L'ogre.
- 18.30 Magazine : Cyberflash.
- En clair jusqu'à 20.35
- 18.40 Nulle part ailleurs.
- 19.30 Flash d'informations (et 22.40).
- 19.40 Zébrama, le contre-journal.
- 19.55 Les Guignols.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.35 Cinéma : La Fille de d'Artagnan. ■■■■ Film français de Bertrand Tavernier (1994). Avec Sophie Marceau.
- 22.44 Court métrage : Clara et Jérôme.
- 22.45 Cinéma : Meurtre mystérieux à Manhattan. ■■■■ Film américain de Woody Allen (1992, 4 v.o.). Avec Woody Allen.
- 0.30 Cinéma : Vendredi 13, Jason en enfer. ■■■■ Film américain d'Adam Marcus (1992). Avec John D. LeMay.
- 1.55 Documentaire : Mademoiselle Moreau.

LA CINQUIÈME

- 12.30 Abou savoir. La télévision rend-elle bête ?
- 13.00 Débats de France. Tour de France de deux enfants à Saint-Etienne.
- 13.27 Le Journal du temps (et 18.57).
- 13.30 Le Sens de l'Histoire. La Guerre 14-18 (rediff.).
- 14.30 Défilé. La fête des maîtres.
- 15.30 Qui vive ! La Chirurgie réparatrice.
- 15.45 Allô ! la Terre [2/5].
- 16.00 La Preuve par cinq [2/5].
- 16.30 Va savoir. Rémy Julienne.
- 17.00 Cellulo.
- 17.30 Les Enfants de John.
- 17.55 Eco et compagnie.
- 18.15 Cinq sur cinq. Invité : Michel Virlogeux, concepteur de ponts.
- 18.25 Le Monde des animaux.
- 19.00 Série : L'Homme invisible [2/25] Crise dans le désert, de Pennington Richards.
- 19.30 Documentaire : Leonard Bernstein, concert pour les jeunes. [7/8] Hommage à Chostakovitch, avec l'Orchestre philharmonique de New York, dir. Leonard Bernstein.
- 20.20 Court métrage : La Grande Aventure de même.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Magazine : Transit. Présenté par Pierre Thiviolet. Péri en la demeure : les sans-logis. Opération rue du Dragon ; la ligne de Leipzig. Avec Catherine Pammentier, le père Norbert.
- 21.45 Soirée thématique : L'Afrique sur grand écran. Proposée par Laurence Gavron.
- 21.46 Documentaire : Y a pas de problème. Fragments des cinémas africains, de Laurence Gavron.
- 22.55 Cinéma : Kéïta. Phéonix du griot. ■■■■ Film franco-burkinabé de Dani Kouyaté (1994, v.o.). Avec Hamed Dicko, Sotigui Kouyaté.
- 0.30 Un taxi pour Aotzou. D'Isa Serge Coelo, avec Abdoulaye Ahmat (1994, v.o.). Premier court métrage d'un jeune cinéaste ivoirien. Un plaisir.
- 0.55 Magazine : Webet jungle. Louise : Sugarcoques. Série : Les Zombies de la stratosphère, de Fred C. Brannon, [6/12] Murder Mine (v.o.), avec Judd Holdren ; Zap Mama ; Internet (rediff., 100 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Envoyé spécial. 21.30 Perfecto. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Bouillon de culture. 23.50 Viva. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).

PLANÈTE 19.15 Les Sens dans la tête. De Mireille Dancereau. 20.05 Le Géant de Tignes. De Dominique Dunoulin. 20.35 Bandes de cône. De Christophe Heit. 21.25 De Gaulle, vu d'ailleurs. De Sue Williams. [1/3] Naissance d'un mythe. 22.25 Chroniques algériennes. De Jean-Pierre Lledo. 23.20 Femmes solidaires. De Michel Parbot. Bernard Oufouir et Paul Morris. 0.15 Buenos Aires. De Marcello Capeddes. Chroniques du bidonville (50 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Eco, éco et quoi ? 19.30 Stars en stock. Gene Kelly. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Jean-Edern's Club. 21.55 Premières loges. 22.20 Don Giovanni. ■■■■ Film franco-italo-allemand de Joseph Losey (1979, v.o., 175 min).

CANAL J 17.25 Comte Mordicus. 18.00 Soirée Cajou 16.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, Bricolage ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Top

clip ; 19.00, Des souris et des Hommes ; 19.15, C'est la vie ; 19.30, Série : Mission top secret ; 19.55, C'est la vie et au revoir ; 20.00, Tarmac ; 20.30, Cajou l'invité.

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. Réunion de famille. 21.30 Série : Lucky Luke. Poison d'avril. 22.20 Chronique bakélite. 22.25 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Paris, octobre 1916. 23.15 Camibous. 0.05 Série : Bottom. Culture. 0.40 Top bah (40 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.20). Le Vengeur volant. 19.50 Série : Cher oncle Bill. L'Arbre de monsieur Osaki. 20.15 Série : Mon amie Fick. L'Accident. 20.45 Série : Les Chevaliers de la nuit (et 0.10). It's Been a Hard Day's Knight. 21.35 Le Club. 21.45 Série : Les Espions. La Madone des officiers. 22.35 Série : 200 dollars plus les frais. Une charmante petite ville. 1.00 Série : Mission impossible. Le Photographe (50 min).

MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45, 0.00, 1.00). 19.15 Passion cinéma (et 0.15). 19.55 Magazine (et 23.25, 0.55). 20.00 Zoom zoom Quest. 21.00 MCM MCM découverts. 21.30 MCM Rock Legends. 22.25 MCM Home Video. 22.30 NBA Action. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove (30 min).

BTV 19.30 MTV Sports Special Edition. 20.00 Greatest Hits. 20.30 MTV Europe Music Awards : Best Song (et 0.00). Les

cinq titres nommés dans la catégorie « Meilleure chanson » pour les 2 MTV Europe Music Awards sont Zombias (Les Cranberries) ; You Are Not Alone (Michael Jackson) ; Self Esteem (O'Jays) ; Waterfalls (TLC) ; A Kiss From a Rose (Seal). 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 The Real World London. 0.30 The End 7 (60 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 19.55 Basket-ball. En direct. Euro 97 : qualifications. France-Suède. A Dijon. 21.30 Motors. 23.30 Boxe (120 min).

CINÉ CINÉ 18.55 Les Anges noirs. ■■■■ Film français de Willy Rozier (1937, N.). Avec Fernand Charpin. 20.30 Les Petites Allées. ■■■■ Film français de Jean Drville (1936, N.). 21.50 Les Yeux sans visage. ■■■■ Film franco-italien de Georges Franju (1959, N.). 23.20 Mère Jeanne des Anges. ■■■■ Film polonais de Jerzy Kawalerowicz (1961, N., v.o., 105 min). Avec Lucyna Winnicka.

CINÉ CINÉ 19.00 J'ai aimé rencontrer des Tziganes heureux. ■■■■ Film yougoslave d'Aléksandar Petrović (1967). Avec Bekim Fehmiu. 20.30 Projection privée. ■■■■ Film français de François Leterrier (1973). Avec Françoise Fabian. 22.00 Film américain de Joel Barton Fink. ■■■■ Film américain de Joel Barton Fink. ■■■■ Film britannique de Sam Peckinpah (1977, 130 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le rythme et la raison. Schoenberg et le quatuor Kolisch. 2. Les Années 30. La Montée du fascisme. 20.30 Archipel méditerranéen. Sarumme, maladie de l'éclosion. 21.28 Poésie sur parole. Le vin en poésie (2). 21.30 104 rencontres franco-allemandes. Débats : France-Allemagne, à la recherche d'un élan perdu ; Une relation singulière, 1945-1995 ; Un été à tête dans une Europe plurielle ; Nouvelles chances, nouveaux devoirs (2). Avec Floriane Azoulay, François-Régis Baudry, Serge Bédaride, Katharina von Bülow, Ingrid Christ, Jacques-Pierre Gougous, Alfred Grosse, etc. 22.40 Nuits magnétiques. Voyages dans le compagnonnage. 1. Les Indes, mon roman du compagnonnage. 0.05 Du jour au lendemain. Jean Duvignaud (L'oubli ou la Chute des corps). 0.50 Musique : Coda. Nostalgies sur la Fontaine ou l'Albatros et le Klavier. 7. Reilz prologue. Le Chêne et le Roseau ; l'opéra et le Passager ; L'homme entre deux âges et ses Deux Maîtres ; Fantaisies musicales. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné en direct du Théâtre du Châtelet. Emanuel Ax, piano. Young Uk Kim, violon. Sébastien Zarnier, alto. Gary Hoffman, violoncelle. Sonate pour violon et piano n° 1, op. 78, de Brahms ; Trio à cordes op. 45, de Schoenberg ; Quatuor pour piano et cordes n° 1, de Brahms. 22.00

Soliste. Samson François, piano. 22.25 Répertoire. 22.30 Musique pluriel. Deux pour deux hautbois, deux clarinettes, deux bassons et deux cors, de Denzou, par les Membres de l'ensemble Ewertung et de l'ensemble de musique contemporaine de Moscou (Concert donné le 4 mai au grand amphithéâtre de la Sorbonne) ; Symphonie (extraits) de Dubrovsky, par le Studio d'électronique de l'Université technique de Berlin. 23.07 Ainsi le nuit. Symphonie française, de Kozeluch, par l'Orchestre de Chambre Suk de Prague, dir. Josef Vlach ; Variations sur un thème de Mozart pour oboe à vents et double basse, de Třebensack, par l'Orchestre à vents italiens ; Quatuor pour flûte n° 1, de Gyrowitz, par l'ensemble Agoria. 0.00 La Guitare dans tous ses états. Œuvres de Barrios (Espagne), Saire de la Maza, Hengrith (Pays-Bas), Giuliani (Italie), Locatelli (France), Hummel (Allemagne). 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert. Donné le 27 septembre. Salle Beethoven, par l'Orchestre de Paris, dir. Semyon Bychkov. Yefim Bronfman, piano. Métaboles, de Dukácsy ; Concerto n° 2, de Prokofiev ; Œuvres de Debussy ; Prélude à l'après-midi d'un faune ; La Mer. 22.15 Les Soirées. (Suite) Trio n° 2, de Beethoven, Eugène Istomin, piano. Isaac Stern, violon. Leonard Rose, violoncelle ; Suite pour grand orchestre, op. 79, de Bruch, par l'Orchestre philharmonique du Rhin, dir. Wolfgang Bauer ; Quatuor n° 1, de R. Schumann, par le Quatuor Chénabé. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Jouvence

par Pierre Georges

CE N'EST GUÈRE respectueux. Mais, quoi, il faut bien mourir un jour ! Et même d'émotion. Trois pollus, trois durs des durs, centennaires ou tout comme, sont morts, couchés par une rafale de légions d'honneur. Apprenant qu'ils allaient être décorés, ils n'ont pas résisté à l'heureuse nouvelle.

Mort à la Légion, et non au champ, d'honneur ! C'est une assez belle fin. En espérant que cette décoration qui fut la cause indirecte de leur départ ne leur sera pas retirée pour défaillance réplénaire.

Il faut bien mourir un jour. Mais rien ne presse. Les Français, les Françaises surtout, semblent s'accorder sur ce point. Ils s'acharnent à réviser à la hausse les statistiques sur leur durée moyenne de vie. Ils deviennent, par leur obstination à ne point rendre les armes trop tôt, les grands architectes de leur propre pyramide des âges.

En ce domaine, le Français mâle reste un élève moyen de l'honnêteté moyenne. Peut mieux faire ! Avec une espérance de vie de 73,6 ans à sa naissance dans la douce France, il a certes effectué de notables progrès : six places grignotées au grand palmarès universel. Mais, malgré toute son application et son assiduité aux cours de longévité, l'homme français demeure à un rang modeste, le treizième des pays industrialisés. Le treizième, voilà un chiffre et un rang qui augurent mal de l'avenir et dont il faudrait, par régime et tempérance, rompre le charme fatal.

Les Françaises, elles, triomphent. Ou presque. Au 1^{er} janvier 1995, selon le rapport annuel de l'INED, elles ont fait le grand bond en avant. Dix places gagnées. Une espérance de vie en diamant, 81,8 ans. Deuxième rang

mondial, juste derrière les Japonaises. Autrement dit, la femme française maîtrise parfaitement la situation. Victoire totale dans la lutte des sexes. Jusqu'à présent, elle semblait en avoir fait une question de principe. Mais quand le veuvage, avec préméditation, lui devient ainsi une seconde nature, il se peut qu'il y ait de l'abus de pouvoir.

Ces chiffres, en tout cas, dans le débat qui occupe nos élites, montrent bien que l'assurance-maladie, en ses dédictees comptables, a quelque chose à se faire. Non pas que l'on veuille ici faire reproche à nos vieux de vieillir. Au motif mesquin qu'ils nous « coûtent ». Mais simplement parce que c'est un fait établi et même consacré par le langage : l'âge a ses atteintes. On ne saurait raisonnablement vieillir en pleine jeunesse.

Ou alors, il nous faudrait au plus vite faire une cure de mélanisme. Car voilà que ce produit fastidieux et mystérieux fait un malheur aux États-Unis. Hormone de jouvence pour tout le monde ! Matin, midi et soir ! La firme qui produit ces comprimés miraculeux - le miracle restant à établir - organise en même temps les stocks et la pénurie. Dépêchez, dépêchez, il n'y aura pas pour tout le monde, pour toute vie !

On ne sait ici si le produit est sérieux. Mais le commerce, lui, l'est assurément. Poussé à fond par quelques solides artachées de presse, auxquelles on serait tenté, par scepticisme, de citer un spécialiste en bain de jouvence, le tricennaire Jean de La Fontaine : « Grand dommage que tout ceci soit sorbettes / Filles connaites qui ne sont point jeunes / A qui cette eau de jouvence viendrait / Bien à propos. »

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Israël : les suites de l'enquête sur l'assassinat d'Yitzhak Rabin 2
Ex-Yougoslavie : accord serbo-croate sur la Slavonie orientale 3
Algérie : le vote des émigrés résidant en France 4

FRANCE

Assemblée : le débat sur l'avenir de la protection sociale 8-9
Extrême droite : la manifestation du Front national à Carpentras 10

SOCIÉTÉ

Banlieues : l'implantation de lycées dans les quartiers en difficulté 12
Justice : le Syndicat des avocats de France critique le projet de réforme de la cour d'assises 13

HORIZONS

Enquête : ces professeurs phares, « intellectuels-experts » 15
Débats : Terrasser le Moloch de l'assurance-maladie, par Georges Jolles ; Hôpital, urgence, par Michel Huguer ; Soigner la santé, par Xavier Boniface ; La confiance, la croissance et les comptes publics, par Edouard

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le lundi 13 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 1764,60 -0,13 -0,80
Hong Kong Index 9411,85 -0,91 -14,90

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

1029,00 1764,60
1029,00 1764,60
1029,00 1764,60
1029,00 1764,60
1029,00 1764,60
1029,00 1764,60
1029,00 1764,60
1029,00 1764,60
1029,00 1764,60
1029,00 1764,60

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 1991 0911 fin 94

Paris CAC 40 1899,82 -0,68 -2,20
Londres FT 100 3526,40 -0,43 -15,08
Zurich 1440,62 - -16,15
Milan MIB 30 992 - -5,17
Frankfurt Dax 30 2172,71 -0,92 -3,13
Bruxelles 1432,27 -0,12 -3,06
Suisse SMI 1369,62 - -33,86
Madrid Ibov 35 294,54 -0,57 -14,15
Amsterdam CBS 299,90 +0,30 +7,87

DEMAIN dans « Le Monde »

ENRICO, MESSAGER DE PAIX : depuis qu'il a fui l'Algérie en 1962, Enrico Macias a élargi son répertoire et son public. Chanteur populaire, il s'efforce de renouer le dialogue entre Juifs et Arabes. L'Unesco lui a confié une mission sur la paix dans le monde.

Tirage du Monde daté dimanche 12, lundi 13 novembre 1995 : 479 678 exemplaires 3

Le Congrès et Washington s'affrontent sur le budget fédéral

LES MARCHÉS AMÉRICAINS

se préparent à une semaine agitée sans pour autant céder à une inquiétude exagérée. La publication de plusieurs statistiques économiques est imminente, mais c'est surtout l'affrontement budgétaire entre le Congrès et l'administration américaine à propos du budget et du relèvement du plafond de la dette publique qui retiendra l'attention. La Maison Blanche et le Congrès doivent en effet impérativement parvenir, lundi 13 novembre au soir, à un accord sur ces deux sujets pour éviter la paralysie financière du gouvernement américain.

Mardi 14 novembre, faute de compromis, le gouvernement risque de devoir fermer ses portes - pour la dixième fois depuis 1981 - et mercredi 15, si aucun accord n'est intervenu entre le Congrès et la présidence, les États-Unis pourraient, pour la première fois de leur histoire, se trouver en situation de cessation de paiements : en effet, le Trésor doit rembourser, ce jour-là, 25 milliards

de dollars (environ 122 milliards de francs) d'intérêts sur la dette publique, un versement qu'il ne pourra pas assurer sans un accord préalable entre les républicains et les démocrates. La crise sur le budget, que les républicains veulent équilibrer en sept ans au prix de réductions drastiques sur les dépenses sociales, risque en outre de mettre au chômage technique 800 000 fonctionnaires fédéraux.

Par ailleurs, le projet de loi de finances relevant le plafond de la dette, adopté vendredi 10 novembre par le Congrès, devait être présenté, lundi 13, à Bill Clinton, qui devrait y opposer son veto, les démocrates ne lui convenant pas. Les dirigeants républicains du Congrès ont offert, dimanche, une nouvelle base de négociations au chef de l'exécutif américain, tout en maintenant leur texte sur le relèvement du plafond de la dette que le président avait par avance jugé inacceptable. De son côté, M. Clinton a proposé de recevoir, lundi à la Maison Blanche, les responsables de la majorité républicaine et de la

minorité démocrate du Congrès pour tenter de sortir de l'impasse. Il estime néanmoins que la négociation ne doit pas avoir lieu « sous la menace de piocher le pays en état de cessation de paiements ».

Conséquence de la crise budgétaire qui oppose à la majorité républicaine du Congrès, le président Clinton pourrait être forcé d'« ajourner » la date de sa visite au Japon, a estimé dimanche le secrétaire général de la Maison Blanche, Leon Panetta. Le chef de l'exécutif américain doit partir jeudi 16 novembre pour le Japon afin de participer à une réunion de l'APEC, le Forum pour la coopération économique dans la région Asie-Pacifique.

Le secrétaire au Trésor, Robert Rubin, a toutefois déclaré dimanche que le Trésor disposait des moyens, hors du budget général, pour faire face à un remboursement de 25 milliards de dollars d'intérêts dus mercredi, même si la limite d'endettement n'avait pas été relevée techniquement d'ici là. (AFP, Reuters.)

Attentat anti-américain à Ryad

UNE BOMBE a explosé, lundi matin 13 novembre, à la mission militaire américaine à Ryad en Arabie saoudite. Deux personnes au moins ont été tuées et une dizaine d'autres blessées.

« Il y a eu une explosion dans une mission d'entraînement militaire américaine. Il y a des victimes. Nous cherchons à évaluer la situation à ce stade et sommes en contact avec le gouvernement saoudien. C'est une bombe », a déclaré le porte-parole de l'ambassade des États-Unis. L'explosion, qui s'est produite à 11 h 30 (8 h 30 GMT), a soulevé un côté du bâtiment de trois étages qui abrite les bureaux des experts américains consultant la Garde nationale saoudienne, chargée de la sécurité intérieure. Plusieurs voitures garées à proximité ont été détruites par la déflagration qui a soulevé les vitres des bâtiments alentour. C'est la première fois qu'une explosion de ce genre est signalée dans la capitale saoudienne. (AFP, Reuters, AP)

Les troubles se multiplient en Haïti

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Haïti connaît depuis une semaine une nouvelle poussée de fièvre, alors que s'ouvre la campagne pour l'élection présidentielle, fixée au 17 décembre. L'assassinat, par des hommes armés mais dans des circonstances encore mal éclaircies, mardi 7 novembre, du député Jean-Hubert Feuillé, ancien garde du corps du président Jean-Bertrand Aristide et membre de la majorité (Lavalas), a servi de détonateur. Le lendemain, « un vent de folie a soufflé sur les Cayes » (d'où est originaire le député Feuillé), selon un gendarme français qui revient de cette ville méridionale. Une vingtaine de maisons appartenant à des personnes liées à l'ancien régime ont été saccagées et incendiées. Un ancien responsable du Front pour l'avancement et le progrès d'Haïti (Fraph), un groupe paramilitaire qu'avait créé les putschistes a été tué à coups de pierres et de bâton par la foule.

Les incidents ont recommencé, samedi 11 novembre à Port-au-Prince, après les funérailles du député Feuillé. L'oraison funèbre, prononcée dans la cathédrale par le président Aristide, n'a pas contribué à calmer les esprits. Celui-ci a appelé la population à participer à la recherche des armes détenues illégalement par ceux qu'il a appelés « les criminels, les terroristes et les extrémistes ». Et il a critiqué la communauté internationale, dont les troupes présentes en Haïti n'ont pas, selon lui, mené un désarmement suffisamment musclé. Des centaines de jeunes ont ensuite érigé des barrages de pneus enflammés dans plusieurs

quartiers de Port-au-Prince. La tension est demeurée vive, dimanche dans la capitale, où des groupes de manifestants ont fouillé des véhicules à la recherche d'armes.

Tandis que les incidents se multiplient, le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, vient de recommander au Conseil de sécurité une réduction progressive du personnel militaire et civil de la Mission des Nations unies en Haïti (Minuba), dont le mandat se termine en février 1996. Une réunion tripartite, qualifiée d'« importante », doit avoir lieu cette semaine à Port-au-Prince pour faire le point sur les engagements de la communauté internationale. Y participeront des représentants des cinq « pays amis » (les principaux bailleurs de fonds dont les États-Unis et la France), de l'ONU et du gouvernement haïtien.

Pour la première fois depuis le retour du président Aristide, il y a un peu plus d'un an, Washington a ouvertement manifesté son mécontentement en gelant un crédit de 45 millions de dollars (environ 22 millions de francs) destiné à Haïti. Le porte-parole du département d'État, Nicholas Burns, a indiqué que cette décision avait été prise pour « inciter le gouvernement haïtien à respecter ses engagements envers la communauté internationale », notamment en ce qui concerne la réforme de l'administration et la mise en œuvre d'un programme de privatisation de neuf entreprises publiques, toujours bloqué en raison de l'opposition de partisans du président Aristide.

Jean-Michel Caroit

Lancement de la privatisation de Pechiney

LA COTATION des titres Pechiney et Pechiney International

était suspendue, lundi 13 novembre, en début de journée à la Bourse de Paris, en prélude à l'annonce d'« opérations » portant sur le capital du groupe d'aluminium. Cette annonce marque le début du lancement de la privatisation de Pechiney, la dernière mise sur le marché de l'année. La cotation devrait reprendre mardi. La remontée de la Bourse de Paris, de plus de 6 % depuis deux semaines, offre au gouvernement la possibilité de lancer une opération. Le groupe a fait l'objet également d'un avertissement sévère de la Commission des opérations de Bourse sur la qualité de ses comptes. Selon les estimations réalisées par les cabinets d'analyses, le groupe Pechiney dirigé par Jean-Pierre Rodier est évalué entre 12 et 13 milliards de francs. L'Etat détient 55,78 % de son capital.

JURIS ON LINE

Comparez votre Convention Collective avec les dispositions légales du droit du travail

3617 CC

Technologie Le Serveur Administratif JET LAC

RAFAL

Fait à la gare St-Lazare

Habille les hommes

GRANDS FORTS

15, place du Havre
Paris 84 - Tél. 48.87.24.94

CAP 2000 - NICE
18, av. J. Médecin

LYON - FORTY
80, rue E. Herriot

Qui va résister à l'appel du Grand Bleu ?

Jeudi 16 et dimanche 19, les Bleus sont Grand Bleu !

Paris - Montpellier **295^h**

Paris - Marseille **275^h**

Paris - Brest **295^h**

AIR INTER